L'INTÉGRATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À LA COMMUNAUTÉ DES DÉMOCRATIES

La création d'un Forum parlementaire vue de la première conférence ministérielle de la Communauté des démocraties

BEST AVAILABLE COPY

L'Intégration de la Société Civile à la Communauté des Démocraties

La création d'un Processus Non Gouvernemental en vue de la Troisième Conférence Ministérielle de la Communauté des Démocraties

CORPORACION PARTICIPA

SANTIAGO 2005 Community of Democracies Non-governmental Process

Cette publication a été financée par

Cette publication a été elaborée par
PARTICIPA Corporation
Andrea Sanhueza
Lea Newfarmer
Silvana Lauzán

Designe graphique
Marcela Veas
Diagonal Oriente 1930 · Providencia
Fono (56 2) 253 70 24
E-mail marcelaveas@123.cl

Traduction française:
Audrey Jeannet

Lieu d'impression
Gráfica Funny
Santa Graciela 166
Fono (56 2) 544 03 51 - 544 03 58
Fax (56 2) 551 68 41
E-mail jsolo@123.cl - grfunny@123.cl

Les avis exprimés en ce document ne reflètent nécessairement ceux des organismes soutenant le project, ni de ses corps ou de son personnel ni ce des membres d'état de ces établissements.

Première édition, Santiago, Chile, Janvier 2006

L'Intégration de la Société Civile à la Communauté des Démocraties
PARTICIPA Corporation - María Luisa Santander 0321 - Providencia
Phone No. (562) 274-7413 - Fax No. (562) 274-7356 - E-mail participa@participa.cl
www.participa.cl · www.santiago2005.org

REMERCIEMENTS

Cette publication a été possible grâce au soutien financier de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) et des Partners of the Americas.

Nous aimerions remercier les coordinateurs régionaux suivants, qui, par leur participation, ont enrichi ce processus:

FORUM 2000 (République Tchèque), Electoral Institute of Southern Africa (Afrique du Sud), International IDEA, PARTICIPA (Chili), MÁS VOCES (Chili), Organization of American States, Freedom House (USA), Democracy Coalition Project (EE.UU.), Council for the Community of Democracies (EE.UU.), American University (EE.UU.), North-South Centre of the Council of Europe (Portugal), Arab Institute for Human Rights (Tunisie), Middle East Citizens' Assembly (Tunisie), Qatari National Committee on Human Rights (Qatar), Taiwan Foundation for Democracy (Taiwan), PANORAMA Centre (Palestine), Yemeni Human Rights Information and Training Center (Yémen), AISHA Network on Women's Rights et Arab NGO Network for Development (Liban).

Nous souhaitons également exprimer notre reconnaissance pour le travail de centaines de participants à ce Processus Non Gouvernemental, pour leur engagement en faveur de la démocratie, de la bonne gouvernance et des droits de l'Homme.

Ce processus n'aurait pas été possible sans la précieuse aide de ceux qui ont soutenu financièrement le Processus Non Gouvernemental:

Le Conseil de la Communauté des Démocraties
Le Democracy Coalition Project
Freedom House
Le gouvernement du Chili
Le gouvernement de la République tchèque
International IDEA
L'Open Society Institute
L'Organization of American States
Le Qatari National Committee on Human Rights
La Taiwan Foundation for Democracy
L'United States Department of State
L'Agence des Etats-Unis pour le développement international
La Westminster Foundation for Democracy

TABLE DES MATIERES

Introduction **9**

SECTION 1: Le Défi de la Communauté des Démocraties (2000-2002) **11**

A. Pourquoi la CD est importante pour la démocratie globale 11
1. Qu'est la Communauté des Démocraties? 11
2. Le défi et l'importance de travailler dans des forums multilatéraux 12
3. Pourquoi y a-t-il un rôle pour la société civile? 14

B. L'identification du problème: la définition d'un rôle pour la société civile 14
1. Les problèmes à Séoul: la nécessité d'une CD plus forte 14
2. La société civile: présente mais ne participant pas 15
3. La vision: comment la société civile peut-elle réellement intégrer la CD? 17

SECTION 2: L'élaboration de la stratégie (2002-2003) **19**

A. La conception du processus 19
1. La conduite du Processus Non Gouvernemental: la création du Secrétariat Exécutif 19
2. Les démarches auprès du Gouvernement Chilien 20
3. Le travail avec des partenaires pour les premières étapes 21

B. La Stratégie 23
1. La stratégie présentée à Lisbonne 23
2. L'Évolution de la Stratégie Non Gouvernementale 27

SECTION 3: L'intégration de nouveaux acteurs à la stratégie (Janvier 2004 - Octobre 2004) **29**

A. La Première Réunion: la planification de Lisbonne 2004 29
1. L'identification des partenaires 29
2. Les objectifs de Lisbonne: llanification du programme 31

B. La Première Réunion de Coordination et le Processus Préparatoire 32
1. Ce qui s'est passé lors de la Réunion 32
2. L'évaluation initiale de la Réunion 39

SECTION 4: Les progrès aux niveaux régional et global (Juin 2003-Septembre 2005) ... **41**

A. Les efforts de diffusion: 41

B. A la recherche de leaders dans les régions 47

C. Le financement 50

D. Le Groupe de travail sur les questions globales 53

PREVIOUS PAGE BLANK

SECTION 5: La mise en oeuvre de la stratégie (Octobre 2004-Février 2005) 57

A. Les ateliers régionaux 57
1. Les objectifs des ateliers régionaux 57
2. Ce qui s'est passé dans chaque région 58
3. Les leçons apprises de façon générale 62
4. La systématisation des propositions faites par les régions 65

B. La Réunion Finale av Santiago: la consolidation du processus avec un message unifié 67
1. Les objectifs de la Réunion Finale 67
2. La Réunion Finale 68
3. Les résultats de la Réunion Finale 76

C. Les Voix des Régions: les propositions non gouvernamentales 77
1. La contribution de la Réunion Finale 77
2. La diffusion de la publication finale 78

SECTION 6: La préparation à la Conférence Ministérielle (Février 2005-Avril 2005) 79

A. La négociation de la participation de la société civile: la planification d'une Conférence Ministérielle différente 79
1. Le plaidoyer pour la participation non gouvernementale directe 79
2. La liste des invités: 80

B. La mise en œuvre de la stratégie de plaidoyer 81

SECTION 7: La Conférence Ministérielle (Avril 2005) 83

A. Le programme Non Gouvernemental 83
1. La planification de la participation non gouvernementale: la réunion préparatoire 83

B. La participation non gouvernementale à la Conférence Ministérielle 84
1. L'ouverture 84
2. Les commissions mixtes 84
3. La Déclaration de Santiago 87
4. D'autres événements du Processus Non Gouvernemental 88

SECTION 8: Comprendre Santiago 2005: les succès et les défis du Processus Non Gouvernemental 91

A. La première évaluation: la Réunion Finale des délégués non gouvernementaux 91
B. Les Résultats de la Participation évaluative 93
1. Les principales conclusions – la perspective non gouvernementale 94
2. Les attentes par rapport au processus 96
3. Les ateliers régionaux, la Réunion Finale et la Conférence Ministérielle 97
4. Les stratégies de diffusion et de plaidoyer 99
5. Les autres thèmes importants 101

6. La Participation des Régions 101
7. Les priorités pour l'avenir 103
8. Les résultats des entretiens avec les représentants gouvernementaux 105

SECTION 9: L'avenir: la Conférence Ministérielle du Mali en 2007 109

A. Les étapes à venir 109

B. L'institutionnalisation du Processus Non Gouvernemental 109
1. Le Secrétariat Exécutif 110
2. Le Comité International de Direction 111

C. La collaboration et l'influence sur les gouvernements 112

D. Le travail de mise en application des Engagements de Santiago 113

E. Les réflexion finales du Secrétariat Exécutif 114

Annexes:

1. The Warsaw Declaration 113
2. The Seoul Plan of Action 117
3. Appeal to Governments from Civil Society 125
4. Governmental Participation list in Warsaw 129
5. Governmental Participation list in Seoul 131
6. Non-governmental Participation list in Seoul 133
7. Agenda of ES Trip in Europe 143
8. Participatory Process Strategy of the Non-Governmental Process 145
9. Diagram of the Non-Governmental Process 156
10. List of Participants of First Coordination Meeting 159
11. Agenda of the First Coordination Meeting 161
12. Democratic Challenges in the Contemporary World 167
13. Report of the Third Assembly of the World Movement for Democracy in South Africa 197
14. Executive Secretariat Presentation in the Hague 201
15. Agenda of World Social Forum Panel 207
16. List of Newsletters 209
17. Text of Brochure 211
18. Letter to the Convening Group regarding Daw Aung San Suu Kyi 217
19. Letter to the Chilean Government regarding the UN Democracy Caucus 219
20. Statement on Invitation Criteria 221
21. Asia Regional Report and Proposals 225
22. European Regional Report and Proposals 233
23. Sub-Saharan Africa Regional Report and Proposals 245
24. Latin American Regional Report and Proposals 253
25. Middle East and North African Regional Report and Proposals 265
26. North American Regional Report and Proposals 271
27. Agenda of the Final Meeting 281

28. List of Participants at the Final Meeting 289
29. Voices from the Regions 293
30. Appeal from Non-Governmental Delegates 311
31. List of Governmental Participants 313
32. List of Non-Governmental Participants 325
33. Speech by Genaro Arriagada 327
34. Reports of the Thematic Panels 329
35. Reports from Regional Panels 337
36. Analysis of the Santiago Commitments in light of Voices from the Regions 345
37. Report of Non-Governmental Participation in the Third Ministerial Conference ... 353
38. Press Advisory on Conference to Support for Democracy 363
39. Press Advisory on UN Human Rights Council 365
40. Governments Interviewed for the Participatory Evaluation 367
41. Compilation of E-Group Discussions 371

INTRODUCTION

Cette publication, rédigée par la corporation PARTICIPA[1], présente une analyse de la première phase d'élaboration d'un organisme équivalent à la Communauté des Démocraties, dans la société civile.

L'objectif de cette publication est d'exposer brièvement les connaissances acquises grâce au travail réalisé par les acteurs de la société civile entre la Conférence Ministérielle de Séoul (Corée du Sud) en 2002, et celle de Santiago (Chili), en 2005, afin de créer un Processus Non Gouvernemental consolidé, qui aurait pour résultat une contribution spécifique au dialogue sur la démocratie.

Les neuf Sections qui suivent décrivent, dans un ordre chronologique, les événements qui ont eu lieu, en se concentrant sur l'identification des éléments cruciaux pour la création d'un Processus Non Gouvernemental, et particulièrement sur ce qui aurait pu être mieux fait.

Section 1: Le Défi de la Communauté des Démocraties (2000-2002) donne une vue d'ensemble du processus de la Communauté des Démocraties lors de la Deuxième Conférence Ministérielle de Séoul (Corée du Sud) en 2002, et explique comment les acteurs de la société civile ont reconnu la nécessité d'un Processus Non Gouvernemental afin de préparer la Troisième Conférence Ministérielle.

Section 2: L'élaboration de la stratégie (2002-2003) décrit le processus de création du Secrétariat Exécutif, les démarches auprès du gouvernement chilien et le travail avec d'autres acteurs non gouvernementaux afin d'élaborer la stratégie non gouvernementale initiale.

Section 3: L'integration de noveaux acteurs dans la strategie (Janvier 2004-Octobre 2004) raconte l'histoire de la Première Réunion de Coordination à Lisbonne (Portugal) en 2004 et explique comment le Secrétariat Exécutif a élaboré la liste des invités, les objectifs, ainsi que la méthodologie de la Réunion et se termine par une évaluation de la réunion.

Section 4: Les progrès aux niveaux régional et global. Cette Section décrit le travail que le Secrétariat Exécutif a effectué afin de développer des outils de diffusion, d'identifier les leaders du Processus Non Gouvernemental (PNG) dans les régions, de rassembler les fonds nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie et de travailler avec d'autres partenaires pour créer un groupe de travail se consacrant à l'analyse de questions en rapport direct avec la Communauté des Démocraties.

Section 5: La mise en œuvre de la stratégie (Octobre 2004-Mars 2005) explique comment le Secrétariat Exécutif a établi une série de propositions non gouvernementales unifiées

---

[1] Cette publication a été rédigée par Andrea Sanhueza, Lea Sarles Newfarmer et Silvana Lauzán. Elle a été révisée par Genaro Arriagada. Out contribué á l'édition de ce document JuliaThiel et Melanie Schmidt. La traduction en francais a été assurée par Audrey Jeannet et Chloé Duval-Zack.

pour les gouvernements de la Communauté des Démocraties. Cette Section décrit brièvement les six ateliers régionaux (l'Asie, l'Afrique subsaharienne, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Europe, les Nouveaux Etats Indépendants et les Balkans, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, et l'Amérique du Nord) et les propositions de chaque région découlant de ces ateliers. Elle décrit le processus de systématisation des propositions et leur mise au point durant la Réunion finale qui eut lieu en mars 2005. La Section 5 explique finalement comment les propositions finales ont été réunies et publiées sous le titre de "Les Voix des Régions".

Section 6: La préparation de la Conférence Ministérielle (Février 2005-Mars 2005) décrit le processus de négociation des conditions de la participation non gouvernementale à la Troisième Conférence Ministérielle avec le gouvernement chilien et retrace la mise en application de la stratégie de plaidoyer.

Section 7: La Troisième Conférence Ministérielle de la Communauté des Démocraties (Avril 2005) décrit la préparation des délégués non gouvernementaux, leur participation à la Conférence Ministérielle, la Déclaration de Santiago, ainsi que les conférences de presse organisées par les délégués non gouvernementaux.

Section 8: Comprendre Santiago 2005 explique que, en plus de la systématisation de cette expérience dans cette publication, le Secrétariat Exécutif a réalisé une évaluation initiale du PNG, ainsi qu'une évaluation participative entre septembre et octobre 2005. Cette section présente les résultats de ces évaluations.

Section 9: L'avenir: la Conférence Ministérielle au Mali en 2007 décrit les prochaines étapes pour le Secrétariat Exécutif actuel et certains des objectifs pour la stratégie non gouvernementale Santiago-Mali. Cette Section se termine par quelques réflexions finales du Secrétariat Exécutif et des recommandations pour l'avenir du Processus Non Gouvernemental.

Les annexes de ce document peuvent se retrouver dans le CD inclus dans cette publication. Ce CD contient auusi les versions de ce document en Anglais, Français et Espagnol.

Nous espérons que cette publication sera utile non seulement pour ceux qui veulent en savoir plus sur la Communauté des Démocraties et s'engager en sa faveur, mais aussi pour les gouvernements de la CD, afin qu'ils comprennent l'importance d'une relation entre les gouvernements et la société civile, et pour d'autres organisations et réseaux de la société civile qui s'efforcent de se mettre en relation et d'influencer les décisions et processus gouvernementaux.

SECTION 1:
Le Défi de la Communauté des Démocraties (2000 - 2002)

A. Pourquoi la Communauté des Démocraties est importante pour la démocratie globale

1. Qu'est la CD?

En 2000, à Varsovie (Pologne), 110 gouvernements se sont réunis, pour la première fois, afin de confirmer leur objectif commun de consolider les institutions et les valeurs démocratiques aux niveaux national, régional et global. Pendant cette Réunion, les gouvernements ont convenu de créer une Communauté des Démocraties – un groupe d'Etats démocratiques qui travailleraient afin de faire respecter et de mettre en application les principes de la démocratie chez eux, ainsi qu'à l'étranger. Ils ont signé ensemble la **Déclaration de Varsovie**, qui affirmait que les éléments essentiels d'une démocratie sont: le respect des droits civils et politiques, la séparation constitutionnelle de la justice et du pouvoir, des élections périodiques libres et transparentes, basées sur le vote à bulletins secrets et le suffrage universel, la liberté d'association, la séparation des pouvoirs, un pouvoir judiciaire indépendant et un contrôle civil et démocratique des forces armées[2]. Un petit groupe de pays, formé par le Chili, l'Inde, la Pologne, la République tchèque, les Etats-Unis d'Amérique, le Mali, le Mexique, le Portugal, l'Afrique du Sud et la Corée du Sud se sont mis d'accord pour coordonner la Communauté qui venait d'être crée, et se sont donné le nom de **"Convening Group"**.

La société civile était présente à Varsovie durant la Conférence Ministérielle sous la forme d'une **conférence non gouvernementale parallèle**, organisée par la Freedom House (USA), la Stefan Batory Foundation (Pologne) et le World Forum on Democracy. Cette conférence parallèle a également eu lieu à ce moment, afin de réunir les organisations et les intellectuels de la société civile de premier plan et de donner aux participants la possibilité d'interagir avec les délégués gouvernementaux participant à la réunion de la Communauté des Démocraties.

Le "Convening Group" a mis sur pied à Séoul (Corée du Sud) en 2002 une deuxième réunion de la Communauté des Démocraties, à laquelle ont participé 95 gouvernements. Le thème de la Conférence Ministérielle était: *"La Démocratie: un investissement pour la paix et la prospérité"*. Les représentants des gouvernements ont participé à quatre tables rondes sur les thèmes: la consolidation des institutions démocratiques; la coopération régionale pour la promotion de la démocratie; les médias et la démocratie; et la coordination de l'aide à la démocratie. Les

[2] La Déclaration de Varsovie dans son entier se trouve dans l'Annexe 1.

gouvernements présents à la Conférence ont signé le **Plan d'Action de Séoul**[3] qui validait les principes exposés dans la Déclaration de Varsovie et établissait les critères à appliquer pour décider quels Etats pouvaient être invités à rejoindre la Communauté des Démocraties. Le Plan d'Action exposait également les engagements concernant: les actions au niveau régional, la façon de réagir lorsque la démocratie est menacée, l'éducation pour la démocratie, la promotion de démocraties plus fortes grâce à la bonne gouvernance, le bénévolat et l'aide à la coordination de la démocratie. Le plan établissait des réunions régulières pour le "Convening Group".

Les acteurs de la société civile se sont également réunis à ce moment, à l'occasion du **Forum non gouvernemental** pour la Communauté des Démocraties, intitulé ***"La solidarité globale pour l'expansion et la consolidation de la démocratie"***, qui a réuni environ 250 participants. Le Forum était divisé en commissions thématiques, qui exposaient leurs idées sur les systèmes de partis politiques, le gouvernement local, les questions de genre et la démocratie, la corruption, le marché et la gouvernance démocratique, les médias et la liberté d'association, l'éducation pour la démocratie, la protection des ONGs et la promotion de la société civile dans les sociétés fermées[4]. Le dernier jour du Forum, 80 des participants non gouvernementaux ont signé un **"Appel aux gouvernements réunis lors de la réunion de la Communauté des Démocraties"** qui reconnaissait l'importance de la Déclaration de Varsovie et émettait trois propositions spécifiques d'actions gouvernementales qui consolideraient la CD: inclure uniquement dans la Communauté des Démocraties des gouvernements respectant les normes établies dans la Déclaration de Varsovie, établir un lien entre le développement et la démocratie en augmentant l'aide bilatérale au développement pour les gouvernements dans la CD et en donnant aux membres de la CD un traitement préférentiel dans le commerce, l'allégement des dettes et les colis d'aide, et organiser un Caucus pour la Démocratie aux Nations Unies.[5]

2. Le défi et l'importance de travailler dans des forums multilatéraux

Depuis ses débuts à Varsovie en 2000, la Communauté des Démocraties a été conçue comme un groupe qui pourrait compléter et consolider le travail effectué aux Nations Unies et dans d'autres organisation multilatérales. Dans ses remarques finales lors de la première Conférence Ministérielle, le Secrétaire général de l'ONU, le Général Kofi Annan, a souligné le lien qui existait entre les objectifs de la CD et les principes des Nations Unies: "Je suis particulièrement heureux que cette nouvelle coalition se réunisse pour soutenir les valeurs fondatrices de notre Organisation, telles qu'elles sont formulées dans la Charte et dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme"[6]. Ce sentiment de connexion entre le travail de la CD et celui des Nations Unies se

---

[3] Pour lire le Plan d'Action de Séoul dans son entier, voir l'Annexe 2.

[4] Pour plus d'informations concernant la Conférence Ministérielle de Séoul, ses composantes gouvernementales et non gouvernementales, voir l'évaluation **L'identification du Problème**, plus bas dans cette Section.

[5] Se référer à l'Annexe 3 pour lire l'Appel dans son entier.

[6] "UN Secretary General Kofi Annan's Closing Remarks to the Ministerial", remarques de Kofi Annan lors de la Conférence Ministérielle à Varsovie (le 27 juin 2000).

trouve également dans les discussions sur la réforme des Nations Unies, lors des Conférences Ministérielles, dans la reconnaissance de la CD dans des publications des Nations Unies et dans la création d'un Caucus pour la Démocratie aux Nations Unies. La CD est également en contact avec des organisations régionales qu'elle soutient, telles que l'Organisation of American States et l'Organization of African Unity, en encourageant leurs efforts pour consolider la démocratie dans leur région.

Même si la Communauté des Démocraties sert de soutien à d'autres processus multilatéraux, elle diffère de beaucoup d'entre eux de par ses objectifs et les critères d'invitation qu'elle a définis. En incluant uniquement des pays qui respectent la Déclaration de Varsovie, la Communauté des Démocraties peut inciter les pays à mettre en application de meilleures pratiques démocratiques au niveau national, afin d'être reconnus comme "démocratie" au niveau international.

Bien que la force de la CD réside dans son caractère de processus multilatéral, ce caractère peut aussi présenter certains défis et certaines difficultés:

1. Dans ce genre de forums, l'engagement a tendance à être formulé comme des déclarations de principes qui, bien qu'elles soient importantes, ne fournissent pas un plan précis pour progresser dans la pratique.
2. Les gouvernements qui font partie de la CD sont également impliqués dans d'autres processus multilatéraux, et les engagements de CD qui ne sont pas obligatoires ne représentent souvent pas la première de leurs priorités.
3. Les représentants gouvernementaux qui participent aux Réunions de la CD et à d'autres forums internationaux appartiennent généralement au Ministère des Affaires étrangères, et ne sont pas responsables, dans la pratique, de la mise en application des engagements au niveau national. Peu de gouvernements possèdent la coordination nécessaire entre le Ministère des affaires étrangères et d'autres ministères ou agences pour faciliter la mise en application des engagements au niveau national.
4. Il existe de nombreux forums traitant d'une certaine manière des questions liées à la démocratie, mais leurs programmes sont souvent choisis indépendamment les uns des autres. Cela pourrait être positif dans le sens où ces problèmes sont traités à divers endroits. Néanmoins, cela peut avoir pour effet de diluer la force des messages et des actions en faveur de la démocratie.

Malgré ces défis, la CD promeut la démocratie globale, en répondant à la nécessité de créer un forum se consacrant exclusivement à la promotion et à la défense de la démocratie au niveau global. La nature globale de la CD crée une occasion unique pour les gouvernements qui y participent d'établir des normes et d'inciter à pratiquer la bonne gouvernance.

Les processus gouvernementaux internationaux ayant été les plus efficaces pour la mise en application des programmes visant à opérer des changements au sein des Etats membres ont souvent été ceux dont les programmes sont restreints et spécifiques, et évitent d'inclure trop de points à traiter. En tant que forum global consacré à la démocratie, la CD devrait limiter son programme et se concentrer sur son impact. Le succès de la CD dépend de la volonté des gouvernements membres à jouer un rôle actif dans la mise en œuvre de leurs engagements au niveau national.

3. Pourquoi y a-t-il un rôle pour la société civile?

Depuis la Guerre Froide, il existe un consensus sur l'importance des processus multilatéraux, car ils permettent aux gouvernements de dialoguer et d'établir des accords ainsi que des programmes régionaux. Depuis le début des processus multilatéraux modernes, les organisations de la société civile ont été témoins de l'impact de ces processus sur les pays impliqués. De ce fait, ces processus sont devenus d'importants espaces de plaidoyer grâce auxquels les organisations de la société civile (OSCs) peuvent influencer le dialogue gouvernemental initial, puis poursuivre avec les engagements pris durant ce dialogue.

Il est important que le vaste réseau d'organisations nationales dépassent leurs frontières et soutiennent la consolidation de la démocratie au niveau global. Les groupes de la société civile travaillant à la consolidation de la démocratie dans leur pays ont aussi besoin de soutien au niveau international, au travers d'espaces et de forums soutenant leur travail.

Même si les opportunités qui se sont ouvertes dans les forums internationaux pour les OSCs nationales ont éveillé un intérêt de leur part pour la CD, il est aussi certain que le processus gouvernemental en est encore à ses débuts. Il manque actuellement à la CD la consolidation, les exemples concrets de pays s'efforçant de mettre en application les engagements de la CD, et ceux des pays développés qui en feraient l'endroit idéal pour les efforts de plaidoyer en faveur de la société civile.

La Communauté des Démocraties étant le seul processus global consacré à la défense et à la promotion de la démocratie, il est crucial qu'elle se consolide en incorporant des gouvernements qui ont la volonté politique de progresser en améliorant leur démocratie. Afin de réussir à consolider la démocratie, les acteurs sociaux et politiques doivent s'engager dans un dialogue de collaboration avec les gouvernements s'efforçant de tenir leurs engagements. Pour être un mécanisme vraiment efficace pour la création, l'expansion et la viabilité d'une "Communauté des Démocraties", le processus de la CD doit inclure des acteurs à la fois gouvernementaux et non gouvernementaux dans cet effort.

B. L'identification du problème: la définition d'un rôle pour la société civile

1. Les problèmes à Séoul: la nécessité d'une CD plus forte

La Deuxième Conférence Ministérielle à Séoul (Corée du Sud), en 2002, a fait ressortir certaines frustrations par rapport au dialogue entre le gouvernement et la société civile, et au rôle de la société civile. Cette conférence a révélé que: 1) **le processus gouvernemental avait besoin d'être renforcé** et 2) pour augmenter son efficacité et soutenir le processus de la CD, la société civile devait organiser sa participation différemment – elle devait **créer un équivalent non gouvernemental** de la Communauté des Démocraties.

Les observateurs du processus gouvernemental de la CD n'étaient pas satisfaits des progrès réalisés entre les deux Conférences Ministérielles. Après les premiers moments d'euphorie lors de la Conférence en Pologne et de la signature de la Déclaration de Varsovie, il semblait que très peu de progrès avaient été accomplis dans l'application des principes formulés dans cette Déclaration.

On craignait également que les gouvernements eux-mêmes puissent sous-estimer l'importance potentielle d'une CD puissante et active. Trop peu de représentants au niveau des Ministères assistaient à la Réunion, ce qui avait pour effet de réduire la possibilité de parvenir à des accords de haut niveau. On avait le sentiment que la participation de l'Europe, dont les gouvernements pouvaient aider à soutenir la consolidation de la démocratie dans d'autres régions, devait être plus importante et de plus haut niveau. Au début, le gouvernement des Etats-Unis était l'un des plus activement impliqués dans la CD. Mais, même si ses efforts étaient cruciaux pour établir la Communauté des Démocraties, d'autres acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux se montraient méfiants et peu enclins à s'impliquer dans un processus pouvant être considéré comme une initiative de la part des Etats-Unis.

Même les discussions qui eurent lieu lors de la Conférence Ministérielle furent critiquées par certains acteurs qui avaient la sensation que, plutôt que de discuter ouvertement de la manière de faire face aux principaux problèmes posés par la démocratie, les délégués gouvernementaux profitaient de cette opportunité pour lire une liste des performances de leur pays dans la promotion de la démocratie au cours des dernières années. On estimait aussi que, si l'on voulait que CD soit vraiment puissante, les principes établis dans les Conférences Ministérielles, ainsi que les engagements pris, devaient devenir plus concrets et mesurables.

La structure des Conférences Ministérielles elle-même était insatisfaisante aux yeux des acteurs non gouvernementaux. Les acteurs de la société civile étaient présents à Varsovie et à Séoul pour la Première et la Deuxième Conférences Ministérielles respectivement, mais participaient uniquement aux conférences parallèles, et pratiquement indépendantes, afin de discuter des questions débattues par les gouvernements.[7]

2. La société civile: présente mais ne participant pas

L'expérience du Forum non gouvernemental à Séoul fit comprendre aux acteurs de la société civile que la présence et l'implication non gouvernementales dans une conférence gouvernementale ne suffisaient pas à garantir une participation efficace. Sans un processus définissant et promouvant un message clair et unifié, les objectifs de la participation de la société civile étaient flous, et elle perdait de son impact et de son public.

Bien qu'il y eût environ 250 délégués non gouvernementaux présents au Forum non gouvernemental de Séoul, le fait qu'il n'y ait pas eu de processus précédant le Forum entraînait deux obstacles importants à la participation de la société civile et à son influence sur la conférence gouvernementale:

---

[7] Pour la liste des participants gouvernementaux à Varsovie, voir l'Annexe 4; pour la liste de Séoul, voir l'Annexe 5. La liste des participants non gouvernementaux se trouve dans l'Annexe 6.

1. Il n'y avait pas de dialogue avec les gouvernements pour la majorité des délégués non gouvernementaux.
2. Il n'y avait pas de résultats concrets à la participation non gouvernementale qui auraient pu contribuer aux engagements gouvernementaux.

L'opportunité manquée d'un dialogue direct

Il avait été convenu qu'une réception avec des représentants gouvernementaux et non gouvernementaux représenterait l'opportunité pour la plupart des délégués non gouvernementaux à Séoul d'agir sur les gouvernements. La réception devait se tenir juste après les délibérations gouvernementales sur le Plan d'Action de Séoul et aurait été l'occasion pour la plupart des délégués non gouvernementaux, qui ne logeaient pas dans les mêmes hôtels que les délégués gouvernementaux, de parler à leur représentants gouvernementaux. Malheureusement, les délibérations durèrent plus longtemps que prévu et les délégués gouvernementaux ne purent assister à la réception.

Bien que deux ou trois représentants du Forum aient été invités à participer à la Conférence Ministérielle afin de présenter les propositions non gouvernementales, les propositions soumises ne furent pas ratifiées par le Forum dans son ensemble.

Le manque de résultat concret de la part du Forum non gouvernemental, qui aurait pu influencer le plan d'Action de Séoul, était dû en partie au **format même de la réunion**, et en partie aux défis inhérents à la création d'un message cohérent, alors que **les délégués possédaient un degré de connaissance du processus de la CD très hétérogène**.

De par sa structure, il était difficile, lors du Forum non gouvernemental, de parvenir à un consensus à propos d'une série de propositions: le forum était énorme et, pour beaucoup, il n'était pas clair que le but des commissions était d'élaborer des propositions. Du fait que certains délégués étaient impliqués dans la CD depuis plus de deux ans et que d'autres ne connaissaient que vaguement ses objectifs et ses membres, il était très difficile pour les délégués de se mettre d'accord sur la contribution adéquate à la CD. Un petit groupe d'acteurs non gouvernementaux qui avait plus d'expérience avec le processus élabora l'"Appel non gouvernemental", signé par 60 participants. Bien que représentant un progrès important en vue d'un message unifié des organisations de la société civile, cet appel arrivait trop tard pour influencer le plan d'action gouvernemental.[8]

Sans interaction directe avec les gouvernements et sans contribution concrète au travail des gouvernements avant la fin de la Conférence Ministérielle, la majorité des délégués non gouvernementaux n'avaient pas les moyens d'influencer le processus gouvernemental.

[8] Voir l'Annexe 3 pour lire l'Appel dans son entier.

3. La Vision: comment la société civile peut-elle réellement intégrer la Communauté des Démocraties?

Pour certains, il peut sembler illogique que la société civile, même si elle peut soutenir les objectifs et les stratégies d'une initiative gouvernementale spécifique, puisse jouer un rôle en la *consolidant*. C'est parce que la société civile n'est pas tenue par les mêmes restrictions de la diplomatie internationale et de la politique intérieure qui limitent parfois les gouvernements, qu'elle est capable d'attirer l'attention sur les actions d'un gouvernement en particulier, qu'un gouvernement spécifique aurait du mal à soutenir explicitement, même si elles sont importantes. Les acteurs de la société civile doivent être capables de participer efficacement, afin de jouer un rôle crucial, à la fois de défenseur et d'organisme de surveillance.

Voici les quelques certitudes apparues après la Réunion de Séoul quant aux conditions requises pour que la société civile puisse aider à consolider la CD:

- **Un équivalent non gouvernemental de la Communauté des Démocraties.** Les acteurs de la société civile devraient coordonner leurs efforts et présenter un message unifié aux gouvernements. Ils devraient baser ce messager sur les électeurs qu'ils représentent, en intégrant la CD aux intérêts de ces électeurs.
- **Un processus pour les acteurs non gouvernementaux entre les conférences gouvernementales**. Ce processus permettrait aux acteurs non gouvernementaux de définir leur message, de négocier les conditions de leur participation avec les gouvernements de la CD, et d'accroître le soutien politique envers les propositions qu'ils présenteraient avant la Réunion Ministérielle. Ce processus soutiendrait également les efforts des gouvernements afin de maintenir la CD dans le programme politique.
- **Une conférence avec les délégués gouvernementaux et non gouvernementaux**. Afin que la participation non gouvernementale soit efficace, les délégués auraient besoin d'une opportunité pour présenter, clarifier, et appuyer leurs propositions durant la réunion gouvernementale.
- **L'engagement de l'Europe dans le processus non gouvernemental**. Il serait important pour les délégués non gouvernementaux, qui estimaient que plus d'engagement européen était nécessaire au succès de la CD, de travailler avec les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux européens.
- **L'inclusion non seulement des ONGs traditionnelles, mais aussi des académies, des fondations politiques et des partis politiques dans le processus non gouvernemental.** Chaque secteur possède ses compétences particulières, ses contacts, ses méthodes de travail et son soutien à offrir au processus non gouvernemental. La participation de la société civile dépend de leur efficacité à tous.

SECTION 2:
L'élaboration de la stratégie (2002 - 2003)

A. L'élaboration du processus:

1. La conduite du Processus Non Gouvernemental: la création du Secrétariat Exécutif

Durant la II Conférence Ministérielle et le Forum non gouvernemental à Séoul en 2002, il a été convenu que le Processus Gouvernemental avait besoin d'être renforcé et que les acteurs non gouvernementaux devaient s'organiser pour coordonner leur participation et fournir une contribution à la discussion gouvernementale, longtemps avant la prochaine Conférence Ministérielle.

Il était évident que l'on avait besoin d'un groupe de personnes qui se chargeraient de la coordination et de l'organisation, de la recherche de financement pour le processus, ainsi que de la conception et mise en application d'une stratégie afin d'atteindre ces objectifs. Il a été décidé que les acteurs de la société civile du Chili, le pays qui présiderait le prochain "Convening Group" et qui accueillerait la Conférence Ministérielle en 2005, mettraient sur pied l'équipe de coordination connue comme le **"Secrétariat Exécutif"**.

Cette équipe se composait de Genaro Arriagada, un politologue chilien connu, menant une carrière politique distinguée dans le gouvernement, mais également en dehors, de Andrea Sanhueza, la directrice exécutive de la corporation PARTICIPA et de son équipe, Pedro Mujica, Viviana Giacaman, Silvana Lauzán, Lea Sarles Newfarmer et Kerry Hoeschen[9] de PARTICIPA. PARTICIPA est une organisation non gouvernementale chilienne qui a commencé, en 1991, à promouvoir les droits des citoyens et l'inscription au vote, lors du plébiscite pour déterminer s'il y aurait des élections après 17 ans de dictature militaire. Depuis lors, PARTICIPA a été impliqué dans la promotion de la démocratie aux niveaux national, régional et global, en étant à la tête du processus de suivi de la société civile du Sommet des Amériques. Afin d'avoir la capacité institutionnelle requise pour coordonner un processus global et le capital politique nécessaire pour légitimer le processus aux yeux du gouvernement, il était crucial que le Secrétariat Exécutif incorpore les compétences, les capacités et les contacts tant de M. Arriagada que de PARTICIPA[10].

---

[9] En général, deux membres de l'équipe travaillaient avec Mme Sanhueza au processus non gouvernemental. Pedro Mujica est le coordinateur académique de PARTICIPA et a joué un rôle important dans l'élaboration du processus, en coordonnant la Première Réunion de Coordination à Lisbonne et en participant à l'atelier régional de l'Amérique latine, à la Réunion Finale, ainsi qu'à la Réunion Ministérielle. Vivana Giacaman a été la coordinatrice du projet d'octobre 2003 à août 2004 et a été remplacée par Silvana Lauzán. Lea Sarles Newfarmer a commencé à travailler en tant qu'assistante de projet en novembre 2003 et Kerry Hoeschen a travaillé en vue des Réunions Finale et Ministérielle de janvier à avril 2005.

[10] Vous trouverez plus d'informations sur PARTICIPA sur le site *www.participa.cl.*

PREVIOUS PAGE BLANK

Les leçons apprises:

Le Secrétariat Exécutif a besoin de personnes ayant l'habitude de travailler avec les gouvernements; des personnes ayant *travaillé dans le gouvernement*, qui comprennent ses contraintes et ses inquiétudes, et ayant *déjà acquis une solide réputation* par rapport à des questions de politiques publiques.

Le Secrétariat Exécutif a besoin de personnes ayant de l'expérience dans la coordination d'un processus international; des personnes ayant l'habitude de travailler avec plusieurs organisations venant de différents pays, ayant des relations avec des donateurs, étant aptes à écrire des propositions de subventions, et possédant la capacité institutionnelle de garder le contact avec d'autres organisations dans différents pays, de travailler aussi bien en anglais que dans leur langue maternelle, ainsi que de gérer un site Web.

Le Secrétariat Exécutif a besoin de personnes possédant une vision à long terme du processus; des personnes comprenant à la fois les limites et les possibilités de ce qui est réalisable à court, moyen et long terme.

2. Les démarches auprès du Gouvernement Chilien

Lors de la création d'un équivalent non gouvernemental d'un processus gouvernemental, il était crucial d'établir une nouvelle relation avec les acteurs gouvernementaux pertinents. Il était impossible d'atteindre les objectifs du Secrétariat Exécutif qui venait d'être créé sans établir une confiance mutuelle dans le but de négocier les conditions de la participation de la société civile et de donner à ses participants plus d'informations sur les décisions prises par les gouvernements de la CD, ainsi que l'opportunité de contribuer à ces décisions.

Un des buts les plus concrets pour le Processus Non Gouvernemental de la CD était de changer les conditions de participation aux Conférences Ministérielles, de façon à ce qu'il y ait une seule **conférence intégrée**, au lieu de deux Réunions parallèles se déroulant de façon essentiellement indépendante l'une de l'autre avec un minimum de contact. Pour y parvenir, il était essentiel que le Secrétariat établisse une relation de travail avec les acteurs gouvernementaux pertinents, la Ministre des Affaires étrangères, Soledad Alvear (2002-2004) et le Ministre des Affaires étrangères Ignacio Walker (2004 - 2006) et, de façon plus régulière, avec le directeur général de la Chancellerie chilienne, Carlos Portales.

M. Arriagada et Mme Sanhueza ont tous deux compris que, même s'il était important que les acteurs de la société civile restent indépendants par rapport au processus gouvernemental, il était tout aussi important qu'ils soient considérés comme des "acteurs légitimes" par le gouvernement. Pour être sûr que le Ministre Portales et les autres représentants du gouvernement du "Convening Group" se rallient à cette opinion, le Secrétariat Exécutif a décidé de faire appel au gouvernement dès les premières étapes de la conception d'une stratégie non gouvernementale.

Heureusement pour le Secrétariat Exécutif, la Chancellerie chilienne avait déjà conscience que certains des résultats de la Réunion de Séoul étaient insatisfaisants et était prête à réfléchir de façon constructive à la manière de consolider le processus avant Santiago 2005. De ce fait, le

gouvernement chilien a non seulement pris le temps de rencontrer M. Arriagada et Mme Sanhueza, mais il a également fait comprendre qu'il pensait qu'un processus d'intégration de la société civile représentait une contribution importante au travail de la CD et qu'il prenait ces discussions au sérieux. Le gouvernement chilien rencontra le Secrétariat Exécutif afin de connaître les objectifs du Processus Non Gouvernemental naissant. Ils échangèrent leurs idées sur la façon dont le processus gouvernemental devait procéder. Cet échange d'informations fut extrêmement important et permit aux deux groupes d'acteurs de comprendre les perspectives et les objectifs de l'autre assez tôt pour prendre en compte ces objectifs au moment de planifier leurs activités.

Ces premières Réunions jetèrent les fondations de ce qui allait se transformer en une relation de confiance mutuelle et de communication, dans laquelle les acteurs non gouvernementaux étaient invités à présenter leur progression et à apporter leur contribution aux questions devant être traitées par le "Convening Group". L'idée n'était pas que les acteurs gouvernementaux approuvent à l'avance chaque élément du programme non gouvernemental, mais plutôt qu'ils soient conscients des objectifs généraux et spécifiques des acteurs non gouvernementaux et qu'ils comprennent que, si ces objectifs étaient atteints, cela pouvait aider à consolider les processus gouvernementaux.

Les leçons apprises

Il est essentiel d'impliquer les acteurs gouvernementaux importants dans la discussion très tôt pour établir la confiance mutuelle nécessaire à une communication efficace et aux négociations entre les secteurs gouvernementaux et non gouvernementaux.

3. Le travail avec des partenaires pour les premières étapes – L'élaboration de la stratégie avec des acteurs-clés

Après avoir débattu de ses idées initiales avec la Chancellerie chilienne, le Secrétariat Exécutif s'adressa à quelques-uns des acteurs qui avaient le plus d'expérience avec processus et, au printemps 2003, il voyagea, en premier aux **Etats-Unis**, puis en **Europe**, dans l'optique de transformer ses idées en une stratégie claire. Il pensait que la stratégie devait être construite avec la participation de **personnes connaissant bien le processus, avec des donateurs potentiels et avec de nouveaux partenaires dans le processus.**

Durant sa visite à Washington, le Secrétariat Exécutif organisa une réunion avec les représentants du Council for Community of Democracies, une organisation créée pour aider à soutenir le travail de la CD, le Democracy Coalition Project, Freedom House, le National Endowment for Democracy, le National Democratic Institute et l'International Republican Institute, entre autres.

Lors de la réunion, il fut décidé unanimement que le Processus Non Gouvernemental précédant la Conférence de Santiago devait se focaliser sur la collaboration avec les gouvernements et sur la façon de les influencer par rapport à des questions relatives à la gouvernance démocratique. Il fut également convenu que le PNG de la CD devait s'étendre au réseau de Séoul et inclure à la fois les partis politiques et les fondations encourageant la démocratie. Les participants se mirent

d'accord sur le fait que, pour influencer efficacement les gouvernements, il était nécessaire de créer une interaction entre les processus gouvernementaux et non gouvernementaux, mieux intégrée et plus fréquente que les réunions parallèles indépendantes qui avaient lieu tous les deux ans. Il fut aussi convenu que la participation des entités européennes gouvernementales et non gouvernementales était impérative, afin de garantir le succès de la CD et de son équivalent non gouvernemental, une idée qui procédait de la Réunion de Séoul. Les acteurs européens devraient inclure les partis politiques, leurs mouvements internationaux et les fondations politiques. Les participants donnèrent également leur opinion sur la Réunion Ministérielle de Santiago: certains estimaient que le secteur non gouvernemental devait être représenté par un plus petit nombre de délégués qui se réuniraient au même endroit où aurait lieu la Réunion ministérielle et qui seraient intégrés dans celle-ci; tandis que d'autres préféraient un rassemblement plus important, partiellement intégré dans la Conférence Ministérielle, mais avec une identité propre.

Cette réunion aida à clarifier les étapes qui devaient prendre place dans les deux ans à venir et à formuler les objectifs importants des acteurs de la société civile à court, moyen et long terme.

Néanmoins, peu des activités proposées dans la stratégie non gouvernementale pouvaient être effectuées sans financement. M. Arriagada et Mme Sanhueza se sont rendus au State Department, à la Interamerican Development Bank et l'Open Society Institute, afin d'étudier les possibilités de **financement nécessaire** au démarrage du processus[11].

Tant les réunions avec le gouvernement chilien que celles avec les partenaires à Washington aidèrent à apporter le soutien nécessaire à un voyage afin de rencontrer des partenaires en Europe, une région essentielle pour le processus. Avec le soutien de l'Ambassade chilienne à Bruxelles et du Democracy Coalition Project, Genaro Arriagada et Andrea Sanhueza voyagèrent en Europe pour assister à des réunions en Allemagne, Grande-Bretagne, Suède et Belgique, afin de présenter le processus à des acteurs politiques et sociaux importants et d'obtenir le financement nécessaire à la stratégie. Parmi les 26 institutions rencontrées lors de ce voyage, il y avait la Westminster Foundation for Democracy (Grande-Bretagne), International IDEA (Suède), Democratic Governance, la Swedish International Development Agency (Suède), l'Human Rights Foundation (Suède), la Bertelsmann Foundation (Allemagne), la Friedrich Ebert Foundation (Allemagne), le Parlement européen (Belgique), et Europe Aid (Belgique).[12]

Ces réunions ont eu comme résultat de sensibiliser encore davantage les parlementaires européens de différents partis politiques à l'importance de la CD. Elles mirent l'accent sur la nécessité pour le Secrétariat Exécutif de continuer ses efforts afin que les pays européens et l'Union européenne s'engagent de façon plus significative en faveur de ce projet. Bien que certains des partenaires rencontrés par le Secrétariat Exécutif lors de ce voyage fussent prêts à apporter leur aide, le SE n'obtint ni le soutien, ni le financement qu'il attendait. Il avait été convenu, par exemple, que le Secrétariat Exécutif soumettrait une proposition de financement à l'Union européenne. En fin de compte, cette proposition fut rejetée. L'expérience confirma qu'il serait

[11] Pour plus d'informations sur les résultats de ces réunions, se référer au paragraphe Le Financement de la Section 4.

[12] Pour le programme du voyage en Europe, voir l'Annexe 7.

difficile pour le PNG de trouver des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux prêts à s'engager. Les réunions aux Etats-Unis et en Europe étaient cruciales pour permettre à des acteurs expérimentés de parvenir à un consensus sur les étapes à venir pour les partenaires non gouvernementaux et pour identifier les sujets controversés.

B. La Stratégie

Après le voyage aux Etats-Unis et en Europe, il était évident qu'une première Réunion globale devait avoir lieu avec les partenaires de différentes régions, afin d'examiner la stratégie non gouvernementale naissante en vue de la Conférence Ministérielle de Santiago en 2005.

Bien que la stratégie non gouvernementale ait évolué de façon significative entre 2003 et 2005, beaucoup des objectifs principaux et des activités-clés ne changèrent pas. La stratégie est présentée ci-dessous, de façon condensée et révisée, telle qu'elle a été présentée initialement aux partenaires, lors de la première réunion globale du Processus Non Gouvernemental, en janvier 2004[13].

1. La stratégie présentée à Lisbonne

L'objectif général de la stratégie non gouvernementale est d'organiser un processus participatif pour les acteurs politiques et sociaux qui encourageront la création d'un équivalent non gouvernemental de la CD. Ce processus aura comme résultat une analyse de haut niveau des déficits démocratiques, ainsi que des propositions concrètes afin de déterminer la façon de les traiter. La stratégie vise à encourager l'engagement non gouvernemental dans la Communauté des Démocraties au-delà de la Conférence Ministérielle de Santiago, en promouvant les conditions pour la participation continue de la société civile.

Les objectifs spécifiques de la stratégie sont:

1. Identifier les partenaires de la société civile de différentes régions pouvant soutenir le processus non gouvernemental.
2. Préparer un *Document de base pour la démocratie* qui la considère à un niveau global et régional et qui puisse servir de point de départ pour des discussions et des propositions.
3. Organiser des ateliers régionaux pour discuter du *Document de base pour la démocratie* et émettre des propositions afin de consolider la démocratie.
4. Participer activement à la Réunion Ministérielle de 2005, en promouvant des opportunités de dialogue entre les gouvernements et les acteurs politiques et sociaux et en encourageant les gouvernements à incorporer les propositions dans leur Plan d'Action.
5. Préparer un document qui systématise les résultats du processus non gouvernemental mis en application pour Santiago 2005, en se concentrant sur ses défis et succès.

[13] La stratégie originale dans son entier se trouve dans l'Annexe 10.

6. Créer des groupes locaux afin de développer et de mettre en œuvre une stratégie nationale de promotion de la démocratie.

Les Activités et les Résultat attendus

Afin de faciliter la stratégie, le travail se concentre sur les régions suivantes: (i) l'Asie, (ii) l'Amérique latine, (iii) le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, (iv) l'Amérique du Nord, (v) l'Europe de l'Ouest, l'Europe centrale, l'Europe de l'Est, (vi) l'Afrique subsaharienne (vii) la Russie, les Balkans et les Nouveaux Etats Indépendants.

1. **La création du document de base pour la démocratie**
   Son but est de définir les déficits démocratiques les plus importants aux niveaux global et régional afin de contribuer aux discussions entre les partenaires dans les régions.
2. **L'identification de partenaires régionaux de sept régions**
   Les partenaires régionaux incluront des représentants d'ONGs, de syndicats, de partis politiques, de réseaux de partis régionaux et d'autres acteurs pertinents. Le Secrétariat Exécutif cherchera l'égalité des sexes parmi les partenaires.[14]
3. **Les mécanismes de diffusion et d'information**
   Il est essentiel de produire des mécanismes de diffusion et d'information qui permettent la communication entre les participants et contribuent à la diffusion du processus. Le premier mécanisme à mettre en place sera un site Web du projet, *www.santiago2005.org*, où les participants trouveront des informations mises à jour et pourront fournir des informations sur les processus en cours dans leur région.
4. **La réunion de planification et de coordination à Lisbonne**
   Une première réunion de planification et de coordination pour environ 40 personnes provenant de sept régions, incluant des organisations de la société civile, des donateurs et le Secrétariat Exécutif, aura lieu à Lisbonne (Portugal), les 20 et 21 janvier 2004. Les objectifs de cette réunion sont de présenter la stratégie non gouvernementale aux participants, d'obtenir les réactions des participants sur la stratégie, d'évaluer les rôles possibles des participants dans les processus et de juger s'il est possible de travailler dans les régions en vue de la Troisième Réunion Ministérielle de la CD.
5. **Les ateliers régionaux.**
   Sept ateliers, un dans chaque région, auront lieu entre mars et novembre 2004. Ces ateliers seront organisés par des partenaires régionaux avec le soutien du Secrétariat Exécutif et incluront une variété importante de groupes d'intérêts.

---

[14] La stratégie initiale définissait les "partenaires régionaux" de façon assez vague et invitait les personnes intéressées à participer activement aux processus, en travaillant sur le Document de base pour la Démocratie, en identifiant les "pays prioritaires" dans leurs régions où les déficits démocratiques étaient plus urgents, en participant à la première réunion de coordination à Lisbonne en janvier 2004, en organisant des ateliers régionaux, en participant à la réunion finale non gouvernementale avant la Conférence Ministérielle, qui devait avoir lieu en décembre 2004, en contribuant à l'évaluation des processus non gouvernementaux, et en tenant leurs gouvernements informés de l'organisation non gouvernementale. L'Annexe 8 montre la stratégie de décembre 2003 dans son intégralité.

6. **La réunion finale du processus de participation à Santiago**
   Cette réunion aura lieu en décembre 2004 afin d'élaborer un document final avec les propositions qui seront présentées à la CD pour agir aux niveaux national, régional et global.
7. **L'influence du processus de négociation officiel**
   Les résultats du processus préparatoire et des propositions régionales seront présentés aux gouvernements de façon à ce qu'ils puissent les inclure dans la déclaration gouvernementale finale.
8. **La Réunion Ministérielle de la Communauté des Démocraties à Santiago**
   Son but est de créer un dialogue entre les gouvernements et les acteurs non gouvernementaux à travers la participation active de ces derniers aux Réunions Ministérielles.
9. **La systématisation et l'évaluation du processus préparatoire**
   L'objectif est de produire un rapport sur le processus offrant une analyse comparative des propositions présentées aux gouvernements et du Plan d'Action gouvernemental établi lors de la Réunion de Santiago.
10. **La création et la consolidation des groupes nationaux**
    Le but est d'identifier des pays ayant l'occasion et les moyens d'organiser un groupe national qui définisse les plans de travail nationaux pour le Processus Non Gouvernemental, basés sur l'accord auquel on était parvenu lors de la réunion officielle à Santiago, et qui puisse travailler avec le Secrétariat Exécutif de la prochaine Réunion Ministérielle.
11. **Le rapport final et la passation du Secrétariat au pays organisant la prochaine Réunion**
    Un rapport final du processus sera rédigé et distribué parmi les participants et le grand public. Ce document expliquera les stratégies suivies dans le processus préparatoire, les résultats de l'évaluation du processus et les recommandations pour les prochaines réunions de la Communauté des Démocraties.

Acteurs cible et impact de la stratégie pour Santiago 2005

ACTEURS CIBLE	IMPACT ATTENDU
Gouvernements, organisations internationales et régionales, la communauté des donateurs.	1. Les acteurs recevront des informations actualisées et complètes concernant les multiples acteurs politiques et sociaux travaillant à la démocratisation dans leur pays, de leur région et dans le monde. 2. Le processus conduisant à Santiago 2005 fournira de vastes opportunités pour analyser des perspectives à la fois différentes et complémentaires sur les déficits démocratiques et décider comment remédier à ces déficits. 3. Le processus permettra de participer à un dialogue avec des acteurs non gouvernementaux qui génèreront des propositions concrètes. 4. Les activités de la société civile démontreront qu'il est dans l'intérêt des gouvernements de construire des alliances et de développer des positions communes concernant les politiques internationales relatives à la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme. 5. Le processus conduira à une évaluation des progrès en vue de la mise en application de la Déclaration de Varsovie et du Plan d'Action de Séoul. 6. Les gouvernements recevront une série de propositions sérieuses qu'ils ne pourront ignorer, étant donné l'importance et le sérieux du processus en cours. On s'attend à ce qu'ils acceptent certaines propositions de la société civile.
ONGs, partis politiques et syndicats	1. Le processus renforcera la constitution de réseaux et la coordination entre les partenaires de la société civile et les autres protagonistes importants dans le domaine de la politique démocratique. 2. Il augmentera les connaissances mutuelles et inspirera un échange des pratiques les plus appropriées, ainsi que des leçons apprises. 3. Il augmentera le connaissance des mécanismes de fonctionnement dans les processus multilatéraux et créera des opportunités de consolider la capacité d'influencer le processus. 4. Il donnera plus d'opportunités de dialogue productif entre la société civile et les gouvernements.

Fondations politiques	1. Le processus promoura leur interaction avec les gouvernements et d'autres secteurs avec lesquels elles ne travaillent traditionnellement ni au développement, ni à la promotion des propositions politiques. 2. Il génèrera une réflexion commune sur la démocratie, dont les résultats seront enrichis par les contributions des différents acteurs. 3. Consolidation de la connaissance des mécanismes et des processus de fonctionnement dans les processus multilatéraux. 4. Multiplication des informations et des analyses pour aider à former et à coordonner des stratégies de donateurs pour la démocratisation.
Les médias et le grand public	1. Attirer l'attention sur le processus et sur les principales questions démocratiques sur lesquelles il se concentre. 2. Information mise à jour concernant le processus et les différents pays impliqués. Attention spéciale aux pays qui ne participent pas et aux raisons de leur non participation, ce qui générera, espérons-le, un débat sur l'état de la démocratie dans le monde. 3. Connaissance des mécanismes et processus de fonctionnement dans les processus multilatéraux.

2. L' Evolution de la Stratégie Non Gouvernementale

Bien que certaines des activités et des définitions présentées dans cette stratégie aient été adaptées à l'évolution des contextes globaux et régionaux, la **vision** du rôle que les acteurs non gouvernementaux devraient jouer dans la Communauté des Démocraties ne changea pas. L'idée que les activités et le plaidoyer non gouvernementaux devaient avoir lieu dans le cadre d'un **processus global** en vue de la Troisième Réunion Ministérielle se transforma en un axe central de l'initiative non gouvernementale. De ce fait, le nom de "Forum non gouvernemental pour une Communauté des Démocraties" se transforma en "Processus Non Gouvernemental". L'idée que ce groupe concerté d'acteurs non gouvernementaux agirait en tant qu'**équivalent** des gouvernements de la CD continuait à représenter un aspect important de la stratégie, comme nous l'expliquons en détail dans cette publication.[15] L'objectif initial de soumettre des **propositions concrètes** aux gouvernements de la CD aux niveaux régional et global apparut également comme l'une des contributions les plus importantes du Processus Non Gouvernemental.

De 2003 à 2005, tous les objectifs initiaux, sauf un, ont été atteints, de la façon dont ils avaient été envisagés au départ ou presque, même si, dans certains cas, l'objectif est devenu plus

[15] Pour plus de détails sur la manière dont les leaders du processus non gouvernemental ont agi en tant qu'équivalents des gouvernements de la CD, voir Le Groupe sur les questions globales (Section 4) et La négociation de la participation de la société civile (Section 6).

ciblé. L'idée de préparer un "Document de base pour la Démocratie" qui pourrait servir d'analyse de haut niveau des déficits démocratiques globaux et régionaux évolua au cours de la préparation de la première réunion globale du Processus Non Gouvernemental. Bien que le document ait été rédigé et discuté, le Secrétariat Exécutif et d'autres personnes pensaient que, dans l'esprit de la décentralisation du processus, il était préférable que ce genre d'analyse provienne des acteurs régionaux eux-mêmes.[16] Les ateliers régionaux étaient essentiels à l'élaboration de propositions régionales, à la diffusion du processus et à l'incorporation de nouveaux acteurs.[17] La systématisation des résultats du processus continue clairement à être importante et cette publication répond à cet objectif.

L'objectif qui évolua le plus fut celui de la création de groupes locaux afin de développer et de mettre en application une stratégie nationale pour la promotion de la démocratie. Bien que l'on ait reconnu, lors de la première réunion de coordination, que la stratégie était très ambitieuse[18], ce n'est que lorsque le processus commença à se mettre en place que l'on se rendit véritablement compte du défi que cela représentait. Jusqu'à la Réunion de Séoul, seuls quelques acteurs de la société civile ayant de bons contacts avaient participé à la Communauté des Démocraties. Comme l'expliquent les Sections 4 et 5 de cette publication, il devint évident qu'il serait très difficile d'organiser un atelier dans chaque région, orchestré par un coordinateur régional expérimenté dans le processus de la connexion entre le travail de la CD et celui des Nations Unies et pouvant donner comme résultats des propositions. Dans le cas où cela fonctionnerait, cela représenterait un succès significatif. Bien que la vision d'un équivalent non gouvernemental efficace inclut toujours la création de sections nationales de personnes impliquées dans les questions relatives à la CD, il s'agit d'un objectif à long terme[19].

---

[16] Pour plus d'informations sur le processus d'identification des déficits démocratiques, voir La première Réunion de la Section 3.

[17] Pour plus d'informations sur les ateliers régionaux, se référer à la Section 5.

[18] Voir La Première Réunion de coordination et le processus préparatoire de la Section 3 pour plus d'information sur les commentaires des participants concernant la stratégie.

[19] La stratégie non gouvernementale finale se trouve dans le diagramme de l'Annexe 9.

SECTION 3:
L'intégration de nouveaux acteurs à la stratégie, (Janvier 2004 - Octobre 2004)

A. La Première Réunion: la planification de Lisbonne 2004

1. L'identification des partenaires

La Première Réunion de Coordination représentait une étape critique pour la stratégie, car il s'agissait de la première occasion d'accroître le nombre d'acteurs non gouvernementaux impliqués dans le processus, de présenter la stratégie non gouvernementale à un large éventail de groupes d'intérêts et de planifier concrètement le travail à effectuer dans différentes régions. De par la nature globale et ambitieuse de la stratégie, les participants à la réunion devaient être choisis à partir de critères spécifiques. Le processus d'invitation devait donc inclure le plus de personnes possible, tout en se concentrant sur des acteurs capables de contribuer à la mise en œuvre de la stratégie.

La première tâche pour le Secrétariat Exécutif fut de créer une base de données des acteurs politiques et sociaux des sept régions différentes du monde où la stratégie serait mise en application: l'Asie, l'Europe, l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, l'Amérique du Nord, la Russie et les Nouveaux Etats Indépendants, et l'Afrique subsaharienne.

Le SE a établi trois critères afin de déterminer quelles organisations devaient participer au processus:

- Les organisations impliquées dans le processus devaient représenter différents groupes d'intérêts, tels que les partis politiques, les ONGs, les universités, les fondations politiques, etc.
- Elles devaient travailler sur des thèmes relatifs à la démocratie dans leur région respective.
- Elles devaient être actives dans plus d'un pays, c'est-à-dire, qu'elles devaient appartenir à un réseau d'ONGs ou de partis politiques, afin d'incorporer le plus grand nombre possible de pays.

Etant donné que le SE possédait peu de connaissances sur les acteurs dans d'autres parties du monde, il mit sur pied deux stratégies afin d'identifier d'autres organisations: une recherche sur Internet et l'identification de partenaires s'y connaissant, qui pourraient les seconder dans cette tâche.

La première stratégie fut utilisée afin d'identifier des ONGs et des centres universitaires et académiques, ainsi que pour rechercher des partis politiques.

Afin de trouver les organisations de la société civile travaillant sur le thème de la démocratie, on fit une recherche sur Internet et on identifia les forums, les organisations, ou les réseaux internationaux de diverses parties du monde. Après avoir établi une liste incluant toutes les organisations, le SE consulta les pages Web de chacune afin de connaître leurs objectifs, leurs activités et leurs expériences.

Le SE rechercha également les réseaux de partis politiques dans chaque région, en essayant de couvrir le spectre des idéologies. Cela fut plus simple que la recherche d'organisations de la société civile, parce que les partis politiques possèdent des réseaux internationaux organisés et ont tendance à avoir des sites Web riches en informations, dans plusieurs langues.

Internet fournissait une quantité abondante d'informations, particulièrement en ce qui concerne les organisations de la société civile, ce qui a permis d'identifier quelques partenaire, mais, par contre, très peu d'informations utiles sur le contexte régional et politique, ce qui ne permettait pas de déterminer facilement quelles organisations étaient les plus adéquates pour le processus.

Etant donné cette difficulté, le SE compta sur l'aide de ses partenaires expérimentés afin de l'aider à mettre sur pied la base de données. Le SE contacta des personnes de différentes régions du monde avec lesquelles il avait déjà eu des contacts et dont il savait qu'elles connaissaient les groupes d'intérêts ou les régions spécifiques du monde. Ces sources fournirent des informations sur les organisations trouvées grâce à Internet et proposèrent le nom de nouvelles organisations susceptibles d'être incluses dans les processus.

Certaines sources essentielles à cette recherche ont été les collaborateurs des Bureaux du DCP à Washington et à Bruxelles. Au sein du SE, Genaro Arriagada fournit des informations importantes concernant les partis politiques et leurs réseaux, particulièrement en Amérique latine.[20]

Comme nous l'avons mentionné plus haut, les collaborateurs des Bureaux du DCP suggérèrent les noms d'individus et d'organisations de la société civile qui avaient une grande expérience dans la promotion de la démocratie dans leur région. Le Secrétariat Exécutif contacta ces personnes et organisations de façon informelle afin de les mettre au courant du processus et de les inviter à y participer. Dans d'autres cas, les personnes suggérées par ces partenaires devinrent à leur tour d'importantes sources d'informations, ce qui aida à mieux comprendre les nombreuses sous-régions du monde et les organisations présentes dans chacune. Le SE élabora une liste d'invités, avec le soutien de partenaires compétents en la matière.

Néanmoins, il y avait encore des obstacles à surmonter pour que cette base de données soit aussi complète que le SE le souhaitait, notamment l'identification des groupes dans la sous-région de l'Asie du Sud-Ouest. Nos partenaires ne possédaient pas beaucoup d'informations concernant cette région du monde, et, étant donné la barrière de la langue, il était très difficile d'identifier et d'inclure des organisation de cette sous-région. Un autre problème surgit lorsque l'on essaya d'inclure des représentants des syndicats intéressés par le processus. Bien qu'il y ait

[20] C'est grâce aux efforts de M. Arriagada que le Secrétariat Exécutif a pu contacter les International Christian Democrats, les International Liberals et les International Socialists.

des réseaux internationaux de syndicats, aucun ne paraissait établir la connexion entre les droits des travailleurs et la consolidation de la démocratie aux niveaux national, régional et global.

Finalement, le SE décida de travailler avec les organisations avec qui ils avaient pu entrer en contact et de laisser à plus tard l'inclusion de représentants de régions ou de groupes d'intérêts difficiles à joindre. Il fut décidé qu'au cours des activités futures, de nouvelles organisations apparaîtraient, et qu'il était logique de se concentrer par la suite sur ces zones.

Finalement, une base de données représentant de façon assez équilibrée les différentes régions fut créée. Un total de 70 participants furent invités et 38 personnes de cinq régions participèrent. Parmi ceux qui acceptèrent finalement l'invitation, la zone la mieux représentée était les Amériques ; la moins représentée était l'Afrique, avec deux participants, et le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, avec trois participants.

Il y a deux façons d'expliquer les différents niveaux de représentation régionale: la première est que le SE, situé au Chili, avait plus de contacts avec les Amériques; l'autre est que deux organisations africaines ne purent participer à cause de problèmes pour l'obtention des visas . La leçon apprise grâce à cette expérience est que les invitations doivent être envoyées plus tôt, afin de tenir compte des longues procédures requises pour l'obtention de visas, dans certains pays. Le Secrétariat Exécutif collabora avec l'Ambassade portugaise à Santiago afin d'aider ces participants à obtenir les visas, mais sans résultat, étant donné le peu de temps à disposition.

Parmi les divers groupes d'intérêts invités à la Réunion, beaucoup plus d'organisations de la société civile (29) que de partis politiques (quatre), de fondations politiques (quatre) ou d'organisations internationales (une) acceptèrent et participèrent.[21]

Depuis le début du processus, les partis et les fondations politiques n'ont pas participé activement au PNG. Malgré les efforts du Secrétariat et d'autres partenaires, il n'a pas été possible de les intégrer dans le processus de façon plus significative. Cela pourrait s'expliquer, en partie, par une certaine méfiance qui existe souvent entre les partis politiques et les organisations de la société civile dans différentes régions du monde. Cela peut aussi s'expliquer par le fait que chaque type d'organisation se meut dans sa propre sphère et a un programme et des perspectives qui lui sont propres. Finalement, le taux de participation de tous les groupes d'intérêts au processus augmenta quand les invitations et les encouragements à participer ne vinrent plus seulement du Secrétariat, mais également de personnes ayant des contacts privilégiés avec ces groupes d'intérêts.

2. Les objectifs de Lisbonne: la planification du programme[22]

Quand le SE a commencé le processus afin de définir les objectifs de la stratégie non gouvernementale, l'idée initiale était de poursuivre les engagements gouvernementaux de Séoul. Cette démarche fut exclue car les engagements du Plan d'Action de Séoul étaient trop vastes et qu'il serait difficile de mesurer les progrès en termes concrets. On avait aussi l'impression que le

[21] La liste des participants se trouvent dans l'Annexe 10.

[22] Se référer à l'Annexe 11 pour le programme de la Réunion de Lisbonne.

Processus Non Gouvernemental devait reposer plutôt sur l'expérience et les priorités des partenaires de chaque région.

La Réunion eut lieu à l'Institute for Political Studies of the Catholic University of Portugal, à Lisbonne, du 19 au 21 janvier 2004 . Environ 35 personnes y participèrent.

L'objectif général de cette Réunion était de discuter de la stratégie non gouvernementale en vue de la Troisième Conférence Ministérielle de la Communauté des Démocraties avec un groupe d'acteurs sociaux et politiques des différentes régions. Le but de cette discussion était d'identifier des représentants capables de réaliser des activités régionales et de coordonner la formulation de propositions et de recommandations régionales aux gouvernements qui se réuniraient à Santiago en 2005.

Les objectifs spécifiques de la Première Réunion de Coordination

1. Présenter le processus de la Communauté des Démocraties, les initiatives à la fois gouvernementales et non gouvernementales.
2. Connaître les objectifs, le rayon d'action et les activités des institutions participantes.
3. Présenter la stratégie non gouvernementale pour Santiago 2005, en évaluant les possibilités de financement et les contraintes pour sa mise en application.
4. Définir les déficits démocratiques régionaux et convenir des activités au niveau régional pour 2004.
5. Etablir les étapes suivantes à partir des résultats de la discussion.

En effet, la stratégie en vue de la Conférence Ministérielle de Santiago serait définie par les perspectives et les priorités des acteurs non gouvernementaux dans chaque région.

Deux documents furent préparés pour les participants à la première Réunion de coordination à Lisbonne. L'un, le *Document de base pour la Démocratie*, se concentrait essentiellement sur des questions relatives à la démocratie. L'autre présentait la stratégie non gouvernementale (voir Section 2).

Ces documents, ainsi que d'autres, tels que la Déclaration de Varsovie et le Plan d'Action de Séoul, furent distribués aux participants avant leur arrivée, puis, de nouveau, au début de la Réunion à Lisbonne.[23]

B. La Première Réunion de Coordination et le Processus Préparatoire

1. Ce qui s'est passé lors de la Réunion

La Réunion fut ouverte par Genaro Arriagada et Andrea Sanhueza, respectivement Président et Secrétaire Exécutive du Secrétariat Exécutif, et Joao Espada, Directeur de l'Institute for Political Studies of the Catholic University of Portugal, qui expliquèrent les principaux objectifs, ainsi que

[23] Le rapport sur les déficits démocratiques se trouve dans l'Annexe 14. Pour la présentation PowerPoint sur la stratégie, se référer à l'Annexe 14.

le programme de la Réunion. Après leurs introductions, les participants se présentèrent et présentèrent leur organisation.

L'objectif de la première commission était de présenter **une vue d'ensemble de la Commauté des Démocraties**. Richard Rowson, du Council for a Community of Democracies, exposa le processus gouvernemental et joua le rôle de modérateur de la commission. Yuri Dzhibladze, du Center for the Development of Democracy and Human Rights et Claudia Caldeirinha, du Democracy Coalition Project, parlèrent des activités non gouvernementales qui s'étaient déroulées dans le contexte de la Communauté des Démocraties.

Les membres de la commission discutèrent de l'importance de la Communauté des Démocraties en tant que forum gouvernemental ayant la capacité et la possibilité d'intervenir dans les cas d'échec de la démocratie. Les membres de la commission soulignèrent le fait que la Déclaration de Varsovie et le Plan d'Action de Séoul fournissaient les principaux points et principes de référence que la société civile pouvait utiliser pour responsabiliser les gouvernements. Mais le manque d'engagement que montraient certains gouvernements à faire respecter et à mettre en pratique ces principes fut critiqué.

En ce qui concerne le Processus Non Gouvernemental, les membres de la commission pensaient qu'il était important de s'occuper des insatisfactions formulées pendant le Forum Non Gouvernemental de Séoul en 2002, et mirent l'accent sur l'importance d'organiser une participation non gouvernementale dans CD assez à l'avance, afin de pouvoir avoir un impact réel sur la Conférence Ministérielle. Il expliquèrent qu'il était crucial de définir de manière précise un équivalent non gouvernemental des gouvernements de la CD afin de rendre le plaidoyer plus efficace et de progresser.

La deuxième commission, conduite par Pedro Mujica du Secrétariat Exécutif, commença par la présentation des "Défis démocratiques dans le monde contemporain" de David Altman, de la Catholic University of Chile. António Pinheiro Torres et Maria do Rosário Carneiro, tous deux membres du Congrès du Portugal commentèrent la présentation, en même temps qu'Ozias Tungwarara, d'IDEA International, et que Luis Alvarado, d'International Socialist.

L'exposé d'Altman soulignait le fait que la conceptualisation et la promotion de la démocratie sont extrêmement difficiles et sujets à controverse. Il expliqua qu'il est important de considérer la concurrence et la participation, non seulement comme des droits basiques des citoyens, mais également comme des indicateurs de la qualité d'une démocratie. Il recommanda d'évaluer la qualité des démocraties, en assumant que les démocraties de grande qualité sont celles qui sont compétitives et participatives. Altman expliqua également que, même si les démocraties "formelles" fleurissent dans le monde (plus de 60% des régimes dans le monde sont des démocraties), la qualité de certaines de ces démocraties n'est parfois que superficielle.

La commission réagit à l'exposé d'Altman par des idées qui furent ensuite débattues par le groupe dans son entier. Certaines des idées issues de cette discussion incluent: il est important de promouvoir la transparence des processus électoraux; les partis politiques et les institutions politiques doivent être consolidés; il y a un sérieux manque de participation et de représentation des femmes et des groupes minoritaires; de nouveaux indices et mesures sont nécessaires afin d'évaluer efficacement les progrès de la démocratie; il faut consolider la société civile; il est essentiel

d'encourager la culture et l'éducation pour la démocratie afin de réaffirmer le caractère universel de la démocratie ; il est important de garantir que ce soit la démocratie qui gouverne les marchés plutôt que l'inverse ; et il est essentiel de clarifier les relations entre la démocratie et la qualité du développement économique.

La troisième commission, dont le modérateur était la Secrétaire Exécutive, Andrea Sanhueza, avait pour objectif principal de **présenter la stratégie non gouvernementale** et son statut actuel, et de réunir des suggestions et des commentaires afin de l'améliorer. Les participants soutenaient la stratégie, même s'ils reconnaissaient qu'elle était ambitieuse, et pressaient le Secrétariat et les autres partenaires de se concentrer sur l'obtention de résultats concrets. Beaucoup de participants étaient particulièrement contents de voir l'accent mis sur le travail effectué au niveau régional et ajoutèrent que des discussions dans chacune des régions seraient nécessaires, afin d'identifier les thèmes de la démocratie devant être traités. Ils avaient la sensation que les ONGs et les organisations régionales devaient être capables de prendre, du moins en partie, la responsabilité de la collecte de fonds. Les participants parlèrent également de l'importance des contributions d'autres forums, tels que les International Conferences of New or Restored Democracies (ICNRD) et le World Movement for Democracy. Ils pensaient que le Processus Non Gouvernemental pouvait représenter une source de soutien importante pour les activistes démocratiques.

Le 22 janvier, la réunion fut divisée en **groupes de travail régionaux** ayant pour mission de répondre aux questions suivantes:

1. Quels sont les déficits démocratiques les plus importants dans votre région?
2. Au vu de ces déficits démocratiques, que peut-on faire dans votre région durant l'année 2004 en vue de la Réunion de la Communauté des Démocraties à Santiago en 2005?

Bien qu'il y ait eu au départ sept régions dans la stratégie (l'Europe; la Russie et les Nouveaux Etats Indépendant; le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord; l'Afrique subsaharienne; l'Asie; et les Amériques), étant donné le petit nombre de participants représentant la Russie et les Nouveaux Etats Indépendants, il était plus pertinent de combiner le travail du groupe régional de l'Europe avec celui de la Russie et des Nouveaux Etats Indépendants. Ce changement dans la définition des régions fut maintenu tout au long de la Troisième Conférence Ministérielle de 2005.

Ce qui suit est un résumé du travail de chaque groupe, tel qu'il a été présenté initialement durant la Réunion.

L'Europe, la Russie, les Balkans et les Nouveaux Etats Indépendants

Etant donné la grande diversité de l'Europe et de la Russie, le groupe de travail régional partagea dans un premier temps le territoire en trois sous-régions et essaya de définir quels étaient les déficits les plus importants dans chaque région (ils ne sont pas donnés par ordre d'importance):

Europe Centrale et de l'Est	Europe de l'Ouest	Russie & Nouveaux Etats Indépendants
Corruption	Isolement des partis politiques nationaux, manque de transparence du processus politique au niveau de l'Union européenne	Crises de la démocratie: régimes de pouvoir personnel autoritaire (soutenu par des changements constitutionnels)
Absence de (mécanismes d'imposition de) séparation constitutionnelle de la justice et du pouvoir	Manque de mécanisme institutionnels de participation	Démantèlement des institutions démocratiques, subordonnant le parlement et le pouvoir judiciaire
Manque de culture démocratique	Discrimination/exclusion de différents groupes (ethniques, femmes, migrants, non-citoyens)	Partis et système politiques faibles
Manque de transparence et d' "accountability"[24]	Manque de normes éthiques pour les médias (1. Forte influence d'intérêts politiques/économiques spécifiques 2. complaisance/ inaction des gouvernements: Berlusconi-isme)	Forte influence des forces militaires et de sécurité
Discrimination/exclusion de différents groupes (ethniques, femmes, migrants, non-citoyens)	Manque de soutien institutionnel pour la société civile	Elections manipulées et frauduleuses
Manque d'indépendance des médias (1. Forte influence d'intérêts politiques/ économiques spécifiques 2. complaisance/inaction des gouvernements)	Manque de représentation et de participation des femmes (Europe du Sud)	Manque d'indépendance des médias (1. Forte influence d'intérêts politiques/économiques spécifiques 2. complaisance/inaction des gouvernements)
Partis et système politiques faibles		Corruption
Faiblesse de la société civile		Organisations de la société civile fortement critiquées

[24] Le terme d' "accountability" est difficilement traduisible en français, c'est pourquoi nous avons préféré le garder en anglais, entre guillemets, dans la version française. L' "accountability" se réfère au fait de devoir rendre compte de ses gestes à une autorité qui peut imposer une sanction en cas de manquement. (NdT).

Les déficits démocratiques communs: (L'intensité de ces problèmes varie énormément à l'intérieur de la région.)

1. *La discrimination et l'exclusion de personnes* (femmes, races, ethnies, et statut de non citoyen);
2. *La corruption* (manque de transparence et d' "accountability");
3. *Le manque d'indépendance des médias* (influencés fortement par les intérêts politiques et économique, avec la complaisance et le laxisme des gouvernements);
4. *Les systèmes de partis politiques faibles et le manque de représentation des intérêts publics;*
5. *La crise de la démocratie* (le revirement de la démocratie en Russie et dans les Nouveaux Etats Indépendants, le démantèlement des institutions politiques démocratiques et les régimes autoritaires);
6. *Le manque d'implication des gouvernements et ONGs européens dans les initiatives globales telles que le processus de la Communauté des Démocraties*

Le plan de travail:

1. Le groupe de travail de la région fera en sorte que les gouvernements traitent de ces six déficits démocratiques communs, lors de la réunion à Santiago en 2005, et travailleront avec le Secrétariat Exécutif à l'établissement des caractéristiques communes à chaque région et à leur inclusion dans les documents collectifs pour la réunion des ONGs à Santiago en mars 2005.
2. Le groupe de travail de la région utilisera également des opportunités communes de diffuser l'information sur la CD et d'identifier de potentiels alliés régionaux pertinents lors de cinq réunions régionales qui auront lieu entre mars et novembre 2004.

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

Les participants du groupe de travail de cette région identifièrent les déficits démocratiques suivants:

1. *Les systèmes politiques*; opèrent sur un principe excluant les femmes, les pauvres et les illettrés du processus de participation et de décision. Cette exclusion contribue au radicalisme et au fondamentalisme.
2. *Les lois et les régulations;* absence de lois permettant des élection libres et transparentes, et protégeant les médias indépendants, les droits individuels, particulièrement les droits de citoyenneté des femmes et le droit d'association. Les lois protègent le système et donne au pouvoir exécutif une autorité illimitée. Les lois qui protègent et incluent les personnes ne sont pas assez appliquées.
3. *L'absence ou la faiblesse de la société civile*; les régimes empêchent le développement de la société civile. Deux forces antagonistes opèrent dans le monde arabe: 1. La société civile (soit comme individus ou en groupes) demande un changement de régime; 2. Les gouvernements utilisent la rhétorique du changement politique pour opérer uniquement des changements superficiels. Le mouvement gouvernemental avance très rapidement, tandis que la société civile, confrontée à de nombreux défis, avance plus lentement.

4. *Les éléments externes;* par exemple, l'occupation de la Palestine a été utilisée comme excuse pour ne pas opérer de changement démocratique. Des éléments externes tels que les conflits entre les pays ont aussi interféré avec les changements démocratiques. Les changements démocratiques devraient venir de l'intérieur du pays, plutôt que d'éléments externes.

Le plan de travail:

1. Le groupe de travail de la région invitera d'autres personnes et d'autres groupes de la région à participer au processus, en tenant particulièrement compte de l'inclusion de femmes. Il renseignera les activistes régionaux sur la Communauté des Démocraties, en attirant leur attention sur la Réunion de Santiago 2005 et en obtenant un soutien de leur part pour celle-ci. Il cherchera aussi à contacter des gouvernements de la région, ainsi que la Ligue Arabe, et essaiera d'intégrer une partie du travail de la Communauté des Démocraties dans le programme de la Ligue Arabe.
2. Le représentant régional organisera six réunions régionales dans le but de se rencontrer et de promouvoir la Communauté des Démocraties.

L'Afrique subsaharienne

Les participants ont identifié des déficits démocratiques dans les secteurs suivants:

1. *Les partis politiques;* consolider les partis politiques, l'éducation, la démocratie interne et l'intégration avec la société civile.
2. *Les élections;* les systèmes électoraux ont souvent besoin d'une révision, manque de crédibilité des processus électoraux.
3. *La gouvernance;* manque d'"accountability" et de transparence, corruption.
4. *La relation du gouvernement avec l'opposition et la société civile*
5. *La sécurité;* manque de contrôle civil sur le militaire, conflits qui rendent difficiles les progrès de la démocratie dans la région.

Le plan de travail:

1. Le groupe de travail de la région identifia deux objectifs centraux: a) promouvoir la constitution continuelle de réseaux entre les groupes et les individus dans la société civile afin d'échanger des informations et les pratiques les plus adéquates; et b) influencer les gouvernements, par exemple, dans leur manière d'établir des rapports avec la société civile, ou dans la façon dont les gouvernements s'occupent des problèmes centraux définis par le groupe de la région;
2. Le groupe de travail de la région tentera d'élargir la représentation de la société civile pour Santiago 2005;
3. Le groupe a convenu d'organiser une réunion régionale en août ou septembre 2005, dans le but de définir les priorités et d'établir des propositions concrètes.
4. Le groupe régional organisera la diffusion du projet, lors de deux réunions prévues début 2004: la Réunion du World Movement for Democracy en Afrique du Sud et la Réunion du Civicus Global Meeting au Botswana.

L'Asie

Les participants ont défini les déficits démocratiques prioritaires suivants:

1. *Le manque d'accès à l'information et la liberté des médias:* les gouvernements devraient mieux informer les citoyens des lois, de la politique et des processus de décisions.
2. *L'incapacité de la société civile à fonctionner librement:* l'intervention du gouvernement réprime la société civile.
3. *La sécurité:* la nécessité de sécurité est souvent utilisée comme excuse pour réduire les libertés civiles. Les problèmes de sécurité vont de la hausse du militarisme, de l'impunité, du syndrome de sécurité nationale à l'envenimement de conflits ethniques, certains ayant des courants religieux sous jacents.
4. *La nécessité d'une éducation civique:* afin de promouvoir la démocratie

Le plan de travail:

1. Elargir le groupe de travail représentant l'Asie, en intégrant des représentants de l'Asie du Nord et du Centre.
2. Contacter d'autres organisations sous-régionales afin de mettre sur pied une réunion sous-régionale en 2004.

Les Amériques

Les membres de ce groupe ont débattu des déficits démocratiques dans les 4 secteurs suivants:

1. *Une citoyenneté résultant peu concluante:* (séparation constitutionnelle partielle de la justice et du pouvoir ayant pour conséquence une citoyenneté limitée)
2. *Les institutions démocratiques:* (les partis politiques, les parlements, les systèmes électoraux, et les mécanismes de décentralisation doivent devenir plus transparents au niveau intra-national)
3. *Les relations entre la démocratie et le développement* (l'inégalité en Amérique latine)
4. *La dimension internationale:* (des asymétries dans la taille et le pouvoir des nations; la capacité en augmentation des compagnies transnationales à influencer la souveraineté des Etats)

Le plan de travail:

Le groupe de travail a défini les objectifs suivants:

1. Consolider la nature préventive de l'Inter-American Democratic Charter.
2. Encourager les gouvernements à établir un Caucus pour la Démocratie aux Nations Unies et dans d'autres institutions multilatérales.
3. Travailler afin de réunir des fonds pour consolider la démocratie et contribuer au processus (fonds global).
4. Améliorer le processus d'invitation de la Conférence Ministérielle afin de le rendre plus transparent et plus efficace en tant que mécanisme servant à encourager les réformes démocratiques crédibles.

5. La Communauté des Démocraties devrait tenir compte de la qualité de la démocratie de ses membres et les organisations de la société civile devraient avoir un rôle à jouer.

Afin d'impliquer le gouvernement portugais dans le processus, lors de la **cérémonie de clôture**, les résultats principaux de la Réunion furent présentés au "Convening Group", représenté par le Dr. Jose Moreira da Cunha, du Ministère des Relations extérieures, et à l'Ambassadeur de la République du Chili, M. Manuel José Matta, représentant le gouvernement du Chili, le pays qui accueillera la prochaine Conférence Ministérielle.

2. L'évaluation initiale de la Réunion

La réunion a produit deux résultats concrets immédiats:

1. Les déficits démocratiques furent établis pour chaque région. Cet apport serait essentiel, par la suite, à l'organisation des ateliers régionaux et à l'établissement des propositions.
2. Les plans de travail régionaux formulés exposaient les futures activités et événements à venir dans chaque région, durant lesquels les participants pourraient diffuser les informations et apporter leur contribution au Processus Non Gouvernemental.

Durant la conférence, on demanda aux participants de remplir une **évaluation de la réunion**, dans laquelle ils devaient juger les différentes commissions et le travail des commissions, de bon à mauvais. Les participants exprimèrent une grande satisfaction par rapport à la commission qui avait donné une vue d'ensemble des antécédents de la Communauté des Démocraties. Beaucoup pensaient que c'était une bonne idée de commencer par la commission débattant des principaux déficits. La commission ayant discuté de la stratégie non gouvernementale pour Santiago 2005 fut considérée par de nombreux participants comme la plus importante. Beaucoup de participants pensaient que ce qui était le plus réussi dans la Réunion était le groupe lui-même, et étaient particulièrement satisfaits de la diversité de nationalités et d'expériences personnelles. L'opportunité de se rencontrer et de créer des connexions était souvent citée comme la meilleure partie de la réunion, tout comme les groupes régionaux de travail. Les participants firent des commentaires sur la nature démocratique et interactive de l'organisation de la Réunion et s'exprimèrent sur l'efficacité et l'amabilité du Secrétariat Exécutif. La plupart des participants avaient le sentiment que la réunion n'avait pas duré assez longtemps pour approfondir les thèmes autant qu'ils l'auraient souhaité.

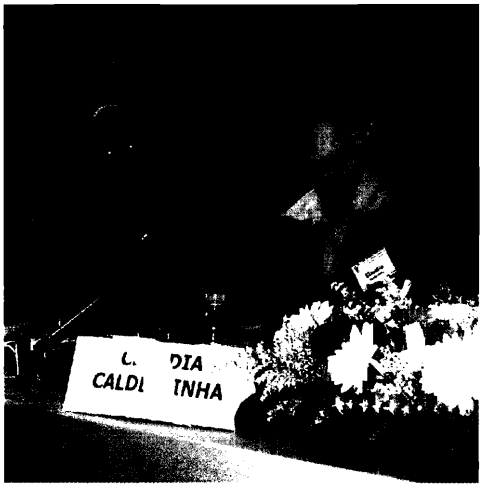
Après la réunion, le Secrétariat Exécutif prépara un rapport qui fut envoyé à tous les participants, conjointement à la stratégie corrigée, incluant les changements que l'on avait convenu d'apporter. Le Secrétariat Exécutif contacta les participants de chaque région afin de commencer à mettre en œuvre les plans de travail et à planifier les ateliers régionaux. Comme l'explique "A la recherche de leaders dans les régions" de la Section suivante, ce suivi était souvent difficile et frustrant.

Les leçons apprises:

Il est maintenant évident que l'on avait besoin de plus de temps pour organiser la Réunion. Il aurait fallu faire une recherche plus complète afin de contacter les acteurs de la société civile et les partis politiques les plus appropriés dans chaque région. D'autre part, les organisations du monde politique auraient dû être intégrées dès le début.

Au départ, il avait été décidé de réaliser la conférence à Lisbonne afin d'impliquer l'Europe dans le processus et de reconnaître le rôle du Portugal en tant que gouvernement faisant partie du "Convening Group". Mais, ni le Secrétariat, ni les partenaires au Portugal avaient réservé assez de temps pour établir cette relation et garantir une participation substantielle du gouvernement portugais.

Malgré ces revers, des 38 participants présents à la Réunion de Lisbonne, 20 continuèrent à participer au processus et assistèrent à la Réunion de Santiago.



Dick Rowson (CCD, USA) et Claudia Calderinha (DCP, Portugal)

Yuri Dzhibladze (Russia), Claudia Calderinha (DCP, Portugal) et Riad Malki (Panorama, Palestina)

Genaro Arriagada (Executive Secretariat, Chile) et Gabriel Murillo (Univ. de los Andes, Colombia)

BEST AVAILABLE COPY

SECTION 4:
Les progrès aux niveaux régional et global (Juin 2003 - Septembre 2005)

A. Les efforts de diffusion:

Le Secrétariat Exécutif a développé une stratégie de diffusion dont l'objectif était de faire connaître la Communauté des Démocraties et d'inciter les personnes et les organisations à y participer. L'idée était de présenter la CD comme un processus pour la consolidation de la démocratie qui permettrait aux nouveaux partenaires de faire progresser le programme démocratique dans leur région.

Ces objectifs furent atteints au moyen de deux mécanismes centraux:

1. L'organisation et/ou la participation à des discussions, des séminaires et des commissions lors de différents événements dans le monde entier.
2. La distribution massive d'informations concernant la Communauté des Démocraties à travers une newsletter du Secrétariat Exécutif, la page Web du Processus Non Gouvernemental *(www.Santiago2005.org)* et une brochure présentant les processus à la fois gouvernementaux et non gouvernementaux.

1. La participation à des événements internationaux dans le but de diffuser le Processus de la CD

Le Dialogue sur la Démocratie, Etats-Unis, Juin 2003

Les 5 et 6 juin 2003, M. Genaro Arriagada et Mme Andrea Sanhueza participèrent au Dialogue sur la Démocratie à Miami (Floride), organisé par le gouvernement américain, et qui réunissait des représentants gouvernementaux et non gouvernementaux de sept pays africains, sept pays d'Amérique latine et des Caraïbes, l'Organization of American States, l'African Union, la South African Development Community, ainsi que de nombreuses organisations non gouvernementales américaines. L'objectif était de passer en revue les initiatives démocratiques régionales et de discuter du rôle que peuvent jouer les organisations et les démocraties régionales dans la protection et la promotion de la démocratie. Le Dialogue représentait une opportunité importante pour le Secrétariat Exécutif d'entrer en contact avec de potentiels participants au Processus Non Gouvernemental.

Le World Movement for Democracy, Afrique du Sud, Février 2004.

Mme Andrea Sanhueza, Secrétaire Exécutive du Secrétariat, Mme Viviana Giacaman, ancienne Coordinatrice de projet, et M. Genaro Arriagada, Président du Secrétariat et membre du

Comité de Direction du World Movement for Democracy, furent invités à assister à la Troisième Assemblée du World Movement for Democracy en Afrique du Sud, du 1er au 4 février 2004, afin de présenter le Processus Non Gouvernemental, grâce à une initiative commune entre le World Movement for Democracy et le Processus Non Gouvernemental pour la Communauté des Démocraties. [25]

L'atelier "Le Processus Non Gouvernemental pour la Communauté des Démocraties, Santiago 2005: la promotion de dialogues régionaux entre les gouvernements et la Société Civile" fut organisée par le Democracy Coalition Project (U.S.A.) et le Secrétariat Exécutif pour le Processus Non Gouvernemental (Chili) le 4 février 2004. Environ 50 personnes y participèrent.

Les objectifs de cet atelier étaient de présenter le processus de la CD et de discuter des principaux défis auxquels était confronté le PNG.

Cet atelier représentait la première activité commune entre le Processus Non Gouvernemental et le World Movement for Democracy. Etant donné que le World Movement for Democracy (WMD) réunit divers groupes d'intérêts dans le but de promouvoir la démocratie,[26] les programmes des deux processus de la société civile coïncident de façon significative. Comme M. Arriagada, certains des membres du Comité de Direction du WMD étaient parmi les plus impliqués dans la création du Processus Non Gouvernemental. Cette réunion était considérée comme un suivi important de la Réunion de Lisbonne (voir Section 3) étant donné que beaucoup des personnes présentes à Lisbonne assisteraient également à cet événement et que nombre de celles qui participaient à la Réunion de Durban faisaient partie du "public cible" du Processus Non Gouvernemental.

L'amélioration du profil européen pour l'aide à la Démocratie, les Pays-Bas, Juillet 2004.

L'Institute for Multiparty Democracy organisa le séminaire "L'amélioration du profil européen pour l'aide à la Démocratie" à la Hayes (Pays-Bas). Les principales fondations européennes participèrent au séminaire, qui eut lieu du 4 au 6 juillet.

Le Secrétariat Exécutif, représenté par Mme Sanhueza et M. Arriagada, assista au séminaire et organisa un événement annexe: "Le Processus Non Gouvernemental pour la Communauté des Démocraties: une approche globale, régionale et nationale à la promotion de la démocratie" afin de:

1. Présenter le Processus Non Gouvernemental de la Communauté des Démocraties, en discutant de ses aspects caractéristiques, tels que les rayons d'action global et régional et la participation de différents groupes d'intérêts.
2. Discuter du rôle des organisations de la société civile et des gouvernements dans l'établissement de programmes et dans la consolidation de la démocratie.
3. Discuter du rôle possible de l'Europe dans le processus de la Communauté des Démocraties, en tant que base pour la promotion de la démocratie au niveau global.

---

[25] Un rapport complet de l'atelier est inclus dans l'Annexe 13.

[26] The World Movement for Democracy est un réseau global de démocrates comprenant des activistes, des praticiens, des académiques, des "policy-makers" et des bailleurs de fonds qui se réunissent afin de coopérer à la promotion de la démocratie. Pour plus d'informations, se rendre sur le site Web www.wmd.org.

4. Analyser le rôle de l'Europe dans la promotion de la démocratie en Amérique latine, en discutant de ses caractéristiques et des cas de figure possibles.

Les conférenciers du séminaire étaient Claudia Caldeirinha, qui parla du rôle de l'Europe dans la Communauté des Démocraties, Genaro Arriagada, qui parla de "L'Europe et l'Amérique latine: anciennes et nouvelles voies pour une coopération démocratique" et Andrea Sanhueza qui présenta le Processus Non Gouvernemental pour la Communauté des Démocraties et expliqua les aspects uniques du Processus[27]. Cette réunion représentait une opportunité importante de viser les fondations politiques européennes pouvant aider à soutenir le Processus Non Gouvernemental.

World Social Forum, Brésil, Janvier 2005.

L'Institute for Global Policy at the World Federalist Movement organisa, le 29 janvier 2005, la commission **"Interconnexion des processus internationaux de démocratisation: des opportunités pour l'intégration de la Société Civile",** dans le cadre du World Social Forum qui avait lieu à Porto Alegre (Brésil). Ce débat incluait des acteurs de l'UNDP, CIVICUS, Acción Ciudadana au Guatemala, et le Secrétariat Exécutif, représenté par Mme Lea Sarles Newfarmer, qui présenta la Communauté des Démocraties, ses processus gouvernementaux et non gouvernementaux et discuta des mouvements internationaux qui encouragent la démocratisation et la participation de la société civile à ces processus aux niveaux national et international. Cette discussion fut importante dans la mesure où elle aida à mettre en lumière les différents types de processus internationaux existants, les différents buts et stratégies, de même que la manière dont ils se complètent.[28]

La Conférence Biennale du World Forum for Democratization in Asia, Taiwan, Septembre 2005.

Le premier WFDA eut lieu du 15 au 17 septembre 2005 à Taipei (Taiwan) et était organisé conjointement par la Taiwan Foundation for Democracy (Taiwan), Alliance for Reform and Democracy in Asia/ARDA, Alternative Asean Network on Burma/ALTSEAN, Forum Asia Democracy/FAD, et Initiatives for International Dialogue/IID (Philippines). Plus de 100 participants étrangers représentant plus de 20 pays participèrent à cet événement. L'objectif général du WFDA était de faire progresser le programme démocratique en Asie. Dans ce sens, le WFDA servait à réaffirmer et à valider les principales valeurs des démocrates asiatiques et à faire connaître le travail effectué dans la région pour la promotion de ces valeurs. Il se concentrait sur des mesures et des stratégies concrètes pour soutenir le processus de démocratisation dans les sociétés asiatiques, et sur des propositions de plans d'action pour atteindre des objectifs ayant été fixés. Le Secrétariat Exécutif était représenté par Mme Silvana Lauzán, qui participa à la première séance plénière, dans la commission "Le rôle de l'Asie dans les organisations de la démocratie globale", avec M. Enkhsaikhan Jargalsaikhan (International Civil Society Forum for Democracy) et M. Xiao Quiang (World Movement for Democracy). Mme Lauzán présenta les Processus Gouvernementaux et Non

[27] La présentation de Mme Sanhueza se trouve dans l'Annexe 14.

[28] Pour le programme de cette commission, se référer à l'Annexe 15.

Gouvernementaux de la CD. Le WFDA se termina par l'adoption de la **Déclaration de Taipei sur la Démocratie en Asie**, qui contient une déclaration de valeurs et de principes, ainsi qu'un appel à l'action, et représente le fondement de base du processus du WFDA et un cadre d'action d'une durée de deux ans pour le WFDA.

Participants de la Troisième Réunion du Mouvement Mondial pour la Démocracie, Durban, Afrique du Sud, Février 2004

BEST AVAILABLE COPY

2. Les outils de diffusion

Etant donné son caractère global, régional et international et le nombre d'acteurs impliqués, il était essentiel pour le PNG de développer des outils spécifiques afin de diffuser le Processus et de promouvoir les initiatives démocratiques de ses partenaires. Ces outils facilitaient la diffusion de l'information parmi les partenaires et son public cible, et servaient à mettre en contact les partenaires et les collègues, ainsi qu'à stimuler les actions collectives.

Le Processus Non Gouvernemental utilisa deux sortes d'outils: ceux qui étaient utilisés pour **diffuser les processus gouvernementaux et non gouvernementaux de la Communauté des Démocraties** et ceux utilisés pour promouvoir l'action collective concernant des problèmes particuliers.

Les outils utilisés pour la diffusion de la CD:

Les Newsletters

De 2003 à 2005, une newsletter hebdomadaire était publiée par le SE, dont l'objectif principal était de maintenir les collègues, les partenaires régionaux, les donateurs et les contacts au niveau des gouvernements informés et conscients des projets et des difficultés du processus. Il s'agissait d'une démarche utile pour rendre le processus plus tangible, et pour faire en sorte que les personnes qui pouvaient rarement se rencontrer en personne ne perdent pas le contact.[29]

Le Secrétariat Exécutif était généralement chargé de la sélection du contenu des newsletters, mais parfois d'autres collègues envoyaient des informations pour que le SE les diffuse.

Les leçons apprises:

Généralement, chaque projet représente une charge de travail différente au cours de sa mise en œuvre et, de ce fait, les informations disponibles sont irrégulières. Cela signifie que, durant le processus entre Séoul et Santiago, il y avait parfois plus d'informations que ce que pouvait contenir une newsletter, et, que, par conséquent, deux newsletters devaient être envoyées par semaine; d'autres fois, il n'y avait pas eu de changements importants. Le Secrétariat Exécutif écrivait presque toujours la newsletter. Cela aurait pu être un mécanisme plus utile et attractif si les partenaires régionaux avaient fourni plus d'informations pour la newsletter.

La page Web

Le Secrétariat Exécutif créa la page Web *www.santiago2005.org* afin de tenir ses partenaires, et d'autres acteurs, informés et impliqués dans le PNG. L'idée était d'être capable de faire de la publicité pour les activités régionales et globales, ainsi que pour les documents et les publications, et d'attirer l'attention sur les actions urgentes en faveur de la démocratie. C'était aussi une manière d'aider à l'institutionnalisation du processus de la société civile de Séoul à Santiago. Il était important pour le Secrétariat Exécutif, lors de la conception et de l'actualisation de la page Web, de rendre le site Web clair et facile à utiliser.

---

[29] Pour une liste des newsletters, voir l'Annexe 19.

Les leçons apprises:

Au départ, le site Web avait un "bureau virtuel" pour les partenaires régionaux et le Secrétariat Exécutif. L'idée originale était que les partenaires puissent publier leurs propres rapports sur leurs activités et jouer un rôle actif dans la mise à jour du site. Cependant, ce type de mécanisme non structuré ne parvint pas à faciliter la communication à propos du PNG, qui était relativement récent, entre les partenaires ayant peu de contacts.

La brochure

En mars 2004, le Secrétariat Exécutif publia une brochure sur papier afin de diffuser les informations sur la Communauté des Démocraties et de décrire le Processus Non Gouvernemental. La brochure répondait à la question "Qu'est la Communauté des Démocraties?", exposait brièvement "Les principes en tant que base pour l'Action: la Déclaration de Varsovie" et décrivait "Le Plan d'Action de Séoul: la deuxième étape gouvernementale". Elle expliquait également le Processus Non Gouvernemental pour Santiago, son impact et son rayon d'action, et décrivait le plan de travail conduisant à la Conférence Ministérielle. La brochure incluait des informations avec les noms et les contacts du Secrétariat et des partenaires régionaux. Cette brochure sur papier était importante, car elle fournissait une explication simple du processus de la CD qui aidait les partenaires potentiels à comprendre facilement la CD et leur signalait comment s'impliquer. On publia 1000 de ces brochures et on en distribua lors d'événements nationaux, régionaux et globaux.[30]

Les leçons apprises:

La leçon la plus importante à tirer de la brochure est qu'elle a été rapidement épuisée. Les informations incluses dans la brochure, particulièrement les informations sur la stratégie des ONGs, fournissaient les dates de toutes les activités. Dans la pratique, le processus de financement fut plus long que ce qui avait été anticipé. Par ailleurs, on trouva moins de leaders dans les régions que ce que l'on avait espéré et la date de la Conférence Ministérielle fut modifiée. Tout cela fit que beaucoup de dates fixées dans un premier temps pour le Processus Non Gouvernemental furent repoussées. On remarqua également que ce n'avait pas été une bonne idée d'inclure les noms et les contacts des partenaires régionaux identifiés à Lisbonne, parce que, en moins de six mois, certains de ces partenaires s'étaient retirés du processus et que d'autres avaient repris d'importants rôles de leaders.

Les outils utilisés pour la promotion de l'action collective:

Les notifications sur les actions urgentes en faveur de la démocratie:

Quand des participants au Processus Non Gouvernemental contactaient le Secrétariat Exécutif à propos de violations des droits de l'Homme ou de menaces à la démocratie, qui devaient être diffusées et sur lesquelles on devait agir, le Secrétariat Exécutif incluait souvent ces informations, pétitions et appels à l'action dans la newsletter hebdomadaire et dans la Section "Action urgente

[30] Voir l'Annexe 17 pour la brochure.

en faveur de la démocratie" sur le site Web *www.santiago2005.org*. Ce type d'appels à l'action eut lieu, par exemple, lors de la crise à Haïti, durant le génocide au Darfour (Soudan) en 2005, et quand les comptes bancaires de l'Arab Institute for Human Rights, une organisation partenaire du PNG, furent bloqués pour des raisons politiques par le gouvernement tunisien en 2005.

Les lettres en faveur de la démocratie

Il est aussi arrivé parfois que le Secrétariat Exécutif pense qu'il était approprié de soutenir une action plus directe concernant des questions sur lesquelles des partenaires régionaux avaient attiré son attention. Par exemple, Genaro Arriagada, le Président du Processus Non Gouvernemental, s'est joint à Madeline Albright et George Soros, entre autres, en prêtant son soutien à une demande auprès de l'Ambassadeur du Chili Carlos Portales, dans le but que le "Convening Group" adopte une déclaration demandant la libération immédiate de Daw Aung San Suu Kyi, un lauréat du Prix Nobel, arrêté lors de mesures gouvernementales sévères, en mai 2003, et condamnant les actions du gouvernement birman[31]. En juillet 2003, le Secrétariat Exécutif se joignit à 22 autres représentants gouvernementaux, pour demander au gouvernement chilien de travailler à l'établissement d'un groupe pour la Démocratie aux Nations Unies.[32]

Les appels aux Gouvernements du "Convening Group"

Il arriva que la déclaration publique la plus appropriée soit un appel aux gouvernements du "Convening Group" à prendre en considération une question en particulier. Au cours de la Deuxième et de la Troisième Conférences Ministérielles, par exemple, des acteurs non gouvernementaux publièrent des appels aux gouvernements à respecter les principes et les engagements établis dans la Déclaration de Varsovie, ainsi que dans le Plan d'Action de Séoul et à intégrer les propositions non gouvernementales dans les engagements gouvernementaux de Santiago (voir annexes 3 et 30).

B. A la recherche de leaders dans les régions

Le Secrétariat Exécutif était conscient que, même si les résultats de la Première Réunion de Coordination représentaient un réel progrès, il était nécessaire que les partenaires déjà existants s'impliquent davantage et que de nouveaux partenaires s'engagent, afin de mettre en application la stratégie non gouvernementale et les plans de travail établis à Lisbonne. La stratégie incluait six ateliers régionaux au cours desquels les participants pourraient discuter des déficits démocratiques identifiés à Lisbonne et formuler des propositions concrètes pouvant être intégrées aux engagements gouvernementaux de Santiago.

Même si les partenaires régionaux avaient soi-disant établi à Lisbonne un plan de travail pour leurs activités et identifié les représentants régionaux qui se chargeraient de la mise en œuvre de ces plans de travail, la réalité dans les mois suivant la Première Réunion de Coordination

[31] La lettre complète se trouve dans l'Annexe 18.

[32] La lettre adressée à la Ministre Maria Soledad Alvear se trouve dans l'Annexe 19.

était autre: les partenaires dans les régions faisaient preuve de peu d'initiative, mis à part leurs commentaires sur le rapport de la réunion.

Afin de faire avancer la mise en œuvre de la stratégie au niveau régional, le Secrétariat Exécutif continua son travail avec les personnes ayant participé à la Réunion de Lisbonne, et poursuivit également ses efforts afin de trouver de nouveaux partenaires, en se concentrant particulièrement sur les régions et les groupes d'intérêts qui n'avaient pas été intégrés avec succès lors de la Réunion de Lisbonne, comme les syndicats et les partis politiques.

Cette nouvelle recherche eut du succès dans des cas comme l'Asie du Sud-Est où Que Me: Vietnam et le National Endowment for Democracy firent une série de suggestions utiles afin de trouver de nouveaux partenaires. Parmi eux, il y avait la Taiwan Foundation for Democracy, l'organisation qui accepta finalement de coorganiser et de financer l'atelier régional en octobre 2004.[33]

L'identification de nouveaux partenaires disposés à jouer un rôle de leader dans le Processus Non Gouvernemental ne présentait pas les mêmes challenges dans toutes les régions. En Amérique du Nord, par exemple, la plupart des partenaires américains avaient été impliqués dans la CD depuis sa création en 2000 et certains avaient même représenté le gouvernement américain à Varsovie. Le défi dans cette région n'était pas d'identifier des acteurs compétents et motivés afin de guider le Processus de la CD, mais plutôt de s'assurer qu'on tirait le meilleur parti possible de ces acteur dans le but de faire progresser la stratégie non gouvernementale en Amérique du Nord, ainsi que sur le plan global.[34]

Durant ce processus de recherche de partenaires capables de se charger de la mise en marche de la stratégie non gouvernementale sur le plan régional, le Secrétariat Exécutif recherchait aussi le financement nécessaire à la réalisation de ces activités. Comme la description faite dans le paragraphe **Le financement** de la Section 5 l'expliquent, le processus de financement était continuel. Bien que le Secrétariat Exécutif fût responsable de l'identification et de la coordination du financement pour la plus grande partie du travail régional, il y avait certains partenaires en Asie, au Moyen-Orient et en Amérique du Nord qui trouvèrent leurs propres sources de financement.

Au départ, le manque d'initiative de la part des partenaires régionaux était décourageant et ce n'est qu'en octobre 2004, dix mois après la première Réunion à Lisbonne, que les ateliers régionaux commencèrent à avoir lieu. Jusqu'en novembre 2004, il semblait que seuls cinq des six ateliers régionaux planifiés auraient lieu: l'Asie; l'Amérique latine; l'Europe, la Russie et les Nouveaux Etats Indépendants, ; l'Amérique du Nord et l'Afrique subsaharienne.

L'atelier régional en Asie fut le premier à être organisé. Comme il a été expliqué plus haut, la Taiwan Foundation for Democracy s'impliqua dans le PNG par l'intermédiaire de Que-Me: Vietnam et du National Endowment for Democracy. La Taiwan Foundation for Democracy pensait que le PNG coïncidait avec ses objectifs de promotion de la démocratie en Asie. Il voyait aussi le Processus Non Gouvernemental comme une opportunité d'engager les gouvernements et les acteurs de la

---

[33] Voir Les Ateliers régionaux de la Section 5 pour plus d'informations.

[34] Pour plus d'informations sur comment l'expérience de ces partenaires fut utilisée, se référer au Groupe sur les questions globales plus bas dans cette section.

Société Civile dans un dialogue sur les activités en cours dans la région, comprenant le mouvement pour l'indépendance de Taiwan, pour traiter les déficits démocratiques de la région.[35] La Taiwan Foundation for Democracy n'était pas seulement prête à organiser l'atelier régional, elle était également disposée à le financer, ce qui accéléra considérablement le processus conduisant à la réalisation de l'atelier.

En octobre 2004, IDEA International, les gouvernements tchèque et chilien et la Westminster Foundation acceptèrent de financer les ateliers régionaux de l'Europe, de l'Afrique subsaharienne et de l'Amérique Latine, laissant au Secrétariat Exécutif le soin de travailler avec des partenaires dans ces régions afin d'examiner qui pourrait organiser ces événements.[36]

Pour la planification de l'atelier régional européen, le Secrétariat Exécutif contacta une organisation partenaire, People in Need, une organisation tchèque très impliquée dans le Forum Non Gouvernemental de Séoul. Ils suggérèrent de réaliser un atelier régional lors de la Conférence Forum 2000 "Le Rôle de la Société Civile dans un Monde Globalisé"[37], même s'il restait peu de temps pour l'organiser. L'idée était que le Processus Non Gouvernemental devait tirer profit du fait qu'une conférence plus importante attirerait des participants potentiels à la CD à Prague à ce moment et que le FORUM 2000 pourrait aider le SE à organiser l'événement.

En Afrique subsaharienne, IDEA International mit le Secrétariat Exécutif en contact avec l'Electoral Institute of Southern Africa (EISA), qui coorganisait également l'atelier. Le Processus Non Gouvernemental était important pour EISA du fait de leurs objectifs similaires de consolidation de la bonne gouvernance et des valeurs démocratiques.

Il était clair, dès le départ, que PARTICIPA, en tant que Secrétariat Exécutif, coorganiserait l'atelier régional en Amérique latine. IDEA International, ainsi que l'Organization for American States furent d'accord de le coorganiser. Il s'agissait de partenaires importants parce qu'ils représentaient des groupes d'intérêts en dehors du réseau traditionnel d'organisations non gouvernementales. La présence de l'OAS était particulièrement utile parce que, en tant qu'organisation régionale gouvernementale, elle occupait une place unique pour s'assurer que les propositions qui résulteraient des ateliers seraient transmises aux gouvernements impliqués dans la CD et prises au sérieux.

Il fut très difficile pour le Secrétariat Exécutif de garder constamment le contact avec ses partenaires du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord afin de planifier un atelier régional, et, au début, il sembla que l'atelier n'aurait pas lieu. Ensuite, en janvier 2005, un partenaire régional de Palestine contacta le Secrétariat Exécutif pour leur communiquer que l'atelier Euro-Arabe mentionné dans le plan de travail régional initial établi lors de la Première Réunion de Coordination avait, en fait, eu lieu à Lisbonne (Portugal) les 10 et 11 décembre 2004. Il signala que 31 représentants d'organisations non gouvernementales, de partis politiques, de centres de recherche et de fondations de neuf pays arabes et de six pays européens avaient pris part à l'atelier coorganisé par le Panorama

---

[35] Pour plus d'informations sur la Taiwan Foundation for Democracy, vous pouvez vous rendre sur leur site Internet *www.tfd.org.tw/english/HTML/0101.html.*

[36] Pour plus d'informations sur le processus de financement, voir Le financement plus bas dans cette section.

[37] Pour plus d'informations sur Forum2000, consulter leur site: *http://www.forum2000.cz/2004/index.php.*

Center et le North-South Centre of the Council of Europe. Le Secrétariat Exécutif reçut l'information et la fit circuler parmi ses participants non gouvernementaux.

Le même mois, le Secrétariat Exécutif apprit qu'un atelier régional du PNG aurait lieu les 4 et 5 janvier 2005 à Doha, au Qatar. Cette Réunion serait organisée par l'Arab Institute for Human Rights, Freedom House et le National Commission on Human Rights in Qatar et aurait comme titre, "Le rôle de la Société Civile arabe dans la mise en oeuvre des efforts de démocratisation".

Dans le cas de l'Amérique du Nord, même si les partenaires étaient très engagés et impliqués dans la CD au niveau global, ils tardaient à organiser un atelier se concentrant sur les déficits démocratiques en Amérique de Nord. Ce ne fut que lorsque le Council of the Community of Democracies (CCD), lors de sa participation à l'atelier européen régional, fit comprendre qu'il était regrettable qu'aucun atelier régional ne soit planifié en Amérique du Nord, que les partenaires régionaux commencèrent à réfléchir à qui pourrait organiser un tel atelier et contactèrent le Center for Democracy and Election Management de l'American University. Une coalition fut finalement formée entre le Center for Democracy and Election Management, le CCD, le Center for American Progress, le Democracy Coalition Project, Rights and Democracy, et l'Alianza Civica afin de financer ensemble l'atelier.

Finalement, comme il est expliqué dans la Section 5, tous les ateliers prévus à Lisbonne eurent lieu, mais ce fut un processus difficile et long.

Les leçons apprises:

L'identification d'organisations partenaires potentielles dans les différentes régions représentait un challenge obligé pour le SE, étant donné que c'était la première fois qu'autant de personnes du SE travaillaient dans des régions situées en dehors de l'Amérique latine. Afin de surmonter ce défi, le SE essaya de contacter des réseaux existants et s'en remit largement à l'expérience de ses partenaires et de leurs réseaux.

Un autre aspect de ce défi concernait la nécessité que les personnes restent engagées et impliquées dans le processus. Tout au long de ce processus, de nouvelles personnes ou institutions firent leur apparition et ensuite, malgré leur prétendu enthousiasme, disparaissaient, excluant la possibilité de construire des réseaux plus forts entre les partenaires de la CD sur le plan régional.

C. Le financement

Le financement représentait une des tâches les plus importantes du Secrétariat Exécutif. A partir du Forum Non Gouvernemental de Séoul en 2002, le Secrétariat Exécutif et ses partenaires identifièrent des sources de soutien financier pour la Première Réunion de Coordination à Lisbonne, les ateliers régionaux, les newsletters, la page Web, la brochure, le temps de travail des collaborateurs décrits dans cette section, la Réunion Finale à Santiago en 2005, la publication des propositions non gouvernementales, la participation de délégués non gouvernementaux à la Conférence Ministérielle de la Communauté des Démocraties en avril 2005, et la systématisation de l'expérience du Secrétariat Exécutif. Malgré les succès de ces activités de recherches de fonds, le "manque de moyens financiers" était cité par les partenaires comme étant l'une des barrières

les plus importantes à la participation aux ateliers régionaux et à la Réunion Finale à Santiago.[38] Cette section explique la stratégie de recherche de fonds du Secrétariat Exécutif et ses résultats.

L'un des principaux buts de ce premier voyage aux Etats-Unis et en Europe décrit dans la Section 2 était de démarrer le processus de recherche de fonds. Aux Etats-Unis, Mme Sanhueza et M. Arriagada se rendirent à l'U.S. State Department afin de parler avec le Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor. Cette conversation permit finalement d'obtenir une subvention pour démarrer le Processus, laquelle finançait le temps de travail des collaborateurs, la création du site Web, la publication de la brochure, la logistique de la Première Réunion de Coordination à Lisbonne et la commission chargée de la réalisation d'un Document de base pour la Démocratie. Pendant ce voyage, le Council for the Community of Democracies accepta de donner un peu d'argent qui lui restait de ce qu'il avait réuni en vue du Forum Non Gouvernemental de Séoul.

En Europe, la Westminster Foundation for Democracy encouragea le Secrétariat Exécutif à présenter à la Fondation une proposition de soutien financier pour certains des ateliers régionaux. Le SE fit une proposition et la Westminster Foundation accepta d'aider à financer les ateliers régionaux en Afrique et en Europe. Le SE rencontra également plusieurs représentants de la Commission européenne qui lui suggérèrent de présenter des propositions à l'European Initiative for Democracy and Human Rights. En juin 2004, le SE, conjointement à d'autres partenaires régionaux, soumit deux propositions similaires pour le financement des ateliers en Amérique latine et en Afrique subsaharienne respectivement. Ces propositions ne furent pas acceptées.

En mars 2004, le Secrétariat Exécutif contacta des gouvernements importants à travers leur ambassade au Chili. Cet échange correspondait souvent à un travail de suivi de réunions ou de conversations antérieures. Le contact avec l'Ambassade de Suède à Santiago, par exemple, était le suivi d'une réunion initiale que le Secrétariat Exécutif avait eu avec le gouvernement suédois à Stockholm en septembre. Le Secrétariat Exécutif avait contacté au départ le Foreign Commonwealth Office du Gouvernement anglais durant la Réunion du World Movement for Democracy en février, et poursuivit cette démarche par une lettre adressée à l'Ambassade de Grande-Bretagne à Santiago. Les lettres aux Ambassadeurs contenaient des informations concernant la Communauté des Démocraties et le Processus Non Gouvernemental et sollicitaient un entretien afin de discuter d'une collaboration possible avec l'Ambassade pour le travail effectué sur le plan régional ou global.

Les gouvernements contactés comprenaient:

- Le gouvernement tchèque
- Le gouvernement polonais
- Le gouvernement finnois
- Le gouvernement portugais
- Le gouvernement allemand
- Le gouvernement indien
- Le gouvernement sud-coréen
- Le gouvernement espagnol

[38] Cette information se trouve dans "L'Evaluation participative" réalisée en octobre 2005, comprise dans la Section 8 de cette publication.

Des ambassades contactées à ce moment, seule celle de la République tchèque répondit favorablement et accepta, en octobre 2004, d'aider à soutenir l'atelier régional européen.

En mai 2004, le SE établit une liste de fondations d'Amérique du Nord et d'Europe, qui furent toutes contactées. Mais aucune ne répondit favorablement.

Depuis le début de ses réunions avec le Secrétariat Exécutif, le gouvernement chilien se montra ouvert à la possibilité de soutenir le Processus Non Gouvernemental. Le gouvernement chilien est un membre d'IDEA et débourse annuellement une certaine somme d'argent pour le développement des programmes d'IDEA. Dès le départ, le gouvernement suggéra au SE de travailler avec IDEA sur la conception et la mise en œuvre d'ateliers régionaux. Après une série de propositions et de conversations, IDEA accepta de coorganiser et d'aider à financer les ateliers en Amérique latine et en Afrique.

Finalement, les ateliers régionaux furent financés avec l'aide des gouvernements et des organisations suivantes:

Région	**Source de financement**
L'Afrique subsaharienne	Le gouvernement chilien IDEA International Westminster Foundation
L'Amérique latine	Le gouvernement chilien IDEA International Organization for American States
L'Europe, la Russie et les Nouveaux Etats Indépendants	Le gouvernement chilien Le gouvernement tchèque Westminster Foundation
Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord	Le Qatari National Committee on Human Rights, US State Department, DRL au travers de Freedom House, Human Rights Trainining and Information Center (Yémen) et l'Arab NGOs Network for Development.
L'Amérique du Nord	Center for Democracy and Election Management, American University (USA) and Council for Community of Democracies (USA), et le Democracy Coalition Project (USA)
L'Asie	Taiwan Foundation for Democracy

En même temps que le Secrétariat Exécutif identifiait et assurait le financement des ateliers régionaux, il commença également en mai 2004 à rechercher des fonds pour le temps de travail de ses collaborateurs, la Réunion Non Gouvernementale Finale et les deux publications mentionnées dans la stratégie: la publication établissant les propositions non gouvernementales et la publication systématisant l'expérience du Secrétariat Exécutif.

Le Secrétariat Exécutif contacta les organisations suivantes avec les résultats suivants:

- *L' Organization of American States;* ils acceptèrent de financer la participation des délégués d'Amérique latine à la Réunion Finale.

- *L'Open Society Institute;* ils acceptèrent d'aider à financer le temps de travail des collaborateurs pour l'organisation de la Réunion Finale et les frais de voyage et de logement de certains participants.
- *L'United Nations Development Program;* ils n'acceptèrent pas d'aider à soutenir la participation de délégués non gouvernementaux à la Réunion Finale.
- *Le National Democratic Institute*; ils n'acceptèrent pas d'aider à soutenir la participation de délégués non gouvernementaux à la Réunion Finale.
- *IDEA International;* ils acceptèrent d'aider à soutenir la participation de délégués non gouvernementaux à la Réunion Finale.
- *Le Taiwan Foundation for Democracy;* ils acceptèrent de financer la participation de délégués asiatiques à la Réunion Finale.

En novembre 2004, l'US Agency for International Development accepta de financer les deux publications, le temps de travail des collaborateurs et l'évaluation participative du processus.

Le gouvernement chilien accepta de financer la participation de certains délégués non gouvernementaux à la Conférence Ministérielle et de soutenir le processus de transmission du Secrétariat Exécutif aux organisations maliennes.

D. Le Groupe de travail sur les questions globales

Au printemps 2004, les deux objectifs du Processus Non Gouvernemental – être décentralisé, concentré sur les déficits démocratiques identifiés par les partenaires locaux et être capable de traiter plus de questions "macro" du processus de la CD – commencèrent à rivaliser, cherchant à attirer l'attention du Secrétariat Exécutif et de ses partenaires proches. D'une part, il y avait un besoin évident de se concentrer sur le financement et la découverte de partenaires locaux pour que les stratégies régionales fonctionnent. D'autre part, la Conférence Ministérielle approchait et les participants non gouvernementaux voulaient pouvoir influencer certaines des décisions critiques que le "Convening Group" prenait. Afin de traiter de ces questions, certains des acteurs non gouvernementaux les plus expérimentés travaillèrent avec le Secrétariat Exécutif à la formation d'un groupe qui puisse formuler des propositions concrètes sur **la manière de consolider le processus de la CD en lui-même**, avant que le délai pour défendre ces propositions, ainsi que pour influencer les gouvernements, ne soit échu.

En même temps que des ateliers régionaux étaient planifiés afin d'attirer l'attention sur la CD et d'amener de nouveaux partenaires à travailler au Processus Non Gouvernemental, un groupe d'acteurs non gouvernementaux fut formé pour réfléchir de façon critique au processus gouvernemental et pour présenter des propositions afin d'améliorer son efficacité. Le groupe comprenait des représentant du Democracy Coalition Project (USA), du Council for a Community of Democracies (USA), de la Westminster Foundation for Democracy (Royaume-Uni), de l'Institute of Multi-Party Democracy (Pays-Bas) et du Secrétariat Exécutif (Chili).

Appelé le **"Groupe de travail sur les questions globales"** parce que le groupe travaillait au niveau global plutôt que régional, ses membres évaluaient une série de questions spécifiques comprenant: a) la consolidation du Caucus pour la Démocratie aux Nations Unies; b)

la clarification des critères pour le processus d'invitation gouvernementale; c) rendre le "Convening Group" plus démocratique (par exemple, par des mécanismes de rotation, la participation et la transparence dans les prises de décisions, etc.); et d) la formalisation de la participation des acteurs de la société civile dans le processus de la CD, particulièrement en ce qui concerne le format de la Réunion Ministérielle.

Un exemple du type de travail que le Groupe de travail sur les questions globales effectuait était un **document sur le processus d'invitation** de la Communauté des Démocraties. Dans le cadre de ses efforts pour aider le "Convening Group" à devenir plus transparent et démocratique, ce groupe élabora une série de critères pour les invitations, basée sur les critères de participation et les procédures de la Communauté des Démocraties sur lesquels le "Convening Group" s'était mis d'accord à Séoul. La série de critères initiaux circula d'abord parmi les participants du Processus Non Gouvernemental et fut publiée sur le site Web en juin 2004. Le Democracy Coalition Project, en collaboration avec Freedom House, recueillit le feedback des participants et l'incorpora au rapport final, **"Les évaluations des pays: le processus d'invitation pour le Processus de la Communauté des Démocraties"**, qui fut publié en décembre 2004.

Ce rapport n'attire pas seulement l'attention sur les critères d'invitation établis à Séoul, mais "examine également des événements réalisés dans trente Etats durant les deux dernières années afin de déterminer si chaque Etat répond aux normes adoptées par la Communauté des Démocraties à Varsovie et à Séoul pour la participation à la Communauté". A partir à la fois d'une analyse qualitative et d'une série d'indicateurs quantitatifs (comprenant les Indicateurs de Gouvernance de la Banque Mondiale, les indicateurs de liberté dans le monde de Freedom House, les indicateurs composites de la démocratie 2000 du Polity IV Project, le Bertelsmann Transformation Index-Political Transformation 2003 et la base de données de l'Inter-Parliamentary Union-Parline), le rapport évalue chaque pays à la lumière des critères établis, afin de déterminer lesquels devaient être invités en tant que participants ou observateurs, et lesquels ne devaient pas être invités. Ce rapport fut distribué au "Convening Group" par e-mail en décembre 2004 et discuté lors d'une réunion du "Convening Group" à Washington.

Les recommandations de ce groupe à propos des principes démocratiques sur lesquels la CD devait confirmer ses engagements, de la manière dont le "Convening Group" devait fonctionner, de qui devait être invité aux Conférences Ministérielles, et de comment la CD devait soutenir le processus de réforme des Nations Unies, représentaient une part importante des propositions non gouvernementales et continue à être la base d'efforts de diffusion et de plaidoyer au niveau global. Au fur et à mesure que les participants acquéraient de l'expérience et des connaissances sur la façon de travailler de la Communauté des Démocraties, l'intérêt à participer au genre de travail que le Groupe sur les questions globales avait effectué grandissait. L'un des prochains défis pour le Processus Non Gouvernemental est de décider comment rendre les débats sur ces questions plus globaux.

Les leçons apprises:

Il est important que les mécanismes du Processus permettent à tous les partenaires d'utiliser leurs compétences spécifiques et leurs relations au maximum. **La création du Groupe sur les**

questions globales était une étape nécessaire pour s'assurer que les acteurs non gouvernementaux puissent avoir voix au chapitre lors de certaines décisions importantes, même si leur opinion n'est pas nécessairement "représentative" du groupe dans son entier.

Le Groupe de travail sur les questions globales, tout comme leurs propositions, auraient dû faire partie intégrante des ateliers régionaux. Même si les ateliers avaient des programmes ambitieux (voir la Section 5), si on avait vraiment passé du temps à discuter de ces programmes, du groupe et de ses propositions, un nombre plus important de participants aurait été capable de fournir une contribution au niveau global et aurait été mieux préparé, tant pour la Réunion Finale du Processus Non Gouvernemental que pour la Conférence Ministérielle.

SECTION 5:
La mise en œuvre de la stratégie
(Octobre 2004 - Février 2005)

A. Les ateliers régionaux

1. Les objectifs des ateliers

Le Secrétariat Exécutif croyait fermement que le processus devait être aussi décentralisé que possible, et que les propositions soumises aux gouvernements devaient venir d'organisations non gouvernementales travaillant dans ces régions. La stratégie non gouvernementale envisageait que ces propositions soient formulées lors des ateliers régionaux organisés par des partenaires locaux et auxquels assisterait un éventail de groupes d'intérêts politiques, comprenant les organisations non gouvernementales, les partis politiques, les fondations politiques et les académies. La tâche d'identification des partenaires régionaux à même d'organiser les ateliers, ainsi que d'autres partenaires qui pourraient financer les ateliers était un vrai défi, comme nous l'avons brièvement expliqué dans la Section 4. Finalement, les ateliers eurent lieu dans chaque région.

Les **principaux objectifs des ateliers,** qui étaient parfois adaptés aux priorités régionales, comprenaient:

- Evaluer les progrès et les limites de la démocratie dans ses dimensions politiques, économiques et sociales, à la lumière des déficiences démocratiques régionales identifiées lors de la Première Réunion de Coordination qui eut lieu à Lisbonne en janvier 2004;
- Faire des propositions concernant la consolidation de la démocratie, lesquelles pourraient être présentées aux gouvernements membres de la Communauté des Démocraties en vue de la Conférence Ministérielle de Santiago;
- Encourager un dialogue substantiel entre divers acteurs sociaux et politiques afin de promouvoir une plus grande compréhension mutuelle pour collaborer à la construction de la démocratie.

Comme il a été expliqué plus haut dans cette section, les propositions des ateliers servirent de base à la discussion, lors de la Réunion Finale du Processus Non Gouvernemental en mars 2005, puis furent publiées en avril 2005 sous le titre de "Les Voix des Régions: les propositions non gouvernementales pour les gouvernements de la Communauté des Démocraties"[39] et présentées aux gouvernements afin qu'ils en tiennent compte avant la Troisième Conférence Ministérielle de Santiago.

---

[39] Cette publication est aussi disponible sur le site *www.santiago2005.org*, dans la section *Library*.

PREVIOUS PAGE BLANK

Les ateliers se déroulèrent dans six régions:

1. L'Asie
2. L'Europe, la Russie et les Nouveaux Etats Indépendants
3. L'Afrique subsaharienne
4. L'Amérique latine et les Caraïbes
5. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord
6. L'Amérique du Nord

Les rapports et annexes de chaque atelier se trouvert en annexes 21 à 26.

2. Ce qui s'est passé dans chaque région

a) L'Asie: les 5 et 6 octobre 2004, Taipei, Taiwan
Co-Organisateurs: Taiwan Foundation for Democracy et le Secrétariat Exécutif
Source de Financement: Taiwan Foundation for Democracy

Environ 35 membres d'ONGs, de partis politiques et de fondations politiques de neuf pays de la région participèrent à la Réunion. Le Secrétariat Exécutif était représenté par Mme Silvana Lauzán. Les propositions, basées sur les déficits démocratiques identifiés à Lisbonne en janvier 2004, traitaient des défis suivants:

- La lutte contre la corruption (la corruption politique, la corruption bureaucratique, l'environnement social de la corruption);
- La promotion de systèmes de gouvernance indépendants et d' "accountability" (l'autonomie des institutions, les gouvernements locaux, la sécurité nationale);
- La consolidation de la société civile et des affaires publiques (le développement de la société civile);
- Le développement de la démocratie dans des sociétés fermées.

Pour beaucoup de participants à cet atelier, c'était la première fois qu'ils entendaient parler de la Communauté des Démocraties. La plupart des membres qui participaient à l'atelier accueillirent favorablement l'existence du Processus Non Gouvernemental et suggérèrent d'élargir la possibilité de participation dans les régions afin d'intégrer davantage d'acteurs et de rendre le Processus plus représentatif. Les participants venaient de régions asiatiques très différentes et cette diversité géographique permit aux acteurs démocratiques venant de réalités politiques distinctes d'approfondir leur compréhension mutuelle et de chercher des moyens pour soutenir les efforts de chacun et pour promouvoir le consensus et la solidarité.

Quelques participants suggérèrent que les sujets discutés auraient pu être plus ciblés. Même si certains participants appréciaient le fait que l'atelier consiste principalement en une discussion, ils avaient la sensation qu'il aurait été utile de commencer par un ou deux conférenciers afin de mieux encadrer les discussions.

b) L'Europe, la Russie et les Nouveaux Etats Indépendants: du 17 au 19 octobre 2004, Prague, République tchèque
Co-Organisateurs: Forum 2000 et le Secrétariat Exécutif

Sources de financement: Westminster Foundation for Democracy, le gouvernement tchèque et le gouvernement chilien

Vingt-sept représentants d'organisations non gouvernementales, de partis politiques et de fondations politiques de 10 pays de la région assistèrent à l'atelier. Mme Andrea Sanhueza et Mme Lea Sarles Newfarmer représentaient le Secrétariat Exécutif. Les participants ciblèrent leur discussion sur les déficits démocratiques de la région identifiés lors de la première réunion du Processus Non Gouvernemental à Lisbonne. Après avoir débattu de ces déficits dans la première commission de la journée, ils décidèrent d'aborder les questions suivantes:

- Les crises démocratiques, la mauvaise utilisation de la lutte contre le terrorisme et les conflits régionaux.
- L'absence de l'Union européenne et d'Etats membres dans les initiatives globales de promotion de la démocratie, comme le processus de la CD, et les initiatives inadéquates pour promouvoir l'aide démocratique.
- La faiblesse des sociétés civiles, le manque de culture démocratique et les problèmes liés à l'éducation pour la démocratie.
- La faiblesse ou la non représentativité des partis politiques
- Le manque d'indépendance des médias
- La discrimination et l'exclusion
- La corruption et le manque d' "accountability"

Un nombre important de participants à l'atelier étaient déjà familiers avec la Communauté des Démocraties. Cela signifiait que certains participants, qui venaient de découvrir le processus, ne comprenaient pas toujours la discussion, notamment les nombreuses remarques spécifiques au sujet de la stratégie non gouvernementale. Néanmoins, dans l'évaluation de l'atelier, les participants dirent qu'ils étaient impressionnés par la qualité du débat et aussi par la franchise et l'ouverture d'esprit avec laquelle tous discutaient des sujets. Certains participants regrettaient qu'il n'y ait pas eu plus de temps de préparation avant l'atelier afin de limiter les points à l'ordre du jour et d'inclure la participation d'autres groupes d'intérêts importants.

c) L'Afrique subsaharienne: les 22 et 23 novembre 2004, Johannesburg, Afrique du Sud
Co-Organisateurs: Electoral Institute of Southern Africa (Afrique du Sud), International IDEA et le Secrétariat Exécutif
Sources de financement: La Westminster Foundation for Democracy, IDEA International et le gouvernement chilien

Environ 29 membres d'ONGs, d'universités, de partis politiques et de fondations politiques de sept pays de la région assistèrent à la Réunion. Mme Andrea Sanhueza et Mme Silvana Lauzán représentaient le Secrétariat Exécutif.

L'atelier était divisé en séances avec des commissions traitant chacune des principaux déficits démocratiques identifiés à Lisbonne lors de la première réunion du Processus Non Gouvernemental pour la Communauté des Démocraties. Les séances avaient pour thèmes:

- Les partis politiques et la société civile
- Les systèmes électoraux et le processus électoral

- La gouvernance
- La sécurité et la démocratie

Parmi les idées et les propositions qui se dégagèrent de cet atelier, il y avait: la surveillance des élections régionales, en effectuant des contrôles aux niveaux local et national, devrait être établie selon les protocoles et les déclarations de l'African Union; les organisations régionales devraient jouer un rôle actif, garantissant que les constitutions soient élaborées et réformées afin de se mettre au service des citoyens plutôt qu'au service de ceux qui les élaborent; les gouvernements reconnaissent qu'une action contre le HIV/SIDA est nécessaire pour établir la sécurité et la stabilité des gouvernements, qui sont des conditions indispensables aux processus démocratiques; et l'utilisation par le gouvernement des forces militaires à des fins politiques devrait être éliminée.

d) L'Amérique latine et les Caraïbes: les 13 et 14 décembre 2005, Santiago, Chili
Co-Organisateurs: International IDEA, Organization of American States et le Secrétariat Exécutif
Sources de Financement: le gouvernement chilien. IDEA International, et l'Organization of American States

Trente-six représentants d'organisations non gouvernementales, de partis politiques et de fondations politiques de 10 pays de la région assistèrent à l'atelier. M. Genaro Arriagada, Mme Andrea Sanhueza, Mme Silvana Lauzán et Mme Lea Sarles Newfarmer représentaient le Secrétariat Exécutif. La discussion se concentra sur les thèmes suivants:

- Les aspects économiques de la démocratie et du développement
- Les aspects sociaux de la démocratie et du développement
- Les institutions démocratiques et la gouvernance
- La réforme politique et la réforme de l'Etat
- Le présidentialisme, le multipartisme, la stabilité politique
- La démocratie et la citoyenneté
- Les médias et la démocratie

L'atelier eut lieu dans les bureaux de l'UN Economic Commission of Latin America and the Caribbean (ECLAC), et les participants apprécièrent le soutien de la part d'ECLAC et de l'Organization of American States. Dans leurs évaluations, les participants semblaient particulièrement satisfaits de la qualité des présentations, disant qu'ils valorisaient la diversité de perspectives et la qualité du dialogue. Certains participants auraient souhaité que les débats se concentrent plus sur l'élaboration de propositions, mais ils étaient particulièrement satisfaits des discussions sur le rapport entre la démocratie et le développement.

e) Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord: les 4 et 5 janvier 2005, Doha, Qatar
Co-Organisateurs: l'Arab Institute for Human Rights, le Middle East Citizens Assembly Network (MECA) et Freedom House
Sources de Financement: Le Qatari National Committe on Human Rights, US State Department DRL through Freedom House, Human Rights Training and Information Center (Yémen) and the Arab NGOs Network for Development.

Cinquante participants, comprenant 30 représentants d'ONGs et d'institutions de 15 pays arabes et 20 représentants d'organisations de la société civile du Qatar participèrent à l'atelier. Le Secrétariat Exécutif n'était pas représenté.

La discussion se concentra sur les thèmes suivants:

- La relation de la société civile avec le pouvoir politique dans le contexte de la réforme démocratique
- La transition pacifique du pouvoir
- La culture démocratique; les relations entre les agents sociaux et les problèmes liés à la réforme démocratique
- Le fanatisme, l'extrémisme, le terrorisme en rapport avec la réforme et les politiques de containment

Les participants discutèrent de la nécessité d'utiliser des mécanismes démocratiques pour mettre fin aux menaces terroristes, à la violence, aux persécutions politiques et apporter des solutions aux situations suivant les conflits. Ils donnèrent leur avis sur la façon dont les menaces de l'extrémisme et du terrorisme ont été utilisées par les gouvernements afin de restreindre l'action démocratique. Ils regrettèrent que même les démocraties "officielles" de la région ne soient pas encore devenues de vraies démocraties et pressèrent les gouvernements de garantir la liberté d'expression et d'entreprendre des plans d'action nationaux pour la promotion des droits de l'Homme.

Les participants parlèrent en particulier de la nécessité de cultiver la culture démocratique dans la région, pour contrer l'influence du fanatisme et encourager l' "accountability" et les réformes des gouvernements. Les mécanismes de la société civile, comprenant l'éducation et les médias, devaient être utilisés dans le but d'encourager le respect de la séparation constitutionnelle du pouvoir et de la justice, des droits de l'Homme, des femmes, de l'égalité religieuse et raciale et dans le but de promouvoir un dialogue pacifique entre les différents acteurs dans la société démocratique. Les participants exprimèrent le désir d'améliorer la capacité des acteurs non gouvernementaux dans plusieurs Etats arabes de se soutenir mutuellement. Des participants suggérèrent que les gouvernements et les organisations de la société civile de la région avaient besoin de travailler ensemble afin de promouvoir la démocratie. Les participants exprimèrent également la nécessité de garantir la transparence dans les procédures gouvernementales et des transitions paisibles du pouvoir aux groupes d'opposition.

f) L'Amérique du Nord: le 26 janvier 2005, Washington D.C., Etats-Unis
Co-sponsors: Center for Democracy and Election Management, American University (USA), Council for the Community of Democracies (USA); Center for American Progress (USA); Democracy Coalition Project (USA); Rights and Democracy/Droits et Démocratie (Montréal); Alianza Civica (Mexique)
Sources de financement: Center for Democracy and Election Management, American University (USA) and Council for Community of Democracies (USA) et le Democracy Coalition Project (USA)

Des représentants d'ONGs, de partis politiques et de fondations politiques des trois pays assistèrent à l'atelier. Mme Lea Sarles Newfarmer représentait le Secrétariat Exécutif.

L'atelier comprenait les commissions suivantes:

1. L'engagement démocratique, l'inclusion et la transparence au Mexique.
2. L'engagement démocratique, l'inclusion et la transparence aux Etats-Unis.
3. L'engagement démocratique, l'inclusion et la transparence au Canada.
4. Les propositions pour consolider la démocratie dans le monde entier.

Les participants d'Amérique du Nord reconnaissaient qu'ils représentaient une région unique, dans le sens où elle ne comprenait que trois pays, et que deux de ses pays, le Canada et les Etats-Unis, étaient des démocraties de longue date et profondément consolidées, et que le troisième, le Mexique, avait été sujet à une remarquable évolution démocratique durant les dix dernières années. Les participants précisèrent que, même s'ils ne considéraient pas les démocraties des trois gouvernements comme sérieusement menacées, il y avait encore des progrès importants à réaliser dans les trois pays sur des thèmes tels que: le système de la justice criminelle, les systèmes électoraux de chaque pays, l'application des valeurs démocratiques dans la politique extérieure et nationale, l'influence de l'argent sur les politiques électorales ainsi que sur les processus de prise de décisions, et la perte de crédibilité parmi les partis politiques.

Les **propositions provenant des six ateliers** furent discutées et mises au point lors de la Réunion Finale à Santiago. Ce matériel représenta la base de la publication *"Les voix des Régions: les propositions non gouvernementales pour les gouvernements de la Communauté des Démocraties."* [40]

3. Les leçons apprises de façon générale

L'organisation des ateliers régionaux, dont quatre furent coorganisés par le SE, présentait quelques défis communs:

La recherche du financement nécessaire pour l'organisation des événements.

Comme il a été expliqué dans la Section 4, le Secrétariat Exécutif était responsable de réunir les fonds pour quatre des sept ateliers régionaux. Lors de l'établissement du budget pour un atelier, le Secrétariat Exécutif demandait leur aide aux donateurs afin de financer les billets d'avion, le logement, la nourriture, le matériel pour les ateliers, le coût de réservation du lieu où aurait lieu la réunion et le temps de travail des collaborateurs pour l'organisation de l'atelier. Il s'agissait d'un processus compliqué, qui impliqua de prendre certaines décisions difficiles. Dans le cas de l'atelier régional européen, ce n'est que deux semaines avant le FORUM 2000 qu'il fut certain que les gouvernements tchèque et chilien le financeraient. Cette incertitude rendit plus difficiles l'organisation du programme, la confirmation des commissions et des participants et la préparation des documents donnant aux participants les informations nécessaires sur le Processus Non Gouvernemental et son contexte. Beaucoup de participants firent des commentaires sur les difficultés créées par les incertitudes concernant le financement. Cet exemple est représentatif

[40] Le paragraphe "Les Voix des Régions", plus bas dans cette Section, décrit de façon détaillée le processus de rédaction des propositions finales.

des problèmes rencontrés lorsque l'on travaille avec des gouvernements ayant de longues procédures de prise de décisions, qui sont parfois retardées par des questions politiques.

L'identification des partenaires régionaux devant être invités aux ateliers.

La liste des participants de la Première Réunion de Coordination à Lisbonne représentait la première source d'informations pour les organisateurs des ateliers régionaux afin d'identifier les partenaires qu'il fallait inviter aux ateliers. Ceux qui avaient participé à la réunion de Lisbonne étaient déjà familiers avec la stratégie et pouvaient soutenir les organisateurs de l'atelier, en expliquant ce qu'est la Communauté des Démocraties. Etant donné que le Secrétariat Exécutif avait surtout des contacts avec des organisations et des réseaux en Amérique latine, il comptait sur l'expérience de ses partenaires régionaux pour l'élaboration de la liste des invités et essaya d'apporter sa contribution en facilitant la communication entre les différents types de partenaires.

Un challenge continuel pour le Processus Non Gouvernemental était d'intégrer différents groupes d'intérêts. Il était particulièrement difficile de joindre des représentants des partis politiques et des fondations politiques.

La définition du programme de la réunion.

Bien qu'il ait été convenu que l'objectif principal des ateliers régionaux serait de formuler des propositions sur la meilleure façon de traiter les déficits démocratiques identifiés à Lisbonne, les programmes établis variaient énormément. Chaque région avait son propre point de vue sur l'organisation de l'atelier, lequel dépendait de la manière dont les contextes régionaux et les participants aux ateliers avaient changé durant l'année 2004. Dans le cas de l'atelier de l'Amérique du Nord, par exemple, les déficits démocratiques identifiés à Lisbonne avaient été définis en même temps pour l'Amérique du Nord et l'Amérique latine. Pourtant, de nombreux déficits identifiés caractérisaient davantage l'Amérique latine que l'Amérique du Nord. De ce fait, l'atelier en Amérique du Nord identifia plus de "nouveaux" thèmes liés à la démocratie que les ateliers d'autres régions. La leçon à retenir est que l'organisateur de la réunion devrait vraiment consacrer du temps à réfléchir au programme et à le diffuser parmi ses partenaires afin d'obtenir un feedback.

La logistique.

La leçon la plus importante à retenir sur ce sujet en particulier est que la logistique prit plus de temps que ce que l'on pensait. Durant la préparation des ateliers, par exemple, le décalage horaire entre les régions compliqua considérablement le processus de planification. Le Secrétariat Exécutif travaillait avec des partenaires venant de pays ayant des cultures et des normes différentes, comprenant: le début du week-end le vendredi au lieu du samedi, la célébration de différents jours fériés religieux et nationaux, et les longues procédures pour l'obtention d'un visa. Le niveau technologique était très hétérogène entre les partenaires, certaines d'entre eux pouvant utiliser leur téléphone portable pour lire leurs e-mails, alors que d'autres ne pouvaient être joints que par fax ou par téléphone.

Le problème des langues représentait également un défi pour la logistique. La plupart du travail effectué par le SE était en anglais, ce qui représentait un obstacle réel à la sensibilisation et

à la participation au Processus Non Gouvernemental aux niveaux régional et national. Lors de l'évaluation participative, les partenaires identifièrent le problème des langues comme étant le principal obstacle à la participation de certains partenaires (voir la Section 8). Etant donné qu'il est impossible pour le SE de maîtriser les langues parlées dans chaque région, il aurait été utile d'avoir plus de moyens pour financer la traduction simultanée lors des ateliers régionaux, ainsi que la traduction des documents informatifs, afin d'élargir le réseau des participants dans chaque région.

L'élaboration d'une méthodologie générant des propositions concrètes de la part des ateliers régionaux.

Afin de soutenir les organisateurs régionaux, le SE élabora une méthodologie qu'elle leur conseilla d'utiliser dans le cadre des ateliers, afin de les aider à concentrer les discussions sur l'élaboration de propositions pour les gouvernements et également à s'assurer que toutes les idées générées dans les ateliers pourraient facilement être partagées avec d'autres régions. Le format facilita la tâche du Secrétariat Exécutif, qui devait réunir toutes les propositions dans une seule publication.[41]

Cette méthodologie incluait les suggestions suivantes:

- Chaque atelier devrait réunir entre 30 et 40 participants.
- Les ateliers devraient prévoir du temps non seulement pour les séances plénières et les commissions, mais aussi pour de plus petits groupes de travail, afin d'encourager les débats plus ciblés.
- Les participants devraient être encouragés à formuler des propositions concrètes pouvant être incorporées dans un document gouvernemental et à éviter les affirmations et opinions vagues et générales.
- Il devrait y avoir un rapporteur pour chaque commission, lequel se chargerait de prendre des notes des discussions, propositions et accords entre les participants.
- Chaque organisateur devrait se charger de l'élaboration d'un rapport de l'atelier résumant les discussions et mettant l'accent sur les propositions faites durant l'atelier.

Il est important de noter que, sauf dans le cas de l'Asie, aucun des rapports, avec les propositions, ne fut achevé durant les ateliers, comme cela avait été planifié. Cela prit une ou deux semaines de plus aux partenaires régionaux pour élaborer un document incluant toutes les contributions. Lors de nombreuses discussions, les participants ne firent pas de propositions concrètes, mais analysèrent plutôt les déficits démocratiques ou firent des déclarations générales sur la voie que devraient suivre les gouvernements. De ce fait, les partenaires régionaux et le Secrétariat Exécutif fournirent un effort énorme afin de formuler des propositions pratiques à partir des commentaires généraux. Dans le cas des ateliers comme celui de l'Europe, qui dura deux jours, cela se passa mieux. Après le premier jour de discussions, le SE se réunit avec quelques partenaires afin de noter les propositions faites lors de cette première journée. Le deuxième jour, on commença l'atelier par une révision en groupe des propositions. Cet exercice servit non seulement

[41] "Les Voix des Régions: les propositions non gouvernementales", Avril 2005, préparé par le SE, disponible sur le site *www.santiago2005.org*, et à l'annexe 29.

pour corriger les propositions du premier jour, mais également pour montrer aux participants quel genre de contribution était nécessaire pour mettre au point les propositions. Les versions finales de tous les rapports et propositions des ateliers circulèrent par e-mail entre les participants de chaque atelier régional, afin d'être sûr que leur contenu reflétait les idées qui avaient surgi durant les réunions.

Une fois les documents régionaux approuvés, ils étaient envoyés sur le site Web non gouvernemental et incorporés au processus de systématisation de toutes les propositions régionales.

L'engagement des participants en faveur de la stratégie de plaidoyer.

Après les ateliers, le défi était que les participants restent impliqués et engagés dans le processus. L'engagement des participants devint crucial, au fur et à mesure que le travail sur le plaidoyer régional et global se fit urgent.

Le travail de plaidoyer se concentrait sur la présentation des propositions non gouvernementales aux gouvernements, afin qu'ils en tiennent compte dans la préparation de la Déclaration de Santiago, qui serait signée par les gouvernements participant à la Conférence Ministérielle en avril 2005.

L'objectif ne fut que partiellement atteint. A l'avenir, les stratégies de planification du plaidoyer devraient tenir compte des idées suivantes:

- Les actions de plaidoyer doivent être soutenues de près par le SE et par les partenaires régionaux ayant organisés les ateliers;
- Il faut davantage de planification pour garantir le succès du travail de plaidoyer. Durant les ateliers, il faudrait consacrer du temps à se mettre d'accord sur les gouvernements à contacter, à quel moment et par qui;
- Les partenaires devraient identifier des possibilités de financement pour leur travail de plaidoyer et consacrer plus de temps et d'effort à convaincre les gouvernements de prendre en considération les propositions non gouvernementales.

La personnalité et la position occupées par les personnes faisant le plaidoyer sont également importantes. Idéalement, la participation de personnes représentant divers groupes d'intérêts, et pas seulement les organisations de la société civile, et ayant des connexions avec le gouvernement, devrait permettre aux participants au processus d'entrer plus facilement en contact avec les gouvernements et d'exercer une plus grande influence sur eux.

4. La systématisation des propositions faites par les régions.

Le dernier atelier régional eut lieu fin janvier 2005 – seulement trois mois avant la Conférence Ministérielle d'avril. Afin de se préparer pour la Conférence, le Secrétariat Exécutif chercha à réunir et à présenter les propositions des deux séries d'activités ayant eu lieu en 2004 et 2005: les ateliers régionaux et les analyses du Groupe de travail sur les questions globales.

Afin de démarrer le processus de systématisation des différentes propositions, le Secrétariat réalisa une analyse initiale des propositions des ateliers régionaux, dont le but était d'identifier les "thèmes démocratiques communs" mentionnés dans toutes les régions et qui représentaient les thèmes prioritaires pour tous. Le Secrétariat Exécutif prépara un document de discussion

contenant une analyse comparative de toutes les propositions régionales et identifia ces thèmes démocratiques communs comme étant :

1. La coopération internationale pour promouvoir la démocratie
2. Les systèmes politiques
3. La corruption, la transparence et l' "accountability"
4. La société civile
5. La sécurité nationale[42]

Participants de l'Atelier Régional «Asie», Taipei, Taiwan, Octobre 2004

[42] Lors de la Réunion Finale, on proposa d'élargir ce concept, en parlant de la "sécurité humaine" pour se référer à ces thèmes.

BEST AVAILABLE COPY

Ces propositions furent appelées les "propositions globales", étant donné qu'elles se référaient aux problèmes importants pour toutes les régions, plutôt que pour une région en particulier.

Au départ, on ne savait pas clairement comment incorporer les propositions du Groupe de travail sur les questions globales concernant la CD en elle-même.[43] Même si les propositions concernant la consolidation de la CD n'étaient pas débattues dans les ateliers, il avait été convenu de les inclure au début des propositions, sous le titre "La Communauté Internationale et la Promotion de la Démocratie", à cause de leur importance stratégique pour le développement du processus. Les propositions réunies furent divisées en cinq sections thématiques, et ensuite, en six sections régionales. Cette systématisation des propositions, qui devint "Les Voix des Régions", fut préparée afin d'être discutée lors de la Réunion Finale, au cours de laquelle les participants pourraient les affiner.

B. La Réunion Finale av Santiago: la consolidation du processus avec un message unifié

1. Les objectifs de la Réunion Finale

Dès les premières étapes du Processus Non Gouvernemental, il fut évident qu'une "Réunion Finale" visant à consolider les différents efforts régionaux et thématiques des acteurs non gouvernementaux était nécessaire.[44] Le plus grand défi pour la Réunion Finale était de synthétiser les activités qui avaient été réalisées dans différentes régions par des acteurs n'ayant pas le même degré d'expérience avec la CD en une seule contribution unifiée de la part des participants non gouvernementaux.[45]

La réunion était divisée en séances plénières et en groupes de travail régionaux. Les séances plénières étaient consacrées à la discussion des thèmes démocratiques communs identifiés par beaucoup d'ateliers régionaux. Les thèmes communs, tels que discutés antérieurement, étaient:

1. La coopération internationale pour promouvoir la démocratie
2. Les systèmes politiques
3. La corruption, la transparence et l' "accountability"
4. La société civile
5. La sécurité nationale

[43] Pour une description du travail du Groupe de travail sur les questions globales, se référer à la Section 4.

[44] Voir la Section 2: L'élaboration de la stratégie.

[45] Le programme de la Réunion Finale se trouve dans l'Annexe 32, la liste des participants dans l'Annexe 33 et le rapport dans l'Annexe 34.

Les objectifs de la Réunion Finale:

1. Présenter le processus gouvernemental et non gouvernemental de la Communauté des Démocraties.
2. Présenter les propositions traitant des thèmes démocratiques communs à toutes les régions et en discuter.
3. Peaufiner et mettre au point les propositions sur ces cinq thèmes.
4. Définir sur quels thèmes et quelles propositions l'accent devrait être mis dans chaque région en vue de la Réunion Ministérielle.
5. Définir les problèmes et les propositions afin d'améliorer le processus de la Communauté des Démocraties en lui-même.
6. Se mettre d'accord sur une stratégie de diffusion et de plaidoyer en vue de la Réunion Ministérielle à Santiago.

2. La Réunion Finale[46]

L'ouverture

La Réunion Finale commença par une Cérémonie d'ouverture qui eut lieu le 3 mars à 9h00 dans l'auditorium du bâtiment Teléfonica. M. Genaro Arriagada et Mme Andrea Sanhueza, le Président et la Secrétaire exécutive du Secrétariat Exécutif respectivement, conduisirent la cérémonie. M. Ignacio Walker, le Ministre des Affaires étrangères du Chili, inaugura officiellement la réunion, en souhaitant la bienvenue aux participants de la société civile, de la part du gouvernement chilien. Il fit remarquer que la société civile doit jouer un rôle essentiel sur la scène publique et, en particulier, dans le processus de globalisation internationale. C'était pour cette raison que le gouvernement chilien invitait le Secrétariat Exécutif et d'autres représentants du Processus Non Gouvernemental à participer à la Conférence Ministérielle.

La commission inaugurale, intitulée **"La promotion et la consolidation de la démocratie au niveau international"** était modérée par Mme Jennifer Windsor, de Freedom House, et conduite par les participants suivants; M. Jose Goni du Socialist International Party of Chile; M. Gutemberg Martinez de la Christian Democrat Organization of America; M. Morton Halperin de l'Open Society Institute / Soros Foundation et M. Roel von Meijenfeldt de l'Institute of Multiparty Democracy. La commission discuta du fait que la démocratie, en tant que *modus operandi* politique, peut toujours être améliorée et qu'il est nécessaire que le mouvement non gouvernemental agisse en tant que processus de contrôle et agent en faveur du changement.

Les Séances plénières

La CD : les Processus Gouvernementaux et Non Ggouvernementaux

Durant la première séance plénière, M. Marcelo Díaz, de la Chancellerie chilienne, et Mme Andrea Sanhueza exposèrent brièvement les processus gouvernementaux et non gouvernementaux, les forces de chaque processus et les défis auxquels ils devaient faire face. M. Diaz profita de

[46] Le SE a engagé un Rapporteur Externe, Jan Mortier, pour aider le SE à prendre des notes détaillées de la Réunion, puis à établir une synthèse et une analyse des discussions ayant eu lieu.

l'opportunité pour passer en revue avec les participants le format de la Conférence Ministérielle qui approchait. Il expliqua également que le "Convening Group" s'était réuni à Washington le 1er mars 2005, afin de terminer les invitations des pays à la Conférence Ministérielle. Finalement, il y avait 142 pays : 125 en tant que participants et 17 en tant qu'observateurs. Le gouvernement chilien avait également invité : le Secrétaire général des Nations Unies, le Président de l'United Nations Development Program, le Haut Commissionnaire des Nations Unies aux droits de l'Homme, le Président de l'African Commission, le Secrétaire général de l'Organization of American States, le Président du Latin American Parliament, le Président du Parlement européen, le Commissionnaire de l'UE pour les Affaires Extérieures, le Haut Représentant de la Communauté européenne pour la Police étrangère et de sécurité, le Secrétaire général de l'Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), le Secrétaire général de l'Institute of Democracy, le Secrétaire général des Affaires extérieures du Saint-Siège et le Secrétaire général du Commonwealth. M. Sanhueza présenta les résultats positifs du Processus Non Gouvernemental obtenus jusqu'alors, discuta des activités qui auraient lieu durant la Réunion Finale et souligna les objectifs de la participation non gouvernementale à la Troisième Réunion Ministérielle.

Les pays participant à la Troisième Conférence Ministérielle

L'Afghanistan, l'Albanie, Andorre, Antigua-et-Barbuda, l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, les Bahamas, le Bahrayn, le Bangladesh, la Barbade, la Belgique, le Belize, le Bénin, la Bolivie, la Bosnie-Herzégovine, le Botswana, le Brésil, la Bulgarie, le Canada, le Cap-Vert, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, la Croatie, Chypre, la République tchèque, le Danemark, le Commonwealth de Dominique, la République dominicaine, le Timor occidental, l'Équateur, le Salvador, l'Estonie, Fiji, la Finlande, la France, la Géorgie, l'Allemagne, le Ghana, la Grèce, la Grenade, le Guatemala, la Guyane, le Honduras, la Hongrie, l'Islande, l'Inde, l'Indonésie, l'Irlande, Israël, l'Italie, la Jamaïque, le Japon, la Jordanie, le Kenya, la République de Kiribati, la Latvie, le Lesotho, le Liechtenstein, la Lituanie, le Luxembourg, la Macédoine, Madagascar, le Malawi, la Malaisie, le Mali, Malte, les Iles Marshall, l'île Maurice, le Mexique, la Micronésie, la Moldavie, Monaco, la Mongolie, le Maroc, le Mozambique, la Namibie, Nauru, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, le Nicaragua, le Niger, le Nigeria, la Norvège, la République de Palau, le Panama, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Paraguay, le Pérou, les Philippines, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Fédération de Saint-Kitts-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Samoa, Saint Marin, Saint-Tomas-et-Principe, le Sénégal, la Serbie et le Monténégro, les Seychelles, la Slovaquie, la Slovénie, l'Afrique du Sud, la Corée du Sud, l'Espagne, le Sri Lanka, le Suriname, la Suède, la Suisse, la Tanzanie, la Thaïlande, Trinité et Tobago, la Turquie, Tuvalu, l'Ukraine, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, Vanuatu, le Venezuela et la Zambie.

Les pays observateurs à la Troisième Conférence Ministérielle.

L'Algérie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Burkina Faso, Djibouti, l'Égypte, la Gambie, Haïti, l'Iraq, le Koweït, le Liban, le Sultanat d'Oman, le Qatar, la Sierra Leone, Singapour, la Tunisie et le Yémen.

Les propositions pour la CD – le Groupe de travail sur les questions globales

M. Genaro Arriagada fut le modérateur de la deuxième séance plénière, représentée par M. Ted Piccone (U.S.A.), du Democracy Coalition Project, qui présenta le rapport du Groupe de

travail sur les questions globales, ciblé sur les propositions pour le processus de la Communauté des Démocraties en lui-même. Le rapport sur les questions globales était préparé par le Democracy Coalition Project au nom du Groupe sur les questions globales, qui comprend le Democracy Coalition Project, l'Institute for Multiparty Democracy, la Westminster Foundation for Democracy, le Council for a Community of Democracies et le Secrétariat Exécutif pour le Projet Non Gouvernemental du Processus de la CD. M. Piccone discuta des propositions faites afin de surmonter les déficiences du processus d'invitation, grâce à la création d'un mécanisme transparent pour contrôler et évaluer le respect par les gouvernements des normes démocratiques établies dans la Déclaration de Varsovie.

Les systèmes politiques

On discuta ensuite des thèmes démocratiques communs, avec une commission sur les systèmes politiques, modérée par Mme Patricia Valenzuela du Partido Justicialista, et comprenant M. Kababsubabo Katulond du RCD/DRC au Congo, M. Matteo Meccaci, du Transnational Party, et M. Arturo Valenzuela de Georgetown University. La commission se concentra sur les partis politiques, les systèmes électoraux et la transition vers la démocratie. On souligna le rôle de la CD dans la consolidation des systèmes politiques démocratiques, vu le potentiel, selon les participants, de la CD à travailler avec des organes régionaux existants, et à établir des mécanismes de contrôle qui permettraient de surveiller les commissions électorales, les systèmes et les processus électoraux et qui détermineraient la capacité de la Communauté des Démocraties à soutenir la création du Centre de Transition Démocratique en Hongrie.

La corruption, la transparence et l' "accountability"

La quatrième commission incluait les présentations de Debbie Stothard de l'Alternative Asian Network on Burma, de M. Pedro Mujica de la Corporación PARTICIPA, et de M. Roberts Putnis de Transparency International. La commission était modérée par M. M. Augusto Miclat d'Initiatives for International Dialogue. La commission parla de l'invasion de la corruption et de la façon dont les lois anti-corruption peuvent parfois être manipulées par les gouvernements pour viser la société civile. Les thèmes de la transparence et de l' "accountability" furent débattus en termes d'amélioration des standards internationaux pour l'accès à l'information et d'élargissement de la liberté d'expression et de l'autonomie des médias.

La société civile

Le deuxième jour de la conférence, il y eut une séance plénière représentée par M. Raj Liberhan de la the CITI Foundation, M. Yuri Dzhibladze, et M. Gonzalo de la Maza de Más Voces. La commission montra qu'il existait une forte corrélation entre le succès de la démocratie et les performances de la société civile. Même si le Processus des ONGs de la société civile n'est peut-être pas parfait, la commission semblait être d'accord sur le fait que la coalition qui avait été construite avait le potentiel et la légitimité pour endosser le rôle de porte-parole. Le Processus consiste moins à juger les gouvernements qu'à les rendre responsables de façon constructive et à s'assurer que les Etats respectent les déclarations et les accords de la Communauté des Démocraties.

La Sécurité nationale [47]

La sixième séance plénière se concentra sur le thème de la sécurité nationale et était modérée par M. David Carroll du Carter Center. Les participants de cette commission étaient: M. Michael Kau de la Taiwan Foundation for Democracy, M. Sadikou Ayo Alao, de Gerddes-Africa, et M. Abdel Basset Ben Hassen, de l'Arab Institute for Human Rights. La commission se concentra sur deux types de menaces à la sécurité nationale : les conflits internes politiques, collectifs, religieux et ethniques et les menaces externes de coercition et de guerre des pays voisins et de sources externes. Conceptuellement, ces menaces dépendent des réactions nécessaires pour les limiter, et, parfois, c'est en voulant réprimer le terrorisme et la violence que les gouvernements créent les conditions mêmes de l'exclusion et de la tension qui exacerbent la menace. La sécurité nationale devrait assurer la paix et la sécurité pour les pays en même temps qu'elle établit les fondations pour la démocratie dans les pays impliqués. Dans ce sens, l'établissement et le maintien de la sécurité nationale est une condition indispensable pour le développement démocratique.

Le plaidoyer

La seconde partie de la journée démarra avec Mme Andrea Sanhueza, qui donna les dernières nouvelles concernant la prochaine Conférence Ministérielle de Santiago et qui expliqua les stratégies de plaidoyer possibles pouvant être utilisées dans les différentes régions avant la Réunion en avril. Ensuite, ce fut le tour de M. Enkhsaikahan Jargalsaikhan du Movement for New and Restored Democracies, qui parla des valeurs communes à l'UN Conference for New and Restored Democracies et à la Communauté des Démocraties et discuta des possibilités de collaboration entre les deux.

Un objectif-clé de la Réunion Finale était d'arriver à un consensus sur la stratégie de diffusion et de plaidoyer – aux niveaux global et régional – précédant la Troisième Conférence Ministérielle à Santiago. La stratégie suivante fut discutée et acceptée durant la réunion:

Les objectifs de la stratégie de diffusion et de plaidoyer:

1. Influencer la Troisième Conférence Ministérielle en ce qui concerne:
- *Le format:* l'organisation des commissions et des participants aux commissions, et la participation de la société civile à la Conférence Ministérielle.
- *Le contenu:* le programme de la conférence et la Déclaration Finale de Santiago
2. Influencer la Communauté des Démocraties après la Conférence de Santiago afin que les engagements soient appliqués efficacement.

[47] Lors de la Réunion Finale, on proposa d'élargir ce concept, en parlant de la "sécurité humaine" pour se référer à ces thèmes.

I. Les actions au niveau global (devant être mises en application par le Secrétariat Exécutif):

1. Travailler avec les gouvernements pour décider comment incorporer au mieux les propositions régionales et globales au programme de la Conférence Ministérielle (commissions thématiques et régionales).
2. Présenter les propositions régionales et globales à la réunion du "Convening Group" ayant lieu en mars 2005 à Santiago, avant la Conférence Ministérielle.
3. Envoyer les propositions régionales et globales aux représentants des gouvernements participant à la réunion du CG à Washington.
4. Distribuer les propositions régionales et globales aux gouvernements participant à la Troisième Conférence Ministérielle, à leur arrivée à Santiago.
5. Publier les propositions sur le site Web: *www.santiago2005.org*
6. Diffuser les propositions au moyen de la newsletter hebdomadaire.
7. Envoyer les propositions aux participants et aux invités n'ayant pas participé à la Réunion Finale à Santiago.
8. Le Secrétariat Exécutif préparera régulièrement des communiqués de presse afin de diffuser les résultats de la Réunion Finale et du processus de la Conférence Ministérielle.
9. Envoyer les propositions aux représentants gouvernementaux des Nations Unies et de l'Union européenne.

II. Les actions au niveau régional (devant être mises en application par toutes les organisations, partis et institutions dans chaque région)

1. Envoyer les propositions aux organes gouvernementaux régionaux (par exemple: OAS, African Union).
2. D'autres actions seront définies par les groupes de travail régionaux lors de la Réunion Finale. On devrait considérer la possibilité de distribuer ces propositions aux réseaux régionaux.

III. Les actions au niveau national (devant être appliquées par toutes les organisations, les politiques et les institutions intéressés)

1. Rendre visite aux Ministres des Affaires étrangères afin de présenter le document, idéalement en présence des médias.
2. Envoyer des rapports de presse aux médias comme moyen de diffuser la proposition et ses objectifs.
3. Réunir le soutien de personnages publics pour les propositions.

Même si les participants soutenaient cette stratégie et acceptèrent de la mettre en application dans leur pays, ils mentionnèrent aussi la nécessité d'adapter la stratégie de plaidoyer aux pays moins démocratiques où il était difficile d'avoir le type de communication proposée avec les représentants.

Durant cette discussion sur la stratégie de plaidoyer, les participants se mirent d'accord sur le fait qu'étant donné tout le travail réalisé par le Groupe sur les questions globales en ce qui concernait le processus d'invitation de la CD, il était important de faire une déclaration en réaction à l'invitation de pays ne respectant pas les normes établies à participer à la Troisième Conférence Ministérielle de la Communauté des Démocraties. Ils profitèrent de l'opportunité pour commencer leur travail de plaidoyer en élaborant une brève déclaration, appelée **"La Déclaration de la Réunion Finale du Processus Non Gouvernemental de la Communauté des Démocraties"**.

La Déclaration était la suivante: [48]

Au sujet de l'invitation des Etats à participer à la Réunion Ministérielle à Santiago:

Nous, les participants à la Réunion Finale du Processus Non Gouvernemental de la Communauté des Démocraties à Santiago, qui a eu lieu les 3 et 4 mars 2005, regrettons que le "Convening Group» de la Communauté des Démocraties n'ait pas totalement accepté nos recommandations concernant la sélection des pays participant à la Réunion Ministérielle à Santiago en avril 2005. Les Etats qui intègrent la Communauté des Démocraties définissent sa valeur et sa capacité à être à la hauteur de ses principes: seuls les Etats vraiment démocratiques et ceux montrant de réels progrès dans la voie de la démocratie devraient y participer. Pour cela, il est indispensable que le "Convening Group" applique rigoureusement les critères établis dans la Déclaration de Varsovie et dans le Plan d'Action de Séoul.

Il y a quatre pays à propos desquels notre opinion diffère de celle du "Convening Group": le Bahrayn, Fiji, la Russie et le Venezuela. L'invitation de la Russie nous inquiète particulièrement, puisque, à la différence des trois autres pays sur cette liste, nous recommandons de ne pas inviter du tout la Russie, à cause d'un recul dramatique de la démocratie dans ce pays et de la non application de ses engagements en tant que membre de la CD ces dernières années, particulièrement depuis la Conférence de la CD à Séoul. Bien que nous reconnaissions la nécessité d'un dialogue continu avec un partenaire aussi important que la Russie et les dommages possibles causés par son isolement, nous croyons également que ce dialogue devrait se baser sur la reconnaissance des problèmes fondamentaux provoqués par l'érosion de la démocratie dans ce pays, qui a un impact au niveau régional et global. Evidemment, la Russie ne peut pas être incluse dans la catégorie des observateurs parce que ce statut correspond à celui des Etats qui ne sont pas des démocraties établies, mais qui font preuve de progrès de démocratisation. Ce n'est pas le cas de la Russie. De ce fait, nous pressons le "Convening Group" et le pays où a lieu la Conférence Ministérielle d'émettre une déclaration spéciale exprimant leur inquiétude sur le recul de la démocratie en Russie.

Santiago, le 4 mars 2005

Les groupes régionaux

Les participants se divisèrent ensuite en groupes régionaux afin de peaufiner les propositions régionales, de commencer à définir les stratégies régionales de plaidoyer, de parvenir à un consensus concernant les thèmes qui devraient être présentés à la Réunion Ministérielle et de nommer les représentants de chaque région devant participer à la Conférence Ministérielle. Un représentant de la région ayant été impliqué dans le Processus Non Gouvernemental et ayant participé à l'atelier régional jouait le rôle de facilitateur de chaque groupe. Les participants travaillèrent dans ces

[48] Traduction non officiel

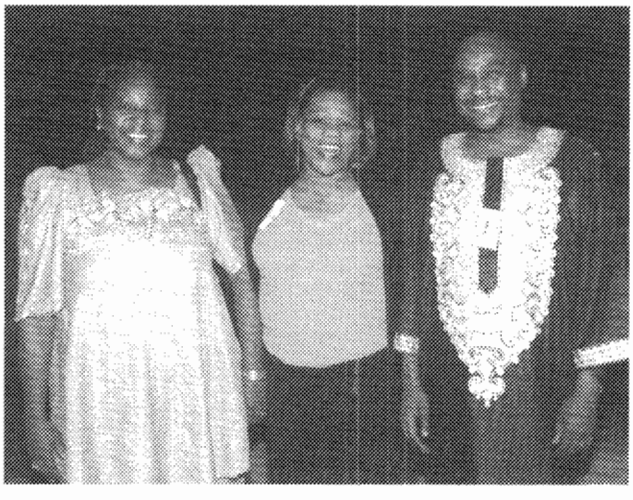
Victoria Canavour (NDI, USA), Ivan Doherty (NDI, USA), Genaro Arriagada (Executive Secretariat, Chile) et Jennifer Windsor (Freedom House, USA)

Jan Mortier (Executive Secretariat, Chile), John Forje (AISA, Congo) et Robert La Gamma (CCD, USA)

Silvana Lauzan (Executive Secretariat, Chile), Dgingarey Maiga (Women & Human Rights, Mali) et Marieke van Doorn (NIMD, The Netherlands)

BEST AVAILABLE COPY

Miguel Carter (American Univeersity, USA), Steven Grinner (OAS, USA), Oscar Valles (Súmate, Venezuela) et Gustavo Gamallo (RID, Argentina)



Doreen Nelson (FODEZ, Zimbabwe), Thandi Henson (Mwengo, Zimbabwe) et Ozias Tungwarara (IDEA, Sweden)

Silvana Lauzán, Andrea Sanhueza et Lea Sarles Newfarmer (ES, Chile)

BEST AVAILABLE COPY

groupes sur les propositions découlant des ateliers régionaux qui étaient spécifiques à chaque région et qui ne concernaient pas les cinq thèmes démocratiques communs.

Les résultats de ces groupes de travail furent communiqués lors de la dernière séance plénière de la Réunion et les participants discutèrent des étapes précédant la Conférence Ministérielle.

3. Les résultats de la Réunion Finale

Même si la plupart des principaux thèmes furent traités pendant ces deux jours, tous les objectifs ne furent pas atteints. Des problèmes logistiques avec les visas empêchèrent, à la dernière minute, beaucoup de participants de voyager, ce qui fit que certaines régions, comme le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, étaient sous représentées. Il y avait une série de thèmes capitaux à traiter et les grandes différences entre les connaissances et les expériences des participants compliquèrent la tâche des groupes: arriver à un consensus quant aux propositions qui devaient être considérées comme prioritaires et dans quelles circonstances. Le deuxième défi de la réunion était en rapport avec la stratégie de plaidoyer: il était difficile d'établir un plan clair d'action spécifique durant le peu de temps imparti aux discussions et aux explications sur la grande variété de propositions. Il n'y avait pas assez de temps non plus pour planifier les détails de la participation des délégués non gouvernementaux à la Troisième Conférence Ministérielle. Le message du PNG de chacune des futures commissions à la Conférence Ministérielle ne fut pas défini.

Les leçons apprises:

Les invitations doivent être envoyées à l'avance, afin que les participants puissent obtenir les visas nécessaires.

Etant donné les niveaux hétérogènes de compréhension et de connaissance de la CD ainsi que du travail réalisé dans chaque région, une réunion plus longue aurait été utile et aurait permis d'avoir plus de temps pour présenter et étayer chaque thème.

Bien que les thèmes démocratiques communs aient servi de mécanisme important pour la création d'un message unifié, la Réunion aurait été plus productive si les séances s'étaient concentrées sur les thèmes proposés par les gouvernements dans le programme de la Conférence Ministérielle et si les groupes avaient eu pour tâche de réfléchir sur la meilleure manière dont ces thèmes démocratiques communs pouvaient introduits dans les programmes gouvernementaux.

Les petits groupes régionaux avaient trop de matière à traiter et présentèrent des résultats très différents. Une partie du travail, comme le choix des thèmes prioritaires pour les régions et l'identification de représentants pour la Conférence Ministérielle, aurait pu être réalisée par courrier électronique, avant et après la Réunion Finale.

Même si le groupe s'était mis d'accord sur la stratégie générale de plaidoyer et que les participants avaient accepté de rencontrer les représentants de leur gouvernement afin de discuter des propositions présentées, il ne fut pas décidé en détail comment mettre en application cette stratégie lors de la Réunion Finale.[49] Des instructions plus spécifiques auraient dû être données

[49] Voir "La mise en œuvre de la stratégie de plaidoyer", Section 6.

aux groupes de travail régionaux et plus de temps aurait dû être consacré à la planification en détail de la manière dont la stratégie de plaidoyer devait être mise en œuvre aux niveaux global, régional et national.

C. Les Voix des Régions: les propositions non gouvernementales

Une des plus grandes réussites du Processus Non Gouvernemental était la compilation des propositions, achevées durant la Réunion Finale, sur la manière de traiter les principaux problèmes démocratiques auxquels devaient faire face les différentes régions dans le monde et sur la façon de consolider la Communauté des Démocraties en elle-même. Ce document fut préparé au cours des deux ans, et fut distribué aux gouvernements dans les semaines précédant la Conférence Ministérielle d'avril 2005.

1. La contribution de la Réunion Finale

La Réunion Finale contribua à la compilation des propositions de trois façons différentes. Elle donna aux participants l'opportunité de discuter et de ratifier les propositions traitant du processus de la CD en lui-même, de clarifier et de s'étendre sur les propositions concernant les thèmes démocratiques communs, et de peaufiner et mettre au point les propositions sur la meilleure manière de faire face aux déficits démocratiques spécifiques à chaque région.

Les séances plénières représentaient des espaces importants pour les participants, leur permettant de discuter des propositions présentées par le Groupe sur les questions globales et de parler des déficits démocratiques communs. On demanda à chaque orateur représentant une commission lors des séances plénières de parler des thèmes démocratiques communs du point de vue de sa région, en présentant les propositions régionales pertinentes et en expliquant leur importance. Après chaque commission, d'autres participants avaient l'opportunité de contribuer aux propositions exposées et de les peaufiner. Ces séances plénières étaient cruciales pour le processus visant à mettre au point et à établir des priorités quant à ces propositions. Or, de nouvelles propositions émergèrent au cours de nombreuses séances, ce qui dévia la conversation des propositions définies au préalable. D'une certaine manière, cela fut utile, car cela permit d'améliorer la liste de propositions de chaque section. Néanmoins, quelques participants se sentirent frustrés et dirent dans leur évaluation qu'ils auraient préféré peaufiner les propositions déjà présentées. Afin de s'assurer qu'il avait saisi les conclusions auxquelles on était parvenu dans chaque séance plénière, le Secrétariat Exécutif fit circuler par e-mail les propositions modifiées parmi tous les participants afin qu'ils les ratifient Après leur approbation, elles furent incorporées au texte "Les Voix des Régions".[50]

Un processus similaire se déroula dans les groupes de travail régionaux, où l'on demanda aux participants de mettre au point les propositions spécifiques à leur région qui avaient surgi de

[50] Voir l'Annexe 29 pour "Les Voix des Régions".

leur atelier. Chaque groupe avait un facilitateur qui était un représentant de la région ayant été impliqué et ayant joué un rôle dans l'atelier régional. Etant donné le peu de temps disponible et la multitude de tâches à accomplir, tous les groupes ne purent consacrer du temps à la révision des propositions. Certains groupes, par exemple, pensaient qu'il était important que la région traite des thèmes qui seraient discutés lors de la Conférence Ministérielle et, de ce fait, adaptèrent certaines de leurs propositions régionales à ces thèmes. D'autres groupes avaient la sensation qu'il était important de traiter de certains événements actuels qui avaient modifié le contexte régional depuis l'atelier. Néanmoins, d'autres étaient satisfaits des propositions régionales et préférèrent se concentrer sur l'élaboration des stratégies de plaidoyer régionales et sur la sélection des représentants qui pourraient représenter leur région à la Conférence Ministérielle. Le Secrétariat Exécutif réunit les résultats des présentations de chaque groupe de travail avec les propositions précédentes spécifiques à chaque région et fit circuler la nouvelle version parmi les participants pour accord. Une fois approuvées, ces propositions composèrent la section finale de "Les Voix des Régions".

2. La diffusion de la publication finale

Les propositions finales furent publiées à Santiago, en avril 2005. La publication fut soumise aux gouvernements de la Communauté des Démocraties un mois avant la Troisième Conférence Ministérielle pour qu'ils en tiennent compte au moment de travailler sur l'esquisse de la Déclaration de Santiago. Les participants non gouvernementaux pressèrent les gouvernements d'incorporer ces recommandations en tant que priorités dans leur travail de consolidation de la démocratie aux niveaux national et régional. "Les Voix des Régions" fut envoyé personnellement aux pays du "Convening Group" et fut distribué à tous les représentants gouvernementaux lors de la Conférence Ministérielle.

Les leçons apprises

Alors qu'il élaborait "Les Voix des régions", le Secrétariat Exécutif se rendit compte à quel point il est important d'être clair avec tous les participants en ce qui concerne la façon dont les thèmes démocratiques communs étaient choisis. Certains participants étaient inquiets, car ils croyaient que, si les propositions les plus importantes de leur région n'abordaient pas un des déficits démocratiques communs, elles ne seraient pas incluses ou considérées comme prioritaires. Le Secrétariat Exécutif a dû expliquer clairement le fait que toutes les propositions de chaque région seraient incluses.

Même si les consultations par e-mail représentaient beaucoup de travail et prenaient du temps, le SE conclut qu'il s'agissait d'un outil crucial pour réunir une grande variété d'opinions et donner aux partenaires une chance de prendre un peu de temps afin de considérer les propositions, puis d'apporter leurs suggestions. Le SE pensait qu'il était important pour la légitimité du document que toutes les propositions soient révisées et acceptées, et, de ce fait, s'efforça sérieusement de satisfaire les préférences des partenaires qui avaient donné un feedback.

SECTION 6:
La préparation à la Conférence Ministérielle (Février 2005 - Avril 2005)

A. La négociation de la participation de la société civile: la planification d'une Conférence Ministérielle différente

1. Le plaidoyer pour la participation non gouvernementale directe

L'un des objectifs centraux du Processus Non Gouvernemental était de changer le format de la Conférence Ministérielle de la CD afin d'inclure une **participation plus directe des acteurs non gouvernementaux.** Beaucoup de personnes avaient ressenti de la frustration lors de la Deuxième Conférence Ministérielle à Séoul en 2002, par rapport au processus gouvernemental et à la participation non gouvernementale très limitée. Le gouvernement chilien était conscient que, à moins que la Troisième Conférence Ministérielle ne marque une vraie amélioration dans la qualité du dialogue, la Communauté des Démocraties qui venait d'être créée ne pourrait pas se consolider et devenir une vraie force politique dans le contexte global, et sa légitimité et son manque de transparence pourraient être remis en cause par les groupes de la société civile.

Afin de mieux se préparer pour la Conférence, le gouvernement chilien décida de repousser la date de la réunion, fixée dans un premier temps à mi-janvier, à fin avril. Lors de leurs réunions régulières avec le gouvernement chilien et avec les autres gouvernements du "Convening Group", le Secrétariat Exécutif et les représentants du Groupe sur les questions globales insistaient sur la nécessité de réaliser une seule réunion intégrée comprenant les délégués gouvernementaux et non gouvernementaux.

Le Secrétariat Exécutif put présenter plusieurs exemples régionaux dans lesquels les gouvernements avaient établi des espaces pour la participation constructive des acteurs de la société civile. Il y avait parmi eux le processus du Sommet des Amériques. Lors de la Réunion de l'OAS qui eut lieu au Chili en 2003, le gouvernement chilien planifia un moment pour le dialogue direct entre les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux. Cette initiative de la part du gouvernement chilien fut très bien accueillie par les groupes gouvernementaux et les groupes de la société civile. La Corporation PARTICIPA, l'organisateur du Secrétariat Exécutif du PNG, avait été impliquée activement dans le mouvement de la société civile associé au Sommet, et savait que le dialogue direct avait été très réussi. Le Secrétariat Exécutif savait aussi que le dialogue direct avec les gouvernements de la CD était l'une des principales priorités des acteurs de la société civile de toutes les régions, et pensait qu'un tel dialogue serait utile pour améliorer la qualité des Conférences Ministérielles de la CD.

Lors de discussions avec le chancelier Carlos Portales, de la Chancellerie chilienne, le Secrétariat Exécutif souligna que, pour que le processus de la CD continue à se consolider, le gouvernement chilien devait être innovateur et disposé à se montrer ouvert aux différents groupes d'intérêts. Le SE put fournir cet argument du fait que le gouvernement avait été constamment mis au courant du processus non gouvernemental depuis ses débuts. Le SE expliqua que ceux qui avaient participé activement durant les deux années au Processus Non Gouvernemental et qui avaient contribué aux propositions faites aux gouvernements seraient ceux qui seraient invités à représenter le processus durant la réunion elle-même.

Bien que le Gouvernement chilien ait refusé au début de s'engager à réaliser une Conférence Ministérielle intégrée, il resta ouvert à cette possibilité. Il semblait intéressé par les arguments affirmant que l'inclusion de délégués non gouvernementaux à participer, loin de menacer le processus gouvernemental, consoliderait sa légitimité et représenterait une première historique grâce à laquelle on se souviendrait du gouvernement chilien. Finalement, le Secrétariat Exécutif et d'autres acteurs non gouvernementaux purent persuader le gouvernement chilien d'accepter d'organiser une réunion intégrée pendant laquelle les délégués gouvernementaux et non gouvernementaux pourraient se livrer à un dialogue direct.

Quand la Troisième Conférence Ministérielle fut fixée pour les 28, 29 et 30 avril 2005, les réunions avec la Chancellerie chilienne commencèrent à se concentrer sur l'importance de la participation non gouvernementale. Le gouvernement informa le Secrétariat Exécutif qu'il devait être absolument sûr que ce serait un dialogue de collaboration respectueux. Le SE expliqua que les participants non gouvernementaux seraient très reconnaissants de cette opportunité et étaient conscients que les discussions entre les gouvernements et la société civile devaient être productifs, afin d'établir un antécédent pour les prochaines Conférences Ministérielles. Une fois qu'il fut clair pour le gouvernement chilien qu'il était aussi important pour le SE et pour les autres leaders non gouvernementaux que pour les gouvernements du "Convening Group" que l'échange se passe bien, ils acceptèrent de soumettre le projet devant le "Convening Group". Après que le groupe eut accepté, le Secrétariat Exécutif se mit à étudier la question de l'identification et de l'invitation des participants de la société civile.

2. La liste des invités

Le gouvernement chilien décida que le deuxième jour de la Conférence Ministérielle serait consacré à cinq commissions thématiques le matin et à cinq commissions régionales l'après-midi. Leur proposition tout au long du processus était que chaque commission soit composée de 10 à 15 représentants gouvernementaux et de 5 délégués non gouvernementaux.

Dès le départ, le SE eut la sensation que 50 personnes était un trop petit nombre et excluait d'importants participants non gouvernementaux. Néanmoins, le gouvernement n'était pas prêt à offrir plus de places pour les délégués non gouvernementaux. Confronté à cette position, le Secrétariat Exécutif proposa que, en plus des 50 participants qui feraient partie des commissions mixtes gouvernement/société civile, des délégués non gouvernementaux supplémentaires soient

désignés en tant qu'observateurs de la réunion. Le Gouvernement accepta cette proposition, accorda 20 observateurs supplémentaires et proposa de financer la participation de tous les délégués non gouvernementaux.

Afin de sélectionner les délégués non gouvernementaux de la façon la plus démocratique possible, le SE demanda aux participants de la Réunion Finale, tout comme à d'autres partenaires de leur région, de désigner qui de chaque région devrait, à leur avis, participer à la Réunion Ministérielle. Même si la plupart des partenaires étaient contents que des délégués non gouvernementaux participent directement à la Conférence Ministérielle, ils exprimèrent également leur déception par rapport au petit nombre de délégués qui pourraient participer et parler. Dans plusieurs régions, le processus de sélection suscita des conversations électroniques animées, qui donnèrent comme résultats cinq nominations, qui furent alors incluses par le Secrétariat Exécutif.

Lorsque le nombre de participants non gouvernementaux augmenta, incluant 20 organisations observatrices, le Secrétariat Exécutif prit en compte les discussions électroniques qui avaient eu lieu dans chaque région et invita certains de ces représentants régionaux qui n'avaient finalement pas été choisis. Le SE demanda à ses partenaires dans différentes régions de l'aider à faire un choix, et, avec leurs contributions, choisit les acteurs non gouvernementaux qui pouvaient enrichir le débat.

Une fois la liste établie, le processus de désignation des membres les plus adéquats pour chaque commission commença. Le SE établit une liste de participants pour chacune des dix commissions et fit connaître cette liste aux Délégués non gouvernementaux lors de la Réunion de Planification pour les participants non gouvernementaux, qui eut lieu le 28 avril.

B. La mise en œuvre de la stratégie de plaidoyer

Dans la pratique, la stratégie conçue lors de la Réunion Finale n'eut vraiment lieu que dans quelques pays. Dans certains cas, on dit aux partenaires non gouvernementaux qui essayaient d'entrer en contact avec les représentants de leur gouvernement, soit que cela était impossible, soit qu'il n'avait pas encore été décidé qui représenterait le gouvernement lors de la Conférence. Dans d'autres cas, les partenaires n'avaient tout simplement pas le temps de plaider sérieusement pour que l'on tienne compte des propositions. En Argentine, par exemple, des participants de différentes institutions rencontrèrent le Ministère des Affaires étrangères et réussirent à établir un bon dialogue avec eux, durant lequel les principaux thèmes du programme non gouvernemental furent discutés. Cela aida certains gouvernements à comprendre le travail effectué par les participants non gouvernementaux et également le contexte dans lequel les propositions étaient faites.

Comme il a été mentionné antérieurement, le Secrétariat Exécutif envoya des versions électroniques du document "Les Voix des Régions" à tous les gouvernements membres du "Convening Group" ayant une ambassade à Washington DC et à Santiago. Il y avait également un échange continuel avec le gouvernement chilien, qui était alors le Président du "Convening Group".

La plupart des partenaires furent finalement déçus par la manière dont la stratégie de défense était mise en application et certaines des leçons apprises les plus importantes sont qu'il

aurait été utile d'avoir des moyens financiers spécifiques disponibles dans chaque région pour le plaidoyer, et des plans de travail plus concrets aux niveaux régional et national. Il était également clair qu'il aurait été utile pour le SE de travailler plus étroitement avec les organisations partenaires afin de soutenir leur travail de plaidoyer. Une participation réussie des organisations de la société civile à la Conférence Ministérielle peut servir à consolider leur connexion avec le processus de la CD et avec ses gouvernements, en suscitant davantage leur intérêt et leur capacité à faire un travail de plaidoyer efficace.

SECTION 7:
La Conférence Ministérielle (Avril 2005)

A. Le Programme Non Gouvernemental

1. La planification de la participation non gouvernementale: la réunion préparatoire

En vue de la Conférence Ministérielle se déroulant du 28 au 30 avril à Santiago, le Secrétariat Exécutif organisa une **Réunion Préparatoire** le 28 avril, avant l'inauguration officielle de la Conférence Ministérielle. Le but de cette Réunion était de planifier la participation des délégués non gouvernementaux aux commissions mixtes, composées des représentants gouvernementaux et des représentants de la société civile, qui aurait lieu le jour suivant, d'exposer brièvement le format de la conférence, de fixer le choix des orateurs non gouvernementaux de chaque commission et de se mettre d'accord sur les messages importants qui seraient soulignés dans ces commissions.

Les participants passèrent en revue l'avant-projet des engagements gouvernementaux dans la Déclaration de Santiago et décidèrent de la façon de coordonner les étapes qu'ils suivraient durant la Conférence Ministérielle. Ils avaient la sensation qu'elle pouvait être consolidée de façon significative grâce à l'inclusion de quelques éléments importants faisant partie des propositions non gouvernementales.

Afin d'influencer davantage les gouvernements et d'expliquer les changements les plus importants devant être apportés à la Déclaration de Santiago, les délégués non gouvernementaux élaborèrent un **"Appel de la part des délégués non gouvernementaux aux gouvernements"**.[51] Dans l'appel, les délégués reconnaissaient l'importance de la nouvelle opportunité qui leur était donnée de participer à la réunion avec les délégués gouvernementaux, attiraient l'attention sur les recommandations du Processus Non Gouvernemental, accueillaient favorablement l'inclusion de certaines des recommandations non gouvernementales dans l'avant-projet de la Déclaration de Santiago, et encourageaient les gouvernements à profiter de l'occasion pour consolider les mesures institutionnelles de la CD. L'Appel soulignait ensuite des éléments spécifiques que les gouvernements devraient inclure dans la Déclaration, tels que : une confirmation des critères de participation exposés dans le Plan d'Action de Séoul, l'adoption d'un mécanisme indépendant pour surveiller et évaluer comment les pays observent les normes démocratiques, l'établissement d'un secrétariat permanent de la CD, l'expansion et la rotation du "Convening Group", l'augmentation des fonds pour la CD, l'institutionnalisation de la participation non gouvernementale, et l'approbation des propositions du Secrétaire général des Nations Unies de réformer le système des droits de l'Homme des Nations Unies. Cet Appel fut distribué le 29 dans chacune des salles de réunion et durant la pause-café et la pause de midi.

---

[51] L'Appel des Délégués Non Gouvernementaux se trouve dans l'Annexe 30.

B. La participation non gouvernementale à la Conférence Ministérielle

1. L'ouverture

La Troisième Conférence Ministérielle de la Communauté des Démocraties eut lieu les 28, 29 et 30 avril, à Santiago (Chili).[52] Des délégués de 104 pays (et plus de 40 Ministres des Affaires étrangères, comme le fit savoir le Ministre chilien, Ignacio Walker) et 68 participants non gouvernementaux de 38 pays différents participèrent à la Conférence Ministérielle à Santiago. C'était la première conférence où des acteurs de la société civile étaient officiellement invités à participer à des commissions aux côtés des délégués gouvernementaux.[53]

La Réunion fut inaugurée, le 28 au soir, par les discours du Président du Chili, Ricardo Lagos, du Ministre des Affaires étrangères Ignacio Walker, de la Secrétaire d'Etat américaine Condoleeza Rice, du Président du Secrétariat Exécutif du Processus Non Gouvernemental de la Communauté des Démocraties, Genaro Arriagada, et de l'ancien Président du Mexique et représentant du Secrétaire général aux Nations Unies, Ernesto Zedillo, entre autres.[54] M. Arriagada mit l'accent sur la nécessité d'une plus grande solidarité envers les citoyens du monde entier qui luttaient sous des régimes autoritaires. Il annonça aussi que, même dans les démocraties "consolidées", des menaces provenant d'institutions déficientes, de systèmes politiques défectueux, et de cultures politiques apathiques ou corrompues mettent en danger la démocratie de l'intérieur. Il conclut ses remarques par une autre mise en garde aux gouvernements de la CD et établit un parallèle avec la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies, expliquant qu'il serait décevant de voir des pays invités à la CD ne respectant pas vraiment les droits humains et la démocratie, mais cherchant à être reconnus en tant que démocraties, de façon à éviter de futurs examens approfondis.

2. Les commissions mixtes

La Conférence était structurée autour de cinq thématiques et de cinq commissions régionales. Chaque commission était dirigée par un président et environ 20 représentants gouvernementaux et cinq représentants non gouvernementaux y participaient.[55] Durant la matinée du 29, les commissions suivantes eurent lieu:

La société civile et la gouvernance démocratique: la participation, l' "accountability", la transparence et l'information.

Cette commission se composait de représentants gouvernementaux: du Chili, de la République tchèque, de l'Estonie, de la France, de la Gambie, de la Jamaïque, de la Norvège, du

[52] La liste des Participants Gouvernementaux se trouve dans l'Annexe 31.

[53] Pour une liste des participants, voir l'Annexe 32.

[54] Le discours de Genaro Arriagada se trouve dans l'Annexe 33.

[55] Pour les rapports thématiques des commissions publiés par le gouvernement chilien, voir l'Annexe 34. Pour les rapports des commissions régionales publiés par le gouvernement chilien, voir l'Annexe 35.

Panama, de la République de Corée, de la Slovaquie, du Venezuela et du Club de Madrid. Le Processus Non Gouvernemental était représenté par: M. Yuri Dzhibladze (Center for the Development of Democracy and Human Rights), Mme Sama Aweidah (Arab Women Network), M. Miguel Darcy de Oliveira (Civicus/ Comunitas), Mme Andrea Sanhueza (PARTICIPA), et Mme Tandeka Nkiwane (WITS). La question-clé pour cette commission était: comment la société civile peut-elle promouvoir la gouvernance démocratique?

La pauvreté, le développement et la gouvernance.

Les acteurs non gouvernementaux qui s'exprimèrent durant cette commission étaient: M. George Matthew (Institute of Social Sciences), Mme Vanesa Weyrauch (CIPPEC), Mme Djingarey Maïga (Women and Human Rights), M. Parris Chang (Taiwan Foundation for Democracy), et M. Robert Hunter (Council for the Community of Democracies).

La coopération pour la gouvernance démocratique: un échange d'expériences régionales et interrégionales afin de consolider la séparation constitutionnelle de la justice et du pouvoir, ainsi que les partis politiques.

La table ronde était présidée par les Etats-Unis et coprésidée par le Portugal. Les représentants du Processus Non Gouvernemental étaient: M. Carl Gershman (National Endowment for Democracy), M. David French (Westminster Foundation), M. Brian Kagoro (Crisis in Zimbabwe Coalition), M. Abdel Hussain Shaban (Iraqi Network for Human Rights) et M. Richard Rowson (Council for the Community of Democracies).

Les coalitions, les forums multilatéraux et le Caucus pour la Démocratie aux Nations Unies.

Le Président de la commission était M. Rudy Insanally, Ministre des Affaires étrangères de Guyane et le modérateur M. Danilo Turk, le Sous-Secrétaire général aux Affaires politiques de l'ONU. Les représentants non gouvernementaux qui contribuèrent à la conversation étaient: M. Alvaro Pinto Scholtbach (Institute for Multiparty Democracy), M. George Soros (Open Society Institute and Soros Networks), M. Peter Ackerman (Freedom House), M. Enkhsaikhan Jargalsaikhan (International Civil Society Forum for Democracy), et M. Georges Fauriol (International Republican Institute). Les principaux thèmes de la discussion étaient: les expériences et les défis, le rôle du Caucus pour la Démocratie, les principales tâches et activités et la gestion des activités du Caucus pour la Démocratie.

Les organisations régionales : les réactions aux menaces à la démocratie et la promotion de la démocratie

Les représentants non gouvernementaux étaient: M. Kenneth Wollack (National Democratic Institute), M. Morton Halperin (Open Society Institute), Mme Houda Chalak (Civil Society Initiative), M. Jung Ok Lee (Council of Korean Civil Society Organization) et MmeKhin Omar (Free Burma). La question centrale de la discussion était: comment les organisations et les mécanismes régionaux peuvent-ils promouvoir et consolider la démocratie et améliorer les pratiques démocratiques?

La séance de l'après-midi de la Conférence Ministérielle était divisée en **commissions régionales.**

L'Asie et l'Océanie.

Le Ministre des Affaires ethniques de Nouvelle-Zélande, Chris Carter, présida la commission. Le rapporteur était le directeur de la Délégation de Mongolie, Sangajav Bayartsogt. Les représentants du Processus Non Gouvernemental étaient: M. Xiao Quiang (World Movement for Democracy), M. Soon Juan Chee (Alliance for Reform and Democracy in Asia), Vo Van Ai (Quê Me Vietnam), Mme Penelope Faulkner (Quê Me Vietnam), et Mme Khin Omar (Free Burma). Ces représentants profitèrent de l'opportunité pour se concentrer sur certains pays de la région qui n'acceptent pas encore l'importance des principes démocratiques et pour demander à la CD de parler en leur nom.

L'Afrique subsaharienne.

Le Ministre des Affaires étrangères du Bénin, Rogatien Biaou, présida la commission et Armindo Cipriano Mauricio, le Ministre de la Défense et des Affaires parlementaires du Cap-Vert coprésida la commission et fut le rapporteur. Les représentants non gouvernementaux étaient: M. John W. Forje (Africa Institute of South Africa, Democratic), M. Khabele Matlosa (EISA), M. Kayode Fayemi (Centre for Democracy and Development), Mme Tandeka Nkiwane (WITS), et M. Brian Kagoro (Crisis in Zimbabwe Coalition). Les trois principaux sujets discutés par la commission étaient: les problèmes majeurs auxquels l'Afrique doit faire face afin de promouvoir la démocratie, le respect des droits de l'Homme, la croissance économique et la lutte contre la pauvreté; le rôle de la société civile en ce qui concerne les déficiences démocratiques du continent; et les institutions qui devraient soutenir en priorité les démocraties.

Les Amériques.

Les représentants non gouvernementaux étaient: M. Genaro Arriagada (Secrétariat Exécutif), M. Francisco de Armas (Cuba), M. Gonzalo de la Maza (MÁS VOCES), et Mme Maureen McTeer (Center for North American Studies). La commission passa beaucoup de temps sur la nécessité de consolider les systèmes institutionnels: les lois électorales, le système de représentation, le financement, l'accès à l'information, la relation entre les "policy makers" et la société civile, ainsi que la lutte contre la corruption. En ce qui concerne le système socio-économique, la commission aborda les problèmes d'inégalité, d'exclusion et de pauvreté.

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

Les représentants non gouvernementaux de la commission étaient: Mme Layla Rajab Zayed (Gulf Centre for Democratic Development), Mme Sama Aweidah (Arab Women Network), M. Mohsen Marzouk (Freedom House and Middle East Center for Democracy Promotion), M. Yousry Moustafa (Ford Foundation) et M. Carl Gershman (NED).

L'Europe, la Russie et les Nouveaux Etats Indépendants.

Le Ministre des Affaires étrangères d'Ukraine, Boris Tarasyuk, présida la commission. Il était secondé par le Ministre des Affaires étrangères d'Azerbaïdjan, Elmar Mammadyarov, en tant que co-président et par Gianni Buquicchio, le Secrétaire de la Venice Commission of the Council of

Europe. Les représentants non gouvernementaux étaient: Mme Rana Birden Günes (Civil Society Development Programme), M. Guillermo Adams (Fundación Pablo Iglesias), M. Edil Baisalov (Coalition for NGO & Democracy), M. Valantsin Stepanovic (The Human Rights Center), et Mme Isabel Hilton (Open Democracy).

La Conférence Ministérielle se termina le 30 avril le matin, par une cérémonie de clôture durant laquelle les engagements de Santiago de chacune des commissions furent lus. Les participants non gouvernementaux se rencontrèrent également l'après-midi pour une discussion finale de la Réunion Non Gouvernementale, afin de parler des progrès réalisés jusque là par le Processus, d'évaluer la Réunion Ministérielle et de se concentrer sur les étapes suivantes.

3. La Déclaration de Santiago[56]

Lors de la Conférence, les gouvernements acceptèrent les Engagements Ministériels de Santiago, une série de recommandations qui soulignent l'importance de la démocratie sur les plans régional et global. L'accord se fonde sur les principes de la Déclaration de Varsovie et du Plan d'Action de Séoul et préconise l'expansion continuelle des constitutions démocratiques[57]. Entre autres choses, il met l'accent sur:

- l'importance des Nations Unies dans la promotion globale de la démocratie et dans la démocratisation d'institutions internationales comme une étape importante en vue de l'adoption d'un consensus international pour soutenir la démocratie;
- la nécessité d'adopter une attitude tolérante en ce qui concerne les différences religieuses, raciales et linguistiques et le respect des droits de l'Homme – civils, politiques, économiques, sociaux et culturels;
- l'engagement à soutenir les pays qui se trouvent dans une étape de transition démocratique, en les aidant à consolider leurs jeunes institutions aux niveaux national, régional et international.
- Les gouvernements soulignèrent également les engagements en faveur de plusieurs secteurs en rapport avec:
- la gouvernance démocratique et la société civile
- la pauvreté, le développement et la gouvernance démocratique
- la coopération régionale et interrégionale pour la gouvernance démocratique
- le Caucus pour la Démocratie aux Nations Unies et d'autres forums multilatéraux afin de soutenir la démocratie.
- les organisations régionales, la promotion de la démocratie et les réactions aux menaces à la démocratie.
- les suivis d'évaluation
- les régions spécifiques

[56] Voir l'Annexe 36 pour une analyse des Voix des Régions en comparaison avec la Déclaration de Santiago.

[57] Pour plus d'informations sur la Déclaration de Varsovie et le Plan d'Action de Séoul, voir la Section 1 et les Annexes 1 et 2.

Le Secrétariat Exécutif prépara un rapport dans lequel les Engagements de Santiago étaient analysés à la lumière des propositions non gouvernementales, afin de voir combien d'entre elles avaient été prises en compte –littéralement ou uniquement dans leur "esprit» - et combien étaient incluses d'une certaine manière dans la déclaration finale faite par les gouvernements. En termes généraux, dans les déclarations générales et les 68 engagements globaux et spécifiques à une région faits par les Gouvernements, nous avons trouvé 37 références qui reflètent ou confirment les propositions non gouvernementales.[58]

4. D'autres événements du Processus Non Gouvernemental

Il y eut deux conférences de presse du Processus Non Gouvernemental durant la Conférence Ministérielle, toutes deux se concentrant sur les thèmes centraux du Processus et sur ses participants: le soutien à la démocratie dans des pays ayant des gouvernements non démocratiques, et le soutien au processus de réforme des Nations Unies.

Le Secrétariat Exécutif organisa la première conférence intitulée **"Les leaders de la société civile font appel à la Communauté Internationale afin de soutenir la démocratie en Birmanie, dans la République démocratique du Congo et en Biélorussie".** Durant cette conférence de presse, M. Genaro Arriagada et Mme Andrea Sanhueza, qui représentaient le Secrétariat Exécutif, étaient accompagnés de M. David French, de la Westminster Foundation for Democracy, pour expliquer l'importance de la nouvelle opportunité de dialogue que représentait une Conférence Ministérielle intégrée et le rôle que le société civile devrait jouer dans la consolidation de la démocratie. Durant la conférence, des leaders tels que M. Kabasubabo Katulondi de la République démocratique du Congo, Mme Khin Ohmar de Birmanie, et M. Anatoli Mikhailov de Biélorussie parlèrent de la situation délicate dans leur pays et du rôle important que la Communauté des Démocraties pouvait jouer afin de consolider les mouvements démocratiques dans leur pays.[59]

La seconde conférence de presse "La conférence de presse avec des leaders de la démocratie et des droits humains en ce qui concerne la réforme du système des droits de l'Homme des Nations Unies" eut lieu le 28 avril, et se concentrait sur l'approbation de la proposition du Secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan pour un Conseil pour les Droits de l'Homme et appelait les membres de la Communauté des Démocraties à faire la même chose. Andrea Sanhueza modéra cette conférence de presse, qui réunissait M. Antonio Manuel de Oliveira Guterres, l'ancien Premier Ministre du Portugal et membre de Global Alliances, M. Brian Kagoro, Président de la Crisis in Zimbabwe Coalition, et M. George Soros, Président de l'Open Society Institute.[60]

Ces conférences étaient importantes pour attirer l'attention sur le Processus Non Gouvernemental et soulignaient le potentiel de la CD pour opérer des changements sur le terrain au niveau national et pour contribuer à la réforme des forums internationaux au niveau global.

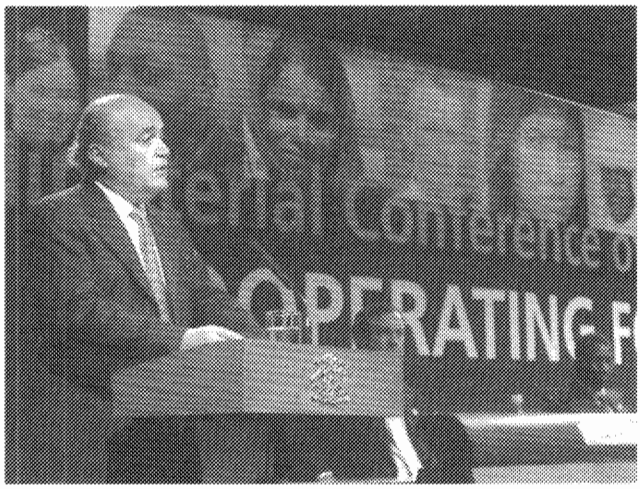
---

[58] Voir l'Annexe 37 pour le rapport sur la participation non gouvernementale à la Troisième Conférence Ministérielle.

[59] Voir l'Annexe 38 pour la Conférence de presse sur la Démocratie.

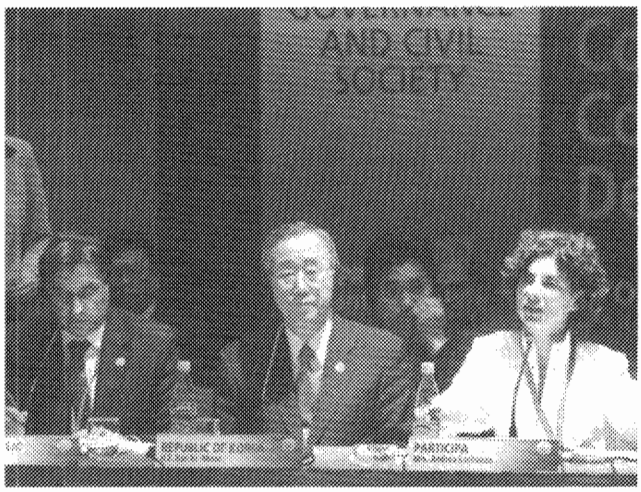
[60] Voir l'Annexe 39 pour la conférence de presse sur la Réforme des Nations Unies.

Genaro Arriagada (ES, Chile)

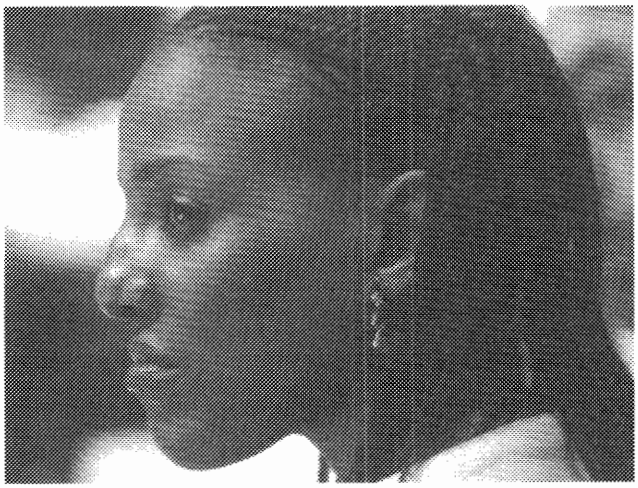


Mohsen Marzouk (Freedom House, Tunisia) et Yousry Moustafa (HH.RR. Consultant, Egypt)

Mme. Andrea Sanhueza avec des représentants gouvernamentales

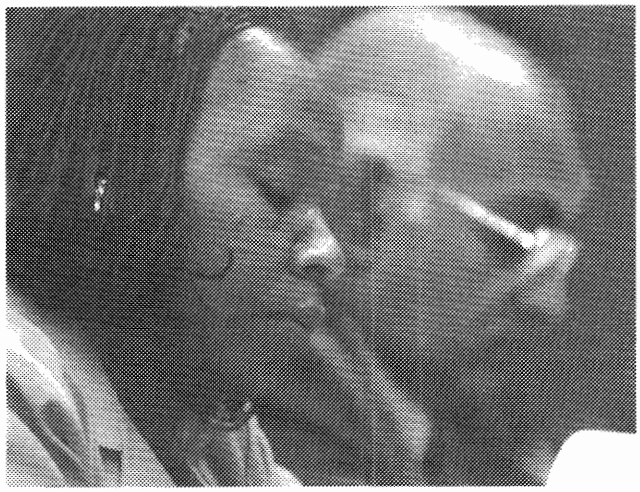


BEST AVAILABLE COPY



Tandeka Nkiwane (WITS, South Africa)

Salle de conférence, Troisième Conférence Ministérielle à Santiago, Chili, Avril 2005



Dgingarey Maiga (Women & Human Rights, Mali)

BEST AVAILABLE COPY

SECTION 8:
Comprendre Santiago 2005: les succès et les défis du Processus Non Gouvernemental

La participation de délégués non gouvernementaux à la Troisième Réunion Ministérielle à Santiago représentait la culmination d'un processus qui avait duré deux ans et demi. Au vu des succès du PNG et de leurs implications, ainsi que de ses objectifs et des défis à venir, le Secrétariat Exécutif décida qu'il était nécessaire de réaliser une évaluation du Processus Non Gouvernemental en trois parties: a) une évaluation par les délégués non gouvernementaux immédiatement après la Conférence Ministérielle; b) une systématisation et une analyse de l'expérience du Secrétariat Exécutif; et c) une évaluation participative réalisée par un consultant externe qui coordonnerait 13 entretiens avec des participants gouvernementaux et non gouvernementaux dans chaque région, puis analyserait les résultats. Les résultats de la systématisation et de l'analyse de l'expérience du Secrétariat Exécutif sont présentés dans cette publication. Les résultats de la première évaluation après la Conférence Ministérielle et de l'évaluation participative sont inclus plus bas.

A. La première évaluation: la Réunion Finale des délégués non gouvernementaux

Le samedi 30 avril, les délégués non gouvernementaux se rencontrèrent pour une Réunion Finale afin d'évaluer la participation non gouvernementale à la Troisième Conférence Ministérielle. Il devint vite évident qu'il y avait trois thèmes distincts à évaluer: le Processus Non Gouvernemental entre 2003 et 2005, la Conférence Ministérielle et les engagements des gouvernements pris dans la Déclaration de Santiago. Tous les participants estimaient que, même si certains aspects de la Conférence Ministérielle et de la Déclaration de Santiago étaient décevants et ne correspondaient pas aux attentes et espoirs des délégués non gouvernementaux, le Processus Non Gouvernemental en lui-même avait progressé de façon significative et que tout ce qui avait été accompli représentait un énorme pas en avant.

Lors de la Réunion Finale, il fut convenu qu'il était possible de changer et d'améliorer le processus de la Communauté des Démocraties, et les participants soulignèrent quelques-uns des progrès accomplis par le Processus Non Gouvernemental. Ils notèrent la prodigieuse évolution du processus entre Varsovie et Séoul, deux réunions pratiquement indépendantes l'une de l'autre avec très peu de suivi entre deux, et le processus de deux ans et demi entre Séoul et Santiago [61]. Ils félicitèrent le Secrétariat pour la conception et la mise en œuvre de la stratégie non gouvernementale préparatoire dans les six régions du monde et pour la coordination de l'effort global afin d'impliquer différents groupes d'intérêts dans la préparation des propositions concrètes pour les gouvernements de Santiago 2005.

[61] Pour plus d'informations sur la participation non gouvernementale lors de ces deux réunions, se référer à la Section 1.

Les participants étaient d'accord sur le fait que la stratégie non gouvernementale avait permis, lors la Conférence Ministérielle, à la différence des Conférences précédentes, aux participants non gouvernementaux de participer directement aux commissions, aux côtés des représentants gouvernementaux – un exploit. On releva également que le Processus Non Gouvernemental avait influencé le processus gouvernemental de façon plus subtile: la décision gouvernementale de former des commissions thématiques et régionales représentait une évolution par rapport aux Conférences Ministérielles précédentes, et reflétait les divisions du programme non gouvernemental. On avait aussi l'impression que les discussions entre les délégués gouvernementaux et non gouvernementaux avaient progressé par rapport aux "discours" planifiés qui avaient sapé les premières Conférences Ministérielles et s'étaient converties en un vrai dialogue sur des sujets sérieux et parfois controversés.

Néanmoins, des participants regrettaient que l'évolution de certains autres aspects du processus non gouvernemental ne soit pas plus rapide. Ils étaient déçus par le fait que, malgré la pression de la part des acteurs non gouvernementaux, les critères d'invitation établis à Séoul ne soient pas appliqués à la lettre pour déterminer quels pays devaient être invités en tant que membres à part entière à Santiago.

Par ailleurs, certains trouvaient que la Déclaration de Santiago qui avait été signée excluait nombre de propositions soumises par le Processus Non Gouvernemental, et qu'elle n'était pas aussi concrète et spécifique dans ses engagements que les participants l'auraient souhaité. Même si la réunion intégrée représentait un véritable exploit, certains étaient déçus par la réalité de la Déclaration. Comme l'un des participants l'exprima: "C'était la première fois que l'on nous écoutait. Mais on ne nous écoutait pas vraiment". Cependant, on souligna que, si plus de délégués non gouvernementaux avaient respecté les engagements pris en mars de rencontrer personnellement les représentants de leur gouvernement afin de les persuader d'inclure les propositions non gouvernementales dans la Déclaration, celle-ci aurait davantage intégré les propositions des "Voix des Régions".

Même si tous les résultats de la Conférence Ministérielle ne coïncidaient pas avec les attentes des délégués non gouvernementaux, presque tous les participants étaient d'accord pour dire que de grands progrès avaient été accomplis et que le Processus Non Gouvernemental pouvait continuer à aider à consolider la Communauté des Démocraties en vue de la Conférence au Mali.

Les idées suivantes proviennent de la réunion:

- **L'information et la diffusion**: Il fut convenu que le Secrétariat Exécutif continuerait à publier des newsletter, à s'efforcer d'accroître la base de données des personnes impliquées dans le Processus Non Gouvernemental et à distribuer du matériel informatif.
- **L'E-groupe**: On proposa au Secrétariat Exécutif de créer un E-groupe pour discuter de façon informelle des activités préparatoires et de suivi et pour intégrer le contenu du PNG au leadership collectif.
- **Le transfert du Secrétariat Exécutif**: Etant donné que le Mali sera le pays président de la Communauté des Démocraties, il fut convenu que le Secrétariat Exécutif devrait être cédé à une coalition d'organisations au Mali.

- **Le Comité de Direction**: On suggéra l'institutionnalisation du Processus Non Gouvernemental grâce à la création d'un "Comité de Direction" global permanent qui travaillerait avec le Secrétariat Exécutif actuel afin de diriger le Processus Non Gouvernemental entre les Conférences Ministérielles et qui agirait en tant qu'équivalent du "Convening Group". Ce Comité de Direction serait composé de représentants de la coalition malienne, de chacune des régions et d'organisations internationales désignées. Les participants étaient d'accord sur le fait que le Comité de Direction devrait intégrer un petit nombre de personnes, afin d'y réaliser un travail efficace. Par ailleurs, il devrait travailler la plupart du temps de façon électronique, et devrait avoir un président désigné.

En se basant sur ces idées et en tenant compte des résultats obtenus durant le processus non gouvernemental Séoul-Santiago, les participants arrivèrent à un consensus quant à l'importance d'institutionnaliser le Processus Non Gouvernemental, de conserver les acquis et de rendre le processus plus viable.

B. Les Résultats de la Participation évaluative

L'évaluation participative fut conçue comme un moyen d'identifier tant les succès que les défis qui restaient pour la coordination du processus global du point de vue des partenaires et des gouvernements des différentes régions. Cette évaluation était basée sur un processus d'entretiens pratiqué par les facilitateurs des sept régions entre septembre et octobre 2005.[62] Chaque facilitateur a interviewé personnellement ou téléphoniquement 10 acteurs non gouvernementaux ayant participé à une ou plusieurs des activités organisées par le PNG entre Séoul 2002 et Santiago 2005, puis a préparé un rapport régional.[63] Ce résumé synthétise les thèmes et les conclusions les plus importants identifiés par les responsables régionaux dans leur rapport.[64]

Une deuxième série d'entretiens avec des représentants et des donateurs gouvernementaux et un questionnaire *on line* adressé à tous les participants ayant assisté à la Réunion Finale et/ou à la Conférence Ministérielle de Santiago complètera ce processus d'évaluation. Finalement, le Secrétariat Exécutif préparera un rapport final, destiné à représenter une contribution importante au développement de la stratégie du PNG entre Santiago 2005 et le Mali 2007.[65@]

---

[62] Penelope Faulkner (Vietnam) et Raj Liberhan (Inde) étaient les facilitateurs de l'évaluation au niveau régional de l'Asie; Djingarey Maiga (Mali) de l'Afrique subsaharienne; Yousry Moustafa (Egypte) du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord; Ilona Mihaies (Roumanie) de l'Europe, des Nouveaux Etats Indépendants et de la Russie; Felicity Amos (USA) de l'Amérique du Nord; Laura Guardia (Chili) de l'Amérique latine et des Caraïbes et était la coordinatrice de cette évaluation.

[63] Le questionnaire et les rapports régionaux sont disponibles sur le site *http://www.santiago2005.org/html/participat.html.*

[64] Pour une description plus détaillée de l'évaluation participative, lire le document disponible sur le site *http://www.santiago2005.org/html/participat.html.*

[65] Une liste de toutes les personnes interviewées se trouve dans l' Annexe 40.

1. Les principales conlusions – la perspective non gouvernementale

Les interviews soulignèrent plusieurs questions sur lesquelles tout le monde était d'accord, comme la reconnaissance du travail effectué par PARTICIPA en tant que **Secrétariat Exécutif** et son engagement important afin d'impliquer des ONGs et des gouvernements ensemble dans la CD, qui fut salué comme la victoire la plus importante du processus. Il fut reconnu que le SE avait effectué un travail important étant donné l'équipe et la charge de travail, mais certaines des personnes interviewées déclarèrent que, à force de vouloir respecter le programme du processus gouvernemental, le SE se souciait excessivement du "processus" de la participation non gouvernementale, au point de négliger quelque peu son contenu. Certains défauts dans la stratégie de diffusion furent également mentionnés, notamment le fait que l' "on n'avait pas ratissé assez large" en ce qui concerne les invitations aux processus régionaux et la diffusion du travail effectué par le Groupe de travail sur les questions globales.

Deuxièmement, on complimenta le rôle que le **gouvernement chilien** avait joué en soutenant la participation active du PNG à la Troisième Conférence. Les personnes interviewées dirent que ce type de soutien avait manqué lors de la Conférence de Séoul en 2002, et, par conséquent, les ONGs s'étaient senties exclues de la dynamique du processus de la CD. Tous pensaient que la conférence à Santiago créait un précédent en termes d'engagement entre la société civile et le gouvernement: *"La participation de la société civile à Santiago lors de la Conférence Ministérielle était unique... le fait que nous puissions être au même endroit que les représentants ministériels fut notre plus grande victoire."*

D'autre part, tous considéraient que le **processus était encore fragile**, et pouvait perdre de sa dynamique s'il n'était pas institutionnalisé et consolidé. Les personnes interviewées insistèrent sur la nécessité d'établir des sortes de **mécanismes semi-permanents** afin d'assurer la continuité et la viabilité du PNG et signalèrent que l'avenir du processus et le renouvellement des succès obtenus entre Séoul 2002 et Santiago 2005 dépendent de la manière dont le transfert au Mali, le prochain pays à accueillir la CD, sera effectué: *"La question centrale est la capacité de la prochaine organisation à coordonner le processus"*. A cet égard, certains participants étaient partisans de l'idée d'avoir une structure plus institutionnalisée afin de soutenir le travail opérationnel du nouveau SE et de superviser la mise en œuvre d'engagements préalables. Les opinions exprimées dans une discussion parallèle de l'E-groupe par rapport à la création d'un **Comité de Direction** semblaient confirmer cette opinion.[66]

Une quatrième conclusion concernait la **nature globale du PNG**. De façon générale, les personnes interviewées étaient quelque peu accablées par la complexité du processus. La plupart d'entre eux savaient que le SE faisait circuler des informations au moyen du site Web et de la newsletter, et ils s'efforçaient de se maintenir informés. Les partenaires étaient généralement très pris par leurs problèmes quotidiens et leurs activités de plaidoyer, et avaient tendance à travailler

[66] Pour plus d'informations sur les conclusions auxquelles est arrivé l'E-groupe à propos des discussions du Comité International de Direction, se référer à la Section 9.

au niveau national ou au niveau régional. La participation à un processus global tel que celui-ci représentait une expérience nouvelle avec laquelle beaucoup n'étaient pas familiarisés. Un participant fit remarquer que: *"Le processus pourrait être amélioré si les ONGs [étaient] capables de penser globalement et d'agir localement"*. Dans certains cas, ce problème est renforcé par la perception que le PNG ne fait pas partie des activités centrales de leurs organisations, ce qui donne l'impression que le processus est encore plus complexe et lointain: *"Il est difficile [de nous engager] parce que nous nous concentrons sur le développement et les procédures de l'UE et sur nous-mêmes, car nous avons nos propres problèmes... Je crois que le réseau régional pourrait être plus efficace..."*.

Ce sentiment de distance signifie qu'il est nécessaire de **promouvoir et de consolider le PNG** dans plusieurs pays et régions, en impliquant de nouveaux acteurs dans le débat, en développant des réseaux nationaux, en organisant des ateliers sous-régionaux et régionaux, et finalement en construisant au niveau local **la sensation d'appartenance au processus**. De façon plus significative, la majorité des participants désirent continuer à s'impliquer dans le processus et veulent même y prendre part plus activement, par exemple en aidant à diffuser le PNG aux niveaux national et régional, en construisant des réseaux locaux et en surveillant leur gouvernement. Certains sont aussi prêts à s'impliquer dans la recherche de fonds afin de soutenir le processus.

Néanmoins, tout le monde était d'accord sur le fait qu'à moins qu'un groupe plus important d'organisations et d'activistes du monde entier ne s'implique, le processus stagnerait plutôt que de continuer à progresser.

Même si les participants pensaient qu'il était impératif pour un mouvement démocratique tel que le PNG d'inclure autant de personnes que possible et d'être aussi démocratique que possible, ils étaient aussi conscients du fait qu'**un large éventail d'attentes et de positions** au sein du PNG rendraient les accords sur les objectifs communs et les consensus sur des questions importantes difficiles. Certaines personnes interviewées soulignèrent le fait que le PNG souffrait, à cet égard, **d'un manque de vision plus large.**

Le **rôle de premier plan du gouvernement américain** dans la CD et la surreprésentation des organisations américaines dans le PNG en particulier mettaient certains participants mal à l'aise. Ces participants recommandaient de **consolider les connexions au sein des Nations Unies** et d'élargir la représentation d'autres pays, particulièrement de l'Union européenne, afin de contrebalancer le rôle de leader des Etats-Unis.

Les Américains interviewés reconnurent que leur rôle dans le PNG est important. Cependant, ils pensaient que c'était le résultat de leur engagement initial dans le processus de la CD plutôt qu'une tentative de prendre la direction du processus. En fait, ils considèrent leur participation très active comme était poussée par le désir d'établir réellement le processus international de la CD afin qu'il se transforme en une force avec laquelle il faut compter. Comment concilier ces différentes perceptions et **renforcer la cohésion interne** du PNG est encore un défi important.

2. Les attentes par rapport au processus

Les attentes des personnes interviewées par rapport au PNG était qu'il offre une **opportunité de développer des réseaux, de construire des liens et des alliances avec d'autres organisations et de consolider leur travail de plaidoyer.** *"Un des objectifs principaux de ce processus est d'échanger des idées avec des groupes venant d'autres régions. De ce fait, il a été très utile de découvrir l'expérience de l'Amérique latine en ce qui concerne la transformation démocratique."* Ils espéraient qu'il apporterait à la société civile un forum afin d'échanger des idées et des expériences dans le domaine de la promotion de la démocratie, et d'établir **des propositions à soumettre aux gouvernements**. En général, les personnes interviewées pensaient que le PNG rendait possible la création de nouveaux réseaux et de nouveaux partenariats. Par exemple, le World Forum for Democratization en Asie était né en octobre 2004, lors de l'atelier régional à Taipei.

Certains participants pensaient que la structure de la CD était très prometteuse et que la démarche à deux niveaux, incluant à la fois les représentants non gouvernementaux et les représentants ministériels, faisait de la CD une excellente plate-forme pour influencer les gouvernements. Finalement, ils espéraient que le PNG serait un mécanisme servant à **renforcer la participation de la société civile dans la CD et à influencer le programme ministériel**, de façon à pouvoir *"influencer plus significativement la promotion de la démocratie dans le monde"*. On répondit à ces attentes dans une importante mesure et les participants voyaient en général la CD comme une opportunité exceptionnelle d'interaction entre les représentants des ONGs et des gouvernements: *"Je crois que la chose la plus importante en ce qui concerne le Processus Non Gouvernemental a été le fait d'avoir été invité à la même table que les représentants gouvernementaux [...] Chaque personne représentée là avait l'opportunité d'apporter une certaine contribution..."*. Ils espéraient qu'à travers ce contact et cette interaction directs, le PNG pourrait avoir un impact concret sur le processus de la CD et influencer les politiques ministérielles d'une façon pertinente et significative. *"Même si la communication était difficile...les acteurs gouvernementaux savent que des ONGs dans leur pays observent leur façon de pratiquer la démocratie."*

A cet égard, beaucoup considéraient *«Les Voix des Régions»* comme une contribution importante du processus dont on pouvait être fier. La campagne pour le Caucus pour la Démocratie, qui n'est pas directement liée au processus mais qui a été soutenue activement et défendue par ses participants, était aussi considérée comme un accomplissement positif.

Néanmoins, on ne répondit pas complètement aux attentes des participants concernant la possibilité d'avoir un impact sur les politiques gouvernementales. Même si certains participants s'étaient mis en rapport avec les gouvernements, d'autres pensaient que les **représentants gouvernementaux n'avaient pas répondu aux efforts du PNG en vue d'une vraie discussion et d'un réel échange d'idées.** Même si la plupart des personnes interviewées considéraient que la principale victoire était la participation "officielle" du PNG à la Conférence Ministérielle, ils estimaient également que beaucoup de gouvernements ne reconnaissent pas la société civile comme étant un partenaire important dans le processus de la CD: *"Beaucoup de*

gouvernements se sentaient mal à l'aise d'être assis dans la même salle que les représentants des organisations de la société civile et de les traiter d'égal à égal."

Les participants étaient aussi déçus que de nombreuses recommandations du PNG n'aient été acceptées que partiellement ou pas du tout dans la **Déclaration de Santiago.** Les attentes concernant la capacité d'influencer le programme de la CD étaient assez éloignées de ce qui a finalement été obtenu: *"Les gouvernements [devraient] prendre la CD au sérieux et travailler plus activement sur les objectifs au lieu de l'utiliser comme vitrine afin d'avoir l'air plus démocratique".*

Certaines personnes interviewées reconnaissaient que c'était en partie le résultat du **manque de préparation et de l'incapacité à établir l'ordre des priorités quant aux questions à traiter.** Ils mentionnèrent qu'il n'y avait eu ni assez de temps pour préparer les propositions et mettre sur pied une stratégie réfléchie afin d'influencer le programme ministériel (aux niveaux régional et global), ni assez de temps lors des discussions afin de s'étendre sur tous les points devant être discutés.

Ils notèrent également que, lors de la **Réunion Finale Globale** à Santiago, on n'était pas encore au clair sur la façon dont les propositions devaient être présentées, sur quelles étaient les opportunités pour les ONGs d'interagir avec les délégués gouvernementaux, sur le format que les propositions aurait ou sur qui serait désigné pour les présenter. A cause de ces circonstances, même si la Réunion passait en revue les propositions régionales et les thèmes communs, ce qui était utile, les participants quittèrent la Réunion sans vraiment savoir comment continuer: *"Nous pouvons être stratégiques si nous savons quelle est la stratégie!" "[Il aurait mieux valu] établir les priorités des ONGs avant la Conférence Ministérielle".*

Beaucoup avaient aussi la sensation que le PNG aurait dû faire pression sur les gouvernements plus activement avant la Conférence Ministérielle et s'efforcer d'obtenir que leur pays s'engage concrètement en ce qui concerne les crises de la démocratie ou les violations des droits de l'Homme. Ils conclurent que le PNG avait besoin d'être mieux préparé pour la prochaine Conférence Ministérielle. *"Nous croyons que si la CD ne s'occupe pas des problèmes des pays où la démocratie est sur le point de fleurir, [le processus] deviendra un luxe des nations riches".*

3. Les ateliers régionaux, la Réunion Finale et la Conférence Ministérielle

Les participants étaient généralement satisfaits du travail réalisé par le SE afin d'organiser et de faciliter les activités du PNG, mais firent également certaines recommandation afin d'améliorer l'organisation pour les prochaines Réunions.

La Représentation et les obstacles à la participation

Les principaux obstacles à la participation aux ateliers régionaux et à la Réunion Finale étaient, comme on l'avait prévu, **le temps et l'argent.** Les ONGs ne disposant que de petits budgets dépendaient entièrement de l'organisation des amphitryons pour couvrir les dépenses, et ne pouvaient assister aux réunions que si les frais étaient totalement couverts.

Il **manquait aussi de collaborateurs**: non seulement pour assister aux réunions, mais également pour prendre le temps de suivre le processus et de lire tous les documents à ce sujet. Dans beaucoup de cas (par exemple, en Asie, en Europe et en Amérique du Nord), les ateliers régionaux furent planifiés en très peu de temps, et, de ce fait, il n'y eut pas une participation importante des divers groupes d'intérêts.

Le rapport de l'Asie propose certaines recommandation pratiques afin d'améliorer la situation. Chaque fois qu'il est possible, les ateliers devraient être organisés parallèlement à d'autres réunions régionales, afin de donner à d'autres organisations l'opportunité d'y participer, d'éviter de longs voyages et d'économiser de l'argent. De plus, les documents et les directives devraient circuler parmi les participants à l'avance afin que les discussions puissent se baser sur ce matériel.

Un obstacle spécifique à la participation à la Conférence Ministérielle était le **nombre limité de places disponibles pour les participants non gouvernementaux**. Après la Réunion Finale, on informa les participants que seuls quelques représentants de chaque région pourraient participer à la conférence, ce qui était problématique, étant donné qu'il n'y avait pas de critère défini pour la sélection. En conséquence, certains acteurs ne purent assister au couronnement du processus et se sentirent exclus.

Il y avait aussi des soucis concernant le **manque de transparence** avec lequel le SE opérait et prenait certaines décisions importantes, par exemple, concernant le choix des participants lors de la Rencontre Finale et de la Conférence Ministérielle. Pour cette raison, les personnes interviewées pensaient qu'il est important d'établir des critères clairs et explicites concernant la participation au Processus Non Gouvernemental.

Les langues étaient aussi un obstacle qui réduisait l'engagement des ONGs en faveur des activités du PNG. Une solution pourrait être d'organiser les ateliers nationaux et régionaux dans la langue de la région, de traduire l'information recueillie en anglais et de la faire circuler dans d'autres régions, car, sinon, la participation resterait limitée aux organisations les plus internationalisées.

A cela venait s'ajouter dans certaines régions (spécialement au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, en Afrique subsaharienne et en Europe de l'Est) l'**absence d'un groupe de soutien au niveau régional** et les moyens limités disponibles pour la promotion du Processus Non Gouvernemental au niveau local. Le **manque de moyens financiers** compliquait l'implication de certains participants dans le processus plus tôt et l'organisation d'activités parallèles aux niveaux national ou régional. De ce fait, les ONGs qui participaient le plus activement au processus appartenaient généralement à des organisations et à des réseaux ayant plus de moyens financiers. La plupart des groupes ayant moins de moyens, tels que les mouvements et activistes locaux de pays non démocratiques, ne purent se joindre au PNG.

Selon la plupart des personnes interviewées, la représentation était équilibrée entre hommes et femmes, même s'il fallait s'efforcer d'inclure des organisations de femmes dans le PNG. Comme l'une des personnes interviewées le soulignait, *"nous devrions peut-être considérer les questions de genre comme un thème transversal dans toutes les activités."*

Le programme et l'organisation des activités

Une recommandation des personnes interviewées était qu'il aurait dû y avoir un processus plus rigoureux pour **définir les propositions régionales.** Par exemple, la question spécifique de l'identification des "déficits démocratiques", qui était centrale à tous les objectifs sur lesquels on s'était mis d'accord à Lisbonne, ne fut pas bien diffusée lors de l'atelier régional en Asie. En conséquence, même si les violations des droits de l'Homme et d'autres obstacles à la démocratie furent débattus, les déficits démocratiques de la région ne furent pas signalés de façon spécifique. On suggéra aussi que les propositions régionales devraient être d'ordre plus pratique.

Les personnes interviewées avaient aussi la sensation que **les réunions globales ne devraient pas être des forums pour les nouveaux documents et les nouvelles présentations**, mais devraient plutôt se concentrer sur la communication des résultats des ateliers régionaux entre les régions. Lors de la Réunion Finale, la grande quantité de documents entrava l'interaction et la constitution de réseaux, car ils soulevaient de nouvelles questions, ce qui prenait trop de temps.

Afin que les réunions soient plus ciblées, spécialement quand il y avait beaucoup de thèmes différents et importants à discuter et sur lesquels se mettre d'accord, certains participants suggérèrent qu'il serait utile d'avoir recours à un **facilitateur externe**. Cela est particulièrement pertinent pour des événements tels que la Réunion Finale, dont le programme incluait trop de thèmes et pour laquelle le temps était très limité.

Les documents

Du fait que les participants n'ont souvent pas le temps de lire tous les documents rapidement, ils proposèrent que les documents et les propositions mis en circulation par le SE ou par le Groupe de travail sur les questions globales – particulièrement ceux qui étaient publiés juste avant les réunions –commencent pas un **Résumé Exécutif** ou quelques points afin de cibler plus clairement les questions importantes à prendre en considération. De plus, des documents importants tel que *Les Voix des Régions* devraient être traduits dans d'autres langues afin d'avoir une diffusion plus large. Certains participants seraient peut-être prêts à traduire les documents dans leur langue. En fait, une organisation brésilienne est actuellement en train de traduire *Les Voix des Régions* en portugais, afin de pouvoir diffuser le travail du PNG au Brésil.

4. Les stratégies de diffusion et de plaidoyer

Tous les participants furent d'accord sur le fait que **la communication avec le SE était fluide et facile**. Tous avaient consulté le site Web et voulaient que la newsletter continue, même si certains ne la recevaient pas à ce moment-là - ce qui était probablement dû à des changements d'adresse électronique. Il serait important de passer en revue la base de données des contacts avant de transférer cette information au nouveau SE au Mali. La plupart des participants pensaient que le SE avait fait **bon usage des réseaux de communication existants** et qu'**Internet et les e-mails** devraient continuer à être les principales formes d'interaction au niveau global.

Même si l'évaluation de la communication est, dans l'ensemble, positive, on peut encore améliorer certains aspects. Une personne interviewée déclara que le site Web n'était pas très facile à utiliser et que les informations étaient difficiles à trouver. Une autre personne suggéra qu'il serait utile d'avoir un **site Web dans plusieurs langues**. Etonnamment, la plupart des participants ne savaient pas qu'il était possible d'envoyer des informations au SE afin qu'elles soient diffusées à travers la page Web et la newsletter du PNG. Il faudrait attirer l'attention des participants sur cette possibilité afin de **rendre la communication plus interactive**. En fait, les **discussions *on line*** actuelles semblent indiquer une progression dans cette direction.

Les participants notèrent également la nécessité d'**attirer l'attention sur le processus**: ils doivent promouvoir et consolider le PNG dans leurs pays et régions, impliquer de nouveaux acteurs dans le débat, développer des réseaux nationaux, organiser des ateliers sous-régionaux et régionaux, et finalement parvenir à ce que les personnes sentent que le processus leur appartient. Il était aussi unanimement admis qu'il était nécessaire de **chercher un éventail plus large d'acteurs non gouvernementaux**, en consolidant la diversité géographique au sein de la CD, et de recueillir assez de **moyens pour que davantage de participants de pays en voie de développement** puissent jouer un rôle actif dans le PNG. Les personnes interviewées identifièrent des acteurs importants qui ne participaient pas au processus, mais que l'on devrait inviter à rejoindre le processus (par exemple, des partis et des fondations politiques, des syndicats, des mouvements sociaux et indigènes, des leaders de communautés, les médias et les organisations multilatérales).

Un autre point important soulevé par les personnes interviewées était la **communication entre le PNG et le processus gouvernemental**. L'opinion générale était qu'il y avait peu d'interaction entre les ONGs et les gouvernements, sauf dans certains pays spécifiques et pendant la Conférence Ministérielle. De plus, la plupart des participants ne savaient pas clairement comment la communication fonctionnait vraiment: beaucoup avaient la sensation qu'il n'y avait pas assez d'informations sur l'interaction entre le SE et les gouvernements, ni sur le processus gouvernemental en lui-même. Afin d'encourager cette communication, certains participants proposèrent de concentrer les efforts au niveau régional, en trouvant des partenaires gouvernementaux partageant les mêmes thèmes prioritaires et en travaillant avec eux afin de faire progresser le programme non gouvernemental. Ils recommandèrent d'effectuer davantage de réunions avec les représentants gouvernements et d'essayer d'impliquer plus de partis et de fondations politiques, ou plus de personnes travaillant avec eux, dans le processus.

De plus, la question de la **stratégie concernant la préparation en vue de la prochaine Conférence Ministérielle** devait être traitée. Il est impératif d'établir un programme clair et d'accroître les interactions avec les gouvernements; le PNG devrait également **traiter de façon prioritaire certains thèmes et formuler ses propositions à l'avance**, en n'élaborant pas l'avant-projet des déclarations au dernier moment. Si plus de temps est attribué à la discussion des propositions aux niveaux régional et national et si la Réunion finale globale est organisée à l'avance, les participants seront mieux préparés pour faire pression sur leurs gouvernements et faire progresser le programme du PNG. Ces efforts devraient être complétés par une campagne active pour un rôle plus important du PNG dans la préparation de la conférence et de son programme, afin d'accroître les possibilités d'interactions avec les délégués ministériels au Mali.

Le **Groupe de Travail sur les Questions Globales** pourrait jouer un rôle plus considérable dans l'interaction avec le "Convening Group". Beaucoup de participants pensaient que son rapport n'est pas bien diffusé ou discuté. Une personne interviewée signala également que le document ne fournissait pas un contexte clair permettant de comprendre d'où venaient les propositions. Il semblait qu'il était nécessaire de mieux intégrer le Groupe Global à l'infrastructure du PNG et de favoriser les opportunités pour les participants d'interagir avec ses membres. Selon les personnes interviewées, la composition du Groupe Global n'était pas représentative, et il faudrait y intégrer des délégués de toutes les régions afin de refléter la diversité du PNG.

5. Les autres thèmes importants

Dans l'ensemble, la **représentation** était un thème extrêmement disputé. Tous les participants n'étaient pas d'accord sur le fait que la société civile ait été bien représentée au PNG. Certains croyaient que le processus réunissait un large éventail d'acteurs non gouvernementaux, tandis que d'autres se demandaient à quel point le PNG était réellement représentatif. D'autres personnes interviewées signalèrent que le PNG aurait pu être consolidé par la présence de plus de "mouvements populaires", tels que ceux impliqués dans le World Social Forum et dans les initiatives anti-globalisation.

Un autre problème est que certains participants avaient relevé une *"influence significative de la politique des Etats-Unis sur le programme de la CD"* et avaient peur que la CD puisse défier le rôle joué par les Nations Unies. A cet égard, ils avaient le sentiment que le **PNG devait être plus indépendant par rapport au gouvernement des Etats-Unis**, lequel avait fourni un soutien financier important afin de soutenir le processus. Ils suggéraient de développer de nouveaux partenariats avec d'autres gouvernements et de consolider la relation avec les Nations Unies afin de faire progresser certains thèmes prioritaires pour la PNG, comme la prévention des conflits, le soutien aux transitions démocratiques et les violations des droits de l'Homme dans les pays non démocratiques. Certains suggéraient même que le PNG, afin d'augmenter sa visibilité et sa viabilité, devrait avoir un siège permanent à l'ONU.

6. La Participation des Régions

L'Afrique

Les Africains interviewés pensaient que leur région était sous-représentée dans le processus global et que le programme régional était dominé par les pays situés au sud de l'Afrique. Ils soulignèrent le fait que le PNG devrait impliquer plus de pays non démocratiques afin de faciliter leur démocratisation et de résoudre les problèmes au niveau de la base. Ils suggéraient aux participants impliqués dans le PNG de se concentrer sur les problèmes de la démocratisation ou des transitions démocratiques, de formuler des propositions concrètes et de réunir des fonds afin de mettre en œuvre ces idées. Ils soulignèrent également la nécessité de consolider la coordination régionale en Afrique et dirent que le processus de Santiago 2005 au Mali 2007 devrait se concentrer sur l'Afrique, qui est la zone le plus pauvre dans le monde.

L'Asie

La plupart des participants asiatiques citaient la Chine comme le principal obstacle empêchant d'atteindre les objectifs de la CD. A cause de l'énorme potentiel économique de la Chine, les pays démocratiques préfèrent maintenir de bonnes relations commerciales avec la Chine, plutôt que de l'interpeller sur les questions de la démocratie. De plus, la Chine met en avant des "modèles" autoritaires tels que Singapour afin de démontrer que les prouesses économiques peuvent être obtenues sans réforme démocratique.

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

La participation de cette région était très restreinte, même si c'était la seule région où deux ateliers régionaux avaient été organisés. L'implication des ONGs dans le processus après le deuxième atelier était encore minime. Les participants insistèrent sur la nécessité de promouvoir les activités régionales et de trouver des mécanismes de coopération efficaces. *"C'est une difficulté organisationnelle...comment faire en sorte que les ONGs arabes s'impliquent dans ce processus,"* dit quelqu'un. Ils soulignèrent également l'impact négatif des conflits internationaux (par exemple, le conflit israélo-palestinien, l'invasion de l'Iraq, la guerre contre le terrorisme) sur les initiatives démocratiques telles que la CD. *"Les questions relatives à la démocratie et aux droits de l'Homme sont toujours sensibles dans le monde arabe.... La région arabe ... souffre de beaucoup de conflits, d'occupations et de violence." "L'invasion de l'Iraq et [la] guerre contre le terrorisme créent cette tension. Cependant, beaucoup de nouveaux mouvements politiques sont apparus dans ce contexte."*

L'Europe, la Russie et Les NEI

Un problème relevé par les Européens interviewés était le manque d'implication de leurs gouvernements dans le processus de la CD. Ils notèrent que les pays de l'Est et du Sud-Est de l'Europe se focalisent sur l'Union européenne et ne sont pas pressés de participer à d'autres initiatives. Cela signifie que les acteurs non gouvernementaux sont incapables de développer des partenariats avec leurs gouvernements et de faire progresser le programme du PNG. Géographiquement, l'Europe du Sud-Est, les Nouveaux Etats Indépendants et les Balkan sont sous-représentés. De plus, le processus était perçu par beaucoup comme une initiative américaine. Ils soulignèrent la nécessité de transformer le PNG "en un processus plus européen" et de créer plus de visibilité au niveau régional.

L'Amérique du Nord

Les participants américains étaient fort représentés et activement impliqués dans le processus. En fait, la plupart des personnes interviewées, ou quelqu'un de leur organisation, étaient les "architectes/partisans originaux" derrière le concept de la CD et avaient fourni un "élan" pour la Conférence Ministérielle de Varsovie. Ils reconnaissaient leur rôle de premier plan dans le processus aux niveaux régional et international. Ils mirent particulièrement l'accent sur le fait que le PNG devrait insister sur l'importance de convoquer des ONGs mexicaines et canadiennes.

L'Amérique latine et les Caraïbes

Le PNG a été plus manifeste et mieux organisé au Chili que dans les autres pays, probablement à cause du rôle de PARTICIPA en tant que Secrétariat Exécutif et de la création de Más Voces, une coalition de la société civile étroitement impliquée dans le PNG au Chili. Néanmoins, de nombreux participants sont prêts à jouer un rôle plus actif au niveau régional et à consolider le PNG dans leur pays. A cet égard, les participants sont tous d'accord sur le fait que l'interaction régionale devrait être consolidée et espèrent que PARTICIPA continuera à coordonner le PNG au niveau régional.

7. Les priorités pour l'avenir

Les personnes interviewées ont défini les priorités suivantes pour assurer la continuation et la viabilité du PNG:

Maintenir la participation du PNG et améliorer le format de la Conférence Ministérielle

La participation de la société civile à la Conférence Ministérielle, qui s'est produite pour la première fois à Santiago, devrait être élargie à l'avenir. Il devrait y avoir une campagne active pour un rôle plus proéminent du PNG dans la préparation de la conférence et de son programme pour augmenter les opportunités d'interaction avec les délégués ministériels au Mali. Des séances plus ciblées et plus substantielles, au cours desquelles les acteurs non gouvernementaux et gouvernementaux puissent interagir, devraient avoir lieu. Beaucoup de participants pensaient que le PNG aurait dû faire pression sur les gouvernements de façon plus soutenue avant la Conférence Ministérielle à Santiago et aurait dû s'efforcer d'obtenir que les pays prennent des engagements concrets concernant les crises démocratiques ou les violations des droits de l'Homme.

Le développement d'une stratégie de plaidoyer claire pour le Processus Non Gouvernemental

Il est impératif d'établir un programme clair et d'accroître l'interaction avec les gouvernements; il y a aussi un consensus sur le fait que le PNG devrait traiter de façon prioritaire certains thèmes et formuler ses propositions à l'avance, plutôt que de repousser l'élaboration de l'avant-projet des déclarations au dernier moment. Si plus de temps est consacré à discuter et à se mettre d'accord sur les propositions aux niveaux national et régional, et si la réunion globale finale est organisée assez à l'avance, les participants seront mieux préparés pour faire pression sur leur gouvernement et faire progresser le programme du PNG.

Le contrôle de l'application des engagements pris par les gouvernements au sein de la CD

Les gouvernements ont fait une série de déclarations, mais, ont-ils tenu leurs promesses et transformé leurs engagements en mesures politiques? Le contrôle ne devrait pas être un processus

passif. Le PNG devrait systématiquement surveiller les gouvernements, utiliser le réseau des ONGs et le lobbying pour presser les gouvernements à respecter leurs engagements. Des moyens financiers et des conseils sont nécessaires pour effectuer ces tâches. Néanmoins, beaucoup d'organisations ont déjà ces compétences particulières et pourraient jouer les mentors avec d'autres. Il pourrait être plus simple pour les organisations de contrôler le développement concret des engagements s'ils sont établis en termes très pratiques (par exemple, ce que les gouvernements s'engagent exactement à faire, et comment le développement de ces initiatives peut être mesuré). Il fut aussi suggéré, pour la prochaine série de processus, de mettre l'accent sur le contrôle du respect des engagements au niveau régional.

L'institutionnalisation du PNG

Beaucoup considèrent ce point comme étant absolument crucial. La création du Comité International de Direction ou d'autres groupes de personnes semi-permanents ayant une bonne connaissance du processus et des contacts continuels avec les représentants gouvernementaux est vitale pour la survie et le développement du processus. Comme un participant interviewé le souligna, cela pourrait même donner l'avantage au PNG sur les gouvernements: *"Les représentants gouvernementaux et les Ministres changent constamment. Donc, s'il y avait un groupe principal d'acteurs non gouvernementaux fort et permanent, nous les ONGs pourrions avoir un meilleur contrôle sur le processus, étant donné que nous aurions la mémoire institutionnelle."*

Le nouveau SE a besoin d'un budget fixe pour fonctionner et développer la deuxième série de PNG

Certaines organisations sont disposées à chercher des fonds, mais d'autres luttent déjà pour trouver leur propre financement. Certains suggérèrent qu'il serait plus facile pour elles de postuler à des fonds pour la région plutôt que de chercher individuellement le financement depuis leur pays.

Augmenter la participation et attirer l'attention sur le PNG

Les participants se mirent d'accord sur le fait qu'il était nécessaire d'impliquer davantage d'acteurs politiques et de personnalités ayant une influence sur l'opinion publique afin d'obtenir plus d'attention de la part des médias. Ils notèrent aussi que davantage d'activistes venant de pays non démocratiques, de mouvements sociaux, etc., devraient être représentés dans le PNG. Ils soulignèrent l'importance de la consolidation du PNG dans leur pays et dans leur région, en impliquant de nouveaux acteurs dans le débat, en organisant des activités nationales et sous-régionales et finalement, en faisant sentir aux participants que le processus leur appartient.

Le transfert du SE au Mali

Les participants de toutes les régions veulent savoir comment et quand ce transfert aura lieu. Les principales questions sont comment le PNG peut assister au mieux le nouveau SE malien. Certains suggérèrent que la capacité organisationnelle au Mali devrait être soutenue grâce à l'inclusion de davantage d'ONGs locales et de secteurs politiques locaux.

8. Les résultats des entretiens avec les représentants gouvernementaux

Le SE contacta les gouvernements appartenant au "Convening Group", ainsi que les gouvernements de la CD ayant envoyé leurs Ministres des Affaires étrangères assister à la Troisième Conférence Ministérielle. Lors de l'évaluation participative, il était prévu d'impliquer trois représentants gouvernementaux de chaque région. Cependant, malgré les efforts des partenaires régionaux et du SE, seuls sept gouvernements et une agence multilatérale furent d'accord d'être interviewés. La difficulté d'obtenir des réponses des gouvernements rend la mise en œuvre d'une stratégie de plaidoyer extrêmement difficile et montre que les relations entre les gouvernements de la CD et les organisations de la société civile impliquées dans le PNG doivent être améliorées. Jusqu'à présent, des 23 gouvernements contactés, seuls des représentants de huit d'entre eux étaient disposés à contribuer à l'évaluation: le Bénin, le Brésil, le Chili, le Mali, le Mexique, le Paraguay et la Corée du Sud, ainsi que les Etats-Unis. Un représentant de l'UNDP fut également interviewé.[67]

L'accueil fait par les gouvernements au Processus Non Gouvernemental

Les représentants interviewés étaient d'accord sur le fait que la participation des acteurs non gouvernementaux à la dernière Conférence Ministérielle *"était plus active et productive que lors des réunions précédentes."* Dans l'ensemble, leur participation aux réunions du CG et à la Conférence Ministérielle était considérée comme positive: *"Nous la trouvons très constructive et utile"*. Néanmoins, ils reconnaissaient également que la participation de la société civile *"était une démarche audacieuse"* et pourrait être un sujet controversé dans l'optique de certains.

Toutes les personnes interviewées étaient d'accord sur le fait que la participation officielle des délégués du PNG lors de la dernière Conférence Ministérielle représentait une étape importante entre les gouvernements et le PNG. De nombreux commentaires reflétaient la conviction que cette interaction devait continuer et que la participation de la société civile pourrait être élargie lors de la prochaine Réunion Ministérielle: *"C'était un progrès, lequel devrait continuer à l'avenir." "C'est un important pas en avant qui devrait continuer à l'avenir, de façon à ce que les perspectives de la CD en ce qui concerne la démocratie et d'autres sujets s'y rapportant soient élargies."*

La diffusion du PNG et la stratégie de plaidoyer

Presque tous les gouvernements interviewés connaissaient le PNG bien avant le déroulement de la Conférence Ministérielle: une délégation du gouvernement mexicain assista même à la Réunion globale finale du PNG en mars 2005. Le fait que les gouvernements connaissent le PNG indique que les efforts de lobbying de la part du SE et du Groupe sur les questions globales ont été efficaces, dans la mesure où le travail réalisé par le PNG a été reconnu. Des commentaires faits par les représentants montrent qu'ils sont familiers avec les propositions présentées dans *Les Voix des Régions: "Je suis au courant de ces propositions et pense qu'elles sont très pertinentes,*

[67] Pour une liste complète des pays contactés, voir l'Annexe 40.

parce que la plupart de ces questions sont en discussion dans le "Convening Group" et dans les Réunions Ministérielles." "[Le PNG présentait] des propositions créatives et innovatrices qui contribuaient à l'amélioration de la déclaration finale et du plan d'action". "Il y avait des propositions qui semblaient réalistes et réalisables à court ou moyen terme, comme celles concernant les transitions démocratiques, la consolidation du processus de la CD, la corruption et la transparence, etc." Néanmoins, il est aussi nécessaire de convertir les propositions en "actions pratiques", ce qui est souvent compliqué.

Certains représentants dirent également qu'ils trouvaient le site Web utile pour suivre les activités régionales et globales du PNG.

De toutes les propositions, la création d'un mécanisme de révision indépendant pour le processus d'invitation est de loin le sujet le plus controversé. Les gouvernements du "Convening Group" n'étaient pas d'accord à ce sujet, certains gouvernements ayant la sensation que le CD devait inclure plus de participants de tous les gouvernements, et d'autres que les critères de Séoul devaient être appliqués de façon plus stricte. Les personnes interviewées soulignèrent également que la proposition d'institutionnaliser la CD doit être explicitée, car il n'est pas clair si la proposition fait référence uniquement aux aspects administratifs du processus ou si elle implique d'autres aspects. Ces personnes interviewées sentaient que le Processus était déjà relativement institutionnalisé, si l'on considérait le fait qu'il existait depuis peu.

Les propositions de soutenir la création d'un Fonds Global pour la Démocratie aux Nations Unies et l'adoption d'un Caucus pour la Démocratie à l'ONU étaient approuvées par tous les gouvernements interviewés et étaient reconnues par la Déclaration de Santiago. D'autre part, l'approbation de la proposition de la Hongrie de créer un Centre de Transition Démocratique ne semble pas être une priorité pour les gouvernements qui répondirent. La réticence de certains gouvernements à faire progresser cette initiative semble être due à l'opinion que cela reviendrait à dupliquer le travail déjà effectué par d'autres organisations internationales. Cette perception aurait pu être différente si les gouvernements européens avaient participé aux entretiens.

En général, les propositions faites par les délégués du PNG étaient largement reconnues: les personnes interviewées confirmèrent que les pays du "Convening Group" avaient reçu et considéré ces propositions avant que la Déclaration de Santiago ne soit publiée. Cependant, leur impact sur la Déclaration de Santiago est plus difficile à déterminer. Quand on demanda aux représentants s'ils savaient si une initiative de politique intérieure était née suite à la participation de leurs gouvernements à la CD ou à la Déclaration de Santiago, leur réponse était toujours "non" ou "je ne suis pas au courant".

Le soutien gouvernemental au PNG

Même si la participation du Processus Non Gouvernemental à la CD semble être largement soutenue, la question est de savoir comment convertir ce soutien en interaction pratique. Les interviews avec les représentants gouvernementaux indiquent qu'il existe une volonté que la société civile joue un rôle actif dans la CD et que cette collaboration commence au niveau national. On suggéra, entre autre, de *"collaborer au moyen d'un travail commun et coordonné avec la diversité*

d'acteurs de la société civile." " Nous encouragerons la participation plus actives des ONGs coréennes," répondit un autre représentant. La stratégie de plaidoyer devrait aussi continuer à cibler les pays du "Convening Group", particulièrement maintenant que de nouveaux pays ont rejoint le groupe[68]. Finalement, le PNG devrait attirer l'attention sur ce processus et établir une communication avec d'autres gouvernements.

[68] Ces pays sont: Le Cap-Vert, le Salvador, l'Italie, la Mongolie et le Maroc.

SECTION 9:
L'avenir: la Conférence Ministérielle du Mali en 2007

A. Les étapes à venir

Après la Conférence Ministérielle à Santiago, le Secrétariat Exécutif s'occupa de diffuser les informations concernant le processus de la CD, de systématiser l'expérience du SE, et d'effectuer une évaluation participative. Afin de continuer son travail de diffusion, le Secrétariat Exécutif accepta de maintenir le site Web non gouvernemental *www.santiago2005.org*, de continuer à envoyer régulièrement des newsletters à ses partenaires afin qu'ils soient au courant de la transition entre Santiago et le Mali, et de coordonner un groupe de discussion électronique pour discuter de façon informelle d'activités de suivi et de préparation. Cet E-groupe a démarré le 14 juillet et a discuté jusqu'à présent de 6 sujets[69].

Lors du travail sur les résultats de l'évaluation initiale et de l'évaluation participative, le Secrétariat Exécutif identifia trois objectifs principaux à la stratégie Santiago-Mali :

1. Rendre le Processus Non Gouvernemental durable grâce à l'institutionnalisation de ses instances dirigeantes (le Secrétariat Exécutif et le Comité International de Direction) et grâce à ses relations avec le gouvernement.
2. Promouvoir une meilleure communication entre les processus gouvernementaux et non gouvernementaux dans le but de consolider le dialogue existant et d'influencer les décisions des gouvernements.
3. Travailler pour la mise en œuvre des engagements gouvernementaux.

B. L'insitutionnalisation du Processus Non Gouvernemental

Pour essayer de mieux coordonner la participation des acteurs du PNG et de consolider les contributions pour la stratégie non gouvernementale, l'E-groupe décrit plus haut discuta de la façon dont les rôles de leaders dans le Processus Non Gouvernemental conduisant au Mali devraient être définis. Les définitions des rôles du Secrétariat Exécutif et du Comité International de Direction présentées plus bas sont le résultat des discussions de l'E-groupe. Même si, au moment de la rédaction de ce document, toutes les décisions concernant le Secrétariat Exécutif et le Comité International de Direction n'ont pas été prises, il a été convenu que ces trois groupes assisteraient à la Réunion au Mali en janvier 2006 afin de définir la future stratégie Santiago-Mali, de fixer les

[69] Consulter le site Web *www.santiago2005.org* pour en savoir plus sur les discussions de l'E-groupe. Pour un résumé de la séance de discussion de l' E-groupe, se référer à l'Annexe 41.

PREVIOUS PAGE BLANK

responsabilités de chaque participant, et de définir les modes de communication. Tant les partenaires assistant à la Réunion au Mali que ceux n'y participant pas, recevront une copie de l'avant-projet pour la stratégie - avant et après cette réunion- afin qu'ils puissent nous faire parvenir leurs commentaires.

1. Le Secrétariat Exécutif

Le futur Secrétariat Exécutif au Mali sera composé d'un groupe d'organisations de la société civile. Au moment de la rédaction de ce document, le Secrétariat Exécutif à Santiago a eu des contacts avec des ONGs et des réseaux de la société civile au Mali et se prépare au transfert. Il y aura deux séries de Réunions au Mali visant à faciliter ce transfert et à garantir que le nouveau SE ait la capacité institutionnelle et le soutien national et international dont il a besoin pour fonctionner.

La première série de réunions eut lieu en novembre 2005, quand les membres du Secrétariat Exécutif actuel et les représentants du Conseil pour la Communauté des Démocratie voyagèrent à Bamako pour y rencontrer un certain nombre de groupe d'intérêts du Mali. L'objectif de ces réunions était de discuter avec des acteurs sociaux et politiques variés au Mali, afin de parler de la possibilité qu'ils participent au Processus Non Gouvernemental.

Une réunion pour le nouveau Secrétariat Exécutif et le nouveau Comité International de Direction est programmée début janvier 2006 à Bamako. Cet atelier réunira les ONGs de la coalition du Mali, le SE chilien, le Comité International de Direction et d'autres partenaires régionaux. La réunion aura deux parties: i) un atelier de deux jours pour transférer le SE aux ONGs maliennes ii) un atelier de deux jours avec la participation de collègues du Mali, du Chili, du nouveau Comité International de Direction et d'autres régions afin de définir la stratégie non gouvernementale Santiago-Mali.

Même si les tâches spécifiques au Secrétariat Exécutif devront être redéfinies au cours des réunions de novembre et de janvier, certaines des tâches générales du Secrétariat Exécutif incluent:

1. La coordination et l'organisation des réunions du Comité International de Direction et des discussions de l'E-groupe.
2. La coordination de la logistique pour la prochaine Réunion Ministérielle en 2007 avec le gouvernement du Mali.
3. L'élaboration et la mise en application d'une stratégie de diffusion pour le Processus Non Gouvernemental, en continuant à utiliser des outils actuels, tels que le site Web et les newsletters.
4. Servir de bureau central pour donner des informations sur le gouvernement du Mali et pour agir en tant que liaison avec lui.
5. Soutenir le Comité de Direction dans son travail de mise en œuvre de la stratégie régionale en Afrique subsaharienne.

2. Le Comité International de Direction

Il existe un consensus sur le fait que la création d'un Comité International de Direction travaillant avec le prochain Secrétariat Exécutif et le soutenant représente un premier pas en direction d'un Processus Non Gouvernemental institutionnalisé et durable.[70]

Les membres du CID:

Le CID se composera d'environ **20 acteurs politiques et sociaux,** quatre pour chacune des régions suivantes: 1) l'Europe, la Russie et les Nouveaux Etats Indépendants; 2) l'Asie; 3) l'Afrique subsaharienne; 4) les Amériques; et 5) le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

Les quatre représentants de chaque région devraient être choisis selon les critères suivants:

- Ils devraient avoir été impliqués dans le Processus Non Gouvernemental;
- Ce devraient être des personnalités publiquement respectées;
- Il devrait y avoir une diversité entre hommes et femmes parmi les représentants régionaux;
- Il devrait y avoir une diversité de groupes d'intérêts (ONGs, partis politiques, fondations politiques) parmi les représentants régionaux;
- Les quatre représentants devraient être capables de prendre ensemble des décisions sur des thèmes au niveau global et d'identifier des moyens de financement pour la stratégie non gouvernementale dans leurs régions.

Les membres du CID resteront au Comité jusqu'à la Conférence Ministérielle, moment où la moitié du Comité (2 personnes de chaque région) sera remplacée par de nouveaux participants.

Les objectifs et les devoirs du CID:

Le CID devrait être un organisme de prise de décisions jouant un rôle actif dans la conception et la mise en œuvre de la stratégie non gouvernementale aux niveaux régional et global, y compris en ce qui concerne la recherche de fonds et de soutien pour le Secrétariat Exécutif au Mali.

1. Etablir la stratégie de plaidoyer non gouvernementale Santiago-Mali.
2. Discuter et convenir d'une stratégie spécifique visant à consolider le Processus de la Communauté des Démocraties. Un exemple serait de soutenir la mise en application des critères d'invitation en apportant des conseils professionnels et un appui politique au processus d'invitation. Cela garantirait que la CD reste fidèle à ses objectifs et buts les plus importants, tout en améliorant son système de transparence et d' "accountability".
3. Soutenir le Secrétariat Exécutif et désigner un responsable de la communication afin de rester en communication avec le Secrétariat Exécutif.
4. Désigner et mettre en œuvre la stratégie non gouvernementale dans leur région respective avec l'aide d'autres organisations et individus intéressés dans la région.
5. Fonctionner en tant qu'équivalent du "Convening Group" et faire le suivi et participer aux groupes de travail gouvernementaux.

---

[70] Voir l'Annexe 48 pour une ébauche du rôle du CID.

6. Faire comprendre l'importance du Processus Non Gouvernemental pour la Communauté des Démocraties, par rapport à ses réseaux et à ses organisations, de même que par rapport au rôle-clé que les processus de la société civile peuvent jouer dans les processus de prise de décisions des gouvernements.
7. Faire des déclarations sur des sujets spécifiques en rapport avec la CD et la réforme des Nations-Unies, ainsi qu'avec d'autres sujets concernant la démocratie.

L'idée était que le Secrétariat Exécutif et le CID travaillent ensemble, ainsi qu'avec d'autres partenaires, à la définition et à la mise en application de la stratégie non gouvernementale conduisant à la Quatrième Conférence Ministérielle au Mali.

C. La collaboration et l'influence sur les gouvernements

Il est crucial pour le succès du Processus Non Gouvernemental de continuer à améliorer la relation avec le gouvernement du Mali et le "Convening Group" de la Communauté des Démocraties. Etant donné qu'un des aspects décevants de la participation non gouvernementale de la Réunion Ministérielle à Santiago était la sensation que les acteurs non gouvernementaux n'avaient pas eu l'influence souhaitée sur les engagements finaux, il était prioritaire de se concentrer sur l'amélioration de cette relation et sur la manière d'influencer le Processus de la Communauté des Démocraties.

1. La participation régulière aux Réunions du " Convening Group »

L'une des plus grandes satisfactions du processus Séoul-Santiago était l'opportunité de connaître le programme de travail du "Convening Group" et de présenter les progrès du Processus Non Gouvernemental. Cette interaction régulière permettait aux représentants des gouvernements et de la société civile d'être au courant des objectifs et des activités des autres et donnait à chaque secteur la possibilité de recevoir un feedback de l'autre. Ce fut cette relation qui aida à créer les conditions de confiance mutuelle et qui permit de persuader le "Convening Group" de réaliser une seule Réunion Ministérielle intégrée à Santiago. Il faut maintenir cet important progrès et aller plus loin : les représentants du Processus Non Gouvernemental doivent pouvoir participer régulièrement aux Réunions du "Convening Group". Cette participation ne devrait pas se limiter à présenter les résultats intermédiaires du Processus Non Gouvernemental ; les participants non gouvernementaux devraient pouvoir prendre part aux discussions du "Convening Group" et être informés des conclusions du "Convening Group".

2. La participation aux groupes de travail

Dans le cadre des engagements de Santiago, les pays ont convenu de former des groupes de travail sur les questions de gouvernance démocratique et de la société civile; la pauvreté, le

développement et la gouvernance démocratique; la gouvernance démocratique régionale et interrégionale; et la promotion de la démocratie, ainsi que les menaces nationales et transnationales pour la démocratie. Le CID devrait se charger du suivi de ces groupes de travail gouvernementaux et s'assurer que des membres du Processus Non Gouvernemental soient désignés pour participer à ces groupes de travail. Ce type d'interaction entre les gouvernements et la société civile sur des thèmes spécifiques désignés comme prioritaires par les gouvernements augmenterait sensiblement l'influence de la société civile.

D. Le travail de mise en application des Engagements de Santiago

L'objectif principal de la stratégie Santiago-Mali devrait être de travailler aux niveaux national, régional et global à la mise en œuvre des engagements pris par les gouvernements de la Communauté des Démocraties à Santiago. En termes très généraux, la façon dont les partenaires dans chaque région travaillent pour vérifier que les engagements de la CD sont appliqués dépend de la relation que les partenaires ont avec leur gouvernement. Une des démarches les plus efficaces pour les acteurs non gouvernementaux qui travaillent avec des gouvernements réceptifs est une relation de collaboration permettant aux deux entités de travailler ensemble, au fur et à mesure que les acteurs de la société civile établissent les engagements prioritaires, définissent les programmes de travail et établissent le budget de financement qui permettra leur mise en application. Les acteurs non gouvernementaux travaillant avec des gouvernements moins collaborateurs peuvent pousser les gouvernements à être responsables et transparents, en suivant et en évaluant la mise en application de leurs engagements et en attirant leur attention sur les engagements qui ne sont pas remplis. Pour ceux qui travaillent dans le cadre de régimes non démocratiques, la démarche peut être assez différente. C'est le rôle des membres du CID de travailler étroitement avec d'autres partenaires afin de définir les priorités d'action et les stratégies pour le travail à effectuer dans chaque région.

Aux niveaux régional et national, une démarche possible est d' "utiliser" les engagements pris par les gouvernements afin de promouvoir les dialogues entre le gouvernement et la société civile pour consolider la démocratie. Les membres du CID, conjointement à d'autres partenaires régionaux, pourraient définir les stratégies à appliquer dans des pays souffrant de crises de la démocratie, en planifiant la meilleure façon de travailler avec des partenaires locaux, soit dans le but d'impliquer les gouvernements en question ou de faire pression sur eux. Les groupes de travail régionaux pourraient fixer des "pays cible" dans leur région et utiliser la force du Processus Non Gouvernemental pour la Communauté des Démocraties afin de faire pression sur les gouvernements. Les membres du CID pourraient travailler avec des partenaires ayant des gouvernements démocratiques pour choisir des engagements ou des sujets spécifiques de la Déclaration de Santiago comme sujets pour une discussion régionale entre le gouvernement et la société civile.

Au niveau global, le Secrétariat Exécutif, le CID et d'autres partenaires régionaux devraient travailler à la mise en application des engagements pris concernant la réforme des Nations Unies et le Caucus pour la Démocratie à l'ONU. A Santiago, les gouvernements de la CD on réitéré leur engagement à travailler avec les Nations Unies à la promotion de la démocratie, en soutenant le processus de réforme de l'ONU et en se lançant dans une discussion active des propositions pour la réforme, faites par le Secrétaire général aux Nations Unies, Kofi Annan, au début de l'année 2005. Les gouvernements de la CD se sont également engagés à poursuivre leur travail dans le groupe informel pour la démocratie aux Nations Unies et à soutenir la mise en application du Fonds pour la démocratie des Nations Unies. Ils ont également promis de rencontrer les ONGs qui avaient travaillé à la promotion de la démocratie aux Nations Unies. Ils accueillirent aussi favorablement la reconnaissance de laCD par le Secrétaire général de l'ONU et encouragèrent la coopération avec l'International Conference of New or Restored Democracies. Le CID doit travailler avec des membres du Groupe sur les questions globales, ainsi qu'avec d'autres partenaires régionaux afin de concevoir un processus de contrôle et de promotion de la mise en application de ces engagements.

E. Les réflexion finales du Secrétariat Exécutif

Dans l'ensemble, nous sommes satisfaits des progrès qui ont été réalisés depuis le Forum Non Gouvernemental qui s'est déroulé à Séoul en 2002. Le processus grâce auquel des acteurs de la société civile du monde entier ont collaboré à la préparation de la Troisième Conférence Ministérielle représentait une étape importante, la première opportunité de ce genre. C'était également la première fois, lors de cette conférence, que 70 acteurs de la société civile ont pu participer directement avec les gouvernements. La nature des ateliers régionaux et la formulation de propositions pour les gouvernements représentait une innovation. La publication du document "Les Voix des Régions" représentera une ressource pour les acteurs de la société civile et les gouvernements, mais aussi l'un des produits du PNG les plus importants jusqu'à présent.

Nous reconnaissons également l'importance de certains points positifs moins tangibles du processus. Le Secrétariat Exécutif et d'autres acteurs non gouvernementaux ont travaillé très dur pour maintenir une relation forte avec les gouvernements du "Convening Group" et pour faire pression sur lui afin qu'une Conférence Ministérielle intégrée ait lieu, et le "Convening Group", y compris les gouvernements chilien et américain, ont fait preuve de bonne volonté. Cette nouvelle relation avec les gouvernements du "Convening Group", mis à part la satisfaction d'avoir une conférence commune pour le gouvernement et la société civile, représente un succès qui contribuera à la durabilité de Processus Non Gouvernemental. Les partenaires étaient également très admiratifs d'un autre résultat du processus qui aidera à contribuer à sa durabilité – les réseaux entre les organisations et les fondations de différentes parties du monde travaillant à la promotion de la démocratie sont inestimables.

Un exemple intéressant du résultat que peut donner ce genre de réseau est l'échange arabo-chilien qui eut lieu juste après la Conférence Ministérielle en avril 2005. Profitant du fait

que les participants du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord étaient à Santiago, Freedom House et le Secrétariat Exécutif organisèrent une visite de deux jours pour sept participants du Liban, de la Palestine, de la Tunisie, d'Irak, de l'Égypte, du Bahrayn et du Maroc. Ces participants rencontrèrent des organisations et des individus chiliens jouant un rôle-clé dans la transition du Chili vers la démocratie dans le but de travailler sur une série de sujets ayant trait à la transition, tels que les méthodes de dialogue efficace, la coopération avec les organes gouvernementaux, et les nouvelles démarches pour la promotion de la démocratie. Nous avons la sensation que ce genre d'échange entre les cultures représente une bonne manière pour les organisations de la société civile impliquées dans le Processus Non Gouvernemental de promouvoir la démocratie.

Même si le Processus Non Gouvernemental a fait des progrès importants depuis ses débuts en 2003, il y a encore d'importants défis auxquels il doit faire face, avant qu'il ne devienne viable. Nous avons travaillé très dur afin que le processus implique le plus d'organisations et de personnes possible, mais nous n'avons pas réussi à impliquer une masse critique d'organisations et de fondations en Europe. Comme nous l'avons mentionné antérieurement, cette implication et ce soutien sont cruciaux pour le succès des processus gouvernementaux et non gouvernementaux de la Communauté des Démocraties. Nous avons aussi été déçus par le manque d'implication des partis politiques dans le Processus Non Gouvernemental. Malgré des efforts de diffusion et des encouragements spécifiques, nous n'avons pas été capables de faire en sorte que les représentants des partis politiques comprennent l'importance du processus de la CD. Nous considérons leur intégration dans le processus comme étant vitale et reconnaissons que cela sera un prochain challenge pour le Processus Non Gouvernemental.

En ce qui concerne les Conférences Ministérielles, il est certain que des étapes importantes ont été franchies, mais les progrès doivent continuer. Il y a cinq nouveaux membres au "Convening Group" : l'Italie, le Cap-Vert, le Salvador, la Mongolie et le Maroc. Il y a encore une place pour un pays d'Asie qui n'a pas encore été assignée au moment de la rédaction de ce document. Les leaders du Processus Non Gouvernemental doivent intégrer ces nouveaux pays aux relations qu'elles avaient établies avec d'autres pays du "Convening Group". Ils doivent aussi s'assurer que les participants non gouvernementaux formulent leurs propositions assez tôt, et travaillent plus assidûment avec leurs gouvernements afin que ces propositions soient davantage prises en compte. Le PNG doit aussi faire pression sur les gouvernements du "Convening Group", et sur le gouvernement du Mali en particulier, afin de créer un mécanisme indépendant pour les invitations, qui confirme les critères établis dans le Plan d'Action de Séoul.

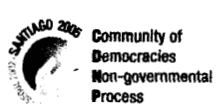
En faisant face à ces défis et en continuant les progrès déjà réalisés, nous pensons que le Processus Non Gouvernemental peut apporter une contribution importante à la promotion de la démocratie.

MAKING CIVIL SOCIETY A PART OF THE COMMUNITY OF DEMOCRACIES

BEST AVAILABLE COPY

Making Civil Society a part of the Community of Democracies

The creation of a Non-Governmental Process in Preparation for the III Ministerial Conference of the Community of Democracies



This publication was sponsored by

This document was written and edited by
PARTICIPA Corporation
Andrea Sanhueza
Lea Newfarmer
Silvana Lauzán

Graphic Design
Marcela Veas
Diagonal Oriente 1930 · Providencia
Fono (56 2) 253 70 24
E-mail marcelaveas@123.cl

Printing
Gráfica Funny
Santa Graciela 166
Fono (56 2) 544 03 51 - 544 03 58
Fax (56 2) 551 68 41
E-mail jsolo@123.cl - grfunny@123.cl

The opinions expressed in this document do not necessarily reflect those of the Organizations supporting the Project, neither of its bodies or of its staff nor that of the State members of these Institutions.

First edition, Santiago, Chile, January 2006

Making Civil Society a part of the Community of Democracies
PARTICIPA Corporation - María Luisa Santander 0321 - Providencia
Phone No. (562) 274-7413 - Fax No. (562) 274-7356 - E-mail participa@participa.cl
www.participa.cl · www.santiago2005.org

ACKNOWLEDGEMENTS

This publication was made possible by the financial support of the U.S. Agency for International Development (USAID) and Partners of the Americas.

We would like to thank the following regional co-ordinators that have participated in and enriched this process:

FORUM 2000 (Czech Republic), Electoral Institute of Southern Africa (South Africa), International IDEA, PARTICIPA (Chile), MÁS VOCES (Chile), Organization of American States, Freedom House (USA), The Democracy Coalition Project (USA), The Council for the Community of Democracies (USA), American University (USA), North-South Centre of the Council of Europe (Portugal), Arab Institute for Human Rights (Tunisia), Middle East Citizens' Assembly (Tunisia), Qatari National Committee on Human Rights (Qatar), Taiwan Foundation for Democracy (Taiwan),PANORAMA Centre (Palestine), The Yemeni Human Rights Information and Training Center (Yemen), AISHA Network on Women's Rights, and the Arab NGO Network for Development (Lebanon).

We also want to recognize the work of hundreds of participants in this Non-Governmental Process, for their commitment to democracy, good governance and human rights.

This process would not be sustainable without the valuable help of those who have financially supported the Non-Governmental Process:

The Council for the Community of Democracies
The Democracy Coalition Project
Freedom House
The Government of Chile
The Government of the Czech Republic
International IDEA
The Open Society Institute
The Organization of American States
The Qatari National Committee on Human Rights
The Taiwan Foundation for Democracy
The United States Department of State
The United States Agency for International Development
The Westminster Foundation for Democracy

CONTENTS

Introduction 9

SECTION 1: The Community of Democracies Challenge (2000 - 2002) 11

A. Why the CD is important for global democracy 11
1. What is the CD? 11
2. The Challenges and Importance of working in multilateral forums 12
3. Why is there a role for civil society? 13

B. Identifying the "Problem": Defining a Role for Civil Society 14
1. Problems in Seoul: The need for a stronger CD 14
2. Civil Society: present but not participating 15
3. The Vision: How can civil society truly be a part of the CD? 16

SECTION 2: Building the Strategy (2002-2003) 19

A. Designing the Process 19
1. Leading the non-governmental process: creating the Executive Secretariat 19
2. Approaching the Chilean government 20
3. Working with partners to take the first steps 21

B. The Strategy 23
1. The strategy presented in Lisbon 23
2. The evolution of the strategy 26

SECTION 3: Bringing new actors to the strategy (January 2004 - October 2004) ... 29

A. The Initial Meeting: planning Lisbon 2004 29
1. Identifying Partners 29
2. Goals of Lisbon: planning the agenda 31

B. The First Coordination Meeting of the Preparatory Process 32
1. What happened during the meeting 32
2. Initial evaluation of the meeting 38

SECTION 4: Progress at the regional and global levels. (June 2003 -September 2004) 41

A. Outreach efforts 41

B. Looking for Leadership in the Regions 46

C. Fundraising 49

D. Global Issues Group 52

PREVIOUS PAGE BLANK

SECTION 5: Putting the Strategy into Action (October 2004 - February 2005) 55

A. Regional Workshops 55
1. Goals of the Regional Workshops 55
2. What happened in each region 56
3. Broader lessons learned 60
4. Systematization of non-governmental proposals 63

B. The Final Meeting in Santiago: Consolidating the process with a unified message 65
1. The Methodology of the Final Meeting: how to achieve the goals 65
2. The Advocacy Strategy: planning for what happened next 65
3. The decisions and outcomes of the Final Meeting 71

C. Voices from the Regions: Non-Governmental proposals 74
1. Input from the Final Meeting 74
2. Disseminating the Final Publication 75

SECTION 6: Preparing for the Ministerial Conference (February 2005 - April 2005) 77

A. Negotiating civil society participation: planning for a different Ministerial Conference 77
1. Advocating for direct non-governmental participation 77
2. The Invitation List 78

B. Implementation of the Advocacy Strategy 79

SECTION 7: The Ministerial Conference (April 2005) 81

A. The Non-Governmental Agenda 81
1. Planning non-governmental participation: the preparatory meeting 81

B. Non-Governmental Participation in the Ministerial Conference 82
1. The inauguration 82
2. The mixed panels 82
3. The Santiago Declaration 85
4. Other Non-Governmental Process events 86

SECTION 8: Understanding Santiago 2005: 89

A. The initial assessment: closing meeting of the non-governmental delegates 89

B. Results of the Participatory Evaluation 91
1. Main findings—non-governmental perspective 91
2. Expectations of the Process 93
3. Regional Workshops, Final Meeting and Ministerial Conference 95
4. Outreach and Advocacy Strategy 96
5. Other Relevant Issues 98

6. Participation from the Regions 98
7. Priorities for the Future 100
8. Results from the consultation with government representatives 101

SECTION 9: Looking forward to Mali 2007 105

A. Next Steps 105

B. Institutionalizing the Non-Governmental Process 105
1. The Executive Secretariat 106
2. The International Steering Committee 106

C. Working with and influencing governments 108

D. Working to implement the Santiago Commitments 108

E. Final thoughts from the Executive Secretariat 109

Annexes

1. The Warsaw Declaration 113
2. The Seoul Plan of Action 117
3. Appeal to Governments from Civil Society 125
4. Governmental Participation list in Warsaw 129
5. Governmental Participation list in Seoul 131
6. Non-governmental Participation list in Seoul 133
7. Agenda of ES Trip in Europe 143
8. Participatory Process Strategy of the Non-Governmental Process 145
9. Diagram of the Non-Governmental Process 156
10. List of Participants of First Coordination Meeting 159
11. Agenda of the First Coordination Meeting 161
12. Democratic Challenges in the Contemporary World 167
13. Report of the Third Assembly of the World Movement for Democracy in South Africa 197
14. Executive Secretariat Presentation in the Hague 201
15. Agenda of World Social Forum Panel 207
16. List of Newsletters 209
17. Text of Brochure 211
18. Letter to the Convening Group regarding Daw Aung San Suu Kyi 217
19. Letter to the Chilean Government regarding the UN Democracy Caucus 219
20. Statement on Invitation Criteria 221
21. Asia Regional Report and Proposals 225
22. European Regional Report and Proposals 233
23. Sub-Saharan Africa Regional Report and Proposals 245
24. Latin American Regional Report and Proposals 253

25. Middle East and North African Regional Report and Proposals 265
26. North American Regional Report and Proposals 271
27. Agenda of the Final Meeting 281
28. List of Participants at the Final Meeting 289
29. Voices from the Regions 293
30. Appeal from Non-Governmental Delegates 311
31. List of Governmental Participants 313
32. List of Non-Governmental Participants 325
33. Speech by Genaro Arriagada 327
34: Reports of the Thematic Panels 329
35: Reports from Regional Panels 337
36. Analysis of the Santiago Commitments in light of Voices from the Regions 345
37: Report of Non-Governmental Participation in the Third Ministerial Conference ... 353
38. Press Advisory on Conference to Support for Democracy 363
39. Press Advisory on UN Human Rights Council 365
40. Governments Interviewed for the Participatory Evaluation 367
41. Compilation of E-Group Discussions 371

INTRODUCTION

This publication, written by Corporación PARTICIPA[1], presents an analysis of the first stage of building a civil society counterpart to the Community of Democracies (CD).

The objective of this publication is to outline the knowledge gained from the work done by civil society actors between the Ministerial Conferences in Seoul, South Korea, in 2002 and in Santiago, Chile, in 2005 to create a consolidated non-governmental process that would result in a specific contribution to the dialogue on democracy.

The following nine sections document the events that took place chronologically, focusing on identifying the crucial elements of the creation of the Non-Governmental Process, paying special attention to what could have been improved.

Section 1: The Community of Democracies Challenge (2000-2002) gives an overview of the CD process through the II Ministerial Conference in Seoul, South Korea in 2002 and explains how civil society actors recognized the need for a non-governmental process to prepare for the III Ministerial Conference.

Section 2: Building the Strategy (2002-2003) describes the process of creating the Executive Secretariat, approaching the Chilean government, and working with other non-governmental actors to design the initial non-governmental strategy.

Section 3: Bringing new actors to the Strategy (January 2004-October 2004) tells the story of the First Coordination Meeting in Lisbon, Portugal in 2004 and explains how the Executive Secretariat designed the invitation list, objectives, and methodology of the meeting and concludes with an assessment of that meeting.

Section 4: Progress at the Regional and Global Levels (June 2003-September 2005) describes the work that the Executive Secretariat carried out to develop outreach tools, identify leaders of the Non-Governmental Process (NGP) in the regions, raise the necessary funds for the strategy's implementation, and work with other partners to create a working group dedicated to analyzing issues directly related to the Community of Democracies governmental process.

Section 5: Putting the Strategy into Action (October 2004-March 2005) explains how the Executive Secretariat put together a unified set of non-governmental proposals for the CD governments. It gives a brief description of the six regional workshops that generated proposals from Asia, Sub-Saharan Africa, Latin America and the Caribbean, Middle East and North Africa, and North America. It describes the process of systematizing the proposals and of improving them in the global Final Meeting that took place in March 2005. Section 5 concludes with an explanation of how the finalized proposals were put together and published under the title "Voices from the Regions".

---

[1] This publication was written by Andrea Sanhueza, Lea Sarles Newfarmer, and Silvana Lauzán and was reviewed by Genaro Arriagada. Julia Thiel and Melanie Schmidt also contributed to the editing of this document.

Section 6: Preparing for the Ministerial Conference (February 2005-March 2005) describes the process of negotiating the terms of non-governmental participation in the III Ministerial Conference with the Chilean government and describes the implementation of the advocacy strategy.

Section 7: The III Ministerial Conference of the Community of Democracies (April 2005) describes the preparation of non-governmental delegates, their subsequent participation in the Ministerial Conference, the Santiago Declaration, and the press conferences organized by non-governmental delegates.

Section 8: Understanding Santiago 2005: Achievements and Challenges of the Non-Governmental Process explains that in addition to systematizing its experience in this publication, the Executive Secretariat held an initial assessment of the NGP after the Ministerial Conference and carried out a participatory evaluation during September-October 2005. This section presents the results of those assessments.

Section 9: Looking Forward to Mali 2007 describes the next steps for the current Executive Secretariat and some of the objectives for the Santiago-Mali non-governmental strategy. This section closes with a few final thoughts from the Executive Secretariat and recommendations for the future of the Non-Governmental Process.

The annexes for this document can be found in the CD attached to this publication. This CD also includes versions of the document in English, French and Spanish.

Our hope is that this publication will be useful not only to those learning about and becoming involved in the Community of Democracies, but also to the CD governments considering the potential of a government-civil society relationship and to other civil society organizations and networks that are struggling to connect with each other and influence governmental decisions and processes.

SECTION 1:
The Community of Democracies Challenge (2000- 2002)

A. Why the CD is important for global democracy

1. What is the CD?

In Warsaw, Poland, in 2000, 110 governments came together for the first time to affirm their common goal of strengthening democratic institutions and values at the national, regional, and global levels. At this meeting, the governments agreed to create a Community of Democracies—a group of democratic countries that would work to uphold and implement the principles of democracy at home and abroad. Together they signed the **Warsaw Declaration,** which affirmed that the essential elements of a democracy are: respect for civil and political rights, rule of law, periodic free and fair elections based on secret balloting and universal suffrage, freedom of association, separation of powers, an independent judiciary, and civilian, democratic control of the armed forces[2]. A small group of countries including Chile, India, Poland, the Czech Republic, the United States of America, Mali, Mexico, Portugal, South Africa, and South Korea agreed to coordinate the newly inaugurated Community, and became known as the **Convening Group**.

There was civil society presence in Warsaw during the Ministerial conference in the form of a **parallel non-governmental conference** to bring together leading civil society organizations and intellectuals. The conference was organized by Freedom House (USA), Stefan Batory Foundation (Poland) and the World Forum on Democracy, which was also held during that time, in an effort to give participants the opportunity to interact with those attending the Community of Democracies meeting.

The Convening Group organized a second meeting of Community of Democracies in Seoul, South Korea in 2002. Attended by 95 governments, the theme of the Ministerial Conference was *"Democracy: Investing for Peace and Prosperity"*. Government representatives worked in four Round Tables that discussed consolidating democratic institutions, regional cooperation to promote democracy; media and democracy, and coordinating democracy assistance. The governments present at the Conference signed the **Seoul Plan of Action**[3] that affirmed the principles set forth in the Warsaw Declaration, and articulated criteria for invitation to join the Community of Democracies. The Plan of Action also laid out commitments regarding: regional action, responding to threats to democracy, education for democracy, promoting stronger democracies through good governance, volunteerism, and coordinating democracy assistance; and established regular Convening Group Meetings.

---

[2] The complete Warsaw Declaration can be found in Annex 1.

[3] To read the complete Seoul Plan of Action, see Annex 2.

Civil society actors also met at this time, during the **Non-Governmental Forum** for the Community of Democracies, entitled ***"Global Solidarity for Expanding and Strengthening Democracy,"*** which convened about 250 participants. The Forum was structured into thematic panels and presented ideas on political party systems, local government, gender and democracy, corruption, the market and democratic governance, media and freedom of association, education for democracy, protection of NGOs, and promoting civil society in closed societies[4]. On the last day of the Forum, 80 of the non-governmental participants signed an "**Appeal to Governments gathered at the Community of Democracies Meeting**" that recognized the importance of the Warsaw Declaration and put forward three specific proposals for government actions that would strengthen the Community of Democracies. The recommended actions included the following suggestions: only including governments that respect the norms of the Warsaw Declaration in the CD; linking development to democracy by increasing bilateral development assistance to governments in the CD and by giving members of the CD preferential treatment in trade, debt relief, and assistance packages; and organizing a Democracy Caucus in the UN.[5]

2. The challenges and importance of working in multilateral forums

From its inception in Warsaw in 2000, the Community of Democracies was conceived as a group that could compliment and strengthen the work being done in the United Nations and other multilateral organizations. In his closing remarks at the first Ministerial Conference, UN Secretary General Kofi Annan, affirmed the connection between the goals of the CD and the principles of the UN, "I am particularly gratified that this new coalition is meeting to support the founding values of our Organization, as set out in the Charter and in the Universal Declaration of Human Rights."[6] This sense of connection between the CD and the UN work has been reflected in the discussions during Ministerial Conferences on UN reform, the recognition of the CD in UN publications, and the creation of a Democracy Caucus in the UN. The CD is also supportive of and in contact with regional organizations such as the Organization of American States and the Organization of African Unity, promoting their efforts to consolidate democracy in their respective regions.

Even as the Community of Democracies acts as a support for other multilateral processes, its statement of purpose and invitation criteria make it quite different from many of them. By only including countries that respect the Warsaw Declaration, the CD has the potential to create an important incentive system for countries to begin to implement better democratic practices at the national level so as to be recognized as a democracy at the international level.

Although the strength of the CD lies in its character as a multilateral process, this character can also present certain challenges and difficulties:

---

[4] For more information about the Seoul Ministerial Conference, both its governmental and non-governmental components, please see the assessment Identifying the Problem, later in this Section.

[5] To read the entire Appeal, please see Annex 3.

[6] "UN Secretary General Kofi Annan's Closing Remarks to the Ministerial", delivered in Warsaw, Poland on June 27th, 2000.

1. The commitments in these kinds of forums tend to be phrased as declarations of principles that, although important, do not necessarily provide a clear plan for moving forward.
2. The governments that belong to the CD are also involved in other multilateral processes, and the non-binding CD commitments are often not the first priority.
3. The governmental representatives that attend the meetings of the CD and other international forums are generally from the Ministry of the Foreign Affairs, and are not, in practice, directly responsible for implementing the commitments at the national level. Few governments have the kind of close inter-agency coordination between the Ministry of Foreign Affairs and other domestic ministries or agencies that would facilitate a rapid implementation of commitments at the national level.
4. There are many forums that deal in some way with democracy issues, but their agendas are often drafted independently of one another. While this could be positive in the sense that the issues are being addressed in a number of different places, it often diludes the power of messages and actions on democracy.

Despite these challenges, the CD promotes global democracy by filling the need for a forum dedicated exclusively to promoting and defending democracy at the global level. The CD's global nature creates a unique opportunity for participating governments to set standards and provide incentives to encourage democracy in governance.

The international governmental processes that have demonstrated most progress in the implementation of agendas for change in member countries have often been the ones whose agendas are focused and specific and do not try to include too many issues.

For strategic reasons, the CD should limit its agenda and should focus on the impact of that agenda. The success of the CD depends on member governments taking an active role in implementing their commitments at the national level.

3. Why is there a role for civil society?

Since the Cold War, a consensus has emerged on the importance of multilateral processes as spaces for dialogue and agreement between governments and for the establishment of regional agendas. Since the inception of modern multilateral processes, civil society organizations (CSOs) have witnessed the impact that these processes can have on the countries involved. These processes, therefore, have become important spaces for advocacy where CSOs can influence both the initial governmental dialogue and then follow-up on the commitments made during that dialogue.

It is important that the wide array of national organizations look beyond their borders to support the strengthening of democracy at the global level. The civil society groups working on strengthening democracy in their own countries also need support in spaces and forums that champion their work at the international level.

While opportunities for national-level CSOs presented by international forums have generated interest in the CD, it is also clear that the governmental process is still in its very early stages. The CD currently lacks the consolidation, the concrete examples of countries making new

efforts to implement CD commitments, and the commitments of developed countries that would make it the most effective place for civil society advocacy efforts.

The Community of Democracies is the only global process made up exclusively of democratic governments that is dedicated to the defense and promotion of democracy. It is crucial that it is strengthened by incorporating governments that have the political will to make progress improving their democracy. To be successful at strengthening democracy, social and political actors must engage in collaborative dialogue with the governments that are making an effort to fulfill their commitments. In order to be a truly effective mechanism for creating, expanding, and sustaining a "Community of Democracies", the CD process must include both governmental and non-governmental actors in that effort.

B. Identifying the Problem: Defining a Role for Civil Society

1. Problems in Seoul: The need for a stronger CD

The Second Ministerial Conference in Seoul, South Korea in 2002 highlighted some frustrations with the government-civil society dialogue and the role of civil society in the Community of Democracies. This event revealed that: 1) **the governmental process needed strengthening** and 2) in order to increase its effectiveness and support the CD process, civil society would have to organize its participation in a very different way–it would have to **create a non-governmental counterpart** to the Community of Democracies.

Observers of the CD governmental process were unsatisfied with the progress made between the two Ministerial Conferences. After the initial fanfare of the Ministerial Conference in Poland and the signing of the Warsaw Declaration, it seemed as though very little had been done to implement the principles outlined in that Declaration.

It was also feared that governments themselves might be undervaluing the potential importance of a strong and active CD. Too few Minister-level representatives arrived at the meeting, undermining the political weight of the meeting. There was a sense that stronger and higher-level participation was needed from Europe, where many of the governments could help support the strengthening of democracy in other regions. At the outset, the U.S. government was one of the most actively involved governments in the CD, and although this effort was important, it also made some other governmental and non-governmental actors wary of becoming involved in a process that might be seen as a U.S. initiative.

Even the discussions at the Ministerial Conference came under criticism from those who felt that rather than openly discussing how to confront the major problems facing democracy, governmental delegates were using the opportunity to read a list of their country's achievements promoting democracy over the last few years. There was also a sense that if the CD was to become a real force, the principles and commitments made in the declarations of the Ministerial conferences needed to become more concrete and measurable.

The structure of the Ministerial Conferences itself also left non-governmental actors unsatisfied. Civil society actors were present in Warsaw and Seoul for the first and second Ministerial Meetings, respectively, but only attended parallel and almost independent conferences to discuss the issues that were being debated by the governments.[7]

2. Civil Society: present but not participating

The experience of the Non-Governmental Forum in Seoul made it clear to civil society actors that non-governmental presence and involvement in a governmental conference were not enough to guarantee effective participation. Without a process to define and promote a clear, unified message, the goals of civil society participation were unclear, and its audience and impact lost.

Although there were about 250 non-governmental delegates present at the Non-Governmental Forum in Seoul, the fact that there had been no process leading up to the Forum meant that there were two major obstacles to civil society participation and influence in the governmental conference:

1. There was no dialogue with governments for the majority of the non-governmental delegates.
2. There was no concrete result of non-governmental participation that could contribute to the governmental commitments.

Although two or three representatives from the Forum were invited to enter the Ministerial Conference to present non-governmental proposals, the proposals that they brought forward were not ratified by the Forum as a whole.

The lack of a concrete result from the Non-Governmental Forum that could influence the Seoul Plan of Action was due in part to **the format of the meeting itself** and in part to the challenges inherent in creating a coherent message when **the delegates represented very disparate levels of knowledge of the CD process**.

The structure of the Non-Governmental Forum made it difficult to come to a consensus on a specific set of proposals: the forum was huge and it was not clear to many that the goal

A lost opportunity for direct dialogue

It had been agreed that the opportunity for most of the non-governmental delegates in Seoul to interact with governments would be a mixed governmental/ non-governmental reception. The reception was scheduled to be held directly after the governmental deliberations on the Seoul Plan of Action and would have been the one chance for most of the non-governmental delegates, who were staying in a different hotel than the governmental delegates, to talk to their government representative. Unfortunately, the deliberations ran late and the governmental delegates were unable to attend.

[7] For the governmental participation list from Warsaw, see Annex 4; for the list from Seoul, see Annex 5. The non-governmental participation list can be found in Annex 6.

of the panels was to produce proposals. The fact that some delegates had been involved in the CD for over two years and others had only a vague understanding of its objectives and members also made it very hard for the delegates to come to agreement on an appropriate contribution to the CD. A small group of non-governmental actors who had more experience with the process crafted the "Non-Governmental Appeal," which was signed by 60 participants. Although this was important step towards a unified CSO message, it came too late to affect the governmental Plan of Action.[8]

Without either interacting with governments directly or having a concrete contribution to the work of the governments before the end of the Ministerial conference, there was no real way for the majority of non-governmental delegates to influence the governmental process.

3. The Vision: How can civil society truly be a part of the Community of Democracies?

To some, it may seem counter-intuitive that civil society, though it might support the goals and strategies of a particular governmental initiative, should play a role in *strengthening* it. Because civil society is not bound by the same restrictions of international diplomacy and domestic politics that sometimes limit governments, it is able to call attention to the need for specific government actions that, though important, are difficult for a particular government to explicitly support. In order to play the crucial role of both supporter and watchdog, however, civil society actors must be able to participate effectively.

After the Seoul meeting, a few things were immediately clear about the vision of what it would take for civil society to help strengthen the CD:

- **A non-governmental counterpart to the Community of Democracies.** Civil society actors would have to coordinate their efforts and present a unified message to governments. They would have to base this message on the constituencies that they represent, making the CD part of the interests of those constituencies.
- **A process for non-governmental actors in between governmental conferences.** This process would allow non-governmental actors to define their message, negotiate the terms of their participation with the CD governments, and broaden political support for their proposals before the Ministerial Meeting. This process would also support government efforts to keep the CD on the political agenda.
- **One conference with both governmental and non-governmental delegates.** In order for non-governmental participation to be effective, delegates would need a chance to present, clarify, and lobby for their proposals during the governmental meeting.
- **Europe's involvement in the Non-Governmental Process.** It would be important for the non-governmental delegates to work with governmental and non-governmental actors in Europe both because they shared the view that more European involvement was necessary to the success of the CD.

[8] See Annex 3 to read the full Appeal.

- **The inclusion not only of traditional NGOs, but also of academia, political foundations, and political parties in the Non-Governmental Process**. Each sector has its particular expertise, contacts, work methods, and support to offer a non-governmental process, and civil society participation would depend on them all to be effective.

SECTION 2:
Building the Strategy
(2002-2003)

A. Designing the Process

1. Leading the Non-Governmental Process: Creating the Executive Secretariat

Over the course of the Ministerial Conference and the Non-Governmental Forum in Seoul in 2002, an understanding emerged that the Governmental Process needed to be strengthened and that non-governmental actors needed to organize themselves to coordinate their participation and produce input for the governmental discussion well in advance of the next Ministerial Conference.

It was clear that a central group of people responsible for coordination and organization, finding the funding for the process, and designing and implementing a strategy was needed to achieve these goals. It was decided that the civil society actors from Chile, the next Chair country of the Convening Group and host of the Ministerial Conference in 2005, would make up the coordinating team known as the **"Executive Secretariat"**.

This team was made up of Genaro Arriagada, a well known Chilean political scientist who has a distinguished political career in and out of government, Andrea Sanhueza, Executive Director of Corporación PARTICIPA, Pedro Mujica, Viviana Giacaman, Silvana Lauzán, Lea Sarles Newfarmer, and Kerry Hoeschen[9] from PARTICIPA. PARTICIPA is a Chilean non-governmental organization that began in 1991 to promote awareness of citizens' rights and voter registration in the plebiscite to determine whether Chile should have elections after 17 years of a military dictatorship. Since then, PARTICIPA has been involved in democracy promotion at the national, regional, and global levels, leading the Civil Society Follow-Up Process to the Summit of the Americas. In order to have the institutional capability required to coordinate a global process and the political capital necessary for making that process legitimate in the eyes of governments, it was crucial that the Executive Secretariat include the skills, capabilities, and contacts of both Mr. Arriagada and PARTICIPA[10].

---

[9] In general, two staff members worked at any one time with Ms. Sanhueza on the Non-Governmental Process. Pedro Mujica is PARTICIPA's Academic Coordinator, and played an important role in designing the process, coordinating the First Coordination Meeting in Lisbon, and participating in the Latin American Regional Workshop, the Final Meeting, and the Ministerial Meeting. Viviana Giacaman was the Project Coordinator from October 2003- August 2004, and was replaced by Silvana Lauzán, who was in charged of the coordination of the project since August 2004. Lea Sarles Newfarmer began working as the Project Assistant in November 2003 and Kerry Hoeschen worked in preparation for the Final and Ministerial Meetings from January-April 2005.

[10] For more information about PARTICIPA, please visit www.participa.cl.

PREVIOUS PAGE BLANK

Lessons Learned:

The Executive Secretariat needs people who have experience working with governments; people who have *worked inside government*, who understand its constraints and concerns and *have already established a prestigious reputation* in their dealings with public policy issues.

The Executive Secretariat needs people who have experience coordinating an international process; people who have experience *working with a variety of organizations from different countries*, have *connections with donors* and experience writing grant proposals, and who have the *institutional capacity* to maintain contact with others in different countries, work in English as well as their native language, and maintain a website.

The Executive Secretariat needs people who have a long-term vision for the process; people that understand both the limitations and possibilities of what can be done in the short, medium, and long terms.

2. Approaching the Chilean Government

When creating the non-governmental counterpart to a governmental process, it was crucial to develop a new relationship with the relevant governmental actors.

It would be impossible to achieve the objectives of the newly created Executive Secretariat without establishing a mutual trust in order to negotiate the terms of civil society participation that would give civil society participants more information about the decisions being made by the CD governments and the opportunity to contribute to those decisions.

One of the most concrete goals for the Non-Governmental Process (NGP) of the CD was to change the terms of participation in Ministerial Conferences so that instead of two parallel meetings that took place essentially independently of one another with minimum contact, there would be **one integrated conference**. In order to achieve this, it was critical that the newly created Executive Secretariat develop a working relationship with the relevant governmental actors, Minister of Foreign Affairs Soledad Alvear (2002-2004) and Minister of Foreign Affairs Ignacio Walker (2004-2006) and, on a more daily basis, the Director General of the Chilean Chancellery, Carlos Portales.

Both Mr. Arriagada and Ms. Sanhueza understood that while it was important that civil society actors remain independent of the politics of the governmental process, it was equally important that they be viewed as "legitimate actors" by the government. To make sure that Foreign Minister Portales and the other governmental representatives on the Convening Group took this view, the Executive Secretariat wanted to bring the government in at the early stages of designing a non-governmental strategy.

Fortunately for the Executive Secretariat, the Chilean Chancellery was already aware of some of the unsatisfactory results of the meeting in Seoul and was willing to think creatively about how to strengthen the process before Santiago 2005. This political willingness meant that the Chilean government not only made time to meet with Mr. Arriagada and Ms. Sanhueza but also made it clear that they thought that a civil society process could be an important contribution to the CD work and that he took their discussions seriously. The Chilean government met with the

Executive Secretariat to listen to the objectives of the nascent non-governmental process, comment on the initial ideas for a non-governmental strategy, and share thoughts on how the governmental process would proceed. This exchange of information was important because it allowed both sets of actors to understand the perspective and objectives of the other early enough to take those objectives into consideration when planning out their activities.

These initial meetings laid the foundation for what would develop into a relationship of mutual trust and communication, in which non-governmental actors were invited to present their progress and give their input on the issues before the Convening Group. The idea was not for government actors to pre-approve every item on the non-governmental agenda, but rather for them to be aware of the general and specific goals of the non-governmental actors and understand how the achievement of those goals could help strengthen the governmental processes.

Lessons Learned

Bringing key government actors into the discussion early on is critical to building the mutual trust necessary for successful communication and negotiation between the governmental and non-governmental sectors.

3. Working with partners to take the first steps – Crafting the strategy with key actors

After discussing their initial ideas with the Chilean Chancellery, the Executive Secretariat turned to some of the actors who had the most experience with the process, and in the spring of 2003 traveled first to the **United States** and then to **Europe** to develop the ideas into a clearer strategy. They felt strongly that the strategy must be built with the participation of **people with experience with the process, potential donors, and new partners in the process.**

During their visit to Washington, the Executive Secretariat hosted a meeting with representatives from the Council for Community of Democracies, an organization created to help support the work of the CD, the Democracy Coalition Project, Freedom House, the National Endowment for Democracy, the National Democratic Institute, and the International Republican Institute, among others.

A consensus was reached at the meeting that the Non-Governmental Process leading up to Santiago should focus on working with and influencing governments on issues related to democratic governance. There was also an agreement that the NGP must expand on the Seoul network to include both political parties and democracy promotion foundations. Participants agreed that in order to effectively influence governments, it would be necessary to create an interaction between the governmental and non-governmental processes that was both more integrated and more frequent than independent, parallel meetings every two years. There was also a consensus that participation of European governments and non-governmental entities would be imperative if the CD and its non-governmental counterpart were to succeed, an idea that had come out of the Seoul Meeting. European actors should include political parties, their international movements,

and political foundations. Participants also expressed a range of views regarding the Santiago Ministerial Meeting: some advocated that the non-governmental sector be represented by a smaller number of delegates who would meet in the same place as the Ministerial and be integrated into it; whereas others preferred a larger gathering, partially integrated into the Ministerial but with its own identity.

This meeting helped to clarify the steps that needed to take place in the upcoming two years and articulate some of the important short, medium, and long-term goals of civil society actors.

Few of the activities outlined in the non-governmental strategy, however, could occur without **funding**. Mr. Arriagada and Ms. Sanhueza visited the State Department, the Interamerican Development Bank, and the Open Society Institute to investigate the possibility of funding to start the process.[11]

Both the meetings with the Chilean government and with the partners in Washington helped generate support for a trip to meet with partners in Europe, a target region for action. With the support from the Chilean Embassy in Brussels and the Democracy Coalition Project, Genaro Arriagada and Andrea Sanhueza traveled to Europe to attend meetings in Germany, Great Britain, Sweden, and Belgium in order to introduce the process to relevant social and political actors and obtain funding for the strategy. Among the 26 institutions visited during this trip were the Westminster Foundation for Democracy (Great Britain), IDEA International (Sweden), Democratic Governance, the Swedish International Development Agency (Sweden), the Human Rights Foundation (Sweden), the Berstelman Foundation (Germany), the Frederich Ebert Foundation (Germany), the European Parliament (Belgium), and Europe Aid (Belgium).[12]

These meetings resulted in a heightened awareness of the Community of Democracies among European parliamentarians from different political parties, many of whom had never heard of the CD. The meetings demonstrated the need for the ES to continue outreach efforts towards European countries and the European Union in order to increase their involvement in the process. Although some of the partners that the Executive Secretariat met on that trip were very helpful, neither the support nor the funding that the ES had hoped for came through. It was agreed, for example, that the ES would submit a proposal for funding to the European Union. This proposal was ultimately turned down. The experience confirmed that engaging governmental and non-governmental actors would be a serious challenge for the NGP. The meetings in the United States and Europe were crucial to allowing experienced actors to reach an informed consensus about the next steps for non-governmental partners and identifying contentious issues.

---

[11] For more information about the results of these meetings, please see Fundraising in Section 4.

[12] For the agenda of the trip through Europe, see Annex 7.

B. The Strategy

After the trips to the United States and Europe, it was clear that an initial global meeting would have to be held with partners from a wide variety of regions to discuss the nascent non-governmental strategy in preparation for the 2005 Ministerial Conference in Santiago.

Although the non-governmental strategy evolved significantly from 2003 to 2005, many of the core objectives and activities of the original strategy remained unchanged. Below is the strategy, condensed and edited, as it was initially presented to partners at the first global meeting of the Non-Governmental Process in January of 2004.[13]

1. The Strategy presented in Lisbon

The general objective of the non-governmental strategy is to organize a participatory process for social and political actors that will promote the creation of a non-governmental counterpart of the Community of Democracies. This process will result in a high-level analysis of democratic deficits and concrete proposals for how to address them. The strategy aims to encourage non-governmental involvement in the CD beyond the Ministerial Conference in Santiago, promoting the conditions for ongoing civil society participation.

The specific objectives of the strategy are to:

1. Identify civil society partners from different regions that can support the non-governmental process.
2. Prepare a Democracy Framework Paper that considers democracy at the global and regional level and that can serve as the initial input for discussions and proposals.
3. Organize regional workshops to both discuss the Democracy Framework Paper and generate proposals of how to strengthen democracy.
4. Actively participate in the Ministerial Meeting of 2005, promoting opportunities for dialogue between governments and social and political actors and encouraging governments to incorporate the proposals in their Plan of Action.
5. Prepare a document that systematizes the results of the non-governmental process implemented for Santiago 2005, focusing on its challenges and achievements.
6. Create national constituencies to develop and implement a country-based strategy for the promotion of democracy.

Activities and Expected Results

To facilitate the strategy, the work is focused on the following regions: (i) Asia, (ii) Latin America, (iii) Middle East & North Africa, (iv) North America, (v) Western, Central and Eastern Europe, (vi) Sub-Saharan Africa, and (vii) Russia, the Balkans and New Independent States.

---

[13] To read the original strategy in its entirety, please see Annex 8.

1. **Creation of the Democracy Framework Paper**
   The goal is to define the most important democratic deficits at the global and regional level to contribute to the conversations among partners in the regions.
2. **Identification of regional partners from seven regions**
   Regional partners will include representatives from NGOs, unions, political parties, regional parties' networks, and other relevant actors. The Executive Secretariat will seek gender equality in the partners.[14]
3. **Outreach and information mechanisms**
   It is essential to produce information and outreach mechanisms that allow for communication among the participants and contribute to the dissemination of the process. The first mechanism to be put in place will be an interactive web site of the project, *www.santiago2005.org*, where participants will find updated information and will be able to contribute information about the process being carried out in their regions.
4. **Planning and Coordination meeting, Lisbon**
   An initial planning and coordination meeting for approximately 40 people from the seven regions, including civil society organizations, donors, and the Executive Secretariat will be held in Lisbon, Portugal on January 20 and 21, 2004. The goals of this meeting are to present the non-governmental strategy to participants, get feedback about the strategy, discuss participants' potential roles in the process, and assess the feasibility of working within the regions in preparation for the III Ministerial Meeting of the CD.
5. **Regional workshops**
   Seven workshops, one in each region, will be held between March and November of 2004. These workshops will be organized by regional partners with the support of the Executive Secretariat and will include a wide variety of stakeholders.
6. **Final Meeting of the participatory process in Santiago.**
   This meeting will be held in December 2004 to produce a final document with the proposals that will be presented to the CD community for action at the national, regional, and global levels.
7. **Influence the official negotiation process**
   The results of the preparatory process and the regional proposals will be presented to the governments so that they can be included in the final governmental declaration.
8. **Ministerial Meeting of the Community of Democracies in Santiago**
   The goal is to create a dialogue between governments and non-governmental actors through the latter's active participation in Ministerial Meetings.

---

[14] The initial strategy defined "regional partners " loosely, and invited those interested to participate actively in the process by working on the Democracy Frameworks paper, identifying "priority countries " in their regions where the democratic deficits were more urgent, participating in the first coordination meeting in Lisbon in January 2004, organizing regional workshops, participating in the final non-governmental meeting before the Ministerial conference, which was to take place in December 2004, contributing to the evaluation of the non-governmental process, and by keeping their governments informed of non-governmental organization. To see the complete strategy from December 2003, please see Annex 8.

9. **Systematization and evaluation of the preparatory process.**
The objective is to produce a report of the process that offers a comparative analysis of the proposals presented to governments and the agreed governmental Plan of Action that comes out of the Santiago Meeting.

10. **Creation and Reinforcement of National Constituencies.**
The goal is to identify countries that have the opportunity and the means to organize a National Constituency that defines national work plans for the Non-Governmental Process based on the agreements reached in the official meeting in Santiago, and can work with the Executive Secretariat of the next Ministerial Meeting.

11. **Final Report and passing the Secretariat to the next chair country.**
A final report of the process will be produced and distributed among the participants and the general public. This document will explain the strategies followed in the preparatory process, the results of the evaluation of the process, and the recommendations for future meetings of the Community of Democracies.

Target Actors and Impact of the Santiago 2005 strategy

TARGET ACTORS	EXPECTED IMPACT
Governments, international and regional organizations, the donor community.	1. Actors will receive updated and complete information regarding the multiple social and political actors working on democratization in their country, region and in the world. 2. The process leading to Santiago 2005 will provide extensive opportunities to discuss and analyse both different and complementary perspectives on democracy deficits and decide how to remedy the deficits. 3. It will generate the opportunity to participate in a dialogue with non-governmental actors that will generate concrete proposals. 4. Civil society activities will demonstrate that it is in the best interests of governments to build alliances and develop common positions on international policies relating to democracy and human rights promotion. 5. The process will lead to an evaluation of the progress toward implementation of the Warsaw Declaration and Seoul Plan of Action. 6. Governments will be presented with a solid set of proposals that they cannot ignore due to the importance and legitimacy of the process developed. It is expected that they will accept some of the civil society proposals.

NGO's, Political Parties and Unions	1. The process will reinforce networking and coordination among civil society partners and other key players in the realm of democratic politics. 2. It will increase mutual knowledge and will inspire an idea exchange of the best practices and lessons learned. 3. It will increase the knowledge of the mechanisms within multilateral processes and will develop opportunities and strengthen the capacity to influence the processes. 4. It will broaden the opportunities for productive dialogue between civil society and governments.
Political Foundations	1. The process will promote interaction with governments and other sectors with which they do not traditionally work in the development and advancement of the political proposals. 2. It will generate a joint reflection on democracy, whose results will be enriched by the different inputs generated by the different actors. 3. Reinforcement of the knowledge of the functioning mechanisms and processes within multilateral processes. 4. Increase information and analysis to help shape and coordinate donor strategies for democratization.
The Media and general public	1. Awareness of the process and of the main democratic issues it concentrates on. 2. Updated information regarding the process and the different countries involved. Special attention to the countries which are not participating and the reasons why, which will hopefully generate a debate on the state of democracy in the world. 3. Knowledge of the functioning mechanisms and processes within multilateral processes.

2. The Evolution of the Non-Governmental Strategy

Although some of the activities and definitions that are presented in this strategy were adapted to fit changing circumstances in the global and regional contexts, the **vision** of what role non-governmental actors should play in the Community of Democracies remained the same. The idea that non-governmental activities and advocacy should occur within the framework of an overarching **process** in preparation for the III Ministerial Meeting became a lynchpin of the non-governmental effort, changing the name from the "Non-Governmental Forum for a Community of Democracies" to the "Non-Governmental Process." The idea that this concerted group of non-governmental actors would act as a **counterpart** to the governments of the CD continued to be

an important aspect of the strategy, as is explained in detail in this publication.[15] The initial objective of generating **concrete proposals** for CD governments at the regional and global level also emerged as one of the most important contributions from the Non-Governmental Process.

From 2003-2005, all but one of the six initial objectives were achieved in much the same way they were initially envisioned, although in some cases, the focus sharpened. The idea of preparing a "Democracy Frameworks paper" that could serve as a high-level analysis of global and regional level democratic deficits was changed over the course of the preparation for the first global meeting of the Non-Governmental Process. Although the paper was written and discussed, the Executive Secretariat and others felt that in the spirit of decentralizing the process, it would be better for the analysis to come from the regional actors themselves.[16] Although the objectives of the regional workshops would later be clarified, they were a core activity for generating regional proposals, disseminating the process, and bringing in new actors.[17] Systematizing results of the process clearly continues to be important, and this publication addresses that objective.

The objective that changed the most was that of creating national constituencies to develop and implement a country-based strategy for the promotion of democracy. While it was acknowledged at the first coordination meeting that the strategy was very ambitious[18], only as the process began to develop did the challenges of the task become clear. Until Seoul only a few very well-connected civil society actors had participated in the Community of Democracies. As Section 4 and Section 5 of this publication explain, it became apparent that even having a workshop in each of the regions that could result in proposals and that was organized by regional coordinators that had experience with the CD process would be a real challenge and, if successful, a significant achievement. Although creating national constituencies of people aware of and involved in CD issues continues to be part of the vision of a successful non-governmental counterpart, it is a long-term objective.[19]

---

[15] For more details on how leaders from the Non-Governmental Process acted as counterparts to the governments of the CD, please see Working with political will (Section 2), the Global Issues Group (Section 4), and Negotiating civil society participation (Section 6).

[16] For more information about the process of identifying democratic deficits, please see the Initial Meeting in Section 3.

[17] For more information about the regional workshops, please see Section 5.

[18] See The First Coordination Meeting of the Preparatory Process in Section 3 for more information on participants comments on the strategy.

[19] The final non-governmental strategy can be found in the Diagram in Annex 9.

SECTION 3:
Bringing new actors to the strategy (January 2004 - October 2004)

A. The Initial Meeting: Planning Lisbon 2004

1. Identifying Partners

The First Coordination Meeting represented a critical step in the strategy–it was the first opportunity to increase the number of non-governmental actors involved in the process, introduce the non-governmental strategy to a wide range of stakeholders, and plan the work to be done in different regions. As a result of the global and ambitious nature of the strategy, the participants in the meeting had to be chosen according to specific criteria. The invitation process, then, needed to be as inclusive as possible while remaining focused on actors who were capable of contributing to the strategy's implementation.

The first task for the Executive Secretariat was to create a database of social and political actors from the seven different regions of the world where the strategy would be implemented: Asia, Europe, Latin America, Middle East and North Africa, North America, Russia and the New Independent States, and Sub-Saharan Africa.

The ES defined three criterion for determining which organizations should participate in the process:

- The organizations involved in the process should represent **different stakeholders**, such as political parties, NGOs, universities, political foundations, etc.
- They should **work on democracy-related issues** in their respective regions.
- They should be **active in more than one country**; that is, they should be part of networks of NGO or political parties, in order to incorporate the greatest possible number of countries.

Because the ES knew very little about actors in other areas of the world, they developed two strategies to identify other organizations: an internet search and identification of knowledgeable partners that could help them with this task.

The first strategy was employed to identify NGOs, and universities and academics centers, as well as to search for political parties.

To find civil society organizations that work on the issue of democracy, an internet search was used to identify forums, organizations, or international networks from various parts of the world. Once a list of possible organizations was compiled, the ES visited the websites of each one to learn about the organization's objectives, activities, and experience.

The ES also searched for political party networks in each region, attempting to cover the spectrum of ideologies. This was simpler than the search for civil society organizations because

PREVIOUS PAGE BLANK

political parties already have international networks organized, and tend to have informative websites with information in a variety of languages.

Although this helped to identify a few partners, the internet provided a large quantity of information, particularly regarding civil society organizations, but very little useful political and regional context. This made it difficult to determine which organizations were the most suitable for the process.

Given this challenge, the ES relied on the experience of our knowledgeable partners to help put together the database. The ES contacted people in various regions of the world who they knew to be informed about specific stakeholders or regions of the world. These sources provided both information about the organizations found through the internet and suggested new organizations that should also be included in the processes.

Some key sources in this search were colleagues from the Offices of the Democracy Coalition Project (DCP) in Washington and Brussels. From inside the ES, Genaro Arriagada contributed important information about political parties and their networks, particularly in Latin America.[20]

As mentioned before, colleagues from different offices of DCP suggested the names of individuals and civil society organizations that had extensive experience with the promotion of democracy in their regions. The ES informally contacted these people and organizations to let them know about the process and invite them to participate. In other cases, people suggested by these partners in turn became important sources of information, which helped to achieve a better understanding of the various sub-regions of the world and the organizations in each one. With this support, the ES put together an invitation list.

Still, there were significant barriers to making the database as complete as the ES would have liked. These barriers were especially evident in attempts to identify groups in the sub-region of southeast Asia. Our partners did not have much information about this region of the world, and, given the language barriers, it was very difficult to identify and include organizations from this subregion. A different type of problem arose in attempting to include representatives from unions that were interested in the process. Although there are international networks of unions, none appeared to see the connection between protecting workers' rights and strengthening democracy at the national, regional, and global level.

In the end, the ES decided to work with the organizations that had already been successfully contacted and leave the further efforts to actively include representatives from hard-to-reach regions or stakeholders for a later date. It was decided that in the course of future activities, new organizations would come to light, and that it made sense to focus more on these more difficult areas in the future.

Eventually, a database was created that had an approximate balance among the different regions. A total of 70 participants were invited and 38 people from five regions participated. Of those that eventually accepted the invitation, the Americas were most heavily represented; the least-represented regions were Africa, with two participants, and Middle East and North Africa (MENA), with three.

---

[20] It was thanks to Mr. Arriagada's efforts that the ES was able to contact the International Christian Democrats, the International Liberals and the International Socialists.

There are two explanations for the disparate levels of regional representation: One is that the ES, located in Chile, has more contacts in the Americas; the other is that two organizations from Africa were unable to attend because of various problems obtaining visas for Portugal. The lesson learned from this experience was that invitations must be sent earlier to take into account the long procedures that are required for visas in some countries. The Executive Secretariat worked with the Portuguese Embassy in Santiago to help obtain visas for these participants, but was unable to procure visas within the short time available.

Among the diverse stakeholders that were invited to the meeting, many more civil society organizations (29) accepted and attended than political parties (four), political foundations (four) or international organizations (one).[21]

Since the beginning of the process, political parties and foundations have not participated actively in the NGP. Despite the active efforts of the Secretariat and other partners, it has not been possible to integrate them into the process in any more significant way. This could, in part, be explained by a certain distrust that often exists between political parties and civil society organizations in various regions of the world. It may also be explained by the fact that each type of stakeholder generally only moves within its own sphere, with its own agenda items and perspectives. Ultimately, the ES was most successful in reaching a wider variety of stakeholders to participate in the process when the invitations and encouragement to participate came from not only the Secretariat but also from individuals with special connections to those stakeholders.

2. Goals of Lisbon: Planning the Agenda[22]

When the ES began the process of defining the objectives of the non-governmental strategy, the initial idea was to follow-up on the governmental commitments from Seoul. This approach was later ruled out because the commitments from the Seoul Plan of Action were too broad and it would be difficult to measure progress in concrete terms. There was also a feeling that the Non-Governmental Process should be based more on the experience and priorities of the partners from each region.

The general objective of the meeting was to discuss the non-governmental strategy in preparation for the III Ministerial Conference of the Community of Democracies with a group of social and political actors from different regions. The goal of this discussion was to identify counterparts to develop regional activities and coordinate the formulation of regional proposals and recommendations to the governments that would gather in Santiago in 2005.

---

[21] The participant list can be found in Annex 10.

[22] See Annex 11 for the Lisbon Meeting Agenda.

Specific Goals of the First Coordination Meeting

1. To introduce the Community of Democracies process, both the governmental and non-governmental efforts.
2. To learn the objectives, scope of action and activities of the participant's institutions.
3. To present the non-governmental strategy for Santiago 2005, assessing funding opportunities and constrains for its implementation.
4. To define regional democratic deficits and agree on 2004 activities at the regional level
5. To establish next steps based on the results of the discussion.

In effect, the strategy for preparation for the Ministerial Conference in Santiago would be defined by the perspective and priorities of the non-governmental actors in each region.

Two documents were prepared for the participants in the First Coordination Meeting in Lisbon. One, the democracy framework paper, focused on the substance of major democracy-related issues. The other presented the non-governmental strategy (see Section 2).

These documents were distributed to the participants prior to their arrival in Lisbon and again at the start of the meeting, in conjunction with background documents such as the Warsaw Declaration and the Seoul Plan of Action, in Lisbon.[23]

B. The First Coordination Meeting of the Preparatory Process

1. What happened during the Meeting

The meeting was held at the Institute for Political Studies of the Catholic University of Portugal, in Lisbon, between January 19th and 21st of 2004 and was attended by about 35 people.

The meeting was opened by Genaro Arriagada and Andrea Sanhueza, President and Executive Secretary, respectively, of the Executive Secretariat, and Joao Espada, Director of the Institute for Political Studies of the Catholic University of Portugal, who explained the main objectives and the agenda of the meeting. Following their introductions, participants introduced themselves and their organizations.

The objective of first panel was to present an **overview of the Community of Democracies.** Richard Rowson, from the Council for a Community of Democracies, presented the governmental process and moderated the panel. Yuri Dzhibladze from the Center for the Development of Democracy and Human Rights and Claudia Caldeirinha from the Democracy Coalition Project spoke about the non-governmental activities that have taken place in the context of the Community of Democracies.

[23] The report on democratic deficits "Democratic Challenges in a Contemporary World" can be found in Annex 12. The complete strategy as originally presented can be found in Annex 8.

The members of the panel spoke about the importance of the Community of Democracies as a governmental forum with the capability and scope to intervene in cases of democratic failure. The panelists highlighted the fact that both the Warsaw Declaration and Seoul Plan of Action provide key reference points and principles that civil society should use to hold governments accountable, but criticized the lack of commitment demonstrated by some governments to uphold and implement those principles.

With respect to the Non-Governmental Process, the panelists felt that it was important to address the frustrations voiced during the Seoul Non-Governmental Forum in 2002, and stressed the importance of organizing non-governmental participation in the CD with enough time to truly influence the Ministerial Conference. They explained that defining a clear non-governmental counterpart to the CD governments was critical to making advocacy more effective and moving the progress forward.

The second panel, facilitated by Pedro Mujica from the Executive Secretariat, began with the presentation "**Democratic Challenges in the Contemporary World**" by David Altman, from the Catholic University of Chile. António Pinheiro Torres and Maria do Rosário Carneiro, Congressman and Congresswoman of Portugal, respectively, commented the paper, along with Ozias Tungwarara, from IDEA International and Luis Alvarado from the International Socialist.

Altman's presentation stressed that the conceptualization and promotion of democracy is extremely difficult and controversial. He explained that it is important to see competition and participation not only as basic rights of citizens but also as indicators of the quality of a democracy. He advocated assessing the quality of democracies by assuming that high quality democracies are those that are competitive and participatory. Altman also explained while that "formal" democracies are flourishing worldwide (more than sixty per cent of regimes worldwide are democracies), the quality of some of those democracies is sometimes very poor.

The panel responded to Altman's presentation with ideas that were then discussed by the group as a whole. Some of the ideas that emerged in this discussion included: it is important to promote the transparency of electoral processes; political parties and political institutions must be strengthened; there is a serious lack of participation and representation of women and minority groups; new indices and measurements are necessary to effectively assess progress in democracy; there is a need to strengthen civil society; it is essential to encourage democratic culture and education in order to reaffirm the universal character of democracy; it is important to ensure that democracy governs the market rather than allow the market to govern democracy; and it is essential to clarify the relationship between democracy and quality of economic development.

The third panel was moderated by the Executive Secretary, Andrea Sanhueza, with the main objective of **presenting the non-governmental strategy** and its current status, and gathering suggestions and comments in order to improve it. Participants were supportive although they acknowledged that the strategy was ambitious and urged both the Secretariat and other partners to focus on working towards concrete results. Many participants were especially glad to see the emphasis on work done at the regional level and added that further discussions in each of the regions would be necessary to identify the democratic issues. They felt that both NGOs in the

region and regional organizations should also be able to take on some of the burden of fundraising. Participants also talked about how important they felt it was to get inputs from other forums, such as the International Conferences of New or Restored Democracies (ICNRD) and the World Movement for Democracy. They felt that the Non-Governmental Process could be an important source of support for democratic activists.

On the morning of January 22nd, the meeting divided into **regional working groups** which attempted to answer the following guiding questions:

1. What are the major democratic deficits in your region?
2. In light of these democratic deficits, what can be done in your region during 2004 in preparation for the Community of Democracies meeting in Santiago 2005?

Although there were initially seven regions in the strategy (Europe, Russia and the Newly Independent States, the Middle East and Northern Africa, Sub-Saharan Africa, Asia, and the Americas), the small number of participants representing Russia and the NIS made it more useful to combine the regional working groups of Europe with Russia and the NIS. This changed definition in regions would remain through the III Ministerial Conference in 2005.

The following is a brief summary of each group's work, as it was initially presented during the meeting:

Europe, Russia, Balkans and NIS

Given the vast diversity of Europe and Russia, the regional working group first divided the territory into three subregions and attempted to define the major deficits per region (not arranged in order of importance):

Central & Eastern Europe	Western Europe	Russia & NIS
Corruption	Alienation from national political parties, lack of transparency of the political process at EU level	Crises of democracy: authoritarian personal power regimes (backed up by constitutional changes)
No (enforcement mechanisms of) Rule of Law	Lack of institutional mechanisms of participation	Dismantling of democratic institutions, subordinating parliament & judiciary
Lack of a democratic culture	Discrimination/exclusion of different groups (ethnic, gender/ women, migrants, non-citizens)	Weak political parties/party systems
Lack of transparency & accountability	Lack of ethical standards for the media (1. strong influence of special political/economical interests 2. governmental complacency/inaction: Berlusconi-ism)	Strong influence of military & security services

Discrimination/exclusion of different groups (ethnic, gender/women, migrants, non-citizens)	Lack of institutional support for civil society	Manipulated & fraudulent elections
Lack of independent media (1. strong influence of special political/economical interests 2. governmental complacency/ inaction)	Lack of women representation and participation (Southern Europe)	Lack of independent media (1. strong influence of special political/economical interests 2. governmental complacency/ inaction)
Weak political parties/party party systems		Corruption
No strong civil society		Civil society organizations under attack

Common Democratic Deficits (note: The intensity of these problems greatly vary within the region.)

1. *Discrimination and Exclusion of people* (gender/women, race, ethnicity, and non-citizen status);
2. *Corruption* (lack of transparency and accountability);
3. *Lack of Independent Media* (strongly influenced by political and economic special interests, with the complacency and inaction of governments);
4. *Weak political party systems and a lack of representation of public interests*;
5. *Democratic Crisis* (the backslide of democracy in Russia and the NIS, the dismantling of democratic political institutions and authoritarian regimes);
6. *Lack of European governments and NGOs in global initiatives like Community of Democracies process*

Work Plan:

1. The regional working group will work to have governments address these six common democratic deficits in Santiago 2005 and work with the Executive Secretariat to look at regional commonalities and include them in the collective documents for the NGO meeting in Santiago in March of 2005.
2. The regional working group will also use common opportunities to meet, disseminate information about the CD, and identify potential helpful regional allies at five upcoming regional conferences to occur between March and November 2004.

Middle East and North Africa

The participants in the MENA working group identified the following democratic deficits:

1. *Political Systems;* operate on a principle of excluding women, poor people, and illiterate people from participation and decision-making. This exclusion contributes to radicalism and fundamentalism.

2. *Laws and Regulations;* absence of laws that allow for free and fair elections, and that protect and independent media, individual rights, particularly women's citizenship rights, and the right of association. Laws protect the system and give the Executive unlimited authority. There is a lack of implementation of laws that protect and include people.
3. *Absence or Weakness of Civil Society;* regimes prevent the development of civil society. Two competing forces are operating in the Arab world: 1. civil society (either as individuals or in groups) is calling for a change in regimes; 2. governments using the rhetoric of political change make only superficial changes. Government movement is moving at an accelerated pace, while civil society, facing more challenges, is moving more slowly.
4. *External Elements;* for example, the occupation of Palestine has been used as an excuse not to implement democratic change. External elements such as disputes between countries have also interfered with democratic changes. Democratic changes should come from inside the country rather than from external elements.

Work plan:

1. The regional working group will invite other people and groups in the region to participate in the process, taking into special consideration the inclusion of women. It will work to inform regional activists about the Community of Democracies, creating an awareness of and getting support for the meeting in Santiago 2005. It will also seek to make contacts with governments in the region, as well as with the Arab League, and attempt to incorporate some of the work of the Community of Democracies into the Arab League agenda.
2. The regional counterpart will use six upcoming regional meetings as a chance to meet and promote the Community of Democracies.

Sub-Saharan Africa

The participants identified democratic deficits in the following areas:

1. *Political Parties;* strengthen political parties, education, internal democracy and integration with civil society
2. *Elections;* electoral systems often need revision, lack of credibility of electoral processes
3. *Governance;* lack of accountability and transparency, corruption
4. *Government relationship to opposition and civil society*
5. *Security* lack of civilian control over the military, conflicts that make it extremely difficult to improve democracy in the region

Work Plan:

1. The regional counterpart identified two central goals: a) Promote ongoing international networking between groups and individuals in civil society in order to share information and best practices;and b) Influence governments, for example, in the ways that they relate to civil society, or the ways that the governments treat the key issues defined by the regional group;
2. The regional counterpart will attempt to broaden the representation of civil society for Santiago 2005;

3. The group agreed to organize a regional meeting in August-September 2005, with the aim to prioritize issues and establish concrete proposals.
4. The regional counterpart will orchestrate outreach for the project in two different meetings scheduled in early 2004: the World Movement for Democracy meeting in South Africa and the Civicus Global Meeting in Botswana.

Asia

Participants defined the following priority democratic deficits:

1. *Lack of Access to Information and Free Media:* the government should provide citizens with better information about laws, politics, and decision-making processes.
2. *Inability of Civil Society to Function Freely:* government intervention represses civil society.
3. *Security*: the need for security is often used as a pretext to curtail civil liberties. Security issues range from the rise of militarism, impunity, a national security syndrome to festering ethnic conflicts some of which having religious undercurrents.
4. *Need for Civic Education:* to promote democracy.

Work Plan:

1. Expand the working group representing Asia to include representatives of Northern and Central Asia.
2. Contact other sub-regional organizations to have a sub-regional meeting in 2004.

The Americas

The members of this group discussed democratic deficits in the following four areas of work:

1. *Inconclusive Citizenship* (partial rule of law causes a weak citizenship)
2. *Democratic Institutions* (political parties, parliaments, electoral systems, and decentralization mechanisms must be made more transparent at the intra-national level)
3. *Relation between Democracy and Development* (inequity in Latin America)
4. *International Dimension*: (asymmetries in size and power of nations; increasing capacity of trans-national companies to influence State sovereignty)

Work Plan:

The regional working group defined the following objectives:

1. To strengthen the preventive nature of the Inter-American Democratic Charter
2. Encourage governments to develop a Democracy Caucus at the United Nations and other multilateral institutions.
3. Work to raise funds to strengthen democracy and contribute to the process (global fund)
4. Improve the Ministerial Conference invitation process to make it more transparent and more effective as a tool for encouraging credible democratic reforms.
5. CD should take into account the quality of the democracy of its members, and civil society organizations should have a role.

In an effort to engage the Portugese government in the **Closing Ceremony**, the main results of the meeting were presented to the Convening Group government, represented by Dr. Jose Moreira da Cunha, from the Ministry of Foreign Relations, and to the Ambassador of the Republic of Chile, Mr. Manuel José Matta, representing the Chilean government, which is the chair country of the next Ministerial Conference.

2. Initial evaluation of the meeting

The meeting produced two concrete immediate results:

1. Democratic deficits were established for each region. This input would later be key to the organization of regional workshops and the development of proposals.
2. Regional work plans were formulated that laid out upcoming activities and events in each region, during which participants could disseminate information and contribute to the Non-Governmental Process.

As part of the meeting, the participants were asked to fill out an **evaluation of the meeting**, ranking the different panels and work panels from very good to poor. Participants were very satisfied with the panel reviewing the background of the Community of Democracies many thought the panel discussing main democratic deficits was a useful way to begin. The most important panel for many of the participants was the discussion on the non-governmental strategy for Santiago 2005. Many of the participants thought that the best thing about the meeting was the group itself, and particularly appreciated the diversity of nationalities and personal experiences. The opportunity to meet each other and make connections was often cited as the best part of the meeting, as were the regional working groups. Participants commented on the democratic and interactive nature of the meeting's organization, and wrote about the efficiency and friendliness of the Executive Secretariat. The majority of participants felt that the meeting was not long enough to delve as deeply into the issues as they would have liked.

After the meeting, the Executive Secretariat prepared a report that was sent to all participants, along with the corrected strategy with the agreed upon changes. The Executive Secretariat contacted the participants from each region to begin implementing the work plans and planning the regional workshops. As "Looking for Leadership in the Regions" in the next section explains, this follow-up was difficult and often frustrating.

Lessons Learned:

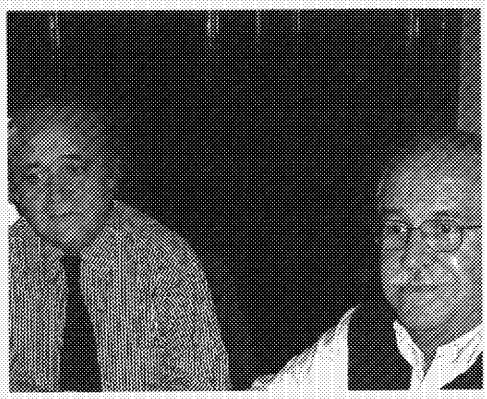
It is now clear that more time was necessary in order to organize the meeting. There should have been a more exhaustive investigation to contact the most appropriate civil society and political party actors in each region, and organizations from the political world should have been incorporated from the beginning.

It was initially decided to have the conference in Lisbon to involve Europe in the process and to acknowledge Portugal's role as a Convening Group government. But neither the Executive Secretariat nor the partner in Portugal set aside enough time to develop this relationship and ensure substantial participation by the Portuguese government.

Despite these disappointments, of the 38 participants in the Lisbon meeting, 20 continued in the process and attended the Santiago meeting.

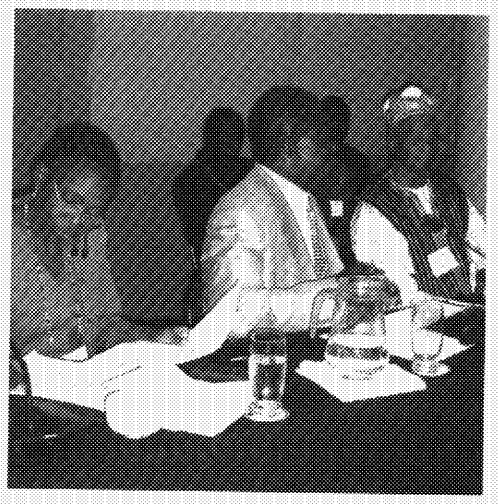
Dick Rowson (CCD, USA) and Claudia Calderinha (DCP, Portugal)

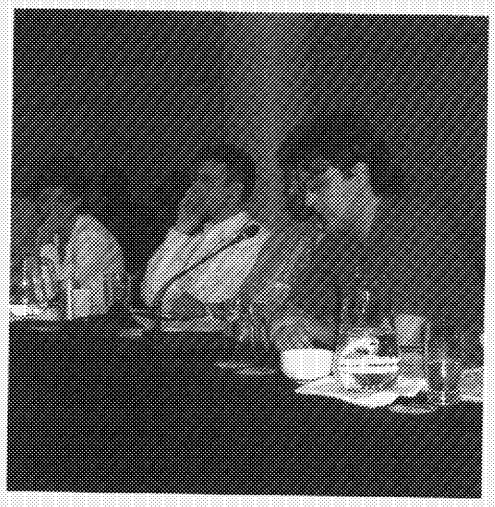
Yuri Dzhibladze (Russia), Claudia Calderinha (DCP, Portugal) and Riad Malki (Panorama, Palestina)



Genaro Arriagada (Executive Secretariat, Chile) and Gabriel Murillo (Univ. de los Andes, Colombia)

BEST AVAILABLE COPY





Participants in the Third Meeting of the World Movement for Democracy, Durban, South Africa, Feb. 2004

BEST AVAILABLE COPY

SECTION 4:
Progress at the regional and global levels. (June 2003 - September 2005)

A. Outreach efforts

The Executive Secretariat developed an outreach strategy focused on raising awareness of and participation in the Community of Democracies. The idea was to present the CD as a process to strengthen democracy that would allow new partners to make progress on the democracy agenda in their regions.

These outreach objectives were achieved through two central mechanisms:

1. Organization and/or participation in discussions, seminars, and panels in different events worldwide.
2. Mass distribution of information about the Community of Democracies through a newsletter from the Executive Secretariat, the webpage of the Non-Governmental Process (*www.Santiago2005.org*), and a brochure presenting both the governmental and non-governmental processes.

1. Attending international events to disseminate the CD Process

Dialogue on Democracy, the United States, June 2003.

On June 5-6 2003, Mr. Genaro Arriagada and Ms. Andrea Sanhueza attended the Dialogue on Democracy in Miami, Florida hosted by the U.S. Government, which brought together governmental and non-governmental representatives from seven African countries, seven Latin American and Caribbean countries, the Organization of American States, the African Union, South African Development Community, and numerous U.S. non-governmental organizations. The objective was to review regional democracy efforts and discuss the role regional organizations and democracies can play in protecting and promoting democracy. The Dialogue was an important opportunity for the Executive Secretariat to make connections with potential participants in the Non-Governmental Process.

World Movement for Democracy, South Africa, February 2004.

As part of a joint effort between World Movement for Democracy and the non-governmental process for the Community of Democracies, Ms. Andrea Sanhueza, Executive Secretary of the ES, Ms. Viviana Giacaman, the former Project Coordinator, and Mr. Genaro Arriagada, President of the ES and a Steering Committee member of the World Movement for Democracy, were invited to

attend the Third Assembly of the World Movement for Democracy in South Africa on February 1st-4th, 2004, to present the Non-Governmental Process. [24]

The workshop "The Non-governmental Process for the Community of Democracies, Santiago 2005: promoting Regional Dialogues among Governments and Civil Society" was hosted by Democracy Coalition Project (U.S.A.) and the Executive Secretariat for the Non-governmental Process (Chile) on February 4th, 2004 and was attended by approximately 50 people.

The objectives of the workshop were to introduce the CD process and to discuss the main challenges facing the NGP.

This workshop represented the first joint activity of the Non-Governmental Process and the World Movement for Democracy. Given that the WMD gathers a variety of stakeholders together to promote democracy,[25] there is significant overlap in the agendas of the two civil society processes. Like Mr. Arriagada, some of the WMD Steering Committee members were among the most involved in the creation of the Non-Governmental Process. This meeting was considered and important follow-up to the Lisbon meeting (see Section 3) as many of the same people would be present and as many of those attending the Durban meeting were among the "target audience" of the Non-Governmental Process.

Enhancing the European Profile in Democracy Assistance, the Netherlands, July 2004.

The Institute for Multiparty Democracy organized the seminar "Enhancing the European Profile in Democracy Assistance" in the Hague, Netherlands. The seminar was attended by the main European political foundations and was held on July 4-6th.

The Executive Secretariat, represented by Ms. Sanhueza and Mr. Arriagada, attended the seminar and organized a side event: "The Non-Governmental Process for the Community of Democracies: A Global, Regional and National Approach for Democracy Promotion" in order to:

1. Present the Non-Governmental Process for the Community of Democracies, discussing its distinctive aspects such as the global and regional scopes of action and the participation of different stakeholders in the Process.
2. Discuss the role of civil society organizations and governments in development programs and democracy strengthening.
3. Discuss the potential role of Europe in the Community of Democracies process as a new framework for democracy promotion at the global level.
4. Analyze the European role in democracy promotion in Latin America, discussing its features and potential scenarios.

The seminar's speakers were Ms. Claudia Caldeirinha, who spoke on the European role in the Community of Democracies, Mr. Genaro Arriagada, who discussed "Europe and Latin America: Old and New Paths for Democracy Cooperation", and Ms. Andrea Sanhueza who presented the

---

[24] A complete report of the workshop is included in Annex 13.

[25] The World Movement for Democracy is a global network of democrats including activists, practitioners, academics, policy makers, and funders, who have come together to cooperate in the promotion of democracy. For more information, please see www.wmd.org.

Non-Governmental Process for the Community of Democracies and explained the unique aspects of the Process[26]. This meeting was an important chance to target the European political foundations that might be able to help support the Non-Governmental Process.

World Social Forum, Brazil, January 2005.

The Institute for Global Policy at the World Federalist Movement organized the panel **"Interlinking international processes of democratization: opportunities for civil society engagement",** on January 29th, 2005, as part of the World Social Forum being held in Porto Alegre, Brazil. The debate included actors from the UNDP, CIVICUS, Acción Ciudadana in Guatemala, and the Executive Secretariat, which was represented by Ms. Lea Sarles Newfarmer. She presented the Community of Democracies, both its Governmental and Non-Governmental Processes, and discussed the international movements that encourage democratization and civil society participation in those processes at the national and international level. This discussion was important as it helped highlight the different types of international processes that exist, their different goals and strategies, as well as the ways in which they compliment each other.[27]

World Forum for Democratization in Asia Biennial Conference, Taiwan, September 2005.

The first WFDA took place on September 15th- 17th, 2005 in Taipei, Taiwan and was jointly organized by the Taiwan Foundation for Democracy (Taiwan), Alliance for Reform and Democracy in Asia/ARDA, Alternative Asean Network on Burma/ALTSEAN, Forum Asia Democracy/FAD, and Initiatives for International Dialogue/IID (Philippines). The event was attended by over 100 overseas participants representing over 20 Asian countries. The general objective of the WFDA was to advance the democratic agenda in Asia. In that sense, WFDA served to reaffirm and validate the core values of Asian democrats and raise awareness of the work being done in the region to promote those values. It focused on concrete measures and strategies to assist the democratization process in Asian societies, and proposals for action plans that can achieve identified goals and targets. The Executive Secretariat was represented by Ms. Silvana Lauzán, who participated in the first plenary session, in the panel "Asia's role in Global Democracy Organizations" along with Amb. Enkhsaikhan Jargalsaikhan (International Civil Society Forum for Democracy) and Mr. Xiao Quiang (World Movement for Democracy). Ms. Lauzán presented the Governmental and Non-Governmental Processes of the CD. The WFDA ended with the adoption of the **Taipei Declaration on Democracy in Asia,** that contains a statement of values and principles, as well as a call to action, and represents the basic foundation of the WFDA process, and a two year WFDA Framework for Action.

2. Outreach tools

Given its global, regional and national character and the number of actors involved, it was essential that the NGP develop specific outreach tools to disseminate the Process and to promote

[26] Ms. Sanhueza's presentation can be found in Annex 14.

[27] For an agenda of the panel, please see Annex 15.

the democratic initiatives of its partners. These tools facilitated the dissemination of information among partners and target audiences and have served as a way of connecting partners and colleagues, as well as stimulating collective actions.

The Non-Governmental Process used two types of outreach tools: those that were used primarily to **disseminate the Governmental and Non-Governmental Processes** of the Community of Democracies and those that were used to **promote collective action** on specific issues.

Tools used to disseminate the CD:

Newsletter

During 2003-2005, a weekly newsletter was published by the Executive Secretariat. The main goal was to keep colleagues, regional partners, donors, and governmental contacts informed and aware of the progress and setbacks of the Process. It was helpful in making the Process more tangible, and keeping people in contact that could rarely meet in person.[28]

The Executive Secretariat was usually in charge of selecting the content of the newsletter, but sometimes other colleagues sent information for the ES to disseminate.

Lessons learned:

Generally, projects have different work loads over the course of their implementation and the information available is irregular. Throughout the Seoul to Santiago Non-Governmental Process, this meant that at times there was too much information to release in one brief newsletter, and two newsletters had to be sent a week, and at other times nothing significant changed. The Executive Secretariat almost always wrote the newsletter. It might have been a more useful and engaging mechanism if regional partners had contributed more information to the newsletter.

Web page

The Executive Secretariat created the web page *www.santiago2005.org* in order to keep partners and other relevant actors informed and involved in the NGP. The idea was to be able to advertise regional and global activities, publicize documents and publications, and raise awareness on urgent actions on democracy. It was also a way to help institutionalize the civil society process from Seoul to Santiago. In designing and updating the webpage, the Executive Secretariat was committed to making the website clear and easy to navigate.

Lessons learned:

Initially, the website had a "virtual office" for regional partners and the Executive Secretariat. The original idea was that partners would self-report on their activities and would play an active role in keeping the website updated. This type of unstructured mechanism, however, did not work well to facilitate communication about the relatively new NGP between loosely connected partners.

---

[28] For a list of newsletters, see Annex 16.

Brochure

The Executive Secretariat published a printed brochure to disseminate information about the Community of Democracies and describe the Non-Governmental Process in March 2004. The brochure answers the question "What is the Community of Democracies?", outlines "Principles as a Basis for Action: the Warsaw Declaration" and describes "The Seoul Plan of Action: the Second Governmental Step". It also explains the Non-Governmental Process for Santiago, its impact and scope, and describes the work plan leading up to the Ministerial Conference. The brochure included the names and contact information of the Secretariat and regional partners. The importance of a written brochure was to provide a simple explanation of the CD process that would help potential partners understand the CD easily and show them how to become involved. One thousand of these brochures were made and distributed at national, regional, and global events.[29]

Lessons learned:

The most important lesson to be learned from the brochure is how quickly it became out of date. The information in the brochure, particularly the information about the NGO strategy, provided dates for all activities. In practice, the process of fundraising was longer that originally anticipated, there was less initial leadership from the regions than had been hoped for, and the date of the Ministerial Conference was changed, all of which pushed back many of the tentative dates of the Non-Governmental Process. It also proved to be a mistake to include the names and contact information of the regional partners identified in Lisbon, because within six months some of those partners had become disengaged from the process and some new partners had taken up important leadership roles.

Tools used to promote collective action:

Urgent Action on Democracy Notifications:

When participants in the Non-Governmental Process contacted the Executive Secretariat about human rights violations or threats to democracy that should be disseminated and acted upon, the Executive Secretariat often included the information, petition, or call for action in the weekly newsletter and under the "Urgent Action for Democracy" portion of the website *www.santiago2005.org*. This type of call for action occurred, for example, when the crisis in Haiti took place in 2004, during the genocide in Darfur, Sudan in 2005, and when the bank accounts of the Arab Institute for Human Rights, an NGP partner organizations, were frozen for political reasons by the Tunisian government in 2005.

Letters for Democracy

There were also times when the Executive Secretariat believed that it was appropriate to support more direct action on issues brought to its attention by regional partners. For example, Genaro Arriagada, the President of the Non-Governmental Process, joined Madeline Albright and George Soros, among others, in lending his support to a request to Ambassador Carlos Portales of

[29] See Annex 17 for the text of the brochure.

Chile that the Convening Group adopt a statement calling for the immediate release of Daw Aung San Suu Kyi, a Nobel Peace laureate who was arrested in a government crackdown in May of 2003 and condemning the actions of the Burmese government.[30] Another instance was in July of 2003, when the Executive Secretariat joined 22 other representatives of governments, civil society organizations, international organizations, and political foundations in asking the Chilean government to work toward the establishment of a United Nations Democracy Group.[31]

Appeals to Convening Group Governments

There were moments when the most appropriate public statement was an appeal to the Convening Group governments to consider a particular issue. During the course of the II and III Ministerial Conferences, for example, non-governmental actors published appeals for governments to respect the principles and commitments established in the Warsaw Declaration and Seoul Plan of Action and to incorporate the most important non-governmental proposals into the governmental Santiago Commitments. These Appeals can be found in Annex 3 and Annex 30 respectively.

B. Looking for Leadership in the Regions

The Executive Secretariat was conscious that though the results of the First Coordination Meeting in Lisbon represented real progress, further commitment from existing and additional partners would have to be found in order to implement the non-governmental strategy and the work plans formed in Lisbon. The strategy included six regional workshops where participants would discuss democratic deficits identified in Lisbon and formulate concrete proposals that could be incorporated into the governmental commitments in Santiago.

Although regional partners had left Lisbon supposedly having established a work plan of activities and identified regional counterparts that would be responsible for implementing those work plans, the reality in the months after the First Coordination Meeting was that there was very little initiative taken from partners in the region beyond responding to the meeting report.

In order to make progress on implementing the strategy at the regional level, the Secretariat continued its work with those who had attended the Lisbon meeting, and also continued its effort to find new partners, with a special focus on the regions and stakeholders that had not been successfully incorporated into the Lisbon meeting, such as unions and political parties.

This new search was successful in cases like Southeast Asia, where Que Me: Vietnam and the National Endowment for Democracy offered a number of useful suggestions for future partners. Among these was the Taiwan Foundation for Democracy, the organization that would ultimately agree to co-organize and finance the regional workshop in October of 2004.[32]

---

[30] The complete letter can be found in Annex 18.

[31] The letter to Minister Maria Soledad Alvear can be found in Annex 19.

[32] See Regional Workshops in Section 5 for more information.

The **challenges in identifying partners** that would be willing to take a leadership role in the Non-Governmental Process were not the same in every region. In North America, for example, most of the U.S. partners had been involved in the CD since its inauguration in 2000, and some had even represented the U.S. government in Warsaw. The challenge in that region was not in identifying actors capable and motivated to lead the CD process, but rather in making sure that the knowledge and experience with the CD that these actors had was used in the most effective way possible to advance the non-governmental strategy in North America as well as at the global level.[33]

During this process of looking for partners that could take responsibility for launching the non-governmental strategy at the regional level, the Executive Secretariat was also looking for the funding required to make these activities possible. As the description in **Fundraising** later in this section and Section 5 on the regional workshops explain, this fundraising process was ongoing. Although the Secretariat was responsible for identifying and coordinating funding for the majority of the regional work, there were some partners in Asia, the Middle East, and North America that found their own sources of funding.

Initially, the lack of initiative from regional partners was discouraging, and it was not until October of 2004, ten months after the first meeting in Lisbon, that the regional workshops began to take place. Until November 2004, it seemed as though only five of the imagined six regional workshops would take place: Asia; Latin America; Europe, Russia and NIS; North America, and Sub-Saharan Africa.

The Asian regional workshop was the first to be organized. As explained above, the Taiwan Foundation for Democracy became involved with the Non-Governmental Process through Que-Me: Vietnam and the National Endowment for Democracy. The Taiwan Foundation for Democracy felt that the Non-Governmental Process reflected the TFD goals of promoting democracy in Asia. It also saw the NGP as an opportunity to engage both governments and other civil society actors in a dialogue about the activities, including the independence movement of Taiwan, that are going on in the region to address regional democratic deficits.[34] The Taiwan Foundation for Democracy was not only willing to organize the regional workshop, they were also willing to fund it, and this sped up the process of holding the workshop considerably.

In October of 2004, funding for the European, Sub-Saharan African, and Latin American regional workshops came through from IDEA International, the governments of the Czech Republic and Chile, and the Westminster Foundation, leaving the Executive Secretariat to work with partners in those regions to see who could organize the events.[35]

To plan the European regional workshop, the Executive Secretariat contacted a partner organization, People in Need, an organization from the Czech Republic that was very involved in

---

[33] For more information about how the experience of these partners contributed to this Process, please see Global Issues Group later in this section.

[34] Fore more information about the Taiwan Foundation for Democracy, please visit their website at *www.tfd.org.tw/english/HTML/0101.html.*

[35] For more information on this fundraising process, see Fundraising, later in this section.

the Seoul Non-Governmental Forum. People in Need suggested that although it was coming up quickly, the Forum 2000 conference: "The Role of the Civil Society in a Globalized World" [36], would be a good opportunity to hold a regional workshop. The idea was that the Non-Governmental Process should take advantage of the fact that the larger conference would be attracting potential CD participants to Prague at that time and that Forum 2000 could help the ES organize the event.

In Sub-Saharan Africa, the Executive Secretariat was put in contact with the Electoral Institute of Southern Africa (EISA) by IDEA International, who also co-organized the workshop. The Non-Governmental Process was attractive to EISA because of the similar goals of strengthening good governance and democratic values.

It was clear from the outset that PARTICIPA, as Executive Secretariat, would co-organize the Latin American regional workshop, and IDEA International and the Organization for American States agreed to co-organize it. These were important partners because they represented stakeholders outside of the traditional non-governmental organization network. The presence of the OAS was particularly useful because as a regional governmental organization, they are in a unique place to make sure that the proposals that came out of the workshops could be circulated among governments involved in the CD and taken seriously.

The Executive Secretariat found it very difficult to remain in constant contact with its partners from the Middle East and North Africa (MENA) to plan a regional workshop, and it initially seemed as though there would be no workshop. Then, in January of 2005, a regional partner from Palestine contacted the Executive Secretariat to say that the Euro-Arab workshop mentioned in the initial regional work plan constructed in the First Coordination Meeting, had, in fact, occurred in Lisbon, Portugal on December 10th and 11th, 2004. He reported that 31 representatives from non-governmental organizations, political parties, research centers and foundations from nine Arab countries and from six European countries attended the workshop that was co-organized by Panorama Center and the North-South Centre of the Council of Europe. The Executive Secretariat welcomed the information and circulated it among other non-governmental participants.

That same month, the Executive Secretariat learned of an NGP regional workshop that would take place on January 4th and 5th, 2005, in Doha, Qatar. This meeting would be organized by the Arab Institute for Human Rights, Freedom House and the National Commission on Human Rights in Qatar and would be titled, "The Role of Arab Civil Society in the Implementation of Democratization Efforts".

In the case of North America, although the partners were very committed and involved in the CD at the global level, they were slow to organize a workshop focusing on the democratic deficits in North America. It was not until the Council of the Community of Democracies (CCD), while participating in the European Regional Workshop, made it clear how unfortunate they thought it was that there was no North American regional workshop being planned, that regional partners began to think about who might be able to organize such a workshop and contacted Center for Democracy and Election Management at American University. A coalition was eventually formed

[36] For more information on Forum2000, please visit: *http://www.forum2000.cz/2004/index.php.*

between the Center, the CCD, the Center for American Progress, the Democracy Coalition Project, Rights and Democracy, and Alianza Civica to co-sponsor the workshop.

Ultimately, as explained in Section 5, all of the workshops planned in Lisbon took place, but it was a difficult and lengthy process.

Lessons learned:

Identifying potential partner organizations in the different regions was an inevitable challenge for the Executive Secretariat. as this process represented the first time that many of ES staff had worked in some of the regions outside Latin America. In order to overcome this challenge, the ES tried to contact existing networks and relied heavily the experience of its partners and their networks.

Another aspect of this challenge had to do with the necessity of keeping people engaged and involved in the process. Throughout this process, new people or institutions appeared and then, despite their professed enthusiasm, disappeared, precluding the possibilities of building stronger networks of CD partners at the regional level.

C. Fundraising

Fundraising has been one of the most important tasks of the Executive Secretariat. From Non-Governmental Forum in Seoul in 2002 onward, the Executive Secretariat and partners have identified sources of financial support for the First Coordination Meeting in Lisbon 2004, for regional workshops, for the outreach tools and staff time discussed in this section, for the Final Meeting in Santiago in 2005, for the publication of non-governmental proposals, for the participation of non-governmental delegates in the Community of Democracies Ministerial Conference in April, 2005, and for a systematization of the Executive Secretariat experience. Despite the success of these fundraising activities, "lack of financial resources" was cited by partners as being one of the main barriers for participation in the regional workshops and in the Final Meeting in Santiago.[37] This section explains the fundraising strategy of the Executive Secretariat and its results.

One of the important goals of the first trip to the United States and Europe described in Section 2 was to begin the process of fundraising. In the United States, Ms. Sanhueza and Mr. Arriagada met with the U.S. State Department to speak with the Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor. This conversation eventually resulted in an important grant to begin the Process that financed staff time, the creation of the website, the publication of the brochure, the logistics of the First Coordination meeting in Lisbon, and the commission of a Democracy Frameworks paper. Also on that trip, the Council for the Community of Democracies agreed to contribute some remaining money that it had raised in preparation for the Seoul Non-Governmental Forum.

[37] This information can be found in the Participatory Evaluation that was carried in October 2006 and is included in Section 8 of this publication.

In Europe, the Westminster Foundation for Democracy encouraged the Executive Secretariat to present a proposal to the Foundation for financial support of some of the regional workshops. The ES put forward a proposal and the Westminster Foundation agreed to help fun the regional workshops in Africa and Europe. The Executive Secretariat also met with several representatives from the European Commission who suggested that that the ES put forward proposals for the European Initiative for Democracy and Human Rights. In June of 2004, the ES, in conjunction with regional partners, presented two similar proposals for funding in Latin America and Sub-Saharan Africa, respectively. These proposals were not accepted.

In March of 2004, the Executive Secretariat contacted target governments through their embassies in Chile. This exchange was often a follow-up to previous meetings or conversations. The contact with the Swedish embassy in Santiago, for example, was a follow-up to the initial meeting that the ES had with the Swedish government in Stockholm in September. The Executive Secretariat initially made contact with the Foreign Commonwealth Office of the British Government during the World Movement for Democracy meeting in February, and then followed up with a letter to the British Embassy in Santiago. The letters to the embassies included information about the Community of Democracies and the Non-Governmental Process and requested an interview to discuss the possibility of collaborating with the embassy in the work being done at the regional or global level.

The governments contacted include:

- The government of the Czech Republic.
- The government of Poland
- The government of Finland
- The government of Portugal
- The government of Germany
- The government of India
- The government of South Korea
- The government of Spain

Of the embassies contacted at this time, only the Czech Republic responded positively, and agreed to help support the European Regional workshop in October of 2004.

In May of 2004, the ES put together a list of North American and European foundations[41], all of which were contacted, but none of whom responded positively.

From the outset of its meetings with the Executive Secretariat, the Chilean government expressed openness to the possibility of supporting the Non-Governmental Process. The government of Chile is a member of IDEA and gives a certain amount annually for the development of IDEA programs. The government suggested early on that the ES work with IDEA on the design and implementation of the regional workshops. The ES agreed and after a series of proposals and conversations, IDEA agreed to co-organize and help fund the workshops in Latin America and Africa.

Ultimately, the regional workshops were funded with the help of the following governments and organizations:

Region	Funding Source
Sub-Saharan Africa	Chilean Government IDEA International Westminster Foundation
Latin America	Chilean Government IDEA International Organization of American States
Europe, Russia, and NIS	Chilean Government Government of the Czech Republic Westminster Foundation
MENA	The Qatari National Committee on Human Rights, US State Department DRL through Freedom House, Human Rights Trainining and Information Center (Yemen) and the Arab NGOs Network for Development.
North America	Center for Democracy and Election Management, American University (USA) and Council for Community of Democracies (USA), and the Democracy Coalition Project (USA)
Asia	Taiwan Foundation for Democracy

As the Executive Secretariat was identifying and securing funding for the regional workshops, in May of 2004 it also began to look for funding for staff time, the non-governmental Final Meeting, and the two publications mentioned in the strategy: the publication compiling the non-governmental proposals and the publication systematizing the experience of the Executive Secretariat.

The Executive Secretariat contacted the following organizations with the following results:

- *The Organization of American States;* They agreed to finance the participation of the Latin American delegates in the Final Meeting.
- *The Open Society Institute;* They agreed to help finance the staff time to organize the Final Meeting and the travel and accommodations expenses of some of the participants.
- *The United Nations Development Program.* They did not agree to help support the participation of non-governmental delegates in the Final Meeting.
- *The National Democratic Institute.* They did not agree to help support the participation of non-governmental delegates in the Final Meeting.
- *IDEA International.* They agreed to help support the participation of non-governmental delegates in the Final Meeting.
- *The Taiwan Foundation for Democracy:* They agreed to fund the participation of delegates from Asia in the Final Meeting.

In November 2004, the US Agency for International Development agreed to finance the two publications, staff time, and a participatory evaluation of the process.

The Chilean Government also agreed to finance both the participation some of the non-governmental delegates in the Ministerial Conference and also agreed to support the process of transferring the Executive Secretariat to organizations in Mali.

D. Global Issues Group

By the spring of 2004, the dual objectives of the Non-Governmental Process –to be decentralized, focused on democratic deficits as identified by local partners, and capable of addressing the more "macro" issues of the CD process– began to compete for the attention of the Executive Secretariat and close partners. On the one hand, there was an obvious need to focus on fundraising and finding local partners to make the regional strategies work; on the other hand, the Ministerial Conference was approaching and non-governmental participants wanted to be able to affect some of the critical decisions that the Convening Group was making. In an effort to address these issues, some of the more experienced non-governmental actors worked with the Executive Secretariat to form a group that could formulate concrete proposals for **how to strengthen the CD process itself** before the window of opportunity to advocate those proposals and influence governments closed.

As regional workshops to raise awareness of the CD and bring in new partners to the work of the Non-Governmental Process were being planned, a group of non-state actors was formed to think critically about the governmental process and develop proposals for increasing its effectiveness. The group included representatives from the Democracy Coalition Project (USA), the Council for a Community of Democracies (USA), the Westminster Foundation for Democracy (UK), the Institute of Multi-Party Democracy (the Netherlands), and the Executive Secretariat (Chile).

Called the **"Global Issues Group"** because the group worked at a global rather than regional level, its members considered a number of specific issues including: a) Strengthening the democratic caucus in the United Nations; b) Clarifying criteria for the governmental invitation process; c) Making the Convening Group more democratic (e.g. mechanisms of rotation, participation, transparency of decision-making, etc); and d) Formalizing the participation of civil society actors in the CD process, especially regarding the format of the Ministerial meeting. The Global Issues Group researched these issues and published documents recommending certain courses of action for the governments.

One example of the type of work that the Global Issues Group produced was its **document on the invitation process** for the Community of Democracies. As part of its effort to help the Convening Group become more transparent and democratic, the Global Issues Group developed a set of criteria for invitation based on the "Criteria for Participation and Procedures of the Community of Democracies" that the Convening Group agreed upon in Seoul. This initial set of criteria was first circulated among the Non-Governmental Process participants and published on the website in June of 2004. The Democracy Coalition Project, in collaboration with Freedom House, collected feedback from participants and incorporated it into a final report: **"Country Assessments: Invitation Process for the Community of Democracies,"** which was published in December of 2004.

This report not only draws attention the invitation criteria established in Seoul, but also "examines events in thirty states over the last two years to determine whether each state meets the standards adopted by the Community of Democracies in Warsaw and Seoul for participation in the Community." Drawing on both a qualitative analysis and a variety of quantitative indicators (including the Governance Research Indicators from the World Bank, the Freedom in World Ratings by Freedom House, the Composite Indicators of Democracy 2000 from the Polity IV Project, the Bertlesmann Transformation Index—Political Transformation 2003, and the Inter-Parliamentary Union- Parline Database), the report assesses each country in light of the established criteria to determine whether it should be invited as a participant or an observer, or whether it should not be invited. This report was distributed to the Convening Group via email in December of 2004 and discussed at a Convening Group meeting in Washington.

The recommendations of this group on which democratic principles the CD should affirm its commitments, how the Convening Group should function, who should be invited to the Ministerial Conferences, and how the CD should support the process of reforming the UN, formed a very important part of the non-governmental proposals and continue be the basis of the outreach and advocacy efforts at the global level. As more participants have gained experience and knowledge about the way the Community of Democracies works, there has been a greater interest in participating in the kind of work that the Global Issues Group has done. Deciding how to make the discussion on these issues more inclusive is one of the upcoming challenges for the Non-Governmental Process.

Lessons Learned:

It is important that the mechanisms of the Process allow all partners to use their expertise and connections to their fullest extent. The **creation of the Global Issues Group** was a necessary step to make sure that non-governmental actors could have a voice in some of the important decisions, even though the voice was not necessarily "representative" of the entire group.

The Global Issues Group, as well as their proposals, should have been made an integral part of the regional workshops. Although the regional workshops had ambitious agendas (see Section 5), had real time been spent discussing these agendas, the group, and its proposals, a wider array of participants would have been able to have input at the global level and would have been better prepared for both the Final Meeting of the Non-Governmental Process and the Ministerial Conference.

SECTION 5:
Putting the Strategy into Action
(October 2004- February 2005)

A. Regional Workshops

1. The goals of the workshops

The Executive Secretariat believed firmly that the process needed to be as decentralized as possible, and that the proposals put forward to governments should come from non-governmental organizations working in the regions. The non-governmental strategy envisioned these proposals being formulated in regional workshops organized by local partners and attended by a wide range of political stakeholders, including non-governmental organizations, political parties, political foundations, and academia. The task of identifying regional partners who could organize the workshops and other partners that could fund the workshops proved to be a real challenge, as was explained briefly in Section 4. Ultimately, workshops were held in every region.

The **main goals of the workshops**, which were sometimes adapted in response to regional priorities included:

- Evaluating the progress and the limitations of democracy in its political, economic, and social dimensions, in light of the regional democratic deficiencies identified in the First Coordination Meeting held in Lisbon, in January 2004
- Making proposals related to the strengthening of democracy that could be presented to the member governments of the Community of Democracies in preparation for the Santiago Ministerial Conference;
- Encouraging a substantive dialogue among a diverse set of social and political actors to promote a greater mutual understanding for collaborative work on democracy building.

As explained earlier in this section, the proposals from the workshops served as the basis for discussion in the Final Meeting of the Non-Governmental Process in March 2005 and were then published in April 2005 under the title "Voices from the Regions: Non-Governmental proposals for governments of the Community of Democracies,"[38] and presented to governments for their consideration before the Third Ministerial Conference in Santiago.

[38] The publication is also available at *www.santiago2005.org* in the Library section.

PREVIOUS PAGE BLANK

The workshops were carried out in six regions:

1. Asia
2. Europe, Russia, and the NIS
3. Sub-Saharan Africa
4. Latin America and the Caribbean
5. Middle East and North Africa
6. North America

The reports and proposals from each regional workshop can be found in Annexes 21-26.

2. What happened in each region

a) **Asia**: 5-6 October 2004, Taipei, Taiwan
Co-Organizers: Taiwan Foundation for Democracy and Executive Secretariat
Funding source: Taiwan Foundation for Democracy

Around 35 members of NGOs, political parties, and political foundations in nine countries from the region attended the meeting. The Executive Secretariat was represented by Ms. Silvana Lauzán. Based on the democratic deficits identified in Lisbon in January of 2004, the proposals addressed the following challenges:

- Fighting against corruption (political corruption, bureaucratic corruption, the social environment of corruption);
- Promoting independent governance systems and accountability (the autonomy of the institutions, local government, national security);
- Strengthening civil society and public affairs (civil society development);
- Developing of democracy in closed societies.

This workshop was the first time that many of the participants had heard about the Community of Democracies. Most of the participating members welcomed the existence of the Non-Governmental Process and suggested that the scope of participation in the regions should be expanded to bring in more actors and make the Process more representative. The participants came from very different areas of Asia, and this geographical diversity allowed democratic actors coming from distinct political realities to deepen their mutual understanding and to look for ways to support each other's endeavors and promote consensus and solidarity.

Some participants suggested that the topics discussed could have been more focused. Although some participants appreciated the fact that the workshop was largely discussion, there was a feeling that it might have been helpful to begin with one or two speakers to help frame the discussions.

b) **Europe, Russia, and the NIS**: 17-19 October 2004, Prague, Czech Republic
Co-Organizers: Forum 2000 and Executive Secretariat
Funding source: Westminster Foundation for Democracy, the Czech government, and the Chilean government

Twenty-seven representatives from non-governmental organizations, political parties, and political foundations from 10 countries in the region attended the workshop. Ms. Andrea Sanhueza and Ms. Lea Sarles Newfarmer represented the Executive Secretariat. Participants focused their discussion on the regional democratic deficits that were identified in the first meeting of the Non-Governmental Process in Lisbon and, after discussing those deficits in the first panel of the day, decided to reframe their discussion around the following issues:

- Democratic crises, misuse of the fight against terrorism, and regional conflicts
- Lack of EU and member state involvement in global initiatives that promote democracy, like the CD process, and inadequate efforts to promote democracy assistance
- Weak civil societies, lack of democratic culture, and problems with democracy education
- Weak or non-representative political parties
- Lack of an independent media
- Discrimination and Exclusion
- Corruption and lack of accountability

A substantial number of the participants in the workshop were already very familiar with the Community of Democracies. This meant that while many comments went to the heart of the non-governmental strategy, participants who were new to the process did not always understand the finer points of the discussion. Still, in evaluating the workshop, participants said they were very impressed with the quality of discussion and also with the frankness and openness with which everyone spoke about the issues. Some participants expressed disappointment that there had not been more preparation time leading up to the workshop to narrow agenda points and increase the participation of other key stakeholders.

c) **Sub-Saharan Africa:** 22-23 November 2004, Johannesburg, South Africa

Co-Organizers: Electoral Institute of Southern Africa (South Africa), International IDEA and Executive Secretariat

Funding source: Westminster Foundation for Democracy, Government of Chile and IDEA International

Around 29 members of NGOs, universities, political parties, and political foundations of seven countries from the region attended the meeting. Ms. Andrea Sanhueza and Ms. Silvana Lauzán represented the Executive Secretariat.

The workshop was divided into sessions with panels on each of the major democratic deficits that had been identified in Lisbon at the first meeting of the Non-Governmental Process for the Community of Democracies. The sessions were:

- Political parties and civil society
- Electoral systems and the electoral process
- Governance
- Security and democracy

Among some of the ideas and proposals that emerged from this workshop were: regional election monitoring, using local and national monitors, should be established according to the

protocols and declarations of the African Union; regional organizations should take an active role in ensuring that constitutions are drafted and amended to serve the citizenry rather than the drafters of the constitutions; governments acknowledge that HIV/ AIDS action is necessary to establish the security and stability of government that is a precondition to democratic processes; and that government use of military and security forces for political means should be eliminated.

d) **Latin America and the Caribbean:** 13-14 December 2005, Santiago, Chile
Co-Organizers: International IDEA, Organization of American States and Executive Secretariat
Funding source: Government of Chile, Organization of American States and IDEA International

Thirty-six representatives from non-governmental organizations, political parties, and political foundations from 10 countries in the region attended the workshop.—Mr. Genaro Arriagada, Ms. Andrea Sanhueza, Ms. Silvana Lauzán, and Ms. Lea Sarles Newfarmer represented the Executive Secretariat. The discussion focused on the following issues:

- Economic aspects of democracy and development
- Social aspects of democracy and development
- Democratic institutions and governance
- Political reform and reform of the state
- Presidentialism, multi-party systems, and political stability
- Democracy and citizenship
- The media and democracy

The workshop was held in the offices of the UN Economic Commission of Latin America and the Caribbean (ECLAC), and participants clearly appreciated the show of support from both ECLAC and the Organization of American States. In their evaluations, participants seemed particularly pleased by the quality of the presentations, saying that they valued the diversity of perspective and the quality of dialogue. Some participants wished that some of the discussions had been more focused on producing proposals, but were very interested in the discussions on the relationship between democracy and development.

e) Middle East and North Africa: 4-5 January, 2005, in Doha, Qatar
Co-Organizers: Arab Institute for Human Rights, the Middle East Citizens Assembly Network (MECA) and Freedom House
Funding source: The Qatari National Committee on Human Rights, US State Department, Freedom House, Human Rights Training and Information Center (Yemen), and Arab NGOs Network for Development

Fifty participants, including 30 representatives of NGOs and institutions from 15 Arab countries and 20 representatives from Qatari civil society organizations attended the workshop. The Executive Secretariat was not represented.

The discussion focused on the following issues:

- Civil society's relation with political power in the context of democratic reform
- Peaceful transition of power

- Democratic culture; relationship between social agents and democratic reform issues
- Fanaticism, extremism, terrorism in connection with democratic reform and containment policies

Participants discussed the need to use democratic mechanisms to solve terrorist threats, violence, post conflict situations, and political persecution and commented on the way that threats of extremism and terrorism have also been used by governments to restrict democratic action. They lamented the fact that even the "official" democracies in the region have not yet become genuine democracies and urged governments to guarantee freedom of expression and undertake national action plans on human rights education.

In particular, the participants argued for a need to cultivate democratic culture in the region in order to counteract the influence of fanaticism and encourage government accountability and reform. Civil society mechanisms including education and media need to be used for the purpose of encouraging respect for rule of law, human rights, gender, religious and racial equality, and for the purpose of promoting peaceful dialogue between different actors in a democratic society. The participants expressed a desire enhance the ability of non-governmental actors in various Arab states to support each other's work. Participants suggested that regional governments and civil society organizations need to work cooperatively to promote democracy. The participants also articulated a need to ensure transparency in government procedures and peaceful transitions of power to opposition groups.

f) North America: 26 January, 2005, in Washington, D.C, USA
Co-sponsors: Center for Democracy and Election Management, American University (USA), Council for the Community of Democracies (USA); Center for American Progress (USA); Democracy Coalition Project (USA); Rights and Democracy/Droits et Democratie (Montreal); Alianza Civica (Mexico)
Funding source: Center for Democracy and Election Management, American University (USA) and Council for the Community of Democracies (USA), and the Democracy Coalition Project (USA)

The workshop was attended by representatives from non-governmental organizations, political parties, and political foundations from the three countries. Ms. Lea Sarles Newfarmer represented the Executive Secretariat.

The workshop had the following panels:

1. Democratic engagement, inclusion and transparency in Mexico
2. Democratic engagement, inclusion and transparency in U.S.A.
3. Democratic engagement, inclusion and transparency in Canada
4. Proposals to strengthen democracy world-wide

The participants in North America acknowledged that they represented a unique region in the sense that it encompassed only three countries and that two of those countries, Canada and the United States, are long-standing and deeply consolidated democracies and the third, Mexico, has undergone in the last decade a remarkable transformation toward democracy. Participants made it clear that while they did not view the three governments' democracies as seriously

threatened, there were still important steps to be taken in all three countries on issues such as: the criminal justice system, the election systems of each country, application of democratic values in foreign as well as national policy, the power of money in shaping electoral politics and decision-making processes, and loss of credibility among political parties.

The **proposals that came out of all six of the workshops** were discussed and finalized at the Final Meeting in Santiago. This material was the basis for the publication "*Voices from the Regions: Non-Governmental proposals for the Governments of the Community of Democracies.*"[39]

3. Broader lessons learned

The organization of the regional workshops, four of them co-organized with the ES, presented some common challenges:

Raising the necessary funding for the organization of the events

As was explained in Section 4, the Executive Secretariat was responsible for raising the funding for four out of the seven regional workshops. When budgeting a workshop, the ES asked donors to help fund airplane tickets, accommodations, food, workshop materials, the cost of reserving the meeting location, and staff time for the institution organizing the workshop. This was a challenging process that led to some difficult decisions. In the case of the European Regional Workshop, for example, it was unclear up until almost two weeks before the FORUM 2000 conference whether the Czech and Chilean governments would agree to contribute the necessary funds. This uncertainty made it much harder to organize the agenda, confirm panelists and participants, and prepare the background documents. Many of the participants commented on the difficulties the uncertain funding created. This example is representative of problems encountered working with governments that have long decision-making procedures, which are sometimes held up by political issues.

Identifying regional partners to be invited to the workshops

The list of participants from the First Coordination Meeting in Lisbon was the first resource for the organizers of the regional workshops. Those that had participated in the Lisbon meeting were already very familiar with the strategy and could support the workshop organizers as they explained the CD. Since most of the Executive Secretariat's strongest connections were to organizations and networks in Latin America, they relied on the experience of their regional partners to construct the invitation lists and tried to contribute by facilitating communication between different sets of partners.

One ongoing challenge for the Non-Governmental Process was incorporating a diverse set of stakeholders. It was particularly difficult to reach representatives of political parties and political foundations.

---

[39] "Voices from the Regions" later in this Section describes the process of compiling the final proposals in more detail.

Defining the meeting agenda

Although it was agreed that main goal of the regional workshops would be to formulate proposals on how best to address the democratic deficits identified in Lisbon, the agendas that were produced varied widely. Each region had its own approach to organizing the workshop, depending on how regional contexts and workshop participants had changed over the course of 2004. In the case of the North American regional workshop, for example, the democratic deficits identified in Lisbon had been defined for both North and Latin America as one region. However, many of the deficits identified characterized Latin America more closely than North America. This meant that the workshop agenda in North America brought up more "new" democratic issues than agendas in the other regions. The lesson to be learned is that the organizer of the meeting should devote real time to thinking about the agenda and sharing it among partners for feedback.

Dealing with logistics

The main lesson learned on this particular issue was that working out logistics took more time than expected. During the preparation for the workshops, for example, the difference in time zones slowed the planning process down considerably. The Executive Secretariat worked with partners that came from countries with very different cultures and norms including: beginning their weekends on Fridays instead of Saturdays, celebrating various national and religious holidays, and requiring lengthy procedures to acquire a visa. Levels of technology also varied widely among partners, some of whom could use their cell phones to check their email and others of whom could only reliably be reached by fax or by telephone.

Language issues also presented a challenge when dealing with logistics. Most of the work carried out by the ES was in English, but that presented a real obstacle to deepening awareness of and participation in the Non-Governmental Process at the regional and national level. This was one of the main barriers to participation that partners identified in the participatory evaluation (see Section 8). Given that it is impossible for the ES to speak languages in every region, additional resources for simultaneous translation in regional workshops and translation of informational materials might have helped expand the network of participants in each region.

Developing a methodology that generates concrete proposals from the regional workshops

In order to support regional organizers, the ES formulated a suggested methodology for the workshops. This was intended to help organizers focus the discussions on producing proposals for governments and also to make sure that all ideas generated in the workshops could be shared easily with other regions. This format made it much easier for the ES to compile proposals into a single publication.[40]

The methodology included the following suggestions:

- Each workshop should convene 30 to 40 participants

[40] "Voices from the Regions: Non-Governmental proposals ", April 2005, prepared by the Executive Secretariat, available at *www.santiago2005.org* and in Annex 29.

- The workshops should allow time not only for plenary sessions and panels, but also for smaller working groups encourage more focused discussion
- Participants should be encouraged to formulate concrete proposals for incorporation into a governmental document and avoid vague, general statements or opinions.
- There should be a Rapporteur in each panel of the workshop, responsible for taking notes on the discussions, proposals and agreements among participants
- Each workshop organizer should be responsible for putting together a workshop report that summarizes the discussions and highlights the proposals that emerged from the workshop

It is important to note that, except in the case of Asia, none of the reports, with proposals, were finalized during the workshops as originally planned. It took one or two extra weeks for the regional partners to put together a document that reflected all the contributions. In many of the discussions, participants did not make concrete proposals, but rather analyzed the democratic deficits or gave general statements for the direction governments should move in. An enormous effort, therefore, was made by the regional partners and the Executive Secretariat to glean practical proposals from the general comments. This was most successfully done in cases like the European regional workshop, which took place over two days. After the first day's discussion, the ES sat down with a few partners to record the proposals that had come out of that day's panels. The second day of the workshop began with a group revision of the proposals. This exercise served not only to correct the proposals from the first day but also to show participants what kind of input would be needed to finalize the proposals. The final versions of all of the workshop reports and proposals were electronically circulated among the participants of each regional workshop, in order to make sure that the contents reflected the ideas that came up during the meetings.

After the regional documents were approved, they were posted on the non-governmental web site and incorporated into the systematization of all the regional proposals.

Committing participants to the advocacy strategy

After the workshops, it was a challenge to keep participants involved and committed to the process. Participant involvement became critical as the need for regional and global advocacy work became more pressing.

The advocacy work was focused on presenting the non-governmental proposals to the governments for their consideration as they worked on the Santiago Declaration that would be signed by participating governments at the Ministerial Conference, in April 2005.

This goal was only partially achieved. In the future, those planning advocacy strategies should take into account the following ideas:

- advocacy actions need to be closely supported by the ES and the regional partners who organized the workshops;
- more planning is needed to assure that the advocacy work is successful. During the workshops significant time should be devoted to agreeing on specifically which governments should be contacted, at what time and by who;

- partners should identify funding possibilities for their advocacy work and allocate the additional time and effort necessary to successfully persuade their governments to consider non-governmental proposals.

The personality and position of the individuals doing the advocacy is also important. Ideally, participation by individuals that represent a variety of different stakeholders, not only civil society organizations, and who have connections with the government, would allow Process participants greater access and influence on governments.

4. Systematization of the proposals from the regions.

The last regional workshop took place in the last of January 2005–only three months away from the Ministerial Conference in April. In order to prepare for the Conference, the Executive Secretariat sought to compile and present the proposals from the two sets of activities that had taken place over 2004-2005: the regional workshops and the analyses from the Global Issues Group.

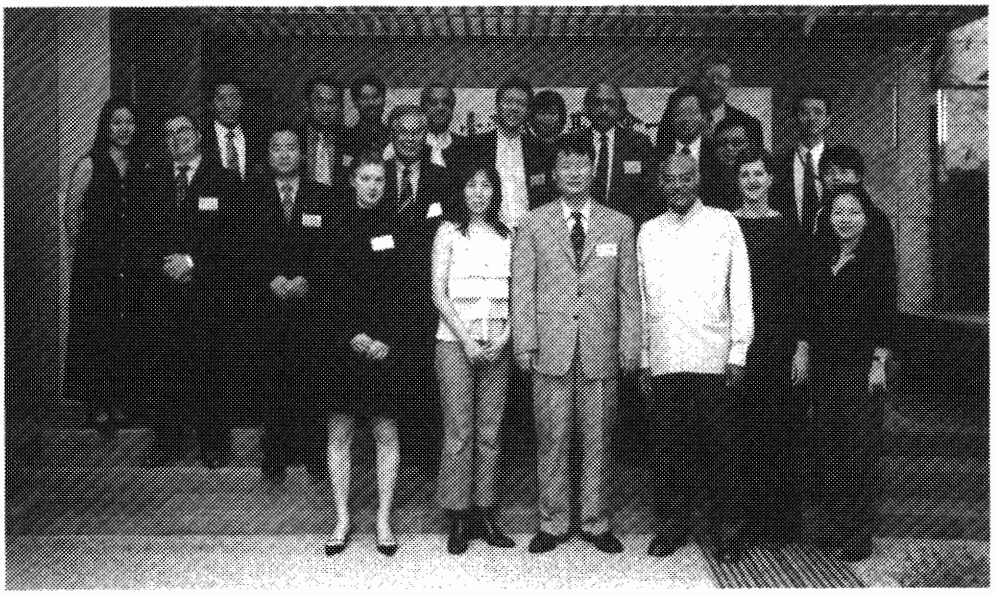
To begin the process of systematizing and prioritizing all the different proposals, the Secretariat did an initial analysis of the regional workshop proposals. The goal was to identify the "common democratic issues" that surfaced in all the regions and represented a core set of priority issues. The ES prepared a document for discussion that contained a comparative analysis of all the regional proposals and identified these common democratic issues:

1. International cooperation to promote democracy
2. Political systems
3. Corruption, transparency and accountability
4. Civil society
5. Human security

These proposals were called the "global proposals", since they referred to problems relevant to most regions, rather than to any one region in particular.

At first, it was not clear how to incorporate the proposals that came out of the Global Issues Group about the CD itself.[41] Even though the proposals related to the strengthening of the CD were not discussed in the workshops, it was agreed to include them at the start of the proposals, under the title "The International Community and Promotion of Democracy", because of their strategic importance for the development of the process. The compiled proposals were divided into five thematic sections discussing common democratic issues and then into six regional sections. This systematization of proposals, which became "Voices from the Regions", was prepared for discussion at the Final Meeting, where participants could finalize it.

[41] For a description of the work of the Global Issues Group, see Section 4.



Regional Workshop in Taipei, Taiwan, 5 - 6 October 2004

B. The Final Meeting in Santiago: Consolidating the process with a unified message

1. The Goals of the Final Meeting

The need for a "Final Meeting" that could consolidate the different regional and thematic efforts of non-governmental actors was apparent even in the first planning stages of the Non-Governmental Process.[42] The major challenge for the Final Meeting was to consolidate the activities that had been carried out in different regions by actors with varying levels of experience with the CD into one unified contribution from non-governmental participants.[43]

The meeting was divided into both plenary sessions and regional working groups. The plenary sessions were dedicated to the discussion of the common democratic issues identified in many of the regional workshops. The common issues, as discussed previously, were:

1. International community and promotion of democracy
2. Political systems
3. Corruption, transparency and accountability
4. Civil society
5. National security

The Goals of the Final Meeting:

1. Present the Community of Democracies Governmental and Non-Governmental Process.
2. Present and discuss proposals that addressed the common democratic issues across all the regions.
3. Refine and finalize proposals on those five issues.
4. Define what issues and which proposals should be emphasized in each region in preparation for the Ministerial Meeting.
5. Define issues and proposals to improve the CD process itself.
6. Agree on an outreach and advocacy strategy leading up to the Ministerial Meeting in Santiago.

2. The Final Meeting[44]

Inauguration

The Final Meeting began with an Opening Ceremony, held at 9:00 am on March 3rd in the auditorium of the Telefónica Building. Mr. Genaro Arriagada and Ms. Andrea Sanhueza, President

[42] See Section 2: Building the Strategy

[43] The agenda of the Final Meeting can be found in Annex 27 and the list of participants in Annex 28.

[44] The ES has hired an External Rapporteur, Jan Mortier, to help the ES take detailed notes of the Meeting and then put together a synthesis and analysis of the discussions that took place.

and Executive Secretary, respectively, of the Executive Secretariat conducted the ceremony. Mr. Ignacio Walker, the Foreign Minister of Chile, officially inaugurated the Meeting. The Foreign Minister extended a warm welcome on behalf of the Chilean Government to the civil society participants, who he commended as exemplifying the best of civil society. He noted that civil society has a basic role to play in the public arena and in particular in the international globalization process. It was in recognition of this, he explained, that the Chilean Government invited the Executive Secretariat and other representatives of the Non-Governmental Process to participate in the Ministerial Conference.

The Inaugural Panel, entitled **"Promoting and Strengthening Democracy at the International Level,"** was moderated by Ms. Jennifer Windsor of Freedom House and led by the following panelists; Mr. Jose Goni from the Socialist International Party of Chile; Mr. Gutemberg Martinez from the Christian Democrat Organization of America; Mr. Morton Halperin from the Open Society Institute / Soros Foundation and Mr. Roel von Meijenfeldt from the Institute of Multiparty Democracy. The panel discussed the fact that democracy as a political *modus operandi* can always be improved and that there is a need for the non-governmental movement to act as a monitoring process and as an agent for change.

Plenary Sessions

The CD: the Governmental and Non-Governmental Processes

In the first plenary session, Mr. Marcelo Díaz, from the Chilean Chancellery, and Ms. Andrea Sanhueza provided an overview of the Governmental and Non-Governmental Processes, the strengths of each Process, and the challenges that they each face. Mr. Diaz took the opportunity to go over the format of the upcoming Ministerial Conference with the participants. He also explained that the Convening Group met in Washington on the first of March, 2005 to finalize country invitations to the Ministerial Conference. Ultimately, there were 142 invited countries: 125 as participants and seventeen as observers. The Chilean government also extended invitations to: the Secretary General of the United Nations, the Director of the United Nations Development Program, the UN High Commissioner for Human Rights, the President of the African Commission, the General Secretary of Organization of American States, the Chairman of the Latin American Parliament, the Chairman of the European Parliament, the Commissioner for External Affairs of the European Union, the High Representative of the European Community for External Policies and Safety, the General Secretary of the Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), the General Secretary of the Institute of Democracy, the General Secretary of Foreign Affairs of the Holy See and the Secretary General of the Commonwealth. Ms. Sanhueza presented the achievements of the Non-Governmental Process thus far, discussed the activities that would take place during the Final Meeting, and highlighted the goals for non-governmental participation in the III Ministerial Meeting.

Participating Countries in the Third Ministerial Conference

Afghanistan, Albania, Andorra, Antigua and Barbuda, Argentina, Australia, Austria, Bahamas, Bahrain, Bangladesh, Barbados, Belgium, Belize, Benin, Bolivia, Bosnia-Herzegovina, Botswana, Brazil, Bulgaria, Canada, Cape Verde, Chile, Colombia, Costa Rica, Croatia, Cyprus, Czech Republic, Denmark, Dominica, Dominican Republic, East Timor, Ecuador, El Salvador, Estonia, Fiji, Finland, France, Georgia, Germany, Ghana, Greece, Grenada, Guatemala, Guyana, Honduras, Hungary, Iceland, India, Indonesia, Ireland, Israel, Italy, Jamaica, Japan, Jordan, Kenya, Kiribati, Latvia, Lesotho, Liechtenstein, Lithuania, Luxembourg, Macedonia, Madagascar, Malawi, Malaysia, Mali, Malta, Marshall Islands, Mauritius, Mexico, Micronesia, Moldova, Monaco, Mongolia, Morocco, Mozambique, Namibia, Nauru, Netherlands, New Zealand, Nicaragua, Niger, Nigeria, Norway, Palau, Panama, Papua New Guinea, Paraguay, Peru, Philippines, Poland, Portugal, Romania, Russia, St. Kitts and Nevis, St. Lucia, St. Vincent and the Grenadines, Samoa, San Marino, Sao Tome and Principe, Senegal, Serbia and Montenegro, Seychelles, Slovakia, Slovenia, South Africa, South Korea, Spain, Sri Lanka, Suriname, Sweden, Switzerland, Tanzania, Thailand, Trinidad and Tobago, Turkey, Tuvalu, Ukraine, United Kingdom, United States, Vanuatu, Venezuela and Zambia.

Observing Countries at the Third Ministerial Conference

Algeria, Armenia, Azerbaijan, Burkina Faso, Djibouti, Egypt, Gambia, Haiti, Iraq, Kuwait, Lebanon, Oman, Qatar, Sierra Leone, Singapore, Tunisia and Yemen.

Proposals for the CD- the Global Issues Group

Mr. Genaro Arriagada moderated the second plenary session, which featured Mr. Ted Piccone (U.S.A.), from the Democracy Coalition Project, who presented the recent paper from the Global Issues Group, focused on proposals for the Community of Democracies process itself. The Global Issues Paper was prepared by the Democracy Coalition Project on behalf of the Global Issues Group, which is comprised of the Democracy Coalition Project, the Institute for Multiparty Democracy, the Westminster Foundation for Democracy, the Council for a Community of Democracies and the Executive Secretariat for the Non-Governmental Project of the CD Process. Mr. Piccone discussed proposals to overcome the deficiencies of the invitation process by creating a transparent mechanism to monitor and for assessing continued governmental adherence to the democratic standards set forth in the Warsaw Declaration.

Political Systems

The discussion then moved to the common democratic issues, with a panel on political systems moderated by Ms. Patricia Valenzuela from the Partido Justicialista, and including Mr. Kababsubabo Katulond from the RCD/DRC in Congo, Mr. Matteo Meccaci from the Transnational Party, and Mr. Arturo Valenzuela from Georgetown University. The panel focused its discussion on political parties, electoral systems and the transition to democracy. The role of the Community of Democracies in re-enforcing democratic political systems was highlighted, as participants talked about the CD's potential to work with existing regional bodies and establish independent monitoring mechanisms that would monitor electoral commissions, electoral systems and processes and determine the CD's ability to support the creation of a Democratic Transition Centre in Hungary.

Corruption, Transparency, and Accountability

The fourth panel included presentations from Ms. Debbie Stothard from the Alternative Asian Network on Burma, Mr. Pedro Mujica from the Corporación PARTICIPA, and Mr. Roberts Putnis from Transparency International. The panel was moderated by Mr. Augusto Miclat from Initiatives for International Dialogue. The panel discussed the pervasiveness of corruption and the way that anti-corruption laws can sometimes be manipulated by governments to target civil society. The issues of transparency and accountability were discussed in terms of improving international standards for access to information and broadening freedom of expression and the autonomy of the media.

Civil Society

The second day of the conference began with a plenary session featuring Mr. Raj Liberhan from the CITI Foundation, Mr. Yuri Dzhibladze, and Mr. Gonzalo de la Maza from Más Voces. The panel drew a strong link between democratic success and the achievements of civil society. Imperfect though the civil society NGO Process may be, the panel seemed to agree that the coalition that had been built had the potential and the legitimacy to be the voice of conscience. The Process is not merely sitting and passing judgments on governments but rather constructively holding governments accountable and ensuring that states uphold the Community of Democracies declarations and agreements.

National Security [45]

The sixth plenary session focused on national security issues and was moderated by. Mr. David Carroll from the Carter Center. The panelists were: Mr. Michael Kau from the Taiwan Foundation for Democracy, Mr. Sadikou Ayo Alao from Gerddes-Africa, and Mr. Abdel Basset Ben Hassen from the Arab Institute for Human Rights. The panel focused on two kinds of threats to national security: internal political, communal, religious and ethnic conflict and external threats of coercion and of war from neighboring countries and external sources. Conceptually, these threats are related to the kind of response required to limit them, and sometimes it is in the attempt to repress both terrorism and violence that governments create the very conditions of exclusion and tension that excacerbate the threat. National security should provide peace and security for countries at the same time that they provide the foundation for democracy in the countries involved. In this sense, the establishment and maintenance of national security is a precondition for democratic development.

Advocacy

The second part of the day began with Ms. Andrea Sanhueza, who gave a brief update about the next Ministerial Conference in Santiago and explained potential advocacy strategies that could be employed in the different regions in the time leading up to the April meeting. She was joined by Mr. Enkhsaikahan Jargalsaikhan from the Movement for New and Restored

[45] Over the course of this meeting, the concept of national security was broadened to include new issues under the title "Human Security"

Democracies, who spoke about the common values of the UN Conference for New and Restored Democracies and the Community of Democracies and discussed possibilities for collaborative work.

A key goal of the Final Meeting was to reach a consensus on an outreach and advocacy strategy –at both global and regional levels– leading up to the Third Ministerial Conference in Santiago. The following strategy was discussed and agreed upon during the meeting:

Objectives of the outreach and advocacy strategy:

1. To influence the Third Ministerial Conference regarding:
   - *Format*: organization of the panels and panelists, and civil society participation in the Ministerial.
   - *Content*: the agenda of the conference and the Final Declaration of Santiago.
2. To influence the Community of Democracies after Santiago so that the commitments can be effectively implemented.

I. Actions at the Global Level (to be implemented by the Executive Secretariat):

1. Work with the Chilean government to decide how best to incorporate the global and regional proposals in the Ministerial Conference's agenda (thematic and regional panels).
2. Presentation of both the regional and global proposals in the Convening Group meeting that was held in Santiago by the end of March 2005, before the Ministerial Conference.
3. Send both the regional and global proposals to government representatives that participate in the Convening Group meetings in Washington, D.C.
4. Distribute the regional and global proposals to governments that will participate in the Third Ministerial Conference, upon their arrival to Santiago.
5. Publish the proposals on the website: *www.santiago2005.org*
6. Distribute the proposals through the weekly newsletter.
7. Send the proposals to participants and invitees that did not attend the Final Meeting in Santiago.
8. The Executive Secretariat will prepare regular Press Releases to disseminate the results of the Final Meeting and the process to the Ministerial Conference.
9. Send proposals to the governments representatives of the United Nations and European Union.

II. Actions at the Regional Level (To be implemented by all organizations, parties and institutions in each region)

1. Send proposals to regional governmental bodies (For example: OAS, African Union).
2. Other actions will be defined by the regional working groups in the Final Meeting. Distributing proposals to the regional networks should be considered.

III. National Level Actions (To be implemented by each organizations, political parties and institutions interested)

1. Visit Ministries of Foreign Affairs to present the document, ideally with media coverage
2. Send press reports to media as outreach for the proposal and its objectives.
3. Gather support for the proposals from public figures.

Although participants supported this strategy and agreed to implement it in their own countries, they also mentioned the need to adapt the advocacy strategy to less-democratic countries where it was difficult to have the proposed sort of communication with representatives.

During this discussion on the advocacy strategy, participants agreed that given all the work that had been done by the Global Issues Group regarding the CD invitation process, it was important to put out a statement reacting to the invitation of non-compliant countries to participate in the III Ministerial Conference of the Community of Democracies. They took the opportunity to begin their advocacy work by crafting a brief declaration, called **"Statement of the Final Meeting of the Non-Governmental Process of the Community of Democracies."**

The statement read:

On the Invitation of States to Participate in the Ministerial Meeting in Santiago:

We, the participants of the Final Meeting of the Non-Governmental Process of Community of Democracies in Santiago, March 3-4, 2005, express our disappointment with the fact that the Convening Group of the Community of Democracies did not fully accept our recommendations on the selection of states to participate in the Ministerial Meeting in Santiago in April 2005. The value of the Community of Democracies and its ability to live up to its principles are very much defined by its composition: only truly democratic states and those demonstrating clear progress on the path to democracy should take part in it. Stringent application by the Convening Group of the selection criteria based on government implementation of commitments enshrined in the Warsaw Declaration and the Seoul Plan of Action is a key prerequisite to this.

There are four countries on which our opinion differs from that of the Convening Group's: Bahrain, Fiji, Russia and Venezuela. The invitation of Russia is of special concern to us because unlike with the three other countries on this list, we recommended that Russia should not be invited at all because of a dramatic backslide in democratic development in Russia and the clear non-implementation of its commitments as a CD member in recent years, especially since the CD conference in Seoul. While we acknowledge the importance of continued dialogue with an important partner such as Russia and the possible detriments of isolating it, we also believe that this dialogue should be based on recognition of fundamental problems stemming from the erosion of democracy in this country that has an impact at the regional and global level. Obviously, Russia cannot be put in the observer category because that status is meant for states that are not established democracies yet but are demonstrating progress in democratization. This is not the case with Russia. Therefore, we urge the Convening Group and the host country of the Ministerial Meeting to issue a special statement expressing their concern about democratic backslide in Russia.

Santiago, March 4, 2005

Regional Groups

Participants then broke into regional groups to: refine their regional proposals, start defining regional advocacy strategies, reach a consensus on the issues that ought to be presented at the Ministerial Meeting, and nominate representatives from the region that should participate in the Ministerial. A representative from the region who had been involved in the Non-Governmental Process and who participated in the regional workshop facilitated each group. Participants worked

in these groups on the proposals that emerged from the regional workshops that were specific to the region and did not address the five common democratic issues.

The results of these working groups were shared in the last plenary session of the meeting and participants discussed the next steps leading up to the Ministerial Conference. More about the results of the regional working groups can be found in "Input from the Final Meeting" later on in this section.

3. The outcomes of the Final Meeting

Although all the major issues were addressed during the two days, not all of the challenges were met. Logistical problems with visas prevented many participants from traveling at the last minute, meaning that some regions, such as the MENA, were underrepresented. It was an unwieldy set of issues to handle, and the vast differences in the knowledge and experience of the participants often meant that it was difficult for the group as a whole to come to a consensus on which proposals to prioritize under what circumstances.

The second challenge of the meeting had to do with its advocacy strategy: a clear plan of specific action was difficult to develop during the limited time spent discussing and explaining the broad range of proposals on the table. There was also insufficient time to plan the details of the participation of non-governmental delegates in the III Ministerical Conference. The message of the NGP in each of the future panels in the Ministerial Conference was left undefined.

Lessons Learned:

The logistical problems inherent in a global meeting mean that invitations and visas must be secured well in advance.

Given the disparate levels of understanding and knowledge of the CD and of the work going on in each region, a longer meeting would have been useful and would have allowed more time to introduce and flesh out each issue.

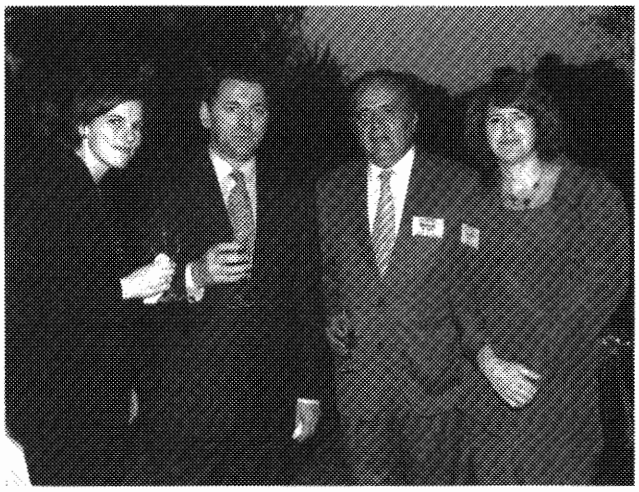
While the common democratic issues served as an important mechanism for creating a unified message, the meeting might have been more productive had the sessions been focused around the issues put forward by governments in the agenda of the Ministerial Conference and had the groups been tasked with thinking about how those common democratic issues might best be worked into the government's agendas.

The small regional working groups had too much on their plates and emerged with very different results. Some of the work, such as picking priority issues for the regions and identifying representatives for the Ministerial Conference could have been done electronically before and after the Final Meeting.

Although the general advocacy strategy was agreed upon by the group, and participants agreed to meet with representatives of their governments to discuss the proposals put forward, very little detail emerged from the Final Meeting about how to implement that strategy.[46] More

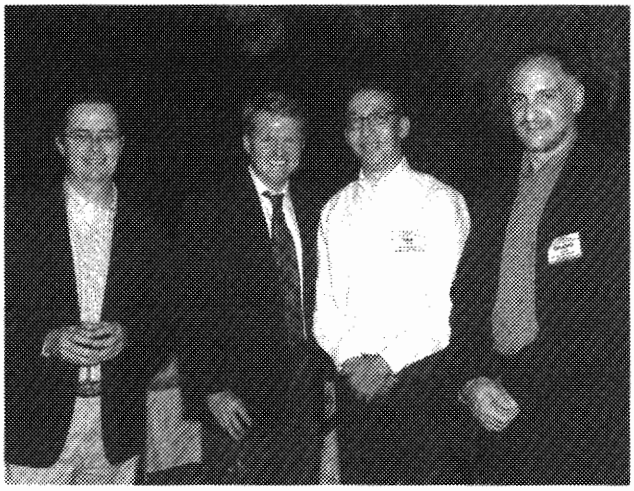
[46] See Implementing the Advocacy Strategy, Section 6.

Victoria Canavour (NDI, USA), Ivan Doherty (NDI, USA), Genaro Arriagada (Executive Secretariat, Chile) and Jennifer Windsor (Freedom House, USA)

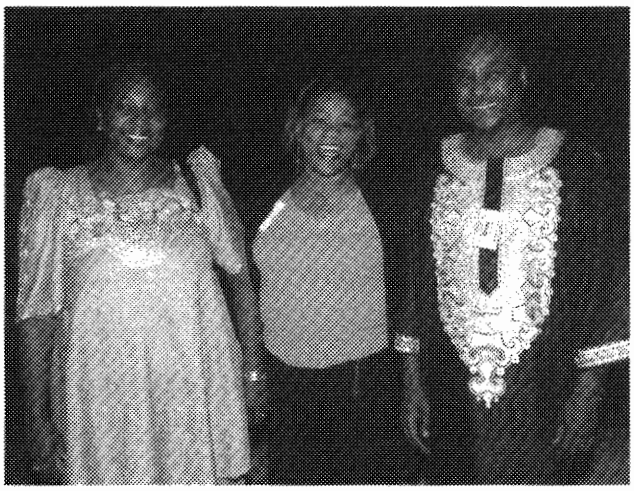


Jan Mortier (Executive Secretariat, Chile), John Forje (AISA, Congo) and Robert La Gamma (CCD, USA)

Silvana Lauzán (Executive Secretariat, Chile), Dgingarey Maiga (Women & Human Rights, Mali) and Marieke van Doorn (NIMD, The Netherlands)



Miguel Carter (American University, USA), Steven Grinner (OAS, USA), Oscar Valles (Súmate, Venezuela) and Gustavo Gamallo (RID, Argentina)



Doreen Nelson (FODEZ, Zimbabwe), Thandi Henson (Mwengo, Zimbabwe) and Ozias Tungwarara (IDEA, Sweden)

Silvana Lauzán, Andrea Sanhueza and Lea Sarles Newfarmer (ES, Chile)

specific instructions should have been given to the regional working groups and more time should have been spent planning the details of how the advocacy strategy would be implemented at the global, regional, and national levels.

C. Voices from the Regions: Non-Governmental proposals

One of the most important achievements of the Non-Governmental Process was the compilation of proposals, finalized during the Final Meeting, on how to address the major demorcatic issues facing the different regions of the world and on how to strengthen the Community of Democracies itself. This document was prepared over the course of two years, and was delivered to governments in the weeks before the Ministerial Conference in April 2005.

1. Input from the Final Meeting

The Final Meeting provided input on the compilation of the proposals in three important ways. It gave participants the opportunity to discuss and ratify the proposals dealing with the CD process itself, clarify and expand on the proposals related to the common democratic issues, and refine and finalize the proposals on how best to confront region-specific democratic deficits.

The plenary sessions were important spaces for participants to both discuss the proposals put forward by the Global Issues Group and to discuss the common democratic deficits. Each speaker on the panels of the plenary sessions was asked to speak to the common democratic issues from the perspective of their region, presenting the relevant regional proposals and explaining their importance. After each panel there was an opportunity for other participants to contribute to and refine the proposals put forward. Although these plenary sessions were critical to the process of finalizing and prioritizing the proposals, new proposals emerged during many of the sessions, shifting the conversation away from the defined proposals to debates about the new ideas. In some ways this was useful, as it allowed for improvements in the list of proposals for each section. Some participants felt frustrated, however, and said in their evaluations that they would have preferred to remain focused on refining the proposals already put forward. In order to ensure that it had captured the conclusions reached in each plenary session, the Executive Secretariat electronically circulated the changed proposals to all the participants for their ratification. After they had been accepted, they were introduced into the text of "Voices from the Regions."[47]

A similar process occurred in the regional working groups, where participants were asked to finalize the region-specific proposals that had come out of their workshop. Each group was facilitated by a representative from the region who had been involved who had had a role in the regional workshop. Given the short time frame and multitude of tasks to be completed, not all the groups spent much time reviewing the proposals that had come out of the workshop. Some groups,

[47] See Annex 29 for "Voices from the Regions."

for example, felt it was important that the region address the topics that would be discussed in the Ministerial Conference, and so focused on adapting some of their regional proposals to those topics. Other groups felt that it was important to address some of the recent current events that had changed the regional context since the workshop. Still others were satisfied with the regional proposals as they were and preferred to focus on formulating regional advocacy strategies and selecting representatives that could represent their region at the Ministerial Conference. The Executive Secretariat compiled the results of the presentations from each working group with the previous region-specific proposals and circulated the new version among the participants for their agreement. Once accepted, these proposals provided the final section for "Voices from the Regions."

2. Disseminating the Final Publication

The finalized proposals were published in Santiago, in April 2005. The publication was submitted to the governments of the Community of Democracies in the month prior to the Third Ministerial Conference for their consideration as they worked on the initial drafts of the Santiago Declaration. Non-Governmental participants urged governments to incorporate these recommendations as priorities in their work to strengthen democracy at the national and regional level. "Voices from the Regions" was sent to the Convening Group countries and was distributed to all the governmental representatives at the Ministerial Conference.

Lessons learned.

While putting together "Voices from the Regions," the Executive Secretariat learned how important it is to be clear with all the participants about how the common democratic issues were chosen. Some participants were worried that if the most important proposals from their region did not address one of the common democratic deficits, than they would not be included or given as high a priority. The Secretariat had to be very explicit about the fact that all the proposals from each region would be included.

Although the electronic consultations were labor-intensive and time consuming, the ES found that they were a critical tool in collecting a wide range of opinions and giving partners a chance to take some time to consider the proposals and then contribute with their suggestions. The ES felt it was important to the legitimacy of the document that all the proposals be reviewed and agreed upon, and therefore made a serious effort to satisfy the preferences of the partners that contributed with feedback.

SECTION 6:
Preparing for the Ministerial Conference (February 2005 - April 2005)

A. Negotiating civil society participation: planning for a different Ministerial Conference

1. Advocating for direct non-governmental participation

One of the central goals of the Non-Governmental Process was to change the format of the CD Ministerial Conferences to include **more direct participation of non-governmental actors**. The II Ministerial Conference in Seoul, South Korea in 2002 had left many people frustrated both with the governmental process and with the very limited non-governmental participation. The government of Chile was aware that unless the III Ministerial Conference marked an improvement in the quality of dialogue, the recently created Community of Democracies might not consolidate into a real political force in the global context and its legitimacy and lack of transparency could be questioned by civil society groups.

In order to better prepare for the Conference, the Chilean government decided to change the tentative date of the meeting from mid-January to the end of April. In their regular meetings with the government of Chile and the other Convening Group governments, the Executive Secretariat and representatives from the Global Issues Group repeatedly emphasized the need to have one integrated meeting that included governmental and non-governmental delegates.

The Executive Secretariat was able to present a number of examples from the region in which governments had forged spaces for constructive participation of civil society actors. Among them was the process of the Summit of the Americas. In the OAS meeting that took place in Chile in 2003, the government of Chile organized a time for direct dialogue between governmental and non-governmental actors. This effort on the part of the Chilean government was widely lauded by both government and civil society groups. Corporación PARTICIPA, the host of the Executive Secretariat of the NGP, had been actively involved in the civil society movement associated with the Summit, and knew how successful the direct dialogue had been. The Executive Secretariat also knew that direct dialogue with the CD governments was one of the major priorities of civil society actors from all of the regions, and felt that such a dialogue would be helpful in improving the quality of the CD Ministerial Conferences.

In speaking with Chairman Carlos Portales, of the Chilean Chancellery, the Executive Secretariat pointed out that in order for the CD process to continue to grow stronger, the Chilean government would have to be innovative and willing to show its openness to different stakeholders. The fact that the government had been consistently updated on the non-governmental preparatory process since its inception was a crucial part of the reason that the ES was able to make this

PREVIOUS PAGE BLANK

argument. The ES explained that those who had participated actively over the two years of the Non-Governmental Process, and who had made serious contributions to the proposals put forward to governments, would be the ones that would be invited to represent the process during the Meeting itself.

Although the Chilean government initially refused to commit itself to an integrated Ministerial Conference, it remained open to the possibility, and seemed interested in the arguments that far from threatening the governmental process, including participation of non-governmental delegates would strengthen its legitimacy and represent a historic first for which the Government of Chile would be remembered. Ultimately, the Executive Secretariat and other non-governmental actors were able to persuade the Chilean government to agree to hold one integrated meeting in which both governmental and non-governmental delegates could engage in direct dialogue.

When the III Ministerial Conference was set for April 28th and 30th, 2005, the meetings with the Chilean Chancellery began to focus on the extent of non-governmental participation. The government informed the ES that they needed absolute assurances that the dialogue would be respectful and collaborative. The ES explained that the non-governmental participants would be very appreciative of the opportunity and were aware that the civil society-governmental discussions would need to be productive in order to establish a precedent for future Ministerial Conferences. Once it was clear to the Chilean government that it was as important to the ES and other non-governmental leaders that the exchange go well as it was to the Convening Group governments, they agreed to put the issue before the Convening Group. Once the Group had agreed, the ES turned to the question of identifying and inviting civil society participants.

2. The Invitation List

The Government of Chile decided that the second day of the Ministerial Conference would be dedicated to five thematic panels in the morning and five regional panels in the afternoon. Their proposal throughout the process was that every panel be composed of 10-15 representatives of the government and five non-governmental delegates.

From the outset, the ES felt that 50 people was simply too small a number and left out important non-governmental participants. The Government, however, was unwilling to open up more room at the table for non-governmental delegates. Faced with this position, the ES proposed that in addition to the 50 participants who would sit on the mixed governmental/civil society panels, additional non-governmental delegates be designated observers at the meeting. The Government accepted this proposal, agreed on 20 additional observers, and offered to finance the participation of all of the non-governmental delegates.

To identify the non-governmental delegates in as participatory a way as possible, the ES asked the participants from the Final Meeting, as well as the other partners from their regions, for feedback on who should participate from each region at the Ministerial Meeting. Although most partners were pleased that non-governmental delegates would be allowed to participate directly in the Ministerial Conference, they also expressed their disappointment at the small number of delegates who would be able to attend and speak. In several regions, the selection process

generated lively electronic conversation, which generally resulted in five nominations, which were then included by the Executive Secretariat.

When the number was expanded to include 20 observer organizations, the Executive Secretariat took into account the electronic discussions that had gone on in each region and invited some of those regional representatives that had not ultimately been nominated. The ES also asked for input from partners in different regions and, with these contributions, chose strategic non-governmental actors who could enrich the debate.

Once the list was finished, the process of defining the most appropriate members of each panel began. The ES put together a list of panelists for each of the ten panels, and shared the list with the Non-Governmental Delegates in the Planning Meeting for non-governmental participants that occurred on April 28th.

B. Implementing the Advocacy Strategy

In practice, the strategy designed in the Final Meeting only actually took place in a few countries. In some cases, non-governmental partners who tried to communicate with their government representatives were told that it was either impossible or that it had not yet been decided who would be representing the government at the Conference. In other cases, partners simply did not have the time to seriously advocate for the consideration of proposals. Some participants, however, managed to meet with their government representatives and discuss the proposals. In Argentina, for example, participants from different institutions met with representatives of the Ministry of Foreign Affairs and managed to engage them in a good dialogue, during which the main issues of the Non-Governmental agenda were discussed. This helped some governments understand both the work done by Non-Governmental participants and also the context of the proposals being put forward.

As mentioned previously, the Executive Secretariat sent electronic versions of "Voices from the Regions" to all the member governments of the Convening Group with embassies in Washington D.C. and in Santiago. They also had an ongoing exchange with the Chilean Government, the then-Chair of the Convening Group.

Most partners were ultimately disappointed with the way in which the advocacy strategy was implemented, and some of the important lessons learned are that it would have been helpful to have specific financial resources available in each region for advocacy purposes and more concrete regional and national work plans defined. It was also clear that it would have been useful to for the ES to work in closer communication with partner organizations to support their advocacy work. Successful participation of the civil society organizations in the Ministerial Conferences may serve to strengthen their connection to the CD process and its governments, enhancing their incentive and ability to do effective advocacy work.

SECTION 7:
The Ministerial Conference
(April 2005)

A. The Non-Governmental Agenda

1. Planning non-governmental participation: the preparatory meeting

In preparation for the Ministerial Conference that took place on April 28th-30th in Santiago, the Executive Secretariat organized a **Preparatory Meeting** on April 28th, in the hours before the official inauguration of the Ministerial Conference. This meeting was used to plan the participation of non-governmental delegates in the joint government/civil society panels that would take place in the following days, review the format of the Conference, finalize the non-governmental speakers on each panel and agree on the important messages that should be highlighted in the panels.

Participants reviewed the preliminary draft of the government commitments in the Santiago Declaration and decided on how to coordinate the steps they would take during the Ministerial Conference. They felt that it could be strengthened significantly by the inclusion of some of the key elements of the non-governmental proposals.

In order to further lobby governments and clarify the most important changes that needed to be made to the Santiago Declaration, the non-governmental delegates crafted an "**Appeal by the Non-Governmental Delegates to Governments**".[48] In the Appeal, the delegates recognized the importance of the new opportunity to participate in the meeting with governmental delegates, drew attention to the recommendations from the Non-Governmental Process, welcomed the inclusion of some of the non-governmental recommendations in the draft of the Santiago Declaration, and encouraged governments to take advantage of the opportunity to strengthen the CD's institutional arrangements. The Appeal then highlighted specific elements that governments should include in the Declaration, such as: an affirmation of the criteria of participation laid out in the Seoul Plan of Action, the adoption of an independent mechanism to monitor and asses how countries are meeting democratic standards, the establishment of a permanent CD secretariat, the expansion and rotation of the Convening Group, the increase of funding for the CD, the institutionalization of non-governmental participation, and the endorsement of the UN-Secretary General's proposal to reform the UN human rights system. This Appeal was distributed in each of the meeting rooms and as well as during the coffee and lunch breaks on the 29th.

[48] The Appeal from Non-Governmental Delegates can be found in Annex 30.

PREVIOUS PAGE BLANK

B. Non-Governmental Participation in the Ministerial Conference

1. The Inauguration

On April 28th-30th, the III Ministerial Conference of the Community of Democracies was held in Santiago, Chile.[49] The Ministerial Conference in Santiago was attended by delegates from 104 countries (and more than 40 Ministers of Foreign Affairs, as the Chilean Ministry Ignacio Walker announced), and 68 non-governmental participants from 38 different countries. This was the first conference where civil society actors were officially invited to participate in panels with governmental delegates.[50]

The Meeting was inaugurated on the evening of the 28th with speeches by the Chilean President Ricardo Lagos, Chilean Foreign Minister Ignacio Walker, US Secretary of State Condoleeza Rice, President of the Executive Secretariat of the Non-Governmental Process of the Community of Democracies Genaro Arriagada, and Former President of Mexico and representative of the Secretary General of the United Nations Ernesto Zedillo, among others.[51] Mr. Arriagada emphasized the need for greater solidarity with the citizens around the world who are struggling under authoritarian regimes. He also warned that even in "consolidated" democracies, threats from imperfect constitutions, flawed political systems, and apathetic or corrupt political cultures threaten democracy from within. He closed his remarks with another warning to the CD governments and drew a parallel to the UN Human Rights Commission, explaining that it would be disappointing to see countries invited into the CD that did not have a genuine respect for human rights and democracy, but were instead trying to be recognized as democracies so as to avoid future scrutiny.

2. The Mixed Panels

The Conference was structured into five thematic and five regional panels. Each panel was led by a chair and was attended by about 20 government representatives and five non-governmental representatives.[52] During the morning of the 29th, the following panels took place:

Civil Society and Democratic Governance: Participation, accountability, transparency and information.

This panel was made up of government representatives from: Chile, Czech Republic, Estonia, France, Gambia, Jamaica, Norway, Panama, the Republic of Korea, Slovakia, Venezuela and the

[49] The list of Governmental Participants can be seen in Annex 31.

[50] The list of non governmental participants is in Annex 32.

[51] Genaro Arriagada's speech can be found in Annex 33.

[52] For the thematic panel reports published by the Chilean government, see Annex 34. For the regional panel reports, published by the Chilean government, see Annex 35.

Club of Madrid. The Non-Governmental Process was represented by: Mr. Yuri Dzhibladze (Center for the Development of Democracy and Human Rights), Ms. Sama Aweidah (Arab Women Network), Mr. Miguel Darcy de Oliveira (Civicus/ Comunitas), Andrea Sanhueza (PARTICIPA), and Ms. Tandeka Nkiwane (WITS). The chairman introduced the key question of this panel:how can civil society promote democratic governance?

Poverty, Development and Governance.

The non-governmental actors that spoke during this panel were: Mr. George Matthew (Institute of Social Sciences), Ms. Vanesa Weyrauch (CIPPEC), Ms. Djingarey Maïga (Women and Human Rights), Mr. Parris Chang (Taiwan Foundation for Democracy), and Mr. Robert Hunter (Council for the Community of Democracies).

Cooperation for Democratic Governance: Exchange of regional or interregional experiences to strengthen the Rule of Law and political parties.

The round-table was chaired by the United States of America and co-chaired by Portugal. The representatives of the Non-Governmental Process were: Mr. Carl Gershman (National Endowment for Democracy), Mr. David French (Westminster Foundation), Mr. Brian Kagoro (Crisis in Zimbabwe Coalition), Mr. Abdel Hussain Shaban (Iraqi Network for Human Rights), and Mr. Richard Rowson (Council for the Community of Democracies).

Coalitions, Multi-lateral Forums and Democracy Caucus in the United Nations.

The panel's Chair was Mr. Rudy Insanally, Minister of Foreign Affairs of Guyana and the Moderator was Mr. Danilo Turk, UN Ass. Secretary General. The non-governmental representatives that contributed to the conversation were: Mr. Alvaro Pinto Scholtbach (Institute for Multiparty Democracy), Mr. George Soros (Open Society Institute and Soros Networks), Mr. Peter Ackerman (Freedom House), Mr. Enkhsaikhan Jargalsaikhan (International Civil Society Forum for Democracy), and Mr. Georges Fauriol (International Republican Institute). The major areas of conversation were: experiences and challenges, the role of the democracy caucus, main tasks and activities, and managing the activities of the caucus.

Regional Organizations: Responding to threats to democracy and promoting democracy.

The non-governmental representatives were: Mr. Kenneth Wollack (National Democratic Institute), Mr. Morton Halperin (Open Society Institute), Ms. Houda Chalak (Civil Society Initiative), Mr. Jung Ok Lee (Council of Korean Civil Society Organization) and Ms. Khin Omar (Free Burma). The central question driving the discussion was: How can organizations and regional mechanisms promote, contribute and consolidate democracy and improve the democratic practices?

The afternoon session of the Ministerial Conference was divided into **regional panels.**

Asia and Oceania.

The Minister of Ethnic Affairs and Local Governance of New Zealand, Chris Carter, chaired the panel, and the rapporteur was the Head of Delegation of Mongolia, Sangajav Bayartsogt. The representatives from the Non-Governmental Process were: Mr. Xiao Quiang (World Movement for Democracy), Mr. Soon Juan Chee (Alliance for Reform and Democracy in Asia), Mr. Vo Van Ai (Quê Me Vietnam), Ms. Penelope Faulkner (Quê Me Vietnam), and'Ms. Khin Omar (Free Burma). These representatives took the opportunity to focus the panel's attention on some countries from the region that do not yet accept the importance of democratic principles and request that the Community of Democracies speak out collectively on their behalf.

Sub-Saharan Africa.

The Minister of Foreign Affairs of Benin, Rogatien Biaou, chaired the panel, and Armindo Cipriano Mauricio, Minister of Defense and Parliamentary Affairs of Cape Verde acted as co-chair and rapporteur. The non-governmental representatives were: Mr. John W. Forje (Africa Institute of South Africa; Democratic), Mr. Khabele Matlosa (EISA), Mr. Kayode Fayemi (Centre for Democracy and Development), Ms. Tandeka Nkiwane (WITS), and Mr. Brian Kagoro (Crisis in Zimbabwe Coalition). The three main topics discussed by the panel included: the major issues that Africa must face in order to promote democracy, respect for human rights, economic growth, and the struggle against poverty; the role of civil society in relation to the continent's democratic deficiencies; and the institutions that should be the first priority for generating support for democracies.

Americas.

The non-governmental representatives were: Mr. Genaro Arriagada (Executive Secretariat), Mr. Francisco de Armas (Cuba), Mr. Gonzalo de la Maza (MÁS VOCES), and Ms. Maureen McTeer (Center for North American Studies). The panel spent much of its time on the need for strengthening the institutional systems: the electoral laws, the system of representation, financing, transparency, access to information, the relationship between policy makers and civil society and the struggle against corruption. With respect to the socio-economic system, the panel touched on problems of inequality, exclusion, and poverty.

Middle East and North Africa.

The non-governmental panelists were: Ms. Layla Rajab Zayed (Gulf Centre for Democratic Development), Ms. Sama Aweidah (Arab Women Network), Mr. Mohsen Marzouk (Freedom House and Middle East Center for Democracy Promotion), Mr. Yousry Moustafa (Ford Foundation), and Mr. Carl Gershman (NED).

Europe, Russia, and the New Independent States.

The Foreign Minister of Ukraine, Boris Tarasyuk, chaired the panel. He was supported by the Foreign Minister of Azerbaijan, Elmar Mammadyarov, as co-chair, and by Gianni Buquicchio, Secretary of the Venice Commission of the Council of Europe, as motivator. The non-governmental

representatives were: Ms. Rana Birden Günes (Civil Society Development Programme), Mr. Guillermo Adams (Fundación Pablo Iglesias), Mr. Edil Baisalov (Coalition for NGO & Democracy), Mr. Valantsin Stepanovic (The Human Rights Center), and Isabel Hilton (Open Democracy).

The Ministerial Conference was concluded on the morning of April 30th, in a closing ceremony during which the Santiago Commitments from each panel were read. The non-governmental participants also met that afternoon for an NGO Closing Meeting, to discuss the progress the Process has made thus far, assess the Ministerial Meeting, and focus on the next steps.

3. The Santiago Declaration[53]

In the Conference, governments agreed to the Santiago Ministerial Commitments, a series of recommendations that highlight the importance of democracy both regionally and globally. The agreement builds on the tenets outlined in the Warsaw Declaration and the Seoul Plan of Action and urges the continual expansion of democratic institutions[54]. Among other things, it emphasizes:

- the importance of the United Nations in the global promotion of democracy and the democratization of that international institution as an important step in fostering a worldwide consensus;
- the need to foster the attitudes of tolerance with respect to religious, racial and linguistic differences and respect for human rights – civil, political, economic, social and cultural;
- the commitment to assist countries in the midst of democratic transitions, helping to strengthen fledgling institutions at the national, regional and international levels.

Governments also outlined commitments in several areas relating to:

- Democratic governance and civil society
- Poverty, development and democratic governance
- Regional and interregional cooperation for democratic governance
- Democracy Caucus within the United Nations and other multilateral forums to support democracy
- Regional organizations, promoting democracy, and responding to threats to democracy
- Evaluative follow-ups
- Specific regions

The Executive Secretariat prepared a report where the Santiago Commitments were analyzed at the light of the non-governmental proposals, to see how many of them were considered – either literally or in their "spirit" – and how many were included in some way in the final declaration made by governments. In general terms, out of the general statements and 68 global and regional-specific commitments made by Governments, we found 37 references that reflect or affirm the non-governmental proposals.[55]

[53] See Annex 36 for an analysis of Voices from the Regions versus the Santiago Declaration.

[54] For more information about the Warsaw Decleration and the Seoul Plan of Action, please see Section 1 and Annexes 1 and 2.

[55] See Annex 37 for the report on non-governmental participation in the III Ministerial Conference.

4. Other Non-Governmental Process Events

There were two Non-Governmental Process press conferences that took place during the Ministerial Conference, both of which focused on central issues for the Process and its participants: supporting democracy in countries with non-democratic governments, and supporting the UN reform process.

The Executive Secretariat organized the first conference, **"Civil Society Leaders call on the International Community to Support Democracy in Burma, the Democratic Republic of Congo, and Belarus"**. During this press conference, Mr. Genaro Arriagada and Ms. Andrea Sanhueza, representing the Executive Secretariat, were joined by Mr. David French, of the Westminster Foundation for Democracy, to explain both the significance of the new opportunity for dialogue represented by an integrated Ministerial Conference and the role that civil society should play in the strengthening of democracy. During the conference, leaders such as Mr. Kabasubabo Katulondi from the Democratic Republic of Congo, Ms. Khin Ohmar from Burma, and Mr. Anatoli Mikhailov from Belarus spoke on the delicate situation in their countries and the important potential of the Community of Democracies to strengthen democratic movements in their countries.[56]

The second press conference, "Press Conference with Democracy and Human Rights Leaders Regarding Reform of the U.N. Human Rights System" was held on April 28th, and was focused on endorsing U.N. Secretary General Kofi Annan's proposal for a Human Rights Council and called on members of the Community of Democracies to do the same. Andrea Sanhueza moderated this press conference, featuring'Mr. Antonio Manuel de Oliveira Guterres, Former Prime Minister of Portugal and Global Alliances Member; Mr. Brian Kagoro, Chairperson, Crisis in Zimbabwe Coalition, and Mr. George Soros, Chairman, Open Society Institute.[57]

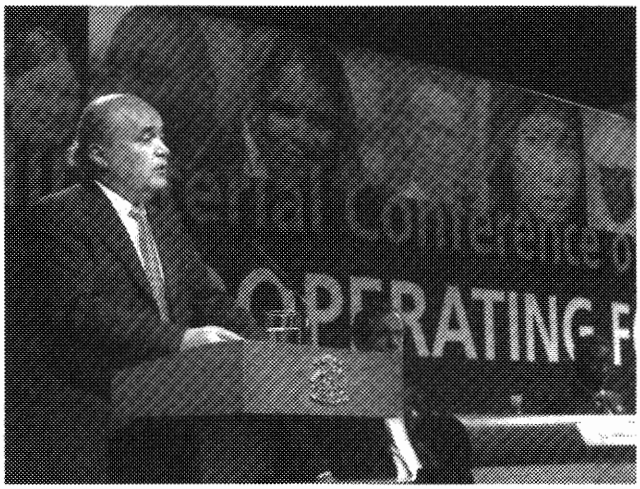
These conferences were an important way to draw attention to the Non-Governmental Process and highlighted the potential of the CD to both bring change on the ground at the national level and to contribute to the reform of international forums at the global level.

---

[56] See Annex 38 for the Press Conference on Democracy.

[57] See Annex 39 for the Press Conference on UN Reform.

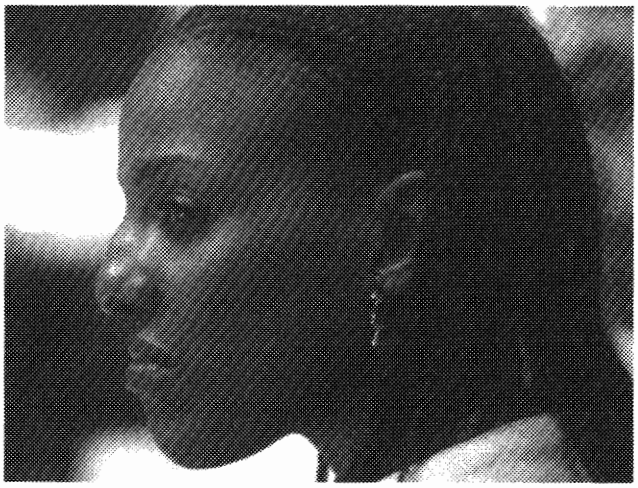
Genaro Arriagada (ES, Chile)



Mohsen Marzouk (Freedom House, Tunisia) and Yousry Moustafa (HH.RR. Consultant, Egypt)

Andrea Sanhueza (ES, Chile) and governmental representatives

BEST AVAILABLE COPY



Tandeka Nkiwane (WITS, South Africa)

Conference room at the Third Ministerial Conference in Santiago

Dgingarey Maiga (Women & Human Rights, Mali)

BEST AVAILABLE COPY

SECTION 8: Understanding Santiago 2005: Achievements and Challenges of the Non-Governmental Process

The participation of non-governmental delegates in the III Ministerial Meeting in Santiago was the culmination of the two-and-a-half-year-long preparation process. Considering the implications of what the NGP had achieved and the goals and challenges that lay ahead, the Executive Secretariat decided that it was necessary to conduct a three-part assessment of the NGP: a) an assessment by non-governmental delegates immediately after the Ministerial Conference; b) a systematization and analysis of the experience of the Executive Secretariat; and c) a participatory evaluation in which an external consultant would coordinate 13 interviews of governmental and non-governmental participants in each region and analyze the results. The results of the systematization and analysis of the ES experience are presented in this publication. The results of the initial assessment after the Ministerial Conference and of the participatory evaluation are included below.

A. The Initial Assessment: Closing Meeting of the Non-Governmental Delegates

On Saturday, April 30th, the non-governmental delegates met for a Closing Meeting to assess non-governmental participation in the III Ministerial Conference. It quickly became clear that there were three separate issues to be evaluated: the Non-Governmental Process as it occurred between 2003 and 2005, the Ministerial Conference, and the government commitments in the Santiago Declaration. There was a consensus among participants that although some aspects of the Ministerial Conference and the Santiago Declaration fell disappointingly short of non-governmental delegates' expectations and hopes, the Non-Governmental Process itself had made significant progress and its accomplishments represented a huge step forward.

It was agreed in the Closing Meeting that change and improvement of the CD process is possible, and participants pointed out some of the achievements of the Non-Governmental Process. Participants noted the enormous change from the process between Warsaw and Seoul, which were treated as individual meetings with very little coordinated follow-up in between, and the two-year long process between Seoul and Santiago.[58] They praised the Executive Secretariat for crafting and implementing a participatory non-governmental strategy in the six regions of the world and for coordinating a major global effort to involve different stakeholders in preparing concrete proposals for the governments of Santiago 2005.

[58] For more information about the non-governmental participation in these two meetings, please see Section 1.

There was a consensus among participants that the non-governmental strategy was responsible for the fact that at this Ministerial Conference, unlike any of the previous meetings, non-governmental actors were allowed to participate directly in joint panels with the government representatives–a major achievement. It was also pointed out that the Non-Governmental Process had influenced the governmental process in more subtle ways: the governmental decision to divide the panels along thematic and regional issues marked a change from previous Ministerial Conferences and reflected the divisions in the non-governmental agenda. The impression also existed that the conversations between governments and non-governmental delegates often went beyond the planned "speeches" that had undermined previous Ministerial Conferences and become real dialogue on serious and sometimes controversial issues.

Participants, however, also expressed frustration with the slow pace of change in other aspects of the governmental process. One disappointment was the fact that despite pressure from non-governmental actors, the invitation criteria established in Seoul was not rigorously applied in deciding which countries should be invited as full members to Santiago.

There was also a feeling that the Santiago Declaration that was signed by the participating governments left out many of the proposals recommended by the Non-Governmental Process and that it was not as concrete or specific in many of its commitments as the participants would have liked. Though the integrated meeting was a momentous achievement, some were disappointed with the reality of the Declaration. As one participant put it: "We were heard for the first time, but we still weren't listened to." It was also pointed out, however, that more from "Voices from the Regions" might have been included had more non-governmental delegates followed through on the commitments they made in March to personally meet with representatives from their governments to lobby for the inclusion of the non-governmental proposals in the Declaration.

Although the results of the Ministerial Conference were not all that the non-governmental delegates had hoped for, almost all the participants echoed the idea that major progress had been made and that the Non-Governmental Process could continue to help strengthen the Community of Democracies in its preparation for Mali.

A number of ideas came out of the meeting:

- **Information and Outreach**: It was agreed that the Executive Secretariat should continue its newsletter, its efforts to expand the database of people aware of and involved in the Non-Governmental Process, and its distribution of informative materials.
- **E-Group**: It was proposed that the Executive Secretariat create an Electronic Group to informally discuss the follow-up and preparatory activities and to add to the collective leadership of the substance of the Non-Governmental Process.
- **Transference of the Executive Secretariat**: As the Chair Country of the Community of Democracies will become Mali, it was agreed that the Executive Secretariat should be transferred to a coalition of organizations in Mali.
- **Steering Committee**: It was suggested that the Non-Governmental Process should be institutionalized with the creation of a permanent Global "Steering Committee" that would work with the current Executive Secretariat to guide the Non-Governmental Process in

between and in preparation for Ministerial Conferences and which would act as the counterpart to the Convening Group. This Steering Committee could be made up of representatives from the coalition in Mali, from each of the different regions, and from designated international organizations. There is a consensus among some participants that the Steering Committee should be small enough to work effectively, should conduct the majority of its business electronically, and should have a designated Chair.

Based on these ideas and considering the results obtained during the non-governmental Seoul-Santiago process, the participants reached a consensus that it is important to institutionalize the Non-Governmental Process, maintain the achievements already made and make the process more sustainable.

B. Results of the Participatory Evaluation

The participatory evaluation was conceived of as a means of identifying both accomplishments made and challenges that remain for coordinating this global process from the perspective of partners and governments from the different regions. This evaluation was based on a consultation process carried out by seven regional facilitators between September and October 2005.[59] Each facilitator interviewed in person or over the phone 10 non-governmental actors that participated in one or more of the activities organized by the NGP between Seoul 2002 and Santiago 2005, and then prepared a regional report.[60] This summary compiles the most relevant issues and the conclusions identified by the regional facilitators in their reports. [61]

A second round of interviews with governmental representatives and donors and an online consultation directed to all the participants that attended the Final Meeting and/or the Ministerial Conference in Santiago will complete the evaluation process. Finally, the Executive Secretariat will prepare a final report, which is intended to be a significant input for the development of the NGP strategy between Santiago 2005 and Mali 2007.[62]

1. Main findings- Non Governmental Perspective

A consensus on several issues emerged from the interviews. There was wide recognition of the work accomplished by PARTICIPA as **Executive Secretariat** and its strong commitment to

[59] Penelope Faulkner (Vietnam) and Raj Liberhan (India) were the regional facilitators in Asia; Djingarey Maiga (Mali) was the regional facilitator in Sub-Saharan Africa; Yousry Moustafa (Egypt) was the regional facilitator in Middle East and North Africa; Ilona Mihaies (Romania) was the regional facilitator in Europe, NIS and Russia; Felicity Amos (US) was the regional facilitator in North America; Laura Guardia (Chile) was the regional facilitator in Latin America and the Caribbean and the general coordinator of this evaluation.

[60] The questionnaire and the regional reports are available at *http://www.santiago2005.org/html/participat.html.*

[61] For a more extensive description of the participatory evaluation, please read the Briefing Document available at *http://www.santiago2005.org/html/participat.html.*

[62] A list with all the interviewees can be found in Annex 40.

engaging NGOs and governments together in the CD, which was hailed as the most significant achievement of the process. It was acknowledged that the ES did an impressive job given the staff and the workload, but some interviewees stated that in their effort to keep up with the timing of the governmental process, the ES was overly concerned with the "process" of non-governmental participation, to the point of undermining its content. They also mentioned flaws in the outreach strategy, saying that "the net was not cast wide enough" regarding invitations to the regional processes and the dissemination of the work carried out by the Global Issues Group.

Secondly, the role of the **Chilean government** in supporting the active participation of the NGP in the Third Ministerial Conference was commended. Interviewees said that this type of support was missing from the Seoul 2002 conference, where NGOs felt they were mostly excluded from the dynamic of the CD process. Everyone felt that the conference in Santiago set a precedent in terms of civil society/government engagement: *"The participation of the civil society in Santiago at the Ministerial was unique...the fact that we could be in the same place with the ministerial representatives, that was the best accomplishment we had."*

On the other hand, there was also a consensus that the **process is still fragile**, and could lose momentum if it is not institutionalized and reinforced. Interviewees stressed the need to establish some kind of **semi-permanent mechanism** to ensure the continuity and sustainability of the NGP. Interviewees pointed out that the future of the process and the perpetuation of achievements made between Seoul 2002 and Santiago 2005 depend on how well the chairmanship can be passed on to Mali, the next host country of the CD: *"The central question is what is the capacity of the next organization to coordinate the process."* In this regard, some participants embraced the idea of having a more institutionalized structure to support the operational work of the new ES and oversee the implementation of prior commitments. The opinions expressed in a parallel E-group discussion regarding the creation of a **Steering Committee** seem to support this view.[63]

A fourth main finding relates to the **global nature of the NGP**. Generally speaking, interviewees were somewhat overwhelmed by the complexities of the process. Most of them were aware of the information circulated by the ES through the website and the newsletter, and made an effort to stay updated. Those who were not interacting substantially in the process, however, did not retain much of a sense of what was happening. Partners are usually extremely busy with their daily problems and advocacy activities, and tend to work at national or regional level. Taking part in a global process such as this one has been a new and alien experience for many of them. *"The process could be better if the NGOs [were] able to think globally and act locally,"* noted one participant. This is reinforced in some cases by the perception that the NGP is not part of the core activities of their organizations, making the process seem even more complex and remote: *"It's difficult [to get involved] because we are very much concentrated on the EU procedures and development, and on ourselves, as we have our own problems...I think the regional network could be more effective..."*

---

[63] For more information about the conclusions reached by the E-group on the discussion of the Steering Committee, please see Section 9.

This sense of distance means there is a need for **promoting and strengthening the NGP** in various countries and regions, involving new actors in the debate, developing national networks, organizing sub-regional and regional workshops, and ultimately building a **local sense of ownership** of the process. Most significantly, the majority of the participants wish to continue to be involved in the process and even want to take on more active roles, such as helping to disseminate the NGP at the national and regional levels, building local networks and monitoring their governments. Some are also willing to take on fundraising responsibilities in order to sustain the process.

There is a consensus, however, that unless a much broader group of organizations and activists from all around the world become involved, the process will stagnate rather than continue to make the type of progress that is hoped for.

While participants agreed that it is imperative for a democratic movement like the NGP to be as inclusive and democratic as possible, **a wide range of expectations and positions** within the NGP could mean it is difficult to agree on common goals and reach consensus on important issues. Some interviewees pointed out that the NGP suffers from a **lack of broader vision** in this regard.

In particular, the prominent **role of the U.S. government** in the CD and the over-representation of American organizations in the NGP made some participants uncomfortable. These participants recommended **strengthening connections with the United Nations** and widening the representation of other countries, particularly from the European Union, to provide a counterbalance to American leadership.

The Americans interviewed recognized that their role in the NGP is prominent; however, they felt that this is a result of their initial involvement in the CD process rather than an attempt to guide its direction. In fact, they see their proactive participation as driven by the desire to firmly establish a truly international CD process that is ultimately a force to be reckoned with. How to conciliate these different perceptions and **reinforce the internal cohesion** of the NGP is still an important challenge.

2. Expectations of the Process

The interviewees' expectation of the NGP was that it would provide an **opportunity to develop networks, build links and alliances with other organizations, and strengthen their advocacy work.** *"One of the main objectives of this process is to exchange ideas with groups from other regions. Therefore, it was very useful to discover the Latin American experience regarding democratic transformation."* They hoped that it would provide civil society with a forum to exchange ideas and experiences in the field of democracy promotion, and develop **proposals to present to governments**. Interviewees generally felt that the NGP did, in fact, enable the creation of new networks and partnerships. For example, the World Forum for Democratization in Asia was born in October 2004 at the Asia Regional Workshop in Taipei.

Some participants thought that the structure of the CD was very promising and that the two-level approach, involving both the non-governmental and the ministerial representatives, makes the CD an excellent platform for influencing governments. Ultimately, they hoped that the NGP

would be a mechanism for **reinforcing civil-society participation at the CD and influencing the ministerial agenda**, so they could *"make a greater difference in promoting democracy around the world."* These expectations were fulfilled to a significant extent and participants generally saw the CD as an exceptional opportunity for interaction between NGOs and government representatives. *"I think that the most important thing about the Non-Governmental Process was to be invited at the same table with the governmental representatives [...] Everyone represented there had the chance to bring some contribution...."* They hoped that, through this direct contact and interaction, the NGP could make a concrete impact on the CD process and influence the ministerial policies in a relevant and meaningful way. *"Even if the communication was difficult... the governmental actors know that NGOs in their countries are observing their way of doing democracy."*

In this respect, "Voices from the Regions" was seen by many as a significant outcome of the process and one to be proud of. The campaign for the UN Democracy Caucus, which is not directly linked to the process but was actively supported and advocated by its participants, was also regarded as a positive achievement.

The participants' expectations of affecting government policies, however, were not completely fulfilled. Although some participants made useful contacts with governments, others felt that the **governmental representatives did not respond to NGP efforts to engage in a real discussion and exchange of ideas**. Though most interviewees considered the "official" participation of the NGP in the Ministerial Conference the main achievement, there is also a widespread perception that many governments do not recognize civil society as a significant partner in the CD process. *"Many governments felt uncomfortable sitting in the same room and treating civil society organization representatives as equals."*

Participants were also disappointed that many NGP recommendations were watered down or not accepted at all in the **Santiago Declaration**. The expectations regarding the NGP's ability to influence the CD agenda seemed quite distant from what was actually achieved:' *"Governments [should] take the CD seriously and actively work towards goals instead of using it as window dressing to make themselves look more democratic."*

Some interviewees recognized that this was partly a result of **lack of preparation and failure to prioritize key issues**. They mentioned that there was not enough time to prepare the proposals and develop a thoughtful strategy for influencing the ministerial agenda (both regional and globally), nor was there enough time in the discussions to elaborate fully on all the points to be discussed.

They also noted that at the **Final Global Meeting** in Santiago there was still no clear idea of how the proposals would be presented, what opportunities NGOs would have to interact with governmental delegates, what format the proposals would take, or who would be designated to present them. Because of these circumstances, even if the meeting provided a useful review of the regional proposals and common issues, participants left the meeting without a clear picture of how to move forward: *"We can be strategic if we know what the strategy is!" "[It would have been better] Setting NGOs priorities before the Ministerial Conference."*

Many also felt that the NGP should have lobbied the governments more actively before the Ministerial Conference and tried to get their countries to make concrete commitments regarding democratic crises or human rights violations. They concluded that the NGP needs to be better-prepared for the next ministerial conference. *"We believe that if the CD does not pay attention to the issues of countries where democracy is about to blossom, [the process] will become a luxury of the rich nations."*

3. Regional Workshops, Final Meeting and Ministerial Conference

Participants generally praised the work done by the ES in organizing and facilitating the NGP's activities, but also made several recommendations for improving the organization of future meetings.

Representation and Barriers for Participation

The main barriers to attending the Regional Workshops and the Final Meeting were predictably **time and money**. NGOs operating on small budgets depended entirely on the host organization to cover expenses, and could only attend meetings when expenses were fully covered.

They also **lack staff**; not only to attend the meetings, but also to take the time to follow the process and read all the related documents. In many cases (e.g., Asia, Europe, North America) the regional workshops were planned in very little time, and as a result were not widely represented.

Some practical recommendations for improving the situation emerged from the Asian report. Whenever possible, workshops should be organized parallel to other regional meetings in order to give other organizations the opportunity to participate, avoid long journeys, and save money. In addition, guidelines and documents should be circulated in advance so that discussions can be based on these materials.

One particular barrier for participation in the Ministerial Conference was the **limited number of spaces available to non-governmental participants**. After the Final Meeting, participants were informed that only a few representatives from each region could attend the conference, which was problematic, as there did not seem to be any established criteria for selection. As a result, some actors were unable to attend the culminating part of the process and felt excluded.

There were also concerns regarding the **lack of transparency** with which the ES operated and made certain key decisions, such as whom to invite to the Final Meeting and the Ministerial Conference. For this reason, interviewees felt that it is important to develop clear and explicit criteria for participation in the Non-Governmental Process.

Language was also a barrier that restricted NGO involvement in NGP activities. One solution might be for national and regional workshops to be organized in the language of the region, and the resulting information translated to English and circulated among the other regions. Otherwise, participation would remain restricted to those organizations that are more internationalized.

This is reinforced in some regions (especially in MENA, Sub-Saharan Africa and Eastern Europe) by the **absence of a support group at the regional level** and the restricted resources

available for promoting the Non-Governmental Process locally. The **lack of financial resources** made it difficult for some participants to engage in the process earlier or to organize parallel activities at either national or regional levels. As a result, the NGOs that most actively participated in the process were usually part of organizations and networks that have more resources. Most groups with fewer resources, such as indigenous movements and activists from non-democratic countries, were unable to join the NGP.

According to most interviewees, representation was well-balanced in terms of gender, though an effort should be made to include women's organizations in the NGP. As one interviewee pointed out, *"we might need to consider gender as a cross-cutting issue in all activities."*

Agenda and facilitation of activities

One recommendation of interviewees was that there should have been a more rigorous process for **defining regional proposals**. For example, the specific question of identifying "democratic deficits," which was central to the objectives agreed upon in Lisbon, was not well-circulated at the Asian regional workshop. As a result, although human rights violations and other obstacles to democracy were discussed, the regional democratic deficits were not specifically outlined. It was also suggested that the regional proposals should be more action-oriented.

There is a feeling that **global meetings should not be forums for new papers and presentations**, but rather should build on communicating the results of regional workshops between the regions. Many documents at the Final Meeting inhibited interaction and networking by raising new questions and taking up too much time.

In order to have more focused meetings, especially when there are many different and important issues to be discussed and agreed upon, some participants suggested that it would be useful to have a **external facilitator**. This is particularly relevant for events such as the Final Meeting, in which the agenda included too many issues and the time available was very limited.

Documents

Because participants often do not have the time to read all the documents on short notice, they proposed that the documents and proposals circulated by the ES or the Global Issues Group –especially those issued just before meetings– should begin with an **Executive Summary** or a few bullet points to focus more clearly on the relevant issues to be considered. Moreover, important documents such as "Voices from the Regions" should be translated to other languages in order to have a broader distribution. Therefore, **translation** costs should be included in the budget for the next round of the NGP. Some participants may also be willing to translate documents into their own languages. In fact, a Brazilian organization is currently translating *Voices from the Regions* into Portuguese so that it can disseminate the NGP work in Brazil.

4. Outreach and Advocacy Strategy

All participants agreed that **communication with the ES was fluid and easy**. All have visited the website and wanted the newsletter to continue, although some do not currently receive

it - possibly as a result of changes to their e-mail accounts. It would be important to review the contact database before transferring this information to the new ES in Mali. Most participants thought that the ES has made **good use of the available channels of communication** and that **Internet and e-mails** should continue to be the main forms of interaction at the global level.

Although the overall evaluation of communication is positive, there is room for improvement. One interviewee stated that the website was not very user-friendly and that some documents and information were difficult to find. Other suggested that it would be useful to have the **website in different languages**. Surprisingly, most participants were unaware that they could send information to the ES to be disseminated through the NGP's website and newsletter. This possibility should be publicized in order to **make the communication more interactive**. In fact, the current **online discussions** seem to be a step forward in this direction.

Participants also pointed out the necessity of **raising awareness of the process**: they must promote and reinforce the NGP in their countries and regions, involve new actors in the debate, develop national networks, organize sub-regional and regional workshops, and ultimately build a sense of ownership of the process. There is also a general consensus on the need to **reach out to a much wider range of non-governmental actors**, strengthening the geographical diversity within the CD, and garner enough **resources for more participants from developing countries** to play an active role in the NGP. Interviewees identified important actors that were not part of the process, but should be invited to join it (e.g., political parties and foundations, unions, indigenous and social movements, community leaders, the media, and multilateral organizations).

Another important issue raised by the interviewees was **communication between the NGP and the governmental process**. The general opinion was that there was little interaction between the NGOs and the governments, except in a few specific countries and at the Ministerial Conference. In addition, it was not clear to most participants how that communication actually functioned: many felt that they did not have enough information about the interaction between the ES and the governments, nor about the governmental process itself. In order to foster this communication, some participants proposed focusing efforts at the regional level, finding governmental partners that share priority issues and working with them to advance the non-governmental agenda. They recommended more meetings with governmental representatives, and trying to involve more political parties and foundations, or people that work with them, in the process.

In addition, the question of **preparation strategy for the next ministerial conference** needs to be addressed. It is imperative to establish a clear agenda and increase interaction with governments; the NGP should also **prioritize certain issues and formulate its proposals in advance**, not leaving the drafting of declarations for the last minute. If more time is allotted for discussion of proposals at the national and regional levels and the final global meeting is organized well in advance, participants will be better prepared to lobby their governments and push the NGP agenda forward. These efforts should be complemented by an active campaign for a more prominent role in the preparation of the conference and its agenda, so that the opportunities for interaction with the ministerial delegates in Mali are increased.

The **Global Issues Group** could play a more prominent role in the interaction with the Convening Group. Many participants felt that its report was not well disseminated or discussed. One interviewee also pointed out that the document did not provide a clear context for understanding where the proposals came from. There seems to be a need to make the Global Group a more articulated part of the NGP infrastructure and facilitate opportunities for participants to interact with its members. Interviewees also suggested that the composition of the Global group was not representative, and that it should integrate delegates from all the regions in order to reflect the diversity of the NGP.

5. Other relevant issues

Overall, **representation** was a highly disputed matter. Not all the participants agree on how well civil society was represented in the NGP. Some believed that the process convened a wide range of non-governmental actors, while others wondered how representative the NGP really was. Other interviewees pointed out that the NGP could also have been strengthened by the presence of more "people's movements," such as those involved in the World Social Forum and anti-globalization initiatives.

Another issue is that some participants have noted a *"significant influence of the U.S. policy in the CD agenda"* and are worried that the CD might be a potential challenge to the role played by the United Nations. In this regard, they felt that the **NGP should be more independent of the U.S. government**, which has provided significant funding for sustaining the process. They suggested developing new partnerships with other governments and strengthening the relationship with the United Nations in order to advance some priority issues for the NGP, such as conflict prevention, support of democracy transitions, and human rights violations in non-democratic countries. Some even suggested that the NGP should have a permanent place in the UN in order to make it more visible and sustainable.

6. Participation from the Regions

Sub - Saharian Africa

African interviewees felt that their region was under-represented in the global process and that the regional agenda was dominated by Southern Africa. They stressed that the NGP should have involved non-democratic countries more in order to facilitate their democratization and solve problems at a grassroots level. They suggested that participants in the NGP focus on issues of democratization or democratic transitions, develop concrete proposals and do fundraising to implement these ideas. They also stressed that Africa's regional coordination needs to be strengthened and recommended that the process from Santiago 2005 to Mali 2007 should focus on Africa, which is the poorest area in the world.

Asia

Most of the Asian participants cited China as the biggest obstacle to achieving CD goals. Because of China's enormous economic potential, democratic countries prefer to maintain good

trade relations with China than challenge it on issues of democracy. In addition, China is pushing forward authoritarian "models" such as Singapore to prove that economic prowess can be achieved without democratic reform.

Middle East and North Africa

Participation from this region was very limited, even though it was the only region in which two regional workshops were organized. The engagement of the NGOs in the process after the second workshop was still relatively poor. Participants emphasized the need to promote regional activities and find effective mechanisms of cooperation. *"It is an organizational difficulty...how to get Arab NGOs involved in this process,"* said one. They also highlighted the negative impact of international conflicts (e.g. the Arab-Israeli conflict, the invasion of Iraq, the war on terror) on democratic initiatives such as the CD. *"Always issues related to democracy and human rights are culturally sensitive in the Arab World.... The Arab region is one...that suffers from many conflicts, occupations, and violence." "The invasion of Iraq and [the] war against terrorism are creating this tension. However, many new political movements have emerged in this context."*

Europe, Russia and NIS

One issue raised by the European interviewees was their governments' lack of involvement in the CD process. They noted that Eastern and Southeastern European countries are very much focused on the European Union and are not eager to participate in other initiatives. This means that non-governmental actors are unable to develop partnerships with their governments and push the NGP agenda forward. Geographically, South Eastern Europe, the New Independent States and the Balkans were very underrepresented. In addition, there was very limited representation of Western European NGOs because the process was perceived by many as an U.S. initiative. They stressed the necessity of transforming the NGP "into a more European one" and creating more visibility at regional level.

North America

U.S. participants were highly represented and actively involved in the process. In fact, most of the people interviewed, or someone from their organization, were the "original architects/ advocates" behind the CD concept and provided an "impetus" for the Warsaw Ministerial Conference. They recognized their prominent role in the process at both the regional and international levels, and specifically suggested that the NGP should put a greater emphasis on convening Mexican and Canadian NGOs.

Latin America & the Caribbean

The NGP has been more prominent and better-organized in Chile than in other countries, probably as a result of the role of PARTICIPA as Executive Secretariat and the creation of Más Voces, a civil society coalition that was closely involved in the NGP in Chile. However, many participants are willing to take a more active role at regional level and strengthen the NGP in their own countries. In this regard, there is consensus among the participants that regional interaction should be strengthened, and there is a general expectation that PARTICIPA will continue coordinating the NGP at regional level.

7. Priorities for the Future

Interviewees defined the following priorities for ensuring the continuation and sustainability of the NGP:

Maintain NGP participation and improve the Ministerial Conference format

Civil society participation in the Ministerial Conference, which took place for the first time in Santiago, should be expanded in the future. There should be an active campaign for a more prominent role in the preparation of the conference and its agenda to increase opportunities for interaction with the ministerial delegates in Mali. More focused and substantive sessions should be held in which non-governmental actors and governments can interact. Many participants felt that the NGP should have lobbied the governments more actively before the Ministerial Conference in Santiago and tried to get countries to make concrete commitments regarding democratic crises or human rights violations.

Develop a clear advocacy strategy for the Non-Governmental Process

It is imperative to establish a clear agenda and increase interaction with governments; there is also agreement that the NGP should prioritize certain issues and formulate its proposals in advance rather than leaving the drafting of declarations for the last minute. If more time is allowed to discuss and agree upon proposals at the national and regional levels, and the final global meeting is organized well in advance, participants will be better prepared to lobby their governments and push the NGP agenda forward.

Monitor government compliance with the commitments made within the CD

The governments have made a number of declarations, but have they kept their promises and turned their pledges into policies? Monitoring should not be a passive process. The NGP should consistently monitor governments, utilize the NGO network, and use lobbying to urge governments to fulfill their commitments. Resources and guidance are needed to accomplish these tasks; however, many organizations already have this expertise and could mentor others. It may be easier for organizations to monitor compliance if commitments are broken down into very practical terms (i.e., what exactly governments are committed to doing, and how compliance can be measured). It was also suggested that in the next round of the process, there should be an emphasis on monitoring compliance at a regional level.

Institutionalize the NGP

Many see this point as absolutely crucial. The creation of a Steering Committee or other semi-permanent group of people who have a good knowledge of the process and ongoing contacts with government representatives is vital for the survival and development of the process. As an interviewee pointed out, it could even give the NGP the upper hand with the governments: *"Government representatives and Ministers are constantly revolving. So if there is a strong core group of non-governmental actors, we NGOs can actually have better control of the process and better leverage because we have the institutional memory."*

The new ES needs a fixed budget to function and develop the second round of the NGP

Some organizations are willing to look for funding, but others are already struggling to secure funding for themselves. Some suggested that it would be easier for them to apply for regional funding than do it individually.

Increase participation in and raise awareness of the NGP

Participants agreed that it is necessary to involve more political actors and personalities who have an influence on public opinion to get more attention from the media. They also noted that more activists from undemocratic countries, social movements, etc. should be represented in the NGP. They highlighted the importance of strengthening the NGP in their countries and regions, involving new actors in the debate, organizing national and sub-regional activities, and ultimately building a sense of ownership of the process.

Transfer the ES to Mali

Participants from all the regions want to know how and when this transfer will take place. The key questions is how the NGP can best support the new ES in Mali. Some suggested that the organizational capacity in Mali should be supported by including more local NGOs and political actors.

8. Results from the consultation with the government representatives

The ES contacted governments that are part of the Convening Group and CD governments that had sent their Foreign Affairs Ministers to attend the III Ministerial Conference. The participatory evaluation was intended to involve three governmental representatives from each region, but despite the efforts of regional partners and the ES, only seven governments and one multilateral agency agreed to be interviewed. The difficulty of getting governments to respond makes implementing an advocacy strategy a challenge and shows that the relationship between CD governments and civil society organizations involved in the NGP needs to be improved. To date, of the 23 governments contacted, representatives of only eight were willing and able to contribute to the evaluation: Benin, Brazil, Chile, Mali, Mexico, Paraguay, South Korea, and United States. A representative from the UNDP was also interviewed.[64]

Government perception of the Non-Governmental Process

The representatives interviewed agreed that the participation of the non-governmental actors in the last Ministerial Conference *"was more active and productive than the previous meetings."* Overall, their participation both at the CG meetings and at the Ministerial Conference was seen as positive: *"We find it very constructive and useful."* However, there is also recognition that civil society participation *"was a bold approach" and* could be a controversial issue for some.

[64] For a complete list of the countries contacted see Annex 40.

All the interviewees agreed that the official participation of the NGP delegates in the last Ministerial Conference was a milestone in the relationship between the governments and the NGP. Many comments reflected a belief that this interaction should continue and that the participation of civil society should be increased in the next Ministerial Meeting: *it was a good development and should continue in the future." "It is an important step forward that should continue in the future, so that the CD perspective regarding democracy and other related issues could be widened and be more inclusive."*

NGP outreach and advocacy strategy

Almost all the governments interviewed were aware of the NGP long before the Ministerial Conference took place; a delegation from the Mexican government even attended the Final Global Meeting of the NGP in March 2005. This awareness indicates that lobby efforts by the ES and the Global Issues Group have been effective in making the work carried out by the NGP recognized.

Comments by the representatives show that they are familiar with the proposals presented in *Voices From the Regions: "I am aware of these proposals and think they are very relevant, not least because most of these issues are under serious discussion in the Convening Group and Ministerial meetings." "[The NGP presented] creative and innovative proposals that contributed to enhance the final declaration and the action plan." "There were proposals that seemed very realistic and feasible to achieve in the short or medium term, such as those related to democratic transitions, strengthening of the CD process, corruption and transparency, etc."* It is also necessary, however, to turn the proposals into "practical actions," which it is often complicated.

Some representatives also said that they found the website useful for following the regional and global activities of the NGP.

Of all the proposals, the creation of an independent review mechanism for the invitation process is by far the most controversial issue. There was no agreement on this point among the governments within the Convening Group, with some governments feeling as though the CD should be more inclusive of all governments and others feeling as though the Seoul criteria should be more strictly enforced. Interviewees also pointed out that the proposal for institutionalizing the CD needs clarification, as it is not clear whether the proposal refers only to administrative aspects of the process or if it also involves other issues. Those interviewed felt that the Process is already relatively institutionalized considering how new it is.

The proposals to support the creation of a United Nations Global Democracy Fund and the adoption of the UN Democracy Caucus are endorsed by all the governments interviewed, and were acknowledged in the Santiago Declaration. On the other hand, endorsing Hungary's proposal for the creation of a Democracy Transition Center does not seem to be a priority for the governments that responded. The reluctance of some governments to push this initiative forward seems to come from the view that it would be duplicating the work already being done by other international organizations. This perception may have been different if European governments had participated in the consultation.

Overall, the proposals made by the NGP delegates were widely recognized: the interviews confirmed that the Convening Group countries received and considered these proposals before

the Santiago Declaration was issued. Their impact on the Santiago Declaration, however, is more difficult to determine. When representatives were asked if they were aware of any domestic policy initiative that emerged as a result of their government's participation in the CD or the Santiago Declaration, the answer was always "no" or "not that I am aware of."

Government support for the NGP

Though participation of the Non-Governmental Process in the CD seems to be widely supported, the question is how to turn this support into practical interaction. Interviews with government representatives indicate that there is a desire for civil society to have a more active role in the CD and that collaboration should begin at a national level. Suggestions included *"working together through a common and coordinated work with the diversity of actors of the civil society." "We will encourage more active participation by Korean NGOs,"* another respondent said. The advocacy strategy should also continue targeting the Convening Group countries, especially now that new countries have joined the group[65]. Finally, the NGP should raise awareness of the process and establish communication with other governments who have better negotiating positions within the NGP.

[65] These countries are: Cape Verde, El Salvador, Italy, Mongolia and Morocco.

SECTION 9:
Looking Forward to Mali 2007

A. Next Steps

After the Ministerial Conference in Santiago, the Executive Secretariat took on the tasks of disseminating information about the CD process, systematizing the ES experience, and carrying out a participatory evaluation. In order to continue its outreach work, the ES agreed to maintain the non-governmental website *www.santiago2005.org,* continue to send a regular newsletter to partners to keep them informed of the transition from Santiago to Mali, and coordinate an electronic discussion group to informally discuss the follow-up and preparatory activities and to add to the collective leadership of the substance of the Non-Governmental Process. This E-Group began on July 14th and has had discussions on six topics so far.[66]

Working from the results of the initial assessment and the participatory evaluation, the Executive Secretariat identified three major objectives of the Santiago-Mali strategy:

1. Make the Non-Governmental Process sustainable by institutionalizing its leadership (the Executive Secretariat and the International Steering Committee) and its relationship with the government.
2. Promote better communication between the non-governmental and governmental processes with the goal of strengthening the existing dialogue and influencing the decision of the governments.
3. Work for the implementation of government commitments.

B. Institutionalizing the Non-Governmental Process

In an attempt to better coordinate the NGP participants and consolidate the input for the non-governmental strategy, proposals on how the leadership roles in the Non-Governmental Process leading up to Mali should be defined were discussed by the E-group described above. The definitions of the roles of the Executive Secretariat and the International Steering Committee presented below are the result of the E-group discussion. Although at the time of this writing, not all decisions about the Executive Secretariat and the International Steering Committee have been made, it has been agreed that all three of these groups will attend the meetings in Mali in January of 2006 to define the future Santiago-Mali strategy, finalize the responsibilities of each participant, and establish methods of communication. Both the partners who attend the meetings in Mali and those who do not will receive a copy of the draft strategy before and after the meetings for their input.

---

[66] Please visit the website *www.santiago2005.org* to lean more about the e-group discussions. For a summary of session of E-Group discussion, see Annex 41.

PREVIOUS PAGE BLANK

1. The Executive Secretariat

The future Executive Secretariat in Mali will be made up of a group of civil society organizations. At the time of this writing, the ES in Santiago has been in touch with NGOs and civil society networks in Mali and is preparing for the transfer. There will be two sets of meetings in Mali to help facilitate this transfer and ensure that the new ES has the institutional capability and domestic and international support it needs to function.

The first set of meetings took place in November 2005, when members of the current Executive Secretariat and representatives of the Council for Community of Democracies traveled to Bamako to meet with a variety of stakeholders in Mali. The objective of these meetings was to speak to various social and political actors in Mali to discuss their possible participation in the Non-Governmental Process.

A meeting for the new Executive Secretariat and the new International Steering Committee is scheduled to take place in early 2006, in Bamako. This workshop will bring together the Mali coalition NGOs, the Chilean ES, the International Steering Committee (ISC) and other regional partners. The meeting will have two parts: i) a two-day workshop to transfer the ES to Mali NGOs and ii) a two-day workshop with the participation of colleagues from Mali, Chile, the new ISC, and other regions to define the Santiago-Mali non-governmental strategy.

Although specific duties of the Executive Secretariat may be redefined during the November and January meetings, some of the general duties of the ES include:

1. Coordinating and convening the International Steering Committee meetings and the E-Group discussions.
2. Coordinating the logistics for the next Ministerial Meeting in 2007 along with the government of Mali.
3. Designing and implementing the outreach strategy for the Non-Governmental Process, continuing to use current tools such as the website and the newsletter.
4. Serving as a clearing-house for information about and as a liaison to the government of Mali.
5. Supporting the Steering Committee in its work implementing the regional strategy in Sub-Saharan Africa.

2. International Steering Committee

There is a consensus that the creation of an International Steering Committee that works together with and supports the next Executive Secretariat is the first step towards an institutionalized and sustainable Non-Governmental Process.

Membership of the ISC:

The ISC will be made up of about **20 social and political actors**, four from each of the following regions: 1) Europe, Russia, and the NIS; 2) Asia; 3) Sub-Saharan Africa; 4) the Americas; and 5) Middle East and North Africa.

The four representatives from each region should be chosen with the following criteria in mind:

- They should have a history of involvement in the Non-Governmental Process;
- They should be publicly respected figures;
- There should be gender diversity among the regional representatives;
- There should be stakeholder diversity (NGOs, political parties, political foundations) among the regional representatives;
- The four representatives should collectively be able to make decisions on global-level issues as well as implement and identify funding for the non-governmental strategy in their regions.

The members of the ISC will remain on the Committee until after the Ministerial Meeting in 2007, at which point half of the Committee (2 people from each region) will rotate off to give new people a chance to participate.

Objectives and duties of the Steering Committee:

The Steering Committee should be a policy-making body that plays an active role in designing and implementing the non-governmental strategy at the regional and global level, including the search for funding and support for the Executive Secretariat in Mali.

1. Develop the Santiago-Mali non-governmental advocacy strategy.
2. Discuss and agree upon a specific strategy aimed at strengthening the Community of Democracies process. One example might be supporting the implementation of invitation criteria by contributing professional advice and political endorsement to the invitation process. This would ensure that the CoD remains faithful to its core objectives and goals even as it improves its systems of transparency and accountability.
3. Support the Executive Secretariat and designate a specific liaison to maintain frequent communication with it.
4. Design and implement the non-governmental strategy in their respective regions along with other interested organizations and individuals in the region.
5. Act as the counterpart to the Convening Group and follow-up and participate in government Working Groups.
6. Raise awareness of the Non-Governmental Process for the Community of Democracies in their networks and organizations, as well as of the key role that civil society processes can play in governmental decision-making processes.
7. Make statements on specific issues related to the CoD and UN reform and other democracy-related issues.

The idea is that the Executive Secretariat and the International Steering Committee will work together and with other partners to define and implement the non-governmental strategy leading up to the IV Ministerial Conference in Mali.

C. Working with and Influencing Governments

Continuing to develop the relationship with both the government of Mali and the Convening Group of the Community of Democracies is crucial to the success of the Non-Governmental Process. Given that one disappointing aspect of non-governmental participation in the Santiago Ministerial Meeting was the sense that non-governmental actors did not have as much influence on the final commitments as it would have liked to, focusing on improving this relationship and influencing the Community of Democracies Process itself needs to be a priority.

1. Regular Participation in Convening Group Meetings

One of the major achievements of the Seoul-Santiago Process was the opportunity to learn about the Convening Group work agenda and present the progress in the Non-Governmental Process. This regular interaction allowed representatives from both government and civil society to be aware of each other's goals and activities, and gave each sector the chance to get feedback from the other. The development of this relationship helped create the conditions of mutual trust that convinced the Convening Group to have one integrated Ministerial Meeting in Santiago. This achievement must be maintained and taken further: representatives of the Non-Governmental Process must be able to participate regularly in Convening Group Meetings. This participation should not be limited to presenting interim results of the Non-Governmental Process; non-governmental participants should be able to engage in the discussions of the Convening Group and be informed of the Convening Group's conclusions.

2. Participating in the Working Groups

As part of the Santiago Commitments, countries agreed to form working groups for the issues of Democratic Governance and Civil Society; Poverty, Development and Democratic Governance; Regional and Interregional Democratic Governance; and Promoting Democracy and National and Transnational Threats to Democracy. The ISC sholuld be responsible for following up with these governmental working groups, and it should ensure that members of the Non-Governmental Process are designated to follow and participate in these working groups. This kind of government-civil society interaction on specific issues that have been marked as priority of governments would greatly increase civil society influence.

D. Working to Implement the Santiago Commitments

The main objective of the Santiago-Mali strategy should be to work at a national, regional, and global level for the implementation of the commitments made by Community of Democracies governments in Santiago. In very general terms, how partners in each country work to see that CD

commitments are implemented depends on the relationship that the partners have with their governments. One of the most effective approaches for non-governmental actors that are working with receptive governments is a collaborative relationship that allows the two entities to work together as civil society actors prioritize commitments, define work agendas, and budget the funding that allows for their implementation. Non-governmental actors that are working with less-collaborative governments can push for government accountability by monitoring and evaluating the implementation of their commitments and drawing attention to the gaps in the fulfillment of the commitments. For those working under non-democratic regimes, the approach may be quite different. It is the role of the ISC members to work closely with other partners to define priorities for action and strategies for the work being done in each region.

At a **national and regional level**, one approach is to "use" the commitments made by the governments in order to promote government-civil society dialogues to strengthen democracy. ISC members, in conjunction with the other regional partners, could define strategies for dealing with countries suffering from democratic crises, planning how best to work with local partners to either engage or put pressure on the the governments in question. The regional working groups could set "target countries" in their regions and use the strength of the global Non-Governmental Process for the Community of Democracies to put pressue on governments. Members of the ISC might work with parnters with democratic governments to choose specific commitments or issues from the Santiago Declaration as topics for a regional government-civil society discussion.

At a **global level,** the Executive Secretariat, the International Steering Committee and other regional partners should work for the implementation of commitments made that are related to the United Nations reform and the UN Democracy Caucus. In Santiago, CD governments reiterated their commitment to working within the UN to promote democracy, supporting the process of UN reform, and engaging in an active discussion of the proposal for reform put forward by UN Secretary General Kofi Annan in early 2005. The CD governments also committed themselves to continuing their work in the informal democracy caucus in the UN and to supporting the implementation of the UN Democracy Fund. They also promised to meet with the NGOs that have worked to promote democracy at the UN. They also explicitly welcomed the UN Secretary General's recognition of the CD and encouraged cooperation with the International Conference of New or Restored Democracies. The ISC must work with members of the Global Issues Group and other regional partners to design a process of monitoring and pushing for the implementation of these commitments.

E. Final Thoughts from the Executive Secretariat

Overall, we are very pleased with the progress that has been made since the Non-Governmental Forum that took place in Seoul, South Korea in 2002. The process in which civil society actors from across the globe worked together to prepare for the III Ministerial Conference was a milestone, the first opportunity of its kind. Also for the first time, 70 of those civil society actors were able to participate directly with governments in that conference. The inclusive nature of the regional workshops and the formulation of proposals for governments was particularly

ground-breaking. The publication "Voices from the Regions" will be a resource for both civil society actors and governments and is one of the NGP's most important products to date.

We also recognize the importance of some of the more intangible accomplishments of the process. The Executive Secretariat and other non-governmental actors worked very hard to maintain a strong relationship with the Convening Group governments and to push for an integrated Ministerial Conference, and we were met with goodwill from the Convening Group, including the Chilean and U.S. governments. This new relationship with the Convening Group governments, apart from the success of having a joint government-civil society conference, represents an important achievement that contributes to the sustainability of the Non-Governmental Process. Partners were also very appreciative of another result of the process that will help contribute to its sustainability–the networking between organizations and foundations in different parts of world that are working to promote democracy is invaluable.

One interesting example of where this kind of networking can lead is the Chilean-Arab Exchange that took place just after the Ministerial Conference in April 2005. Taking advantage of the fact that participants from the Middle East and North Africa were in Santiago for the Ministerial Conference, Freedom House and the Executive Secretariat put together a two-day study tour for seven participants from Lebanon, Palestine, Tunisia, Iraq, Egypt, Bahrain, and Morocco. These participants met with Chilean organizations and individuals that played a key role in the Chilean transition to democracy in order to work on a variety of transitional issues, such as methods of effective dialogue, cooperation with government bodies, and new approaches to democracy promotion. We feel that this kind of cross-cultural exchange is an important way for civil society organizations involved in the Non-Governmental Process to promote democracy.

Although the Non-Governmental Process has made important achievements since its inception in 2003, there are still important challenges to be faced before it becomes sustainable. We worked very hard to make the process as broad and inclusive as possible, but were unsuccessful in our attempts to involve a critical mass of organizations and foundations in Europe. As previously stated, this involvement and support is critical for the success of both the governmental and non-governmental processes of the Community of Democracies. We were also disappointed with the lack of involvement of political parties in the Non-Governmental Process. Despite outreach efforts and specific encouragement, we were unable to make political party representatives grasp the importance of the CD process. We see their integration into the process as vital and recognize that this will be an ongoing challenge for the Non-Governmental Process.

With respect to the Ministerial Conferences, an important precedent has been set, but progress must continue. There are five new members of the Convening Group: Italy, Cape Verde, El Salvador, Mongolia and Morocco. There is one remaining slot open to a country that from Asia that has not been filled at the time of this writing. The leaders of the Non-Governmental Process must incorporate these new countries into the relationship that they have established with the other Convening Group countries. They must also ensure that non-governmental participants formulate their proposals earlier and work harder with their governments to see that more consideration is given to those proposals. The NGP must also focus on lobbying Convening Group

governments, and the government of Mali in particular, to create an independent mechanism for invitation that upholds the invitation criteria established in the Seoul Plan of Action.

By facing these challenges and continuing the progress that has already been made, we feel that the Non-Governmental Process can make an important contribution in the promotion of democracy.